LA
MONARCHIE DES HABSBOURG

D'APRÈS LE LIVRE DE H. WICKHAM STEED

Dans les *Instructions* que recevaient à leur départ les ambassadeurs de notre Ancien Régime, figurait une clause qui devint « de style » à partir du règne de Louis XV : l'ambassadeur devrait à son retour rapporter une *Relation* détaillée et complète de la Cour et du Gouvernement auprès desquels il aurait été accrédité; il aurait à renseigner le Roi et son Conseil sur les souverains et les hommes d'État qu'il aurait fréquentés, sur leurs entours et intimité, leurs caractères et habitudes, sur les forces et les ressources de l'État, les sentimens des peuples, la richesse et le commerce des pays, etc., etc.

La plupart des ambassadeurs d'alors suivaient les *Instructions* de leur ministre : leurs *Relations* sont aujourd'hui les documens les plus utiles pour qui veut comprendre, et non pas chronographier seulement, l'histoire de l'Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles. Elles ne sont pas bourrées de chiffres. Elles ne donnent même que de rares et incomplètes statistiques. Elles négligent souvent, elles ignorent parfois la géographie, et n'ont aucune prétention à la philosophie historique. Mais, nous expliquant au mieux la machine gouvernementale et nous faisant connaître le personnel qui la dirigeait ou l'actionnait, telle de ces *Relations* sur la Pologne, sur Gênes ou sur la Rome pontificale, reste, après deux siècles écoulés, le seul tableau qui fasse revivre devant nos yeux tel et tel de ces États défunts.

M. Henry Wickham Steed a été, durant de longues années, le correspondant ou plutôt l'ambassadeur du *Times* à Vienne : par ses dépêches et correspondances, il y a si bien rempli son devoir d'informateur quotidien qu'il vient d'être rappelé à Londres pour prendre la direction de la politique étrangère dans le grand journal anglais; d'ambassadeur à Vienne, le voici promu sous-secrétaire d'État permanent à cet autre *Foreign Office*. Il a rapporté de son ambassade une *Relation* dont M. Firmin Roz nous donne la traduction sous le titre : *La Monarchie des Habsbourg* (1). C'est vraiment une *Relation* à la française, écrite par un Anglais qui a fait ses études en France et qui a toujours professé une admiration reconnaissante pour nos maîtres de l'enseignement supérieur.

M. H. W. Steed nous dit en sa *Préface* : « Nombre d'écrivains étrangers se sont occupés des questions autrichiennes, hongroises et austro-hongroises; une bonne part de leur travail repose sur la connaissance précise des faits enregistrés, des statistiques, des idiosyncrasies de races et des événemens historiques. » M. Steed connaît aussi bien que personne l'histoire, l'ethnographie, la législation et les finances de l'État austro-hongrois; il sait où l'on peut copier ces belles statistiques, qui donnent confiance à l'œil du lecteur, sans dire grand'chose à son esprit. Mais ce n'est pas un manuel d'histoire, ni de géographie, ni de sociologie, ni d'économique qu'il a voulu faire : « ayant eu l'avantage d'avoir vécu pendant dix années la vie quotidienne du pays et d'avoir dû la contempler en critique, sinon en juge, » il ne nous offre que « les fruits de son expérience personnelle. » C'est une œuvre personnelle qu'il a voulu composer, un tableau d'ensemble, où la réflexion a autant de part que l'expérience, un portrait véridique de cette monarchie des Habsbourg, considérée par lui comme une personne vivante, agissante et durable.

En ce portrait fidèle et pourtant respectueux, la monarchie des Habsbourg n'est ni flattée ni caricaturée. Elle est peinte, d'une main fort experte et d'un œil sympathique, qui voyait les défauts et les tares du modèle, mais qui n'avait aucun parti pris de haine ni de courtisanerie : de-ci, de-là, quelques touches spirituelles, quelque arrangement de parure ou de chevelure

(1) Librairie Armand Colin.

trahissent le sourire de l'auteur et sa discrétion amusée par tel détail qu'il connaît, mais qu'il veut taire. Comme il arrive pour nombre de portraits ressemblans, le modèle s'est fâché et n'a pas voulu se reconnaître. Le livre de M. Steed a été interdit par la censure autrichienne ou, du moins, n'a été reçu qu'à correction. Il se peut que les spectateurs et les critiques indépendans lui reprochent, en revanche, son désir de nous présenter en jeunesse cette noble et vieille dame que l'on nous montre, d'ordinaire, plus proche de la décrépitude et de la sénilité que de l'adolescence ou même de l'âge mûr.

M. Steed l'a vue jeune et fort belle encore. Il la croit toujours sujette à « des crises de croissance plutôt que de déclin. » Il partage les espoirs de ceux qui, l'ayant longtemps admirée, lui découvrent toujours les mêmes charmes et, sous les rides dissimulées, le même âge. Quand la malheureuse impératrice Élisabeth tomba en 1898 sous le poignard de Lucheni, l'Europe entière, qui pourtant la voyait sur le trône depuis un demi-siècle bientôt et la savait grand'mère, fut étonnée d'apprendre qu'elle avait passé la soixantaine : la grâce de son visage, la noblesse de son allure, la souplesse toute sportive encore de ce corps élégant faisaient croire à son éternelle jeunesse.

Depuis le Congrès de Vienne jusqu'en cet été de 1914, la monarchie des Habsbourg a été pour les diplomates anglais la plus sûre et la plus précieuse des amies sur le Continent : elle leur est toujours apparue sous ses traits de 1815, puisqu'elle devait continuer de tenir son rôle de 1815 dans leurs combinaisons. La diplomatie d'Édouard VII voulait encore agrandir l'importance de ce rôle : ce n'est pas la Russie et la France seulement que le roi-diplomate espérait fédérer à la Grande-Bretagne pour la défense des libertés européennes ; Édouard VII, s'il eût vécu, eût peut-être gagné la coopération des Habsbourg à cette campagne d'affranchissement. M. Steed a été à Vienne l'un des témoins, l'un des collaborateurs de la politique d'Édouard VII ; il a cru, il continue de croire à la pérennité de l'Autriche : « Sans doute, des erreurs, des faiblesses, des préjugés chez le monarque, les hommes d'État ou les races peuvent conduire, dit-il, la monarchie au bord de la ruine ; un désastre peut paraître présager l'accomplissement des prophéties de désintégration ; mais, pendant dix années d'observation et d'expérience constante, dix années de luttes et de crises, il ne m'a

été donné de percevoir aucune raison suffisante qui puisse, en supposant à la dynastie une sagacité moyenne, empêcher la monarchie des Habsbourg de conserver sa place légitime dans la communauté européenne. » Le livre tout entier n'est que le développement de ce double axiome : 1° la monarchie des Habsbourg tient une place légitime, nécessaire, dans la communauté européenne ; 2° il suffit à sa dynastie d'une sagacité moyenne pour conserver longtemps cette place.

Telles sont du moins les deux idées maîtresses qui reparaissent à chaque page et, si l'exposé proprement dit ne comprend que les trois premières parties de l'ouvrage : *I. Le Monarque et la Monarchie ; — II. L'État ; — III. Le Peuple*, on peut dire que la quatrième, *La Politique étrangère*, vient comme une vérification tirée de l'expérience la plus récente.

Dans les autres États, la politique étrangère est, d'ordinaire, fonction de la politique intérieure : celle-ci, le plus souvent, détermine ou embarrasse celle-là. Dans la monarchie des Habsbourg, la politique étrangère fut toujours la principale raison d'être, la fonction essentielle de l'État : la politique intérieure elle-même n'est qu'une sorte de diplomatie interne entre les races, les castes, les religions ennemies, dont les représentans élus forment autour du souverain moins des parlemens qui légifèrent, que des sortes de congrès, des Délégations, qui négocient tant avec la couronne qu'avec les sujets voisins et rivaux. Il en résulte que la sagacité diplomatique chez les dirigeans est pour cette monarchie la seule condition d'une durée presque indéfinie. Or la sagacité diplomatique n'est point si rare parmi les hommes ni d'acquisition si difficile que le premier venu, dûment lavé et habillé, comme disait Bismarck, ne puisse faire un honnête diplomate : le plus rustique des seigneurs terriens se révèle parfois le plus habile des maquignons. Et il suffit, dans l'Europe actuelle, d'une duplicité moyenne pour devenir ou pour sembler un très grand diplomate : voyez le portrait que M. Steed nous trace du baron d'Aehrenthal !... Pourquoi donc présager la disparition de l'Autriche-Hongrie ?

* * *

La nature et l'histoire ont fait à la monarchie des Habsbourg sa place nécessaire, donc légitime. M. Steed énonce cet axiome et n'éprouve aucun besoin de nous le démontrer : j'ai dit qu'il

ne versait ni dans les descriptions géographiques, ni dans les dissertations d'histoire ; pour les lecteurs anglais, il était d'ailleurs des vérités premières dont la démonstration aurait paru oiseuse ; quand, depuis un siècle, la monarchie austro-hongroise était une pièce nécessaire sur l'échiquier britannique, comment le public anglais pouvait-il mettre en doute qu'une providence bienveillante eût, de toute éternité et pour toujours, préparé la place et assuré le maintien de cette monarchie sur le Continent?

Les lecteurs français ont là-dessus des sentimens tout contraires : depuis trois siècles bientôt, la ruine de la maison d'Autriche est le *delenda Carthago* de leurs manuels scolaires. Mais si l'on demandait à M. Steed quelques argumens à l'appui de ses dires, j'imagine que, sans peine, il en pourrait fournir d'excellens et de nombreux : il suffit de considérer une carte, de feuilleter une histoire de l'Europe danubienne.

Au centre du continent européen, à mi-distance des marécages baltiques et des promontoires méditerranéens ; au rebord oriental du grand système alpestre qui, de ses massifs, contreforts, contrepentes et péninsules allongées, fait jusqu'à l'Atlantique et jusqu'à la Méditerranée l'Europe occidentale ou, pour mieux dire, l'Europe tout court ; à l'entrée de ces plaines sans bornes qui, jusqu'au Pacifique, déroulent sur l'Europe orientale et sur l'Asie polaire leurs pâturages et leurs déserts : le bassin du moyen Danube est une cuve profonde, que sa ceinture de monts et de forêts n'a jamais pu défendre contre les attaques du dehors et vers laquelle ont toujours tendu, coulé, couru les torrens des hordes pillardes, les fleuves des tribus migratrices et les inondations des empires conquérans.

De tous les coins de l'Ancien Monde et même de ses extrémités les plus lointaines, les humanités jaunes et blanches se sont précipitées à ce rendez-vous de batailles. Toutes à leur heure ont voulu conquérir, ont conquis et occupé ce nombril de notre continent. Du Far West européen, sont venus jadis les Celtes par la route qui ramena, depuis, les Français de Napoléon ; de l'Extrême-Orient asiatique, trois fois les Jaunes : Huns, Magyars et Mongols, ont poussé jusqu'ici leurs tourbillons de cavaliers ; du Sud-Ouest, les Romains de Trajan et, du Sud-Est, les Turcs de Selim ; du Nord-Ouest, les Germains et, du Nord-Est, les Slaves y sont venus planter les

castra de leurs colons militaires, les tentes de leurs *sandjaks*, les *burgs* de leurs margraves ou les grosses fermes de leurs *zadrougas*.

Nombre de ces invasions n'ont fait que passer. Nombre d'autres ont laissé leurs témoins sur le pourtour ou dans le fond de la cuve. Allemands, Slaves du Nord, Magyars, Roumains et Slaves du Sud sont, en fin de compte, restés maîtres de la place. Mais il a fallu vingt et trente siècles de guerres pour en éliminer les autres compétiteurs : il y a deux cents ans à peine, le flot turc battait encore le rempart de Bude et, si l'Islam s'est retiré avec lui, les autres religions de l'Europe occidentale et levantine, les trois christianismes catholique, protestant et orthodoxe, sans compter le judaïsme, continuent de s'y affronter. M. Steed cite quelque part le mot de Metternich : « L'Asie commence au faubourg de Vienne, à la Landstrasse. » Vienne est au pouvoir des blancs d'Europe, en effet; mais à quelques kilomètres, commence la Hongrie, terre des Jaunes et des Israélites, l'Asie magyare et judaïsante.

En ce carrefour de batailles, le Habsbourg est un jour apparu pour établir la trêve de Dieu. Pauvre baron suisse, descendu de son château de l'Aar, il avait été élu par ironie chef laïque de la chrétienté occidentale, gérant nominal de ce Saint-Empire romain germanique, dont relevaient en théorie tous les royaumes de l'Occident. Il avait profité de ce titre pour s'attribuer la possession héréditaire de l'*Ostreich*, de l'*Ostmark*, de cette Marche, de ce « Royaume de l'Est, » qui était alors le boulevard de la chrétienté occidentale vers le Levant. L'Autriche et la *burg* de Vienne devinrent ainsi sa terre et sa résidence; elles le sont toujours demeurées.

De la fin des Croisades au début de notre Révolution, le Habsbourg conserva presque toujours la couronne impériale, et il resta toujours à son poste de margrave d'Autriche. Il put avoir d'autres ambitions et d'autres rôles dans l'Empire germanique, dans le reste de l'Occident et jusque dans les terres à peine découvertes du Nouveau-Monde. Mais dans sa Marche danubienne, défenseur avancé du christianisme et de l'Europe contre l'Asie mécréante, son rôle historique fut de fédérer autour de son Autriche les chrétientés voisines pour soutenir, repousser, briser enfin les assauts de l'Infidèle : ce sont les murs de Vienne, défendus par tous les chrétiens du voisinage, qui

arrêtèrent le Turc et l'Islam dans leur remontée triomphante du Danube ; ce sont les généraux du Habsbourg, menant des armées allemandes, croates, serbes, tchèques, hongroises et transylvaines, qui rejetèrent la conquête ottomane derrière la Theiss, puis derrière la Save et les Carpathes ; les autres Puissances européennes, la France et la Russie surtout, ne les eussent-elles pas arrêtés en cette descente libératrice, il est possible que les Habsbourg l'auraient poursuivie jusqu'aux rivages de l'Archipel et de la mer Noire.

Si toutes les chrétientés danubiennes eussent été de même race, de même langue ou seulement de même rite, il est probable que, de ces luttes séculaires, la victoire aurait fait émerger une monarchie des Autriches toute semblable à celle que les mêmes luttes pour la foi établissaient sur les Espagnes ou sur les Russies : monarchie unitaire, monarchie religieuse, nivelant les indépendances et les autonomies et renversant les limites de royaumes ou de cantons pour soumettre à son droit divin et à son bon plaisir les corps et les âmes.

Mais entre ces chrétientés du Danube, les différences de rites avivaient encore les haines de races, et les incompréhensions de langage parachevaient le chaos : chaque peuple voulait rester fidèle à sa communion, à son caractère familial, à ses traditions, comme à son costume. Loin de se fondre en une unité religieuse, leurs particularismes se traduisaient en des sectes et des hérésies : chacune de leurs nationalités se faisait un christianisme à sa mode ; Tchèques, Moraves, Magyars, etc., même au sein du catholicisme, chacune voulait avoir sa religion. Quelques-uns même préféraient au salut de leurs âmes la garantie de leur particularisme : Croates et Transylvains trahissaient les armées de la Croix pour chercher dans la vassalité du Turc et de l'Islam la sauvegarde de leur autonomie.

C'est de là que la monarchie des Habsbourg tira son caractère spécifique. Elle ne pouvait pas s'imposer par l'Église à l'obéissance globale de ces chrétientés ; elle dut gagner leur dévouement, solliciter et obtenir l'adhésion de chacune et, pour se les attacher l'une après l'autre, chercher un autre lien que la religion. A la mode germanique, le Habsbourg fonda sa puissance sur le droit féodal, sur l'hommage-lige, sur le serment de fidélité individuelle et nationale. En dehors des terres allemandes, il se construisit un empire d'après les principes du

Saint-Empire romain germanisé, en remplaçant les hommes-liges de celui-ci par des peuples-liges.

Empire féodal, mais empire familial tout ensemble ; car, des divers moyens d'imposer ou de gagner l'hommage, — conquête, achat, procédure juridique, négociations et marchandages, — le Habsbourg avait choisi d'ordinaire le moins coûteux et le plus sûr : il avait fait entrer dans sa famille, par une suite de mariages, les héritières des différentes couronnes danubiennes et acquis ainsi à ses descendans l'hommage héréditaire de tous ces peuples rivaux ; c'est par d'heureux mariages que l'Autrichien s'était annexé la Bohême, la Moravie, la Hongrie et ses dépendances, *tu felix, Austria, nube.*

Ainsi, de la fin des Croisades au début de notre Révolution, cette monarchie se constitua et s'étendit presque continûment. Malgré des revers et des rébellions, elle vint à bout de tous les adversaires du dedans et du dehors. Mais à mesure que, sur le Danube moyen, le Habsbourg affermissait sa prise et ses droits, il perdait pied dans le Saint-Empire romain germanique : toujours chef nominal de cet empire de l'Occident, toujours possesseur de fiefs et de propres dans la haute et basse Allemagne, il y voyait diminuer de jour en jour et son pouvoir impérial et ses domaines et ses juridictions. Bon gré mal gré, il devait laisser l'Europe teutonne et latine à d'autres, aux rois de France, d'Espagne et de Prusse, et se lancer à corps perdu vers le Levant : de jour en jour, le *Drang nach Osten*, la descente vers l'Orient danubien et balkanique était assignée à ses ambitions et à ses espoirs.

Notre Révolution ne fit qu'achever ce destin que, dès 1773, un Joseph II envisageait déjà et acceptait d'un cœur content : jetant bas le Saint-Empire germanique, Napoléon fit du même coup surgir un empire autrichien ; le Habsbourg, cessant d'être l'Empereur d'Occident, se proclama empereur d'Autriche et, perdant ses derniers domaines sur le haut Danube et sur le Rhin, il se consacra tout entier à ses peuples et royaumes de l'Est.

Un instant, on put croire que les contre-coups de la Révolution porteraient à cette monarchie, comme à tant d'autres, le heurt fatal : comment cette bâtisse moyenageuse, la plus féodale peut-être de toutes les bâtisses européennes, pourrait-elle résister aux secousses et tiraillemens des nationalités, que

l'exemple, la propagande et les victoires de la France révolutionnaire éveillaient à travers l'Europe? En cette cuve danubienne, où, par quatre et cinq fois, accourait l'invasion jacobine, puis napoléonienne, en ces provinces de la Save et de l'Adriatique où l'empire napoléonien installait même ses préfectures, comment les peuples-liges garderaient-ils leur fidélité à ce Habsbourg qui, le danger turc une fois disparu, ne leur était plus que d'un secours médiocre et pesait lourdement d'autre part à leurs sentimens et à leurs revenus?

Mais la Révolution et Napoléon tombèrent à Waterloo avant que l'éveil des nations fût terminé; et le souvenir des services que le Habsbourg avait rendus jadis contre le Turc était encore vivace parmi les peuples délivrés; et le Turc campait toujours sur le promontoire de Belgrade, d'où ses guetteurs dominaient la cuve, d'où ses pillards couraient au loin razzier les troupeaux et les femmes; et dans le triomphateur du Congrès de Vienne, dans Metternich, la monarchie traditionnelle trouvait un restaurateur du droit féodal qui proclamait son dessein (c'était même sa devise) de maintenir partout « ce droit par la force; » et refrénant toutes les velléités d'indépendances nationalistes, Metternich disposait de trente années de ministère (1815-1848) pour donner à son œuvre la solidité que nous lui constatons encore. C'est en vain qu'un nouvel assaut de la Révolution le chassa du pouvoir en 1848 et fit chanceler une seconde fois la monarchie : la main toute-puissante du Tsar la remit en son assiette et équilibre.

Depuis 1849, l'œuvre de Metternich s'est maintenue et raffermie, en se parant seulement d'une façade nouvelle, en masquant un peu ses assises et ses murailles féodales sous des attributs et des ornemens parlementaires. Mais si les dehors ont été modernisés et l'apparence rajeunie, rien n'est changé dans la construction même et la charpente, ni dans la distribution et le mobilier, ni dans la vie du propriétaire.

C'est toujours le même empire féodal et familial dont le chef, se tenant pour le délégué de Dieu, pour le commissaire de la Providence dans le monde danubien et balkanique, prétend à rester le seigneur et le père de ses peuples, le propriétaire de leurs personnes comme de leurs terres, — et de leurs voisins, — le recteur de leurs consciences, le tuteur de leurs familles, le mainteneur surtout des relations amicales et de la paix publique

entre leurs nationalités ennemies, le transmetteur à travers les siècles de cette charge sacro-sainte que le Seigneur a confiée à sa famille pour le salut commun dans ce monde et dans l'autre.

« Chaque Habsbourg couronné, dit M. Steed, interprète à sa manière la mission dont il croit que la Providence l'a investi. » Mais la croyance en cette mission se perpétue d'Habsbourg en Habsbourg couronné et, si un Joseph II et un François II, un Ferdinand II et un François-Joseph ne l'entendent pas de même façon, « la politique de Habsbourg [reste toujours] un opportunisme exalté à la poursuite d'une idée dynastique immuable. »

Maintenir la dynastie, en assurer le repos et le bonheur : la monarchie et ses fonctionnaires ne doivent vivre et faire vivre les peuples que pour ce programme. On recommandait un jour à l'empereur François II un bon patriote, qui avait rendu de grands services à l'État : « Vous me dites, répondit ce Habsbourg, qu'il est bon patriote à l'égard de l'Autriche ; mais l'est-il aussi à mon égard ? »

Il peut venir à certains esprits que cette conception gouvernementale a peu de chances de durée en un temps où les droits des dynasties et les devoirs des peuples envers elles obtiennent de l'opinion publique moins de considération que les droits des peuples et les devoirs des dynasties envers eux. Pour quiconque vit en Occident, il est même incompréhensible que la monarchie des Habsbourg puisse conserver cet idéal et prolonger en plein xxe siècle la survivance d'un pareil anachronisme : d'où l'opinion assez commune parmi nous que les jours de cette monarchie sont comptés et que la seule commisération des peuples envers le malheureux et moribond François-Joseph, leur faisant retarder la revendication de leurs justes droits, assure à la dynastie quelques années, quelques mois encore ; on croyait volontiers à Paris que, le jour où la mort coucherait dans la tombe cet auguste vieillard, une sécession de toutes les nationalités jetterait par terre cette auguste bâtisse.

Mais à vivre quelques années au sein même et surtout au cœur de cette monarchie, on perd quelque peu de cette croyance ; y ayant vécu surtout durant cet automne et cet hiver de 1908-1909, où la crise de l'annexion bosniaque fit paraître au grand jour les sentimens de tous les sujets, M. Steed en a rapporté la croyance, toute contraire, à la solidité, à la durée possiblement indéfinie de ce présent état des choses. Est-ce préjugé d'Anglais

ou personnelle illusion ?... M. Steed « s'estime fondé à croire qu'à l'heure d'une nécessité commune ou chaque fois que le chef de la dynastie demandera un commun effort, on verra encore éclater le sentiment exprimé par les vers fameux de Grillparzer, comme il éclata durant la crise de l'annexion bosniaque en 1908-1909 :

Die Gott als Slav' und Magyaren schuf,
Sie streiten um Worte nicht hämisch,
Sie folgen, ob deutsch auch der Feld'herren ruf :
Denn Vorwaerts *ist ungrisch und böhmisch.*
Gemeinsame Hilfe in gemeinsamer Not
Hat Reiche und Staaten gegründet;
Der Mensch ist ein einsamer nur im Tod (1).

***

« L'âme de l'Autriche, dit M. Steed, est toujours dynastique. » Les peuples de la monarchie se soucient moins de leurs droits que de leurs sentimens et de leurs intérêts : leurs cœurs restent attachés au Maître et à sa famille ; dans leurs nécessités communes de paix ou de guerre, ils ne voient d'aide réciproque que par le canal de la monarchie.

Peu leur importe que le « cri du Maître » soit allemand, pourvu que par sa noblesse, par sa gentilhommerie apparente tout au moins, par l'étalage de sa grandeur et de son luxe, par le souci de son prestige et l'entretien de ses belles relations dans le monde, il continue d'avoir les debors de sa charge et de faire honneur à son trône et à ses sujets.

D'autres peuples se font gloire de leurs artistes, de leurs savans, de leurs forces de terre et de mer ; d'autres vivent de leurs souvenirs, dans le passé, et quelques-uns, de leurs grands espoirs, dans l'avenir. Les peuples d'Autriche n'ont la superstition ni de l'art, ni de la science, ni même de la gloire militaire : ils vivent dans le présent, de leurs besoins satisfaits, et, dans le passé comme dans l'avenir, de la grandeur de leur dynastie. Entre elle et eux, s'échelonne une haute, moyenne et petite noblesse qui disloque les nationalités pour faire de chacune une collec-

(1) « Ceux que Dieu fit Slaves ou Magyares ne vont pas se battre pour un mot. Ils marchent même quand le cri de guerre est allemand. *En Avant* est aussi hongrois et tchèque. C'est l'aide commune dans le besoin commun qui a fondé les États et les Royaumes : l'homme n'est isolé que dans la mort. »

tion de castes internationales, et le monarque, au sommet, apparaît à tous comme la tête nécessaire d'une société où la recherche du titre nobiliaire prime toutes les autres ambitions.

« Les oiseaux, éclos dans une volière, souffrent à peine d'être enfermés, et le grillage peut servir à les protéger contre les maraudeurs, » dit encore M. Steed. Les peuples élevés depuis des siècles dans la volière du Habsbourg n'ont plus la sensation, pour la plupart, d'y être enfermés : quelques-uns en ont plutôt la fierté et, pourvu qu'ils puissent se parer de leur Maître devant le reste du monde, tous en supportent sans plainte les exigences et les fantaisies. Ils en supportent plus allégrement encore les défauts et les vices, à la condition que les uns et les autres restent d'essence royale, souveraine : les pires jeux de leurs princes leur semblent excusables et, comme un prince a le droit de manquer de conduite, de morale, de bonté et même de toutes les vertus de l'homme privé, le pire des Habsbourg semblerait encore à ses sujets le meilleur des bons maîtres, dès qu'il ne serait pas le plus indigne des rois.

« C'est un fait que le système de l'État autrichien convient au caractère du peuple comme un vieux soulier va au pied et, de même qu'un vieux soulier, ne révèle ses défauts que quand le temps est mauvais. Les Autrichiens et spécialement les Viennois aiment mieux aller confortablement leur petit bonhomme de chemin et laisser l'État s'occuper de leurs affaires. Ils grognent et chicanent; mais leurs murmures sont rarement sérieux. Le sérieux les ennuie et les efforts prolongés et persévérans que fait le gouvernement pour encourager les distractions et décourager le goût des recherches intellectuelles et des questions d'intérêt public, ont produit à la longue le scepticisme et l'indifférence. Pourtant, un sentiment subsiste au fond des cœurs autrichiens : le vieil orgueil impérial qui n'a jamais perdu complètement la foi aux destinées de l'Autriche et qui n'attend qu'un succès réel ou apparent pour éclater de nouveau avec toute sa force d'autrefois... »

Il se peut qu'à Vienne, où les temps sont souvent moins mauvais que dans le reste de l'Empire, où la présence de l'Empereur fait aussi que la voirie est mieux soignée, le vieux soulier ne révèle ses défauts que rarement et semble le plus souvent commode. Mais serait-il juste d'en conclure que la plupart des Autrichiens ne désirent jamais de souliers neufs? et que leur vieil

orgueil impérial suffira toujours à les empêcher de voir ce que leurs voisins d'Allemagne ont pu gagner d'aisance à se chausser d'un empire plus moderne?

Il est un point, en revanche, où M. Steed me semble avoir cent fois raison : « Il est dangereux, écrit-il, pour les souverains ou les familles régnantes de s'engager personnellement dans des affaires financières, et l'histoire de l'Europe, durant ces dernières années, pourrait nous fournir des exemples. » Le Habsbourg n'a jamais été un brasseur d'affaires ni un chasseur d'argent : les peuples danubiens sont fiers d'avoir une dynastie qui soit assez riche pour ne point quémander des partages de bénéfices à des fondeurs de canons, des courtiers de riz ou de café, des écumeurs de banque et de Bourse : « Une des raisons de la popularité et du prestige de l'empereur d'Autriche parmi ses sujets est son entière indépendance à cet égard; il n'a aucun intérêt dans les affaires économiques; il n'a jamais été soupçonné d'avoir à travailler pour lui ou pour sa famille. »

Ce n'est pas que les peuples d'Autriche soient très sévères aux empereurs d'une autre sorte : ils ont une admiration idolâtre pour celui que ses propres sujets appellent irrévérencieusement Siegfried Meyer; mais ils préfèrent encore le laisser à leurs voisins, et ce fut toujours une chance, une grande chance pour le riche et fastueux Habsbourg, d'avoir à sa porte, comme énergique repoussoir, le pauvre et âpre Hohenzollern.

« La foi au droit divin des rois, ajoute M. Steed, s'est évanouie et, vraisemblablement, pour ne plus revivre. Mais les annales de certaines républiques et les avantages que la continuité a assurés à certaines monarchies ont renforcé en Europe le principe monarchique et mis en jeu des considérations utilitaires qui eussent semblé impies aux légitimistes de la vieille école. »

Les considérations utilitaires sont en nombre et d'importance, qui militent dans l'esprit des peuples danubiens en faveur du maintien de la monarchie et renforcent le loyalisme dynastique. Supprimez un instant cet arbitre de droit divin entre les revendications violentes ou sournoises, pacifiques ou armées de ces peuples, de ces races, de ces religions, de ces cinquante millions d'hommes, quel gâchis politique, économique et social! quelle guerre entre les nationalités ou les cantons! quelle anarchie! des frontières du Nord et de l'Occident à celles du Sud et du Levant! quelle ruine de tous les

intérêts! quel naufrage, en fin de compte, de cette bonne, douce et quiète vie à la viennoise, dont présentement jouissent les sujets bariolés du Habsbourg, les uns pleinement, les autres moins grassement, mais tous un peu!

L'ennemi commun d'autrefois, le Turc, contre lequel se fit la coalition de ces chrétientés, a presque disparu de l'horizon. Jusqu'en 1913 néanmoins, les Slaves méridionaux de la monarchie le sentaient encore sur leurs reins : ils entendaient encore l'écho de ses massacres et de ses extorsions parmi leurs frères de Macédoine, du Sandjak même, aux frontières de la monarchie; ils en voyaient encore les coreligionnaires et les mosquées dans la monarchie même, parmi leurs frères de Bosnie et d'Herzégovine. Il a fallu les victoires serbes de 1912-1913 pour donner aux Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie la pleine confiance dans la déroute définitive de l'Islam et dans la capacité de leur propre race à se sauver et libérer soi-même.

Grand changement survenu dans l'esprit de tous les Yougo-Slaves et dont nous voyons aujourd'hui les effets! Ce n'est plus vers le sauveur de Vienne, c'est vers le libérateur de Belgrade que se tournent les espoirs de tous les Slaves du Sud dans la monarchie, des Bosniaques et des Dalmates, comme des Croates, des Slovènes et des Serbes. Grand changement, mais postérieur au séjour de M. Steed en Autriche et à la composition de son ouvrage! Il n'a donc pu nous en dire ni l'importance ni la nouveauté... Je crains bien que toutes ses conclusions et prédictions n'en soient un peu faussées. Les historiens devront toujours recourir à son livre pour comprendre ce que fut jusqu'en 1912 la monarchie des Habsbourg : je crois que les politiques auraient grand tort de s'y fier entièrement pour prévoir ce que cette monarchie peut devenir en 1915; la sécession morale de tous les Yougo-Slaves peut entraîner la sécession morale des Roumains et préparer, parmi les Slaves du Nord, la même sécession des Tchèques, des Moraves et des Ruthènes...

Car les guerres balkaniques de 1912-1913 ont ramené sur la monarchie des Habsbourg un troisième assaut des revendications nationalistes : la libération de la Macédoine renouvelle aujourd'hui ce qu'avaient fait, de 1792 à 1815 et de 1848 à 1849, les exemples de la France révolutionnaire; en 1848-1849, comme aux jours de Napoléon, la monarchie ne fut sauvée que

par les armées du Tsar ; nous ne voyons pas que les armées russes s'apprêtent en 1915 à la même besogne.

Il est vrai que la haine et la défiance du Russe est pour certains des peuples danubiens un ferment très actif de fidélité dynastique. Ce qu'était jadis le Turc, dans le cœur et les craintes de tous ces chrétiens, c'est le Russe qui l'est aujourd'hui dans les cœurs et les craintes des Magyars, des Juifs, des Allemands et de l'aristocratie polonaise. Allemands, Polonais, Juifs et Magyars sont les quatre bénéficiaires du présent état de choses : Allemands et Magyars sont les titulaires de la raison sociale *Autriche-Hongrie*; les aristocrates polonais récoltent les bénéfices en honneurs, charges et pouvoirs, et les Juifs, en argent. La haine commune du Russe cimente autour du trône l'association que crée entre ces quatre participans la solidarité des intérêts.

Les sentimens des Magyars, des Allemands et des Polonais et leur rôle dans la monarchie sont trop connus pour que M. Steed s'attarde à nous les décrire. Mais il a consacré aux Juifs un long, très long chapitre, et c'est l'un des plus nouveaux et des plus instructifs de son ouvrage.

« Parmi les peuples de l'Autriche-Hongrie, le peuple juif occupe, dit-il, la première place : numériquement, ils sont moins considérables que les Allemands, les Magyars, les Tchèques, les Polonais, les Ruthènes, les Serbo-Croates et les Roumains ; avec leur total de deux millions trois cent mille âmes, ils ne surpassent que les Slovènes et les Italiens ; mais aux points de vue économique et politique et comme influence générale, les Juifs sont pourtant l'élément le plus important de la monarchie. »

Pour la solidité de la monarchie, en effet, pour la durée de cette bâtisse féodale et dynastique, le Juif est l'une des pièces maîtresses. Plus que tous les autres sujets danubiens, le Juif constate chaque jour l'utilité économique de cet établissement. Groupés en une monarchie, ces peuples représentent une puissance économique qui s'effondrerait, se dissiperait en ruines et faillites, du jour où les frontières nationales, disloquant le syndicat douanier, donnant aux Serbes et aux Italiens les ports et les rivages de l'Adriatique, couperaient de la mer la cuve continentale et ses autres peuples : entre l'Adriatique, lac italien, et la mer Noire, lac russe, quelle indépendance commer-

ciale pourraient conserver les marchés continentaux de la Hongrie et de l'Autriche? Les revenus des peuples n'en seraient peut-être pas diminués; leur sort même n'en serait que médiocrement affecté; ces grandes fermes continentales attireraient toujours les acheteurs et les fournisseurs des usines étrangères; mais entre elles et le reste de l'humanité, ce ne seraient plus les Juifs de la monarchie qui seraient les intermédiaires de commission, de courtage et de banque. A la chute de cet empire féodal, les Juifs perdraient et au centuple, ce qu'ils ont perdu à toutes les chutes de pouvoirs moyenageux, — leur monopole financier et bancaire sur quarante ou cinquante millions de chrétiens.

Le Juif est donc en Autriche le meilleur des Autrichiens, en Hongrie, le meilleur des Magyars et, dans toute la monarchie, le meilleur des « dynastiques; » il est tout dévoué au triomphe du germanisme : « La masse des Juifs galiciens et hongrois, qui émigrent à Vienne et dans le reste de l'Autriche, revendique la nationalité allemande... : depuis 1870, les Juifs ont cru à la prépondérance de l'Allemagne, et, en conséquence, ont voulu *jouer le gagnant.* » Telle était du moins dans la monarchie l'attitude de la plupart des Juifs jusqu'au jour où le Sionisme les détourna de « s'identifier complètement avec le germanisme. »

Le Sionisme leur prêcha, avec la confiance en eux-mêmes et en l'avenir de leur race, « le courage de leurs convictions. » Le Sionisme fut pour les jeunes intellectuels juifs d'Autriche-Hongrie une transformation morale. « Le contact avec le monde extérieur avait fait perdre à la plupart la foi de leurs pères; ils cherchaient à écarter leur vraie nature; ils acceptaient en politique et en morale l'idéal allemand; ils s'efforçaient en toute sincérité de sentir comme des Allemands. » Le Sionisme leur prêcha « d'être juifs et d'en être fiers, leur apprit à se glorifier de la puissance et de la ténacité de leur race, à s'offrir le luxe de la sincérité morale et intellectuelle, à sentir l'orgueil d'appartenir au peuple qui a donné à la chrétienté ses dieux, qui a enseigné à la moitié du monde le monothéisme, dont le génie a façonné le mécanisme entier du commerce moderne, dont les artistes, les acteurs, les chanteurs et les écrivains ont tenu dans l'univers cultivé une plus grande place que ceux d'aucun autre peuple. »

Le Sionisme donnera-t-il jamais aux Juifs la patrie terrestre

qu'il leur promet, cette Sion rebâtie sur les ruines du Palais et du Temple, où viendront se réunir à nouveau les Fils du Seigneur dispersés depuis deux mille ans? Le Sionisme donne du moins aux Juifs du Habsbourg une nouvelle ardeur à se défendre eux-mêmes et à lutter pour leur situation économique et sociale, et c'est l'unité de la monarchie, le pouvoir de la dynastie qui, satisfaisant au maximum leurs sentimens et leurs intérêts, bénéficie, en fin de compte, de cette ardeur nouvelle. Les papes de Rome et d'Avignon n'avaient pas autrefois de meilleurs sujets que leurs Juifs; chaque principicule germanique vivait et prospérait jadis par le dévouement de son *lieber Jude*.

En Autriche-Hongrie, les Juifs ont rendu à la dynastie un service plus grand encore : ils ont permis à cette monarchie cléricale de se poser en défenderesse des intérêts populaires, en ennemie de l'exploitation capitaliste, en alliée, en remplaçante tout au moins du justicier socialiste, en arbitre désintéressée de la question sociale.

« Le cléricalisme, dit M. Steed, est une des forces principales dans la monarchie, une force non seulement défensive et conservatrice, mais agressive et quelquefois révolutionnaire. Le cléricalisme consiste essentiellement à abuser de l'allégeance religieuse et de la légitime organisation ecclésiastique pour des desseins politiques et économiques : depuis la Contre-Réforme, le cléricalisme a joué en Autriche un rôle important, » et le clergé a toujours été un instrument entre les mains de la dynastie. Vers 1860, « les effets délétères du cléricalisme sur la vie publique » étaient sentis de tous; après les désastres de 1866, on fit « porter le blâme de la démoralisation de l'Autriche au jésuitisme et au cléricalisme seuls ; une réaction naturelle et saine porta au pouvoir, quelques années avant 1870 et jusqu'en 1880, un parti qui s'efforça de corriger les pires anachronismes et de remédier aux plus flagrans abus de l'obscurantisme. Mais *liberté* et *franchises* signifiaient alors le plus souvent, en Autriche, liberté pour le Juif habile, alerte, infatigable, de se jeter, comme sur une proie, sur un monde politique et une vie sociale totalement incapables de se défendre contre lui... »

Ce furent les beaux jours du libéralisme anticlérical, du laisser-faire juif, « du renard libre dans le poulailler libre, » comme dit encore M. Steed. Les Juifs n'étaient pas les seuls

responsables et bénéficiaires : c'est contre eux néanmoins que l'excès du mal déchaîna l'opinion quand une spéculation effrénée eut conduit aux krachs retentissans qui ruinèrent la place de Vienne : « Le ressentiment et l'émoi s'exhalèrent aussitôt dans une clameur anti-juive, » qu'un démagogue de génie, le Dr Karl Lueger, utilisa pour mener « les forces de l'antisémitisme social et chrétien à l'assaut des places fortes du libéralisme juif et capitaliste, à la défense aussi de l'Église et de la société chrétienne et, par suite, de la dynastie, expression suprême de l'ordre chrétien dans l'État. » Lueger transforma la politique des Allemands d'Autriche. Avant lui, ils inclinaient au pangermanisme, tout un parti réclamait la séparation de Rome, *Los von Rom*, et l'entrée des Allemands autrichiens dans le luthéranisme, comme première étape de leur entrée dans le germanisme intégral, dans l'empire du Hohenzollern. « Lueger tua le mouvement du *Los von Rom* avec tout ce qu'il enveloppait de menaçant pour le loyalisme envers la maison de Habsbourg, et il donna à la bureaucratie autrichienne une impulsion plus forte qu'elle n'en avait reçu depuis le temps de Joseph II. »

Contre la liberté abusive du capital, contre l'exploitation par le Juif, Lueger présenta la dynastie au populaire comme le défenseur-né des travailleurs et des pauvres : « Le génial, l'irrévérent démagogue devint graduellement le champion de la loi et de l'ordre, le chéri de l'Église, un pilier du trône, un symbole de tout ce qu'il y a de positivement et consciemment conservateur dans l'État. » Même après la mort de Lueger, son œuvre subsista : « De longtemps la tradition de Lueger ne saurait mourir, la tradition que l'Autriche, avec tous ses défauts, ses faiblesses et ses caractères *asiatiques*, est un État plein de vie, en pleine croissance et cohésion, et non point un État décrépit ; que les intérêts du peuple coïncident en somme avec ceux de la dynastie ; que les Allemands d'Autriche, s'ils sont l'élément dirigeant, ne sont pas le seul à soutenir l'État et que leur premier devoir est envers leur patrie, le second, envers leur race ; que les Slaves et les Juifs ont droit à l'égalité de traitement et de considération dans la mesure de leur loyalisme envers la Couronne et la Patrie, mais que quiconque est en coquetterie avec les affinités d'au delà des frontières est indigne de son droit de naissance *autrichien*. »

*
* *

M. Steed, on le voit, a la plus robuste confiance dans la jeunesse et la longue vie de la monarchie des Habsbourg. Je ne cacherai pas ce qu'une telle confiance m'inspire d'admiration et de réserves. J'ai signalé déjà qu'ayant beaucoup vécu à Vienne, il se pourrait que M. Steed eût un peu vu les choses à la viennoise. S'il eût passé dix années, non point à la porte de la Ballplatz, mais à Agram, Raguse, Laybach, Prague, Lemberg ou Klausenbourg, je me demande s'il n'eût prévu que des changemens et des convulsions annonçant un renouveau d'union pour les peuples, de puissance et de vigueur pour la dynastie. Et s'il eût écrit son livre en 1915 au lieu de 1913, est-il improbable qu'il eût constaté déjà tels changemens et telles convulsions tout différens de ceux qu'il nous annonçait?

Il est vrai que, dans les meilleures de leurs *Relations*, nos ambassadeurs d'autrefois se contentaient de bien expliquer et décrire ce qu'ils avaient eu sous les yeux; ils laissaient à leur successeur le soin de décrire et d'expliquer ce qui se produirait après leur ambassade. M. Steed n'a pas fait autre chose et, dans son livre, il nous fait bien voir sur quelles assises puissantes reposait encore la monarchie danubienne à l'heure où il la décrivait, et de quels instrumens elle disposait et dispose encore pour défendre son pouvoir unitaire.

Quatre institutions d'État « forment la charpente osseuse de ce corps politique : l'Armée, l'Église, la Police et la Bureaucratie. » M. Steed les passe en revue moins pour les décrire dans le détail que pour les caractériser et en montrer les rapports avec le Maître et la place dans cet ensemble monarchique.

L'Armée lui semble la plus importante de ces institutions, non seulement par sa force intrinsèque et le moyen souverain, qu'elle met entre les mains de la dynastie, de tenir tête à tous les ennemis du dedans et du dehors, mais plus encore par « son influence éducative au sens pédagogique et, tout à la fois, politique de ce mot. » M. Steed n'a pas insisté sur la valeur militaire de cette armée, dont la guerre actuelle semble avoir révélé le défaut capital : le manque d'homogénéité. Armée non pas seulement dualiste, comme la monarchie elle-même, mais trinitaire à vrai dire, composée des trois armées commune, autrichienne et hongroise, et, sans

cesse tiraillée entre les directions de trois états-majors, elle était, par le fait des réclamations magyares, en un perpétuel état de rivalités intestines et de mésentente : « Cette tendance magyare à miner à la fois l'unité de l'Armée et de la Monarchie pourrait bientôt, — écrivait M. Steed en 1913, — entraîner les Magyars dans de sérieux malheurs et non pas immérités. » Il semble que la prophétie soit en train de se réaliser.

Mais ce que M. Steed nous a dépeint surtout, dans cette armée ou ces armées austro-hongroises, c'est « le populaire et puissant soutien » qu'elles sont pour l'État : « Par-dessus tout, l'armée nourrit le sentiment dynastique : elle est l'armée Impériale et Royale; elle inculque aux recrues de toutes races le sens de l'unité et le dévouement à la dynastie. » Ses officiers et sous-officiers, recevant la solde du Maître et vivant de son service, se considèrent comme ses gens à Lui ; mais ils ne forment pas une caste en dehors du peuple ; ils en restent partie intégrante par leurs soucis comme par leur recrutement : « La masse des officiers austro-hongrois est tirée, non pas, comme en Allemagne, de l'aristocratie et de la noblesse, mais plutôt des classes moyenne et inférieure : travailleurs pour la plupart, ils vivent durement, ne sont pas gâtés par le luxe et, tâchant à se suffire avec leur maigre solde, ils restent plus près du soldat que l'officier allemand. »

La plupart des officiers et sous-officiers appartiennent d'ailleurs à des familles militaires qui, de père en fils, se succèdent à la caserne, comme les Habsbourg sur le trône : « Nombre de familles de modeste fortune ont été *militaires* pendant des générations, envoyant tous ou presque tous leurs fils dans l'armée et la marine. Ce fonds de familles militaires est une des grandes réserves de la dynastie. Porter la casaque de l'Empereur est devenu pour elles une seconde nature : on ne se contente pas d'y être violemment *noir et jaune*, — aux couleurs autrichiennes; — on y est aussi ce que l'empereur François appelait *patriote pour Moi;* leur esprit sert de levain à la masse militaire, gagne les camarades dépourvus de traditions de famille et s'infiltre jusqu'aux soldats; *c'est dans leur camp qu'est l'Autriche.* »

Seconde colonne de l'État : l'Église. Le décret de Léopold du 3 mars 1792 énonçait : « Quoique le prêtre soit un pasteur d'âmes, comme il doit toujours l'être, il faut le considérer

pourtant, non seulement comme un prêtre et un citoyen, mais aussi comme un fonctionnaire de l'État dans l'Église, puisque le soin des âmes a une influence illimitée sur les sentimens du peuple et participe directement ou indirectement aux matières politiques les plus importantes. »

En aucun autre État de l'Europe contemporaine, non pas même en Espagne ou en Russie, l'Église ne participe aussi directement, sinon à la politique, du moins à l'administration et à la sûreté de l'État; en aucun autre, le clergé n'est fonctionnaire à ce point. M. Steed cite deux exemples de cette docile subordination, et l'un et l'autre sont éloquens. Au conclave de 1903, le cardinal Puzyna, archevêque de Cracovie, accepta de prononcer le veto impérial contre le cardinal Rampolla, qui avait encouru le déplaisir de la Triplice, mais dont l'élection semblait désirable à tous les autres princes de l'Église : il fut très étonné du scandale que sa démarche causa dans le Sacré Collège et de l'indignation qu'en témoigna celui-là même qui dut à cette démarche de devenir le pape Pie X. En septembre 1912, le Congrès eucharistique se tenait à Vienne. Dans toutes les cérémonies, le Saint-Sacrement fut en bonne place, et dans tous les discours, il fut célébré comme il convenait. Mais les catholiques étrangers furent scandalisés de voir que la première place et les plus grands hommages allaient à la dynastie.

Les droits de l'Église et de la Papauté sont allégrement défendus dans l'Empire par les Jésuites; « la moralité personnelle et la capacité individuelle des Jésuites, bien plus élevées que celles des autres ordres, » leur donnent sur l'éducation de la bourgeoisie et de la noblesse et sur nombre de consciences une influence quasi souveraine. Mais le clergé séculier est d'abord le serviteur de l'État; il « accomplit des fonctions de police volontaire dans l'intérêt de la monarchie plutôt que des fonctions proprement ecclésiastiques; le système de Joseph II, qui tendait à transformer le clergé en un service civil, et les énormes revenus dont jouissent encore nombre d'évêques, archevêques et maisons religieuses, ont produit par leur combinaison un type d'ecclésiastique plus porté à s'assurer des emplois lucratifs qu'à remplir une vocation spirituelle. » Le clergé autrichien considère « que son service le plus important est de contrebalancer le travail de désagrégation que tendent à accomplir

l'élément juif et l'élément pseudo-libéral. » Aux yeux du clergé, ce sont les mêmes ennemis de la dynastie et de l'Église qui prêchent le *Los von Rom* et le *Los von Habsbourg*.

Troisième colonne de l'État : la Police. « Ceux qui n'ont jamais eu à vivre et agir dans un *Polizeistaat*, dans un État mené par la police, ne peuvent guère comprendre comment la vie tout entière de la communauté en est influencée. » Depuis Joseph II, l'Autriche a été le modèle des *Polizeistaaten :* Sonnenfels avait exposé la théorie; Joseph II et Colloredo en établirent et perfectionnèrent la pratique. « La police autrichienne reste à peu de chose près ce qu'elle était il y a cent ans. » Par elle, tous les actes et tous les dires des sujets sont surveillés pour la tranquillité du Maître. Par elle, sont écartées des esprits toutes les théories subversives et, de la circulation, toutes les personnes révolutionnaires. Par elle, la justice est transformée en simple instrument de gouvernement absolu. Par elle, les classes de la société sont entretenues dans un état de guerre latente et de haine réciproque. Par elle enfin, les autorités s'efforcent « de donner à la masse du peuple le sentiment que l'État est de leur côté; la tendance générale de la police, comme à la vérité celle des tribunaux inférieurs, est de protéger le serviteur contre le maître, les basses classes contre la classe moyenne, » parce que le véritable ennemi du Maître, au xx[e] comme au xviii[e] siècle, c'est le sujet qui peut avoir d'autres pensées que celles de son Empereur, d'autres besoins que celui d'obéir.

Mais Armée, Église et Police pourraient encore être ébranlées; c'est dans la Bureaucratie que la monarchie des Habsbourg a son étai le plus robuste : « La Bureaucratie a le sentiment d'être l'État et, pour la masse du public, elle est l'État. » Son rôle essentiel est, en se recrutant elle-même et en augmentant chaque jour le nombre de ses fonctions, d'enrôler au service du Maître tout ce qui dans l'Empire peut être utile comme serviteur ou gênant comme adversaire. La Bureaucratie autrichienne est avant tout une armée d'occupation dynastique, répandue sur tous les peuples et qui doit faire pénétrer jusque dans la moindre des affaires privées l'intervention arbitraire du gouvernement, inculquer à tous les sujets qu'il n'est de bonheur assuré, de vie possible que par la grâce et dans la faveur du Maître.

« Les fonctionnaires autrichiens sont, en règle générale, des

hommes de bonne éducation, de bonnes manières, d'un caractère facile et qui n'ont rien de rigide. Ils ont souvent l'amabilité de montrer au simple citoyen un chemin qui coupe court à travers une loi, une route qui permet de tourner un obstacle en apparence insurmontable. Mais il faut que le simple citoyen reconnaisse, au moins implicitement, leur puissance et leur autorité : il doit, pour ainsi parler, solliciter *in forma pauperis* la faveur de leur aide sans insister sur ce qu'il peut considérer comme ses droits. »

Délégué du Maître-Souverain, le bureaucrate est dans la monarchie des Habsbourg ce que peut être dans tel ou tel État parlementaire le député,représentant du peuple souverain : l'un et l'autre, disposant à leur guise de tous les pouvoirs, de tous les règlemens, de toutes les prises de l'autorité sur la vie et la fortune des citoyens, dressent le peuple à considérer que, si le règne de la loi est pour les badauds et les mauvais esprits, le règne de la faveur est pour les habiles, pour les bien pensans.

« La lutte des races en Autriche, sur laquelle on a dit et écrit tant de choses, est en grande partie une lutte pour les emplois bureaucratiques. Les Allemands et les Tchèques ont lutté pendant des années pour accroître d'une main et défendre de l'autre leur patrimoine de positions officielles; ce qu'il y a au fond de la lutte des langues, c'est une lutte pour l'influence bureaucratique ; quand de nouvelles universités sont demandées [par les différentes races et refusées par les autres,] c'est qu'il s'agit de créer de nouvelles machines à tourner des fonctionnaires virtuels qu'il s'agira de hisser ensuite jusqu'à des emplois bureaucratiques. »

La Bureaucratie devient ainsi le meilleur rempart du gouvernement contre les deux forces qui pourraient contrôler ou modérer le règne de la faveur souveraine : la Presse et les Parlemens.

M. Steed a écrit deux chapitres qui font admirablement connaître la presse austro-hongroise, ses relations avec le public et l'organisation de ses bureaux. Deux ou trois phrases suffisent à résumer cette longue étude : « Lorsque la presse, comme dans la monarchie des Habsbourg, est presque entièrement juive, elle prive les Juifs eux-mêmes de l'influence que pourrait exercer sur leur culture une saine critique et écarte de leur chemin les avertissemens qui pourraient les incliner à la

sagesse et à la pratique de cette vertu, la plus difficile de toutes pour eux, qui consiste à se contenir et à se modérer. »

Autre jugement de M. Steed : « La presse a besoin d'être dirigée par un sentiment élevé de ses devoirs envers le public, sentiment qui ne devrait pas être inférieur à celui d'un professeur d'Université à l'égard de ses étudians ou d'un prédicateur à l'égard de ses fidèles... Dans la monarchie des Habsbourg et particulièrement à Vienne, la presse est moins un organe de l'opinion publique qu'un instrument destiné à fabriquer l'opinion publique d'abord selon les désirs des autorités d'État et, en second lieu, dans l'intérêt des corporations financières et économiques. »

Quant aux nombreux parlemens et sous-parlemens de la monarchie, ils sont devenus, par la même ingérance de la Bureaucratie, moins des organes de l'opinion publique que des paravens et des complices de l'arbitraire : « Le gouvernement, qui se compose surtout de fonctionnaires, achète l'appui des *leaders* politiques en donnant des emplois de l'État à leurs protégés ou de l'avancement aux protégés déjà en fonctions. Une main lave l'autre, et c'est un échange de services. A l'occasion, les votes d'un parti tout entier peuvent être achetés par la nomination d'un de ses membres à un sous-secrétariat permanent : une fois nommé, il est en mesure de faire nommer d'autres fonctionnaires de sa race ou de son parti, et chaque fonction ainsi conquise forme une part du patrimoine politique de la race ou du parti qui se l'est assurée et qui la défend avec vigueur contre les attaques. »

Dans toutes les assemblées de la monarchie, la démoralisation est-elle aussi générale que dans ce parlement de Vienne, qui fut pour M. Steed d'un commerce plus familier?... « Il n'y a pas en Autriche, dit l'auteur, une race ou un parti capables d'hésiter à vendre la Constitution si on y mettait le prix... » Cette démoralisation est-elle particulière aux parlemens d'Autriche-Hongrie?... Il suffit à M. Steed de l'avoir constatée là-bas pour avoir le droit de conclure qu'en face de ces instrumens à dominer les peuples, que sont l'Armée, l'Église, la Police et la Bureaucratie, on ne voit pas de quel instrument légal peuvent user les peuples pour restreindre l'arbitraire de la dynastie : « Les peuples de l'Autriche sont toujours les peuples de l'Empereur presque dans un sens féodal, » conclut M. Steed.

*
* *

La dynastie n'a donc pas à défendre sa domination traditionnelle et son œuvre unitaire : elle n'a qu'à les prolonger, à les maintenir par les moyens qui, depuis quatre siècles, lui ont toujours réussi.

« Aucun de ceux qui ont vu le cortège des peuples autrichiens défiler devant l'Empereur au jubilé de diamant, en juin 1908, ne peut avoir manqué de se rendre compte des immenses trésors de dévouement à la Couronne et à son titulaire qui restent accumulés jusque dans les plus lointains districts des possessions des Habsbourg. Et, pareillement, ceux qui ont traversé la crise de l'annexion bosniaque, durant l'hiver suivant, ne peuvent avoir manqué d'entendre les pulsations régulières et puissantes des cœurs *autrichiens*, joyeux d'un prétexte même insignifiant de battre orgueilleusement à l'unisson. Les peuples des Habsbourg n'ont pas une sagesse excessive, ni une grande culture, ni plus de sens politique qu'il n'en faut. Mais ils ont en eux, à leurs meilleurs momens, aussi bien dans les défaites que dans les triomphes, un instinct unitaire qui semble s'alimenter aux sources de leur passé commun. » Jubilés d'or ou de diamant, congrès eucharistiques, fêtes à grand orchestre, où souvent l'enthousiasme éclate moins par un besoin spontané des cœurs que par un contentement des yeux et des oreilles ! On dit que le Congrès eucharistique de 1912 coûta près de cinq millions de florins, en transport, logement et entretien dans la capitale des fidèles paroisses amenées des quatre bouts de l'empire.

Et ces jours de foi et d'allégresse peuvent-ils faire préjuger en rien des jours de défaites et de défiance? Et cet « instinct unitaire, » si puissant sur des peuples « sans grande culture, » ne le cède-t-il pas de jour en jour devant la conscience nationale que, depuis dix ans, une culture intensive éveille chez les Slaves du Nord et chez les Slaves du Sud? Le livre de M. Steed, — et c'est là peut-être son unique, mais grave défaut, — ne nous dit rien de la vie universitaire et intellectuelle, de la vie nationale et séparatiste qu'ont éveillée et développée dans toute la Slavie austro-hongroise, à Prague comme à Laybach, à Agram comme à Lemberg, les associations privées et les fondations publiques, — rien de ces sociétés de *Sokols*, dont l'im-

portance et le danger sont suffisamment démontrés, je crois, par ce seul fait, que, dès le début de la présente guerre, le titre de *Sokol* fut un motif légal d'arrestation et de fusillade.

Mais, — encore une fois, — le livre de M. Steed est un tableau historique de la monarchie habsbourgeoise en 1908-1912, et non pas en 1915. En 1908, l'instinct unitaire menait encore les peuples des Habsbourg, et la devise de François-Joseph, *Viribus unitis* (l'Union pour la Force), était encore acceptée par la grande majorité de ses sujets comme le résumé d'une sagesse acquise par huit ou neuf siècles d'une dure expérience.

Viribus unitis : pour vivre heureux et tranquilles, les peuples danubiens croyaient encore avoir besoin de vivre unis sous la houlette impériale, de grouper toutes leurs forces à la défense de cette unité et de répondre sans discuter au « cri de guerre » du Maître, « même si ce cri était allemand, »

... ob deutsch auch der Feldherrn ruf.

En 1911 encore, quand la monarchie lançait dans l'Adriatique un nouveau cuirassé, *Viribus unitis* était le nom que recevait ce nouveau serviteur.

L'Autriche de 1908-1912 semblait « se retrouver, » et pour longtemps encore ; « ses aspirations suivaient une voie parallèle à celle de la dynastie, et le dessein de la dynastie coïncidait avec le dessein populaire. » Pour maintenir cette union, pour se garder la collaboration presque unanime de ses peuples, il semblait que la dynastie n'eût besoin que de cette « sagacité moyenne, » qui ne lui avait jamais fait défaut depuis des siècles, ou, plutôt, de cet instinct de domination que, de générations en générations, se transmettait la famille des Habsbourg, comme l' « instinct unitaire » se transmettait en ses chrétientés.

Instinct infaillible qui, depuis des siècles, se traduisait par une règle de conduite aussi simple qu'efficace : pour maintenir sa domination sur le troupeau un peu incohérent de ses sujets, le Habsbourg n'avait eu qu'à se souvenir du précepte antique *Divide et Impera*. L'empire avait pour devise *Viribus unitis*. La dynastie, dit M. Steed, aurait pu « graver sur ses monnaies *Divide et Impera*, et entourer l'effigie du souverain

de la maxime immuable, encore qu'inavouée des Habsbourg : *Voluntas Imperatoris suprema lex esto.* »

Les Habsbourg ont toujours été maîtres en cet art de diviser pour régner ; qu'on relise seulement quelques pages de leur histoire séculaire ou quelques-uns de leurs présens décrets : « Le Gouvernement semble le plus souvent n'avoir pour objet que de maintenir l'équilibre entre les mécontentemens, entre les rivalités nationales ; la politique autrichienne a réussi, à force de finesse, à mettre les choses à ce point que chaque race ou parti accepte, comme consolation de ses propres désirs inaccomplis, la considération que l'état de ses propres rivaux n'est pas meilleur ou qu'il est même pire. »

Réunir les forces, mais désunir les cœurs ; entretenir les haines et supprimer toutes les occasions, tous les fauteurs de réconciliation entre frères ennemis ; lâcher, ici, une minorité stipendiée sur une majorité récalcitrante, là, toute une race mal dégrossie et plus docile sur une autre race plus consciente de sa dignité et de ses droits ; fomenter ailleurs la discorde entre les classes sociales, entre les religions, entre les communions, entre les corporations et métiers : Vienne en cette politique a acquis une habileté qui, devant elle, fait tomber tous les obstacles.

Les peuples ont beau en avoir été dix fois les victimes ; ils en restent toujours les dupes, et les instrumens eux-mêmes de ces machinations continuent de s'y employer, tout en sachant qu'au bout, l'ingratitude de la dynastie sera leur seule récompense et qu'ils seront trahis ou brisés, dès que leur éphémère utilité aura cessé de leur valoir la faveur plus éphémère encore du Souverain. On reproche parfois au Habsbourg son éclatante ingratitude. « Cette réputation, dit M. Steed, est méritée selon les mesures ordinaires ; mais elle doit paraître aux Habsbourg eux-mêmes comme une singulière injustice. Pourquoi les Habsbourg seraient-ils reconnaissans ? Leurs peuples, leurs hommes d'État, leurs fonctionnaires sont des serviteurs dont le devoir est d'obéir, d'exécuter des ordres, d'offrir des avis, puis de disparaître quand leur période d'utilité est à son terme. Parmi les vingtaines de ministres qui ont servi François-Joseph, bien peu se sont retirés sans éprouver le sentiment qu'ils avaient été de simples pions dans le jeu dynastique, dont il ne leur était point interdit de deviner les règles, mais dont ils n'avaient pas

le pouvoir de diriger les coups. Dans la monarchie des Habsbourg, les serviteurs publics doivent être toujours prêts à subordonner leurs conceptions du patriotisme et de la dignité politique aux exigences du patriotisme dynastique représentées par la volonté de la couronne : ils doivent être *patriotes pour Moi*. »

En diplomatie, on sait que l'ingratitude des Habsbourg a toujours été un pareil scandale pour le monde, mais aussi, pour eux-mêmes, un pareil principe de bénéfices et de salut. A l'heure présente, où cette monarchie semble en posture plus difficile encore qu'aux sombres jours de 1848, qui sait si, brusquement, elle ne trouvera pas, dans une nouvelle démonstration de cette étonnante ingratitude, le moyen de prolonger son existence unitaire, de limiter tout au moins les justes pertes, qui devraient punir ses crimes de lèse-nationalités, et de réaliser en partie les prédictions de M. Steed : « Même au risque de scandaliser ceux qui croient que le dualisme est le dernier mot du développement politique de l'Autriche-Hongrie, il est nécessaire d'insister sur l'unité essentielle des territoires des Habsbourg, encore que cette unité soit et puisse devenir de plus en plus une unité dans la diversité ? »

VICTOR BÉRARD.

LE

BLOCUS ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

Au temps où la France s'offrait périodiquement des révolutions politiques, peu favorables à sa prospérité matérielle, les étrangers disaient de nous que « les Français peuvent tout supporter, excepté le bien-être. » Avec combien plus de vérité l'histoire appliquera-t-elle cette ironique remarque aux Allemands d'aujourd'hui !

Cette guerre, obstinément attisée à Berlin, saluée au jour de sa déclaration par l'acclamation unanime du Reichstag, n'est-ce pas un exemple saisissant de ce fait, souvent vérifié au cours des siècles, que les peuples obéissent à leurs *passions* beaucoup plus qu'à leurs *intérêts :* du point de vue économique, aucune nation d'Europe n'aurait dû être plus intéressée au maintien de la paix que cette Allemagne qui, en mettant le feu à l'Europe, semble s'être acharnée à sa propre ruine.

I

Des quatorze principaux pays du monde, c'est l'Allemagne qui, depuis dix ans, avait le plus grossi le chiffre de ses affaires ; son commerce extérieur, disait un ministre de Guillaume II, dans une statistique triomphale dressée à l'occasion du jubilé des vingt-cinq ans de règne de son maître, « son commerce extérieur a augmenté d'un peu plus de 300 pour 100, alors que celui de l'Amérique augmentait de 275 pour 100, celui de l'Angleterre d'un peu plus de 200 pour 100 et celui de la France d'un peu moins de 200 pour 100. Il égalait en 1888 le commerce extérieur français, il le dépasse aujourd'hui de plus de moitié ;

à la même date il représentait à peine 50 pour 100 du commerce anglais, aujourd'hui 85 pour 100. »

A l'heure actuelle, les trois quarts de ce commerce extérieur, — 20 milliards de francs sur 26, — sont arrêtés. L'Allemagne est bloquée. Ce que Napoléon tentait sans trop de succès, il y a un siècle, contre l'Angleterre, l'Allemagne a réussi à l'organiser contre elle-même, en provoquant une de ces coalitions dont Bismarck, vieilli, recommandait d'éviter le danger redoutable dans l'avenir. Ce blocus, à la fois continental et maritime, n'est pas complet, puisque les frontières demeurent ouvertes du côté de la Suisse, de l'Autriche, du Danemark et des Pays Bas; mais, si l'on examine la nature des marchandises que l'Allemagne peut recevoir de l'intérieur, on voit qu'elles ne sauraient remplacer les arrivages par mer qui lui font défaut.

Quant à la Hollande et au Danemark, par où transitaient, en temps normal, une partie des denrées ou des matières premières destinées à l'Allemagne, nos ennemis ne pouvaient sérieusement espérer que nous leur laisserions l'agréable liberté de ces communications avec le dehors : par la Hollande passaient annuellement pour plus de 5 milliards de francs de marchandises à destination ou en provenance de l'Allemagne, comme on peut le constater par le détail du commerce néerlandais, où *les grains et farines*, par exemple, figurent pour 1 milliard de francs à l'entrée *par mer* et pour 750 millions à la sortie *par terre*. Et de même que l'Allemagne introduisait par la Hollande pour 220 millions de cuivre brut, ou pour 450 millions d'écorce de quinquina, — chacun sait que les usines allemandes avaient la spécialité et presque le monopole de la fabrication de la quinine, — de même l'Allemagne exportait par les ports de Rotterdam pour quelque 600 millions de fer ou d'acier (1).

Mais, sans parler des mines semées par les propres bateaux allemands dans la mer du Nord, la navigation dans ces parages serait bien peu sûre pour des pavillons neutres qui se hasarderaient à transporter de la « contrebande de guerre. » L'on sait que la liste des objets qui constituent ce que l'on appelle

(1) Ces entrées indirectes étaient nombreuses : *d'après les tableaux du commerce argentin*, il était exporté à destination de l'Allemagne pour 280 millions de francs (54 millions *pesos* or); tandis que, d'après les *tableaux du commerce* allemand, cette exportation était de 556 millions de francs. La différence vient de ce qu'à Buenos-Aires on ne portait au compte de l'Allemagne que ce qui lui était expédié directement.

« contrebande de guerre, » — « absolue » ou « conditionnelle, » — est assez arbitraire. Celle qui fut dressée à la dernière conférence de Londres (1909) ne fut pas revêtue de la signature des plénipotentiaires présens; *elle n'oblige donc aucun État*, et chacun est libre, soit de publier, comme l'a fait le gouvernement français au *Journal officiel*, l'énumération de ce qu'il entend considérer comme tel : armes, animaux, vivres, fourrages, tissus, voitures, fer, combustibles, métaux précieux, etc.; soit, comme l'Angleterre, de n'en publier aucune et de s'inspirer des circonstances.

Dans ces conditions, il est peu probable que les armateurs neutres, qui ne trouveraient aucun assureur, risquent la saisie du corps et de la cargaison de leurs navires par les belligérans. Notons au reste que, pour n'être pas suspects de tolérer la plus légère infraction à la neutralité, les Pays-Bas ont eux-mêmes formellement interdit l'exportation des denrées par la frontière allemande.

Le blocus est donc pratiquement effectif: son premier effet est d'immobiliser la totalité de la flotte de commerce de nos ennemis : 4 500 000 tonneaux, dont un quart représenté par des navires âgés de moins de cinq ans: plus de moitié n'ont pas dix ans. C'est une jeune flotte : elle avait *sextuplé* depuis vingt-cinq ans. Les 23 000 bateaux qui la composaient sont, les uns, — 8 pour 100, dit-on, — tombés déjà au pouvoir de l'Angleterre; d'autres parmi les plus grands ont été coulés; un tiers reste accroché dans les ports neutres où ils se trouvaient en cours de voyage; le reste, petits voiliers ou transatlantiques géans, encombre les havres allemands, Brême et Hambourg surtout; ce dernier agrandi en 1911 à 100 kilomètres de pourtour, avec des bassins immenses séparés par des écluses automatiques, où les quais, les chantiers, les docks, débordant d'activité il y a quelques mois, sont maintenant silencieux et morts.

Pendant ce temps, les navires anglais sillonnent les mers. Au Lloyd de Londres la prime d'assurances de guerre fut, le 6 août de 20 pour 100, le 7 de 10 pour 100, le 9 de 8 pour 100, le 12 de 4 pour 100, le 14 de 3 pour 100; elle s'est établie depuis le 15 août, avec garantie du gouvernement britannique, à 2 pour 100 pour les voyages en général, et à 1 et demi pour 100 pour les céréales importées d'Amérique en Europe. L'État français lui aussi. moyennant des primes graduées de 1 à 5 pour 100,

s'est chargé d'assurer le « risque de guerre » à nos armateurs, et les États-Unis ont imité cet exemple pour leur marine.

Que l'on chiffre la perte résultant pour la flotte allemande de son arrêt total sur le globe, et toutes les pertes consécutives à cet arrêt : celles des chantiers de construction, celles des chemins de fer et de la navigation fluviale qui apportaient ou importaient, de ou vers l'intérieur du pays, les marchandises d'outre-mer : à Hambourg seulement 26000 péniches jaugeant ensemble 10 millions de tonnes, pendant que 6 autres millions arrivaient par voie ferrée. Aussi les compagnies de navigation étaient-elles prospères; la plupart avaient récemment augmenté leur capital de 20 et 30 pour 100, — la *Hamburg-America* de 125 à 150 millions. — Que peuvent valoir ces affaires qu'un simple krach américain, en 1907, suffisait à faire baisser d'un tiers, en ralentissant leur trafic, aujourd'hui que ce trafic est complètement suspendu pour une durée indéfinie, et menace, comme on va le voir, d'être fortement atteint dans l'avenir?

En effet, la marine allemande paralysée, ce n'est en somme qu'une industrie parmi beaucoup d'autres, ce n'est que l'*instrument* du transport; mais ce qui arrête toutes les autres industries, et l'on peut dire la vie nationale elle-même, c'est l'absence subite des marchandises que ces navires apportaient du dehors. Dans les 14 milliards d'importation de l'Allemagne, les « produits fabriqués » n'entrent que pour 2 milliards, tandis que les objets d'alimentation figurent pour 3 milliards 500 millions et les matières premières pour 8 milliards et demi. Beaucoup plus que la France, l'Allemagne vit de l'étranger.

La France, sauf dans les années où sa récolte de froment est déficitaire, vend au dehors presque autant de denrées qu'elle en achète; et, pour le chapitre des « objets fabriqués, » à peine en exporte-t-elle le double de ce qu'elle introduit. L'Allemagne au contraire vend trois fois et demi plus d'objets fabriqués qu'elle n'en achète, — 7 milliards 350 millions contre 2 milliards, — pour les denrées elle en achète six fois plus qu'elle n'en vend, — 3 milliards et demi contre 600 millions.

A propos de ces derniers chiffres, la question s'est posée de savoir si nos ennemis bloqués auraient chez eux de quoi vivre et combien de temps? Un de leurs journaux, le *Leipsiger Volkszeitung*, manifestait, il y a deux ans, des craintes à ce sujet : « Si la guerre éclate et si l'Angleterre, d'accord avec la France

réussit à entraver les arrivages de denrées, ce sera la famine. »
A n'examiner que les chiffres, nous ne devons pas nous flatter d'affamer rapidement nos ennemis. Il est bien vrai que l'Allemagne importe environ le tiers du froment qu'elle consomme; quoiqu'elle ait conquis, depuis vingt ans, sur la lande, dans les grandes plaines du Nord, notamment dans le grand-duché d'Oldenbourg, plus d'un million d'hectares et quoique son rendement moyen à l'hectare, — 22 quintaux en 1913, — grâce à ses engrais artificiels, soit sensiblement supérieur au nôtre, elle ne produit encore que 43 millions de quintaux de froment. Elle en achète à l'étranger 23 millions, qui vont lui manquer; car ce n'est pas, comme on l'a dit à tort, en Hongrie qu'elle les trouverait, l'Autriche-Hongrie étant au contraire un pays *importateur* de grains et farines : il en introduit sur son territoire pour 80 millions de plus qu'il n'en vend.

Privée du froment de l'Argentine et des États-Unis, l'Allemagne se rejettera sur le seigle, dont elle interdit la sortie et dont elle récolte de 110 à 115 millions de quintaux par an. Elle en vendait annuellement pour une centaine de millions de francs, grâce à un régime de *bons d'importation* qui fonctionne chez elle et permet de remplacer par des sorties égales les grains achetés au dehors.

La consommation moyenne de ses 67 millions d'habitans étant de 160 millions de quintaux de blé ou de seigle, il ne lui en manquerait donc qu'une dizaine de millions pour se suffire jusqu'à l'année prochaine, si la récolte de 1914 avait été chez elle égale à celle de l'an dernier, ce qui d'ailleurs n'est pas le cas. La récolte de l'Europe est inférieure, en effet, de 120 millions d'hectolitres à celle de 1913; ce qui n'a rien d'inquiétant pour nous, puisque les États-Unis sont gratifiés, comme disent leurs journaux, d'un « océan de froment, » et trop heureux d'en envoyer de ce côté-ci de l'Atlantique, pour balancer les 650 millions d'or, dont ils se trouvent actuellement débiteurs, à raison des valeurs américaines que les belligérans ont jetées sur le marché de New-York.

De ce froment, le gouvernement français a sagement fait de s'assurer un stock, que des vapeurs affrétés pour notre compte par l'Angleterre ont déjà commencé de nous apporter; non que nous en eussions un pressant besoin, mais parce qu'en temps de guerre, pour être sûr d'être *assez* approvisionné, il faut l'être *trop*.

C'est même pour cela qu'en ce qui concerne l'Allemagne, la statistique intérieure des céréales ne signifie pas grand'chose dans les circonstances présentes. Comme elles se trouvent réparties sur son territoire à l'inverse de la population, il faudrait savoir dans quelle mesure elles circuleront librement, des fermes de Prusse et de Silésie qui les produisent aux usines de Westphalie qui les consomment. Toute cette région de l'Ouest, où tel district de 1 500 kilomètres carrés doit nourrir 10 millions d'habitans, attend son pain de l'Est ou d'outre-mer. Elle n'est pas la seule; dans le grand-duché de Bade, Mannheim est le grand port par lequel le froment est introduit dans l'Allemagne du Sud. L'entrée des blés étrangers dans les bassins de cette grande ville est d'environ 6 millions de quintaux par an; transformés en farines, ils vont approvisionner le Wurtemberg et la Bavière.

La question de circulation et de trafic des blés à l'intérieur domine celle de la production. Dans une Allemagne susceptible d'être envahie à la fois à l'Est et à l'Ouest, la provision de grains aurait beau être suffisante *en théorie* qu'elle peut cesser bien vite de l'être *en pratique*; les difficultés de transport aussi bien par voie ferrée que fluviale, les réquisitions des armées, la crainte de manquer qui poussera les particuliers et les marchands à garder ou à faire des provisions extraordinaires, tout contribuera à créer la cherté, puis la disette dans les grands centres, surtout pour les classes pauvres, qui en seront vite réduites au pain de pommes de terre et d'avoine.

On en peut dire autant de plusieurs autres alimens; les œufs, dont l'Allemagne importe 170 millions de kilos, pourront lui être partiellement fournis par l'Autriche, qui en exporte annuellement pour 150 millions de francs, et peut-être aussi les oies, qui figurent aux entrées allemandes pour 9 millions de têtes; mais le *café*, dont elle achète pour 260 millions, le cacao, le beurre, le fromage et le saindoux, — ensemble 335 millions, — les harengs salés, les légumes secs ne seront pas facilement remplacés; de même le riz, l'orge et le maïs, chapitre de 850 millions de francs.

La viande est abondante sur le marché intérieur, bien qu'elle eût assez enchéri ces dernières années pour que le gouvernement, sous la poussée de l'opinion publique, ait non seulement permis l'importation de viandes fraîches, mais même accordé des diminutions de droits d'entrée aux communes

qui voulaient les introduire pour leur propre compte. Abattu ou sur pied, le bétail importé ne figure que pour 226 millions de francs, chiffre peu important, s'il est vrai, comme le disent les statistiques de l'Empire, que les Allemands, à raison de 52 kilos par tête, consomment annuellement, près de 3 milliards et demi de kilos de viande.

L'importation de bétail ne saurait être paralysée par le blocus, parce que les quantités introduites viennent surtout des Pays-Bas, du Danemark ou de la Suisse. A ce propos, il est curieux de signaler le procédé douanier employé par l'Allemagne vis-à-vis de la France, pour surtaxer ses produits sans violer en apparence *la lettre* du traité de 1871, dicté par elle et où elle avait exigé, en matière commerciale, le traitement réciproque de « la nation la plus favorisée. » Son tarif, en vigueur depuis 1906, est très habilement spécialisé en 946 articles, par le jeu desquels elle arrivait à traiter un pays avec faveur sans que la concession pût être revendiquée par d'autres, parce qu'entre un article français ou un autrichien analogue, on peut trouver des nuances très petites en réalité, mais suffisantes pour appliquer des paragraphes différens. Elle a usé de ce procédé pour des marchandises françaises très diverses, les vins, les chevaux ou les éventails. Pour le bétail bovin, il n'était admis à entrer en Allemagne, à prix réduit, que « s'il a été élevé à une altitude de 300 mètres au-dessus du niveau de la mer, a fait chaque année une saison d'estivage à 800 mètres et à condition d'avoir les extrémités brunes. » Ces conditions que seul remplissait, *en fait*, le bétail suisse permettaient de frapper les races françaises de droits beaucoup plus élevés.

II

Une nation à qui manquent brusquement trois milliards et demi de denrées, au moment où, loin de pouvoir parer à ce déficit par une distribution et un ménagement adroit de ses ressources sur son territoire elle voit ses communications entravées par la guerre et son sol sur le point d'être foulé par l'ennemi, une telle nation a fort à craindre pour ses vivres, non pas tout de suite, mais au bout de quelques mois.

L'arrêt des exportations de matières alimentaires qu'elle faisait en temps normal, ne saurait compenser le déficit des

importations parce que les matières *ne sont pas les mêmes* : il suffit par exemple de savoir que, parmi les 600 millions de denrées exportées, se trouvent 170 millions de sucre et 80 millions de bière et de houblon, pour se rendre compte que les marchandises qui ne peuvent pas sortir ne remplaceront pas les marchandises qui ne peuvent pas entrer. Au contraire, l'impossibilité d'écouler ce dont elle est vendeuse crée pour l'Allemagne une gêne d'une autre sorte : au déficit de l'estomac s'ajoute le déficit de la bourse, et celui-ci, étendu aux industries vitales du pays, est terrible parce qu'en privant l'ouvrier de travail, il le prive nécessairement de pain.

Un journal allemand, la *Freihandels-Korrespondenz*, estimait que, dans les 12 milliards des exportations, *la main-d'œuvre entre pour plus de 7 milliards*. Le blocus actuel ne supprime pas seulement ces 7 milliards de salaires représentés par les *produits exportés* ; il supprime en outre un chiffre de salaires, peut-être égal, afférent aux *produits consommés dans l'intérieur* de l'Allemagne, dont la fabrication doit cesser avec l'arrêt des importations, parce que les matières premières manquent. Les textiles, la métallurgie, l'industrie électrique, celle des constructions de machines ou des produits chimiques sont dans ce cas et, par contrecoup, celle des houillères.

En Allemagne, le travail de récolte des betteraves se faisait habituellement par des ouvriers russes et polonais; on peut admettre que, pour remplacer ces ouvriers étrangers qui vont rentrer chez elle en soldats envahisseurs, l'Allemagne, si les armées russes lui en laissent le temps, fera venir de l'Est, pendant la période d'arrachage, des ouvriers en chômage forcé, qu'elle arrivera même à fabriquer les 2 millions et demi de tonnes de sucre qui constituent sa production moyenne, quitte à emmagasiner, puisque l'Autriche est elle-même exportatrice, la portion qu'elle ne pourra vendre au dehors. Il est clair que, si les armées russes occupaient prochainement la Prusse et la Silésie, il n'y serait pas fait *effectivement* beaucoup de sucre cette année; mais, *économiquement*, cette industrie n'est pas réduite à l'inaction parce qu'elle peut faire du stock.

Les charbonnages, eux, ne le peuvent pas; en ce domaine comme en plusieurs autres, la production s'est multipliée, — de 75 pour 100 depuis dix ans, — sans que les bénéfices aient suivi, malgré les efforts des cartels, une progression correspondante.

Sur les 195 millions de tonnes extraites, il en était vendu 40 millions à l'étranger; c'était une rentrée de 750 millions qui, sauf la portion expédiée en Suisse et en Autriche, disparaît. Or cette exportation, que l'État favorisait par des tarifs très bas sur les chemins de fer, était capitale pour maintenir les prix sur le marché intérieur.

D'autre part, si le charbon, âme de l'industrie allemande, la faisait vivre, il vivait aussi par elle : la sidérurgie absorbait 40 pour 100 de la production, d'autres industries se partageaient 22 millions de tonnes. Restent la clientèle domestique et celle des chemins de fer ou tramways qui, réunies, ne prennent pas plus de 25 pour 100 du total; il est clair que les mines de houille se voient forcées de réduire leur exploitation dans une très large mesure; dès le mois d'août, elle était tombée au tiers de la normale.

La métallurgie allemande qui, avec 18 millions de tonnes, avait atteint le second rang dans le monde, après les États-Unis, se fût trouvée, même avec la liberté des mers, fort entravée en temps de guerre par la seule difficulté des transports à l'intérieur, en raison de l'éloignement de ses deux centres de fabrication qui ne peuvent se passer l'un de l'autre : la Westphalie, qui a le coke, et la Lorraine qui a le minerai. Avec le coke fourni par la Westphalie, la Lorraine fabrique surtout de la fonte et des rails; avec la fonte tirée de la Lorraine, la Westphalie fabrique plutôt de l'acier et des produits ouvrés. A ces deux régions, qui représentent ensemble 80 pour 100 de la production métallurgique, aussi bien qu'à la Sarre, la Hesse ou la Silésie, le minerai national ne suffisait pas. Elles en faisaient venir pour 250 millions d'Espagne, d'Algérie, de France, de Russie; un grand syndicat allemand s'était même rendu acquéreur, au Brésil, dans l'État de Minas Geraes, d'importans terrains miniers. D'ailleurs, sur les 12 millions de tonnes de minerai que l'Empire allemand importait l'an dernier, 40 pour 100 étaient tirés de la Suède et le blocus actuel ne le priverait pas de cette cargaison.

Mais elle n'en aura nul besoin cette année, puisque sur ses 18 millions de tonnes de fer elle en exportait plus de 8 millions. Cette exportation se chiffrait, en argent, par un total de *plus d'un milliard et demi de francs* et s'appliquait, jusqu'à concurrence de 850 millions environ, à des machines de toute sorte :

locomotives pour l'Espagne ou la France, machines à vapeur et à explosion ou moteurs à gaz de hauts fourneaux pour la Russie et le Japon, grues ou dragues pour l'Italie et l'Argentine, machines à coudre, à brasser, à imprimer, à travailler le métal, le papier, le ciment, pour tout l'univers. Tout cela rapportait peu; conséquence du système allemand qui, pour enlever les affaires et forcer la production, consentait à travailler presque sans bénéfice... en vue de créer des débouchés pour l'avenir.

Or voici que, par la guerre et le blocus, ces projets s'évanouissent, ces beaux plans deviennent irréalisables : brusquement séparés de leurs fournisseurs germaniques, les cliens, proches ou lointains, sont recueillis par des concurrens qui surgissent, empressés à profiter de la liberté des mers. Parfois ces cliens s'outillent eux-mêmes et s'organisent, sous le coup de la nécessité, pour se fournir ce qu'ils achetaient précédemment à l'Allemagne. De pareils marchés, une fois fermés ou détournés, ne se rouvrent guère.

Le *Board of Trade*, ministère du Commerce anglais, publie une liste des articles de fer, machinerie ou parties de machine que la France importait d'Allemagne et pourrait tirer de l'Angleterre : il chiffre les meubles et articles de bois, la vaisselle, faïence ou porcelaine de table, que l'Allemagne pour 90 millions par an et l'Autriche pour 20 millions exportaient annuellement ; il en donne le détail par contrées et montre par exemple de combien la part de l'Angleterre dans la poterie à bon marché expédiée en Amérique pourrait être augmentée.

Les journaux du Royaume-Uni enregistrent avec raison ces conquêtes commerciales comme des victoires : « Dans le Lancashire et le Cheshire, disent-ils, l'industrie des produits chimiques ne suffit plus aux commandes; ils sont « inondés d'ordres dus à l'interruption des relations avec l'Allemagne. » L'industrie textile a reçu chez eux la même impulsion. Dans certaines branches, notamment celle des étoffes teintes où le besoin de marchandises est urgent, les prix ont monté de 50, 75 et même 100 pour 100; déjà se créent de nouvelles manufactures pour les vêtemens. Il en va de même sur beaucoup d'autres terrains : telle fabrique de vaisselle d'étain, à Swansea, a obtenu un ordre qui allait en Allemagne et qui suffit à lui donner du travail pour douze mois.

Parmi les concurrens habiles à profiter de la fermeture des

marchés allemands, les États-Unis tiennent naturellement la tête : pour eux, c'est tout d'abord une excellente occasion de s'affranchir du dehors. « Comme les affaires suivent naturellement la loi du moindre effort, disait il y a quelques jours dans une note officielle le secrétaire d'État de l'Intérieur, il avait semblé plus aisé et peut-être moins cher d'importer des produits minéraux et des matières premières, d'où dépendent de grandes industries, que de développer nos propres ressources de même nature. Quand nos manufacturiers, forcés par la suspension du commerce d'entreprendre avec énergie la conquête de nos propres fonds, auront trouvé à remplacer les produits étrangers, ils ne retourneront plus sous leur dépendance et les complications extérieures ne nous toucheront plus. En fait d'engrais artificiels dont nous usons de plus en plus, continue le ministre américain, nous dépendions presque entièrement, comme le reste du monde, des mines d'Allemagne pour la fourniture des sels de potasse que la guerre nous supprime. Mais nous avons de larges dépôts de potasse dans la réserve de Californie, qui peut être immédiatement ouverte et exploitée, dès que le bill présentement soumis au Congrès pour cet objet sera voté. »

La potasse, en effet, sous ses formes multiples de sels bruts, chlorures et sulfates, est pour l'Allemagne une affaire de 250 millions de francs par an. Le Reichstag s'en est fort occupé durant ces dernières années; les imaginations étaient hantées, à Berlin, par la crainte de voir les étrangers mettre la main sur une portion importante des gisemens et exporter à leur propre profit la potasse allemande. Une loi de 1910, faite pour protéger l'industrie indigène et fort imprégnée de socialisme d'État, enrégimenta les producteurs dans un syndicat investi du monopole. La spéculation s'empara de l'affaire; il y eut une « fièvre de la potasse » et l'on rechercha partout les débouchés : 10 millions de francs ont été déboursés en 1913 en frais de propagande, pour assurer le placement de tous les sels extraits; en effet, la moitié de la potasse allemande était exportée et, de cette exportation, les États-Unis recevaient les deux tiers : 12 millions de quintaux. On voit de quelle importance sera leur défection sur ce terrain où, de cliens, ils ne tarderont pas à devenir rivaux.

Leurs ambitions d'ailleurs se font jour dans des domaines beaucoup plus vastes : « Un large tonnage de ferro-manganèse nous venait d'Allemagne, disent-ils; or nous avons de grandes

richesses en manganèse, intactes, dédaignées, parce qu'il est de qualité inférieure; mais il y a des méthodes connues de purification qui le rendent égal au manganèse importé du dehors. » Au Transvaal, le cyanure venait presque exclusivement de l'Allemagne; d'après les statistiques officielles, c'est une fourniture d'environ 12 millions de francs pour 5 millions et demi de kilos qui va revenir aux usines américaines. Pour le zinc, disent encore les États-Unis, nous souffrions de la surproduction; mais, comme la Prusse Rhénane qui en vendait quelques centaines de mille tonnes est fermée, nous serons à même d'exporter dans les pays Sud-Amérique du zinc et des produits d'acier galvanisé. Quant au charbon, les États-Unis ne songent pas seulement à le vendre à l'état naturel : « Nous dépendions de l'Allemagne pour les *produits chimiques* dérivés du charbon, bien que nous ayons en quantité illimitée du goudron, d'où dépendent beaucoup d'industries chimiques. Nous pouvons, si la guerre continue un certain temps, faire nous-mêmes des teintures et des couleurs d'aniline aussi bonnes que celles *made in Germany.* »

L'industrie chimique et pharmaceutique, où l'Allemagne avait conquis un monopole de fait, était l'une des colonnes de son exportation; le monde entier était son tributaire. Elle lui expédiait pour *plus d'un milliard de francs*, chaque année, de produits de cette catégorie, parmi lesquels l'aniline seule et ses similaires entraient pour 160 millions. Je ne prétends pas que des usines aussi fortement organisées, au point de vue technique et munies d'un personnel expérimenté, puissent être aisément écartées; mais chacun sait quelle audace caractérise les Américains. A l'abri d'une barrière temporaire plus haute et plus solide que tous les tarifs douaniers, ils sont parfaitement capables de se lancer dans cette voie nouvelle, où les acheteurs sont tout prêts à payer un bon prix ce dont ils ont absolument besoin.

Il serait fastidieux de multiplier les exemples pour chaque produit et pour chaque peuple: ce que feront les Américains, les Français, les Anglais, les Italiens et d'autres le feront aussi, chacun suivant les richesses naturelles de son sol, sa situation géographique et l'adaptation de sa main-d'œuvre à telle ou telle nature de marchandises, pour profiter de la disparition soudaine des marchandises allemandes.

Et non seulement ces marchandises disparaissent du marché extérieur, parce qu'elles ne peuvent pas *sortir*, mais beaucoup

d'entre elles vont disparaître du marché intérieur allemand, parce que les matières indispensables qui servent à les établir ne peuvent plus *entrer*. Que va devenir l'industrie électrique, si prospère que deux grandes sociétés, l'*Allgemeine Elektric Gesselschaft* et la *Siemens-Schuckertwerke*, entretenaient ensemble un personnel de 150 000 hommes, et que la première, seule, avait, l'an dernier à pareille époque, pour 575 millions de commandes à exécuter. Comment cette industrie se pourrait-elle passer des 400 millions de cuivre et des 230 millions de caoutchouc ou de gutta qu'elle importait chaque année? Avec l'épuisement de sa provision, le travail s'arrête.

Et comment l'industrie textile remplacerait-elle les deux milliards de francs de coton, laine, soie et lin, qu'elle recevait chaque année de l'étranger? Dans ce chiffre, les *tissus fabriqués* entraient pour une part modeste : 163 millions de francs, et ce n'est pas l'absence de ces étoffes étrangères qui embarrassera nos ennemis; bien au contraire, ce sera autant de moins à concurrencer les étoffes indigènes dont le marché va se trouver encombré.

Car, sur les 1 800 et quelques millions de francs de coton, laine, soie et lin que l'Allemagne introduisait à l'état brut, *pour les cinq sixièmes*, et, pour un sixième, sous forme de fil, elle réexportait *pour 1 300 millions* de tissus et de vêtemens en coton, laine ou soie. La privation de ces matières premières supprime le travail correspondant, non seulement à celles qui étaient exportées sous forme d'étoffes ou d'objets cousus, mais aussi à celles, *beaucoup plus importantes, absorbées par le marché intérieur*. Sur plus d'un million de tonnes de textiles importés, l'Allemagne n'en exportait que 200 000, tandis qu'elle en consommait 800 000 pour se vêtir ou se meubler.

Les consommateurs, eux, ne souffriront guère de cet arrêt de production; ils se soucient peu de faire en ce moment des achats de linge ou de costumes; ils s'accommoderont de ce qu'ils possèdent et, du petit au grand, attendront avec patience la fin des hostilités. Mais les *onze cent mille* ouvriers et ouvrières, — — exactement 529 000 hommes et 661 000 femmes en temps normal, — qui, *pour le coton seul*, constituent le personnel des 326 manufactures allemandes de ce textile, que feront-ils quand le coton va manquer?

Il est bien vrai que la seule annonce de la guerre européenne

a, comme un tremblement de terre universel, secoué le monde économique jusque sur les marchés les plus reculés; que, brusquement, en vingt-quatre heures, les Bourses se sont fermées, les bateaux ont cessé de naviguer et que les métiers ont cessé de battre, du moins chez les nations belligérantes. En France, jusqu'au 25 août, nombre de filatures et de tissages de coton étaient encore arrêtés. Mais chez ceux qui ont la mer libre, la main-d'œuvre absente étant peu à peu remplacée, l'intérêt commercial pousse les fabricans à travailler, dût la vente être d'abord un peu entravée, parce que les stocks ne seront pas longs à s'écouler ensuite à des prix très rémunérateurs.

Chaque jour améliore donc la situation des pays ouverts à la vie internationale; le mouvement y reprend peu à peu; chaque jour empire celle du pays qui, une fois son approvisionnement épuisé, devra fermer ses usines. De semaine en semaine on s'en apercevra davantage. Pendant que les tissus de coton italiens pour vêtemens, dont la concurrence était particulièrement redoutable pour les similaires allemands, pendant que les jacquards ou les damassés d'Irlande et d'Angleterre s'offriront avec succès dans les comptoirs des deux Amériques et de l'Asie, le prolétariat allemand verra le travail suspendu et les vivres enchérir.

Nourri de fumée, de la fumée des cathédrales bombardées et des villes incendiées, mangera-t-il alors à sa faim? La discipline héréditaire qui le fait naître à genoux et l'y maintient étouffera-t-elle ses murmures?

Le banquier de Francfort, l'armateur de Hambourg, le marchand de Munich, si férus de batailles il y a deux mois, verront-ils qu'ils se ruinent pour le roi de Prusse et que les domaines des seigneurs de Brandebourg et de Poméranie sont seuls à ne pas redouter la faillite? Nul encore ne saurait le dire. En tout cas, dans cette guerre où l'Allemagne, « décivilisée » par tactique militaire ou par amour-propre exaspéré, réapprenant la barbarie au XXe siècle, se flattait de réduire ses ennemis par la terreur, ceux-ci, beaucoup plus modernes en visant l'Allemand à la bourse, pourraient bien le prendre tout doucement par la famine, ou du moins par la misère.

GEORGES D'AVENEL.

SOUVENIRS DE BORDEAUX

1871-1914

II (1)

L'armistice conclu avec les Allemands allait être prorogé du 19 au 24 février 1871, puis jusqu'au 1er mars. L'attention publique s'était portée, dès le lendemain des élections, sur ce qu'allait faire l'Assemblée nationale au sujet de la guerre ou de la paix, et c'était, — on peut le dire en toute vérité, — la plus instante des préoccupations du moment.

La première séance eut lieu le 13 février. Après une courte allocution du doyen d'âge, M. Benoist d'Azy, Jules Favre, le ministre des Affaires étrangères de la Défense nationale, vint gravement à la tribune déposer les pouvoirs de ce gouvernement, en déclarant que c'était pour lui un devoir bien doux.

Il fit un pressant et éloquent appel à l'union générale pour cicatriser les plaies de la France et reconstituer l'avenir. Il crut pouvoir dire que l'Assemblée nationale ne prendrait conseil que du pays lui-même, et il le fit dans des termes sobres et émouvans. On l'applaudit sur presque tous les bancs. A ce moment, Garibaldi, coiffé d'un feutre gris à plume d'aigle, venait d'entrer dans la salle, soutenu par deux de ses amis. Il se redressa, et souleva un pan de son manteau gris doublé de rouge pour lire sa démission de représentant. Il aurait voulu dire qu'il était

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1914.

venu apporter son vote à la République et par ce vote remercier les électeurs qui lui avaient fait l'honneur de le désigner comme leur mandataire. Mais la majorité refusa de l'entendre, et M. Benoist d'Azy, pour clore l'incident, brusqua la fin de la séance. Au milieu du tumulte qui s'ensuivit, je vis un homme encore jeune, à la chevelure et à la barbe de jais, rouge comme le coq de Syracuse, se pencher du haut d'une tribune du premier étage à droite, tendre un poing menaçant, et je l'entendis crier de toutes ses forces : « Majorité rurale, honte de la France ! » Il faisait sonner les *r* et les *n* avec le terrible accent marseillais. Ce farouche Méridional était Gaston Crémieux, qui allait être fusillé plus tard à cause de sa participation à la Commune de Marseille. Du jour où il avait lancé sa fameuse interruption, les droitiers ne furent plus appelés que « les ruraux, » titre d'ailleurs qui n'avait rien de déshonorant et qui valait bien « les bourgeois, les citadins, » que sais-je ? En quoi la qualité de député des campagnes était-elle inférieure à celle de député des villes? Mais les radicaux persistèrent à en faire un terme de mépris, ce dont leurs adversaires se consolèrent sans peine.

Les journaux de l'extrême gauche firent naturellement de cet incident tout un scandale et voulurent lui donner des proportions considérables. On exaltait Garibaldi. On disait que c'était « notre premier général. » On vantait son héroïsme, on espérait l'amener à quelque intervention bruyante, mais il ne prit pas lui-même la chose au sérieux et quitta, dès le lendemain même, Bordeaux pour se rendre sans bruit à Marseille et retourner à Caprera. Seul, le pharmacien Bordon, qui avait italianisé son nom en le transformant en Bordone, et s'était créé lui-même général, continua à plastronner, mais sans succès. Il aimait à répéter une phrase étonnante de Michelet : « Il y a un héros en Europe. Un. Je n'en connais pas deux. Toute sa vie est une légende. Dans le rude hiver que nous venons de traverser, tout hérissé de glaçons, il n'était plus qu'un cristal ! »

Une fois la démission du gouvernement de la Défense nationale remise à l'Assemblée, Jules Favre repartit sur Paris, afin d'aller conférer avec le comte de Bismarck à Versailles au sujet de la prolongation de l'armistice et des premiers pourparlers de paix jusqu'à l'arrivée du nouveau ministère.

Le 14 février, l'Assemblée valida en quelques heures les élections de 326 députés en se réservant de statuer plus tard sur les élections des princes d'Orléans. On agitait déjà dans les groupes une question brûlante : le retour à Paris. Je constatai que le retour n'avait que fort peu de partisans, car la majorité, redoutant l'esprit turbulent de la garde nationale, qui avait pu conserver ses fusils et ses canons, cherchait une ville plus paisible, comme Fontainebleau ou Versailles. La folie obsidionale avait bouleversé bien des cerveaux, et plus d'un péril était à craindre. On se plaignait que le gouvernement de la Défense nationale n'eût pas retiré des armes dangereuses à une troupe si peu disciplinée. Mais celui-ci alléguait que la mesure aurait constitué un affront pour de bons citoyens et l'aurait exposé lui-même à des colères et à des menaces certaines. Il avait insisté auprès de son négociateur, Jules Favre, pour obtenir du comte de Bismarck le maintien des armes à la Garde nationale et la concession du chancelier l'avait surpris et charmé tout à la fois. Il ne prévoyait pas, le 28 janvier, la journée du 18 Mars et montrait ainsi une inexpérience dont le 31 octobre aurait bien dû le guérir. Cependant, lorsque la guerre civile éclata, Jules Favre fut le premier à regretter la concession faite, et je me rappelle avec quel accent de douleur et de remords il s'écria à la tribune de l'Assemblée à Versailles : « Je demande pardon à Dieu et aux hommes de n'avoir pas désarmé la Garde nationale ! »

Ce qui occupait encore et fixait l'attention publique, aussi bien à Paris qu'à Bordeaux, c'était la personnalité de M. Thiers. Il était tout naturellement l'homme d'État le plus en vue. Ses avertissemens prophétiques à l'Empire, ses discours si sages et si clairvoyans au Corps Législatif au moment de la guerre, applaudis par une élite et hués par une majorité docile, ses graves et patriotiques leçons, son voyage à travers l'Europe pour nous trouver des alliés, ou tout au moins des Neutres bienveillans, ses négociations multiples avec les Cours et avec le comte de Bismarck, ses efforts infatigables pour essayer de retirer la patrie de l'abîme où elle était tombée, son élection triomphale dans 26 départemens, le prestige d'une carrière longue et brillante, son expérience consommée, l'estime que lui témoignait l'Europe entière, tout le désignait au choix des représentans comme l'arbitre même de nos destinées. On voulut faire de

lui le Chef du pouvoir exécutif. Il y consentit, mais ce titre de Chef lui déplaisait et il en parlait avec une certaine ironie. On sentait déjà qu'il tenait à être Président, mais comme cette Présidence ne pouvait être que celle de la République, il avait à compter avec les légitimistes et les orléanistes que cette dénomination inquiétait fort. Il lui fallut alors une habileté, une dextérité, une finesse, un brio extraordinaires pour apaiser tous les soucis, vaincre tous les scrupules, dissiper tous les soupçons, prévenir tous les griefs. Les uns l'acceptaient vaille que vaille, les autres le subissaient comme un maître, comme un guide; ceux-ci comme une nécessité, ceux-là comme un expédient ou un provisoire. Il négociait adroitement avec les uns et les autres. Il leur montrait les difficultés et les dangers de la route à parcourir et la nécessité pourtant absolue de faire quelque chose. Il ne cessait de leur répéter qu'on verrait plus tard quelle forme de gouvernement on adopterait, mais qu'il fallait d'abord régler la question primordiale du moment. L'alternative était très nette : ou la paix, ou la guerre. Il préparait avec soin toutes les voies et ne livrait rien au hasard. Il se préoccupait de faire dresser pour l'élection du bureau de l'Assemblée une liste de conciliation, dans laquelle il proposait Jules Grévy comme président; Benoist d'Azy, Léon de Maleville, le marquis de Vogüé et Vitet comme vice-présidens; Baze, Martin des Pallières et Martel ou Princeteau comme questeurs. Il pensait déjà à constituer son cabinet et jetait ses vues sur Jules Favre, Jules Simon, Ernest Picard, Larcy, Dufaure, Jauréguiberry. Les radicaux ne l'aimaient guère, et cependant, de crainte d'avoir à subir un autoritaire de droite comme le duc d'Audiffred-Pasquier, qui jouissait d'un grand crédit politique, ils se résignaient à le voir arriver au pouvoir. On savait d'ailleurs qu'il était au fond de l'âme opposé à une Restauration monarchique immédiate, surtout légitimiste, et qu'il avait même ses ambitions personnelles appuyées sur la confiance de la France et l'estime de l'Europe.

Il manifesta son autorité dès le 17 février, lors de la protestation des Alsaciens-Lorrains. Je ne veux qu'esquisser ici cette séance historique, ayant déjà eu l'occasion d'en parler avec force détails, soit dans mon livre sur *les Causes et Responsabilités de la guerre de 1870*, soit dans une brochure spéciale (1) qu'on

(1) *La protestation de l'Alsace-Lorraine à Bordeaux*, avec documens authentiques et fac-similés, vol. in-8°, Paris, 1914.

n'a peut-être pas oubliée, car elle a paru deux mois avant la guerre actuelle et elle faisait présager bien des faits et des actes qui se sont réalisés en partie. J'aime à croire, — ceci dit en passant, — que l'issue finale, c'est-à-dire le retour de nos deux chères provinces à la France, ne se fera pas trop longtemps attendre.

Le vendredi 17 février, le jour même où Jules Grévy remerciait ses collègues de l'avoir fait monter au fauteuil de la présidence de l'Assemblée, Émile Keller vint donner lecture de la protestation rédigée par Gambetta, d'accord avec tous les représentans de l'Alsace-Lorraine. Les considérans de cette célèbre protestation sont connus de tous. Je n'en veux détacher que les derniers mots qui, comme tous les autres d'ailleurs, firent courir un frisson dans l'Assemblée et provoquèrent un enthousiasme inouï : « Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la Nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettans, nos enfans et leurs descendans, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous les usurpateurs. » On sait comment ce serment-là a été tenu et comment pendant quarante-quatre ans l'Alsace et la Lorraine aussi dédaigneuses des séductions que des menaces, des offres que des violences, tinrent tête aux usurpateurs.

La lecture de cette noble protestation, le discours bref et saisissant dont Keller l'avait fait suivre, son cri d'angoisse et d'appel au secours, l'horreur et le dramatique de la situation avaient fait une telle impression que, je l'affirme, si un vote immédiat avait suivi, la guerre aurait continué et toutes négociations auraient été écartées.

C'est dans ces momens-là, dans ces heures décisives, que la réflexion du poète se justifie :

... si forte virum quem
Aspexerè, silent arrectisque auribus adstant.

L'homme parut aussitôt à la tribune. C'était M. Thiers qui, d'un geste, imposa le silence et ramena les esprits au sentiment réel de la situation. Elle était terrible, je l'avoue. Et lui-même ne cachait pas son émotion, car je l'ai vu pleurer, tandis qu'il prononçait les paroles nécessaires, les paroles d'un politique et d'un patriote convaincu. Il supplia ses collègues d'agir en

hommes sérieux dans un sujet aussi grave. Il partageait les sentimens touchans de M. Keller, mais il fallait savoir ce qu'on voulait. Il fallait que chacun eût le courage de son opinion : ou la guerre ou la paix. La réunion immédiate dans les bureaux s'imposait, car il s'agissait du sort de deux provinces ou du sort du pays tout entier. On ne pouvait pas ne pas négocier. Quant à lui, il déclarait qu'il ne saurait accepter un mandat dont en honnête homme et en bon citoyen il ne pourrait se charger. « Disons tout de suite ce que nous pensons, ajouta-t-il, et ne nous cachons pas derrière ce délai de vingt-quatre heures ! » On suivit son prudent conseil. On suspendit la séance et deux heures après, l'Assemblée disait que, « tout en accueillant avec sympathie la déclaration de M. Keller, elle s'en remettait à la sagesse et au patriotisme de ses négociateurs. »

Puis, au bout de quelques minutes, elle nommait, à la presque unanimité, M. Thiers chef du pouvoir exécutif, en rappelant les services rendus par ce patriote éclairé : les fortifications de Paris qui avaient permis à la Ville de subir un siège de cinq mois et avaient sauvé l'honneur de la France, les avertissemens si sages donnés avant la guerre, la mission en Europe pour nous chercher des amis et provoquer leur intervention, l'indication donnée par les votes de vingt-six départemens. On a dit de cette séance qu'elle avait été lamentable et que l'Assemblée avait enterré respectueusement l'Alsace-Lorraine. J'atteste que l'acte de l'Assemblée fut le résultat d'une nécessité inéluctable et que la douleur des représentans, en acceptant l'amputation des deux provinces, fut une douleur profonde, sincère, unanime. Dire le contraire, c'est offenser cruellement la vérité.

Le 19 février, le nouveau chef du pouvoir exécutif remercia ses collègues de leur témoignage de confiance si honorable et ne leur cacha pas qu'il était effrayé du fardeau qu'ils venaient de lui imposer. Et en effet, quand on songe à l'état du pays ruiné par la guerre, à la situation plus grave encore qu'allaient lui faire les exigences de l'ennemi, aux menaces d'émeute, de révolution, de guerre civile qui flottaient dans l'air, à la difficulté inouïe de remettre de l'ordre dans les finances et dans toutes les parties de l'administration, de recréer en quelque sorte un État tombé en ruines, on demeure surpris, — et en même temps on en remercie la Providence, — qu'il se soit trouvé là,

juste à temps et à souhait, un homme de courage, de dévouement, d'expérience, de zèle et d'ardeur, assez fort pour accepter une telle charge. Les critiques sont venues après. On a découvert depuis des sauveurs qui eussent mieux réussi que M. Thiers... Mais alors tout le monde était d'accord pour reconnaître que les circonstances le désignaient et ne désignaient que lui pour représenter nos intérêts devant l'ennemi triomphant : personne n'osa dire le contraire, tant le fait était indiscutable.

M. Thiers exprima et réalisa sa volonté d'obéir aux ordres du pays, qui devait être d'autant mieux servi, d'autant plus aimé qu'il était plus malheureux. Aussi, après avoir constaté avec émotion la lourdeur du fardeau imposé à ses épaules de vieillard, il avait assez de confiance en ce pays et en lui-même pour tâcher de relever le crédit, de ranimer le travail et de faire cesser l'occupation étrangère par une paix honorable.

Outre l'expérience de sa longue vie, M. Thiers avait l'appui que lui donnaient le dévouement des uns et les divisions des autres. Quelle était la physionomie de l'Assemblée de février 1871? J'y ai compté 6 ou 7 bonapartistes, 150 légitimistes, 200 orléanistes ou membres du centre droit, 150 membres du centre gauche, 200 républicains et un certain nombre d'indécis ou indépendans, ce qui prouve qu'il n'y avait pas à ce moment-là de groupes assez compacts et assez forts pour proclamer ou la monarchie ou la République. Cependant, tout faisait prévoir que le centre gauche fusionnerait tôt ou tard avec la gauche et que le centre droit lui-même y donnerait quelque appoint. Les dirigeans de ces divers groupes étaient connus. Le marquis de Franclieu, un chevau-léger irréductible, présidait l'extrême droite; Audren de Kerdrel, la droite; Casimir Perier, le centre droit; Feray d'Essonnes, le centre gauche: Jules Grévy, la gauche pure. Une partie de l'extrême gauche obéissait à l'impulsion de Louis Blanc et de Victor Hugo. Ces groupemens et leur valeur personnelle n'étaient pas ignorés de M. Thiers qui, en homme d'État, s'en était consciencieusement informé.

Jules Grévy était un de ses amis. Il avait des dehors très imposans et une physionomie grave. Mais, dans l'intimité, il se détendait et devenait facilement aimable et enjoué. Reconnaissant à M. Thiers de l'appui qu'il lui avait prêté pour la présidence de la Chambre, il le présenta à son tour à l'Assemblée, d'accord avec Vitet, Malleville, Dufour, Rivet et Barthélemy

Saint-Hilaire, comme chef du Pouvoir exécutif de la République française. Le candidat, d'ailleurs, s'imposait par lui-même.

Je l'ai bien observé à ce moment, et depuis... Petit de taille, — il prétendait avoir celle de Bonaparte, — les cheveux d'un blanc d'argent, la face toute rasée et quelque peu sarcastique avec un menton très prononcé, l'œil vif et le nez fort, l'air souriant et fin, la lèvre mince et ironique, le geste vif et l'allure droite et ferme, il s'emparait de l'attention de tous dès qu'il montait à la tribune. Sa voix frêle devenait bientôt nette et tranchante, et pénétrait comme un trait dans l'auditoire. Son érudition était immense. Historien consommé, fin lettré, politique habile et expérimenté, il avait un choix de souvenirs et d'anecdotes peu banal et qui produisait le plus souvent un puissant effet. Ceux qui lui reprochaient des longueurs interminables, des digressions inutiles, des démonstrations oiseuses, n'étaient ni justes ni sincères. Je puis certifier que, dans le court laps de temps qui s'écoula du 12 février au 12 mars à Bordeaux, chaque séance où il parla offrit le plus vif intérêt. Tout ce qu'il disait était marqué au coin de la sagesse, de la précision, de la méthode, de la vérité et de l'éloquence. Il éclairait ce qu'il touchait d'une lumière intense; il attirait, il séduisait, il convainquait les plus rebelles. Tous les sujets : finances, armée, commerce, industrie, politique, diplomatie, lui étaient familiers. Ses impatiences, ses fougues, ses colères mêmes le servaient. Il avait, — et qui l'en aurait blâmé? — conscience de sa valeur, et chez un homme d'État qui a une tâche aussi lourde à remplir, c'est une force. Quelques-uns appelaient cela de l'orgueil. C'était à vrai dire une satisfaction de soi-même, mais en même temps une fierté légitime.

M. Thiers avait dû s'entourer, au début de sa présidence, de ceux qu'on appelait alors « les ducs, » et, donnant au mot de Napoléon sur les grands seigneurs d'autrefois ralliés à son régime : « Il n'y a que ceux-là encore qui sachent servir, » une plus noble acception, il les avait envoyés dans les grandes ambassades : Broglie à Londres, Banneville à Vienne, Noailles à Pétersbourg, Vogüé à Constantinople, Bouillé à Madrid, Bourgoing à La Haye, Harcourt au Vatican, Gabriac, puis Gontaut-Biron, à Berlin. Il connaissait à fond l'échiquier politique. On avait cru le plaisanter en lui disant : « Qu'est-ce que vous ne savez pas? » Et il avait fièrement répondu : « Ma foi, je n'en

sais rien. » Sans doute, à son patriotisme profond et avéré se joignait de l'ambition personnelle. On s'en étonnait, parce qu'il avait soixante-douze ans ! Mais à quel âge l'homme cesse-t-il de croire en lui-même et de soutenir ses idées, avec l'espoir de les faire triompher et de triompher avec elles?

En tout cas, et je parle ici de 1871 et de l'Assemblée, nul n'avait autant que lui la pratique des affaires, la science et le talent nécessaires pour les diriger. Quelle puissance indéfinie de travail ! Quelle flamme, quelle ardeur, quelle activité, quel zèle dévorant ! A l'âge où le repos semble s'imposer, il avait la passion du travail et consacrait à une tâche immense au moins seize heures par jour, s'occupant de tout, veillant à tout, donnant lui-même l'impulsion à tout, n'ayant pas seulement le souci des affaires extérieures alors si difficiles, si délicates, mais celui, non moins grand, de l'intérieur où la guerre avait tout bouleversé et où tant d'incidens et de faits graves faisaient présager des agitations et des convulsions formidables. On verra ce que cet homme, déjà en réalité le Président de la République, a fait, en un mois, pour imposer à une Assemblée frémissante de douloureux, mais d'inévitables préliminaires de paix, constituer un gouvernement et en fixer le siège à Versailles, concilier les partis et former un pacte provisoire, mais indispensable d'union, tout cela pour la patrie qu'il fallait relever d'une chute profonde, en face de l'ennemi encore menaçant, de l'émeute qui grondait à l'horizon et de l'Europe qui attendait avec une curiosité égoïste la restauration ou la fin irrémédiable de la France.

HENRI WELSCHINGER.

(*A suivre.*)

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

DANS LE

ROMAN FRANÇAIS CONTEMPORAIN

J'ai essayé de penser à autre chose, d'écrire sur autre chose; je n'ai pas pu. Au moment où le sort de la France et, on peut bien le dire depuis l'abominable destruction de la cathédrale de Reims, de la civilisation humaine se joue sur les champs de bataille, l'heure n'est plus à l'histoire, à l'étude sereine du passé. L'histoire, nous la voyons se faire sous nos yeux; nous en sommes les témoins anxieux, angoissés. Et nous qui n'y travaillons pas directement, à cette histoire, nous qui n'avons pu « partir, » — ah! comme la pure littérature nous paraît vaine aujourd'hui, comme nous avons besoin de nous dire que, si notre plume ne vaut pas un fusil, elle n'est pourtant pas entièrement inutile, que nous pouvons peut-être élucider, sinon résoudre, certaines questions qui, demain, vont se poser avec une pressante acuité! En tout cas, ces pensées-là nous aident à vivre; et ce sont elles qui m'ont conduit au sujet que je voudrais brièvement effleurer dans les pages qui vont suivre.

Depuis quarante-quatre ans, la question d'Alsace-Lorraine a défrayé nombre de romans français. Je ne les connais pas tous, et je ne parlerai pas de tous ceux que je connais. Quelles qu'en soient d'ailleurs les qualités, je ne dirai rien, par exemple, de deux volumes assez récens, *les Exilés*, de M. Paul Acker, et *l'Alsace qui rit*, de Jeanne et Frédéric Régamey, auteurs de

divers autres romans alsaciens, *Au service de l'Alsace*, *Jeune Alsace*, et de quelques brochures ou pamphlets qui ne doivent pas être très goûtés en Allemagne. Je ne dirai rien même de *Colette Baudoche*, parce que ce que j'en pourrais dire, j'aime mieux le dire à propos d'une œuvre de plus haute et de plus large portée du même écrivain. Et de toute la « littérature » romanesque qu'a fait éclore ce passionnant sujet, je ne retiendrai que trois œuvres, toutes trois fort attachantes, de mérite littéraire un peu différent, — mais je ne les étudierai pas en critique littéraire, — et qui me paraissent offrir ce particulier intérêt de poser sous ses principaux aspects le problème alsacien-lorrain : *les Oberlé*, de M. René Bazin ; *Au service de l'Allemagne*, de M. Maurice Barrès ; et *Juste Lobel, Alsacien*, de M. André Lichtenberger.

I

Les Oberlé sont le premier en date des trois romans que je me propose d'examiner, et, par le talent de son auteur comme par la manière dont s'y trouve envisagée la question d'Alsace-Lorraine, l'ouvrage s'est si bien imposé à la pensée des divers groupes de lecteurs, que les successeurs ou les héritiers de M. René Bazin, même en le contredisant, se sont inspirés de lui. *Au service de l'Allemagne* et *Juste Lobel, Alsacien* ne seraient assurément pas tout ce qu'ils sont, si *les Oberlé* n'existaient pas.

J'en rappelle brièvement l'ingénieuse, quoique peut-être trop symétrique donnée. M. Bazin met en scène trois générations d'Alsaciens qui, comme toutes les générations du monde, sont en réaction les unes contre les autres. C'est une loi de nature que les fils, pour ne pas ressembler à leurs pères, s'avisent de ressembler à leurs grands-pères. M. Philippe Oberlé, ancien député protestataire au Reichstag, avait en 1850 fondé à Alsheim une scierie mécanique dont, après la guerre, il a transmis la direction à son fils. Celui-ci, M. Joseph Oberlé, homme d'autorité, ambitieux, a tout naturellement évolué dans le sens de ses intérêts, et, au grand scandale de son père, de sa femme et de nombre de ses amis, il s'est rallié au nouveau régime. Ses deux enfans, Jean et Lucienne, ont été élevés en Allemagne et n'ont jamais vu la France. Lucienne partage toutes les idées de son père, et, recherchée en mariage par un officier allemand, elle

sera sur le point de contracter sans le moindre scrupule, et même avec une certaine fierté, cette union qui désole sa mère. Mais Jean Oberlé, lui, n'est point ainsi fait : il a hérité de l'âme de sa mère et de son grand-père. A vivre parmi les Allemands, et sans d'ailleurs les haïr, il a éprouvé qu'il est d'une autre race, plus affinée, moins brutale, plus généreuse, bref, supérieure. Il a comme la nostalgie de l'ancienne patrie qu'il ne connaît point. Il aime, non pas une Allemande, mais une Alsacienne, Odile Bastian, dont la famille n'a point pardonné à M. Joseph Oberlé son ralliement et ne veut pas donner son consentement au mariage. Ne pouvant plus vivre dans sa famille désunie, dans son pays divisé, Jean Oberlé consent bien, — ce qui ne laisse pas de nous étonner un peu, — pour faire plaisir à sa mère, à entrer au régiment où il doit servir un an comme volontaire; mais, dès le lendemain de son entrée au corps, il déserte pour se faire soldat en France.

Au point de vue qui nous préoccupe ici, l'intérêt du livre de M. René Bazin est double. D'abord, — et sans parler de la grâce ou de la gravité vivante des paysages évoqués, de la juste atmosphère « alsacienne » où baigne, en quelque sorte, tout le roman, — la vérité, ou tout au moins la vraisemblance des caractères représentés donne à l'ouvrage un air de réalité vécue qui n'en est pas le moindre prix. M. Bazin a-t-il peint « d'après nature » ses héros, ou bien entre-t-il dans ses peintures une large part d'imagination? Nous ne savons, et c'est là sans doute son secret. Mais le fait est qu'on n'aurait su mieux « attraper, » ni mieux rendre les attitudes morales et comme les intonations de chacun des personnages qu'il fait passer sous nos yeux. La protestation silencieuse et résignée de Mme Oberlé, la vitalité exubérante et peu idéaliste de Lucienne, la simplicité chaste et ardente d'Odile Bastian, la franchise cassante, la raideur orgueilleuse et conquérante de Wilhelm von Farnow, si ce ne sont pas là des « choses vues, » et directement observées, ce sont tout au moins des choses très finement pressenties, devinées et traduites. Et il n'est pas jusqu'aux conversations qui se tiennent à la table de M. le conseiller Brausig qu'on aurait pu, il y a quelques mois encore, croire entachées de quelque exagération, et auxquelles tout ce que nous avons appris depuis le début de la guerre ne prête comme une vraisemblance nouvelle. Quand, par exemple, le professeur Knäble, assurant ses lunettes, pro-

nonce doctoralement : « Même aujourd'hui, je crois pouvoir ajouter que, si nous avions la France à nous, elle serait rapidement un grand pays : *nous saurions la mettre en valeur...*, » il ne fait qu'exprimer tout naïvement la « pensée profonde » des pangermanistes, celle qui leur a dicté la déclaration de guerre (1). M. Bazin a été, à sa manière, un « avertisseur. »

Et il a très bien montré aussi que, depuis l'annexion, il n'y a véritablement pour l'Alsace-Lorraine qu'une question qui compte et qui se pose : Est-on pour l'Allemagne victorieuse, ou pour la France vaincue? est-on pour la fine et humaine « culture » française, ou pour la violente et lourde culture germanique? Et cette question qui divise les familles entre elles, qui empêche les alliances les mieux assorties et les plus souhaitables, trouble les idylles les plus heureuses, — comme jadis les querelles des Capulets et des Montaigus, à Vérone, — est celle aussi qui, à l'intérieur d'une même famille, oppose parfois le mari à la femme, le père au fils, le frère à la sœur. Ce qu'il y a eu de meurtrier, d'inique et de moralement condamnable dans la brutale annexion de 1871, c'est que l'unité morale d'un pays qui, avant 1870, était complète, a été, pour de longues années, douloureusement compromise; l'impitoyable vainqueur ne s'est pas contenté de prendre et d'exploiter la terre : il a violé les âmes, et, quarante années durant, il a continué à les violer, profitant des moindres faiblesses, imposant par la force ou par la ruse, par tous les moyens en son pouvoir, licites ou illicites, un idéal spirituel qui répugnait à leurs aspirations profondes. Et voilà le crime inexpiable auquel la justice immanente de l'histoire est en train de mettre un terme.

Cette question qui, depuis quarante ans, domine toute la vie de l'Alsace-Lorraine, — comme elle domine d'ailleurs non

(1) M. Clemenceau a publié récemment dans *l'Homme enchaîné* un bien curieux et intéressant document touchant le programme des pangermanistes. Ce document lui a été communiqué par un de ses amis d'Amérique, un diplomate. Dans les derniers jours du mois d'août, comme on demandait dans une réunion mondaine à l'ambassadeur allemand à Washington, le comte von Bernstorf, ce que l'Allemagne victorieuse réclamerait à la France, celui-ci, sans gêne aucune, se mit à articuler ce qu'il appela « les dix commandemens allemands : »

1° « Toutes les colonies françaises, sans exception, même le Maroc complet et l'Algérie, et aussi la Tunisie;

2° « Tout le pays compris depuis Saint-Valéry, en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France : plus de 15 millions d'habitans;

3° « Une indemnité de 10 milliards;

4° « Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer

seulement l'histoire de notre France contemporaine, mais encore toute l'histoire européenne, — est susceptible pratiquement de recevoir plusieurs solutions. M. René Bazin l'a bien vu, et son livre nous montre, personnifiées dans ses divers héros, ces principales solutions en présence, et, si l'on peut dire, aux prises.

Il y a d'abord ceux qui, comme M. Joseph Oberlé et sa fille, par lassitude, par ambition, par besoin de « vivre leur vie, » et toute leur vie, cèdent au prestige du vainqueur, et peu à peu, l'habitude et le langage aidant, adoptent ses idées et ses mœurs et se font une âme à son image. Ils n'y parviennent que trop bien du reste; mais leur existence n'en est pas plus heureuse, car s'ils conquièrent l'approbation protectrice du monde officiel allemand, ils sentent autour d'eux, et parfois même à leur propre foyer, une sorte de mésestime muette qui pèse sur chacun de leurs actes, et dont ils s'irritent d'autant plus vivement qu'ils la souhaiteraient plus illégitime. En Alsace, il en coûte toujours un peu d'être infidèle au passé.

Ce passé, il en est d'autres qui lui demeurent obstinément fidèles : tels sont M. Philippe Oberlé, l'oncle Ulrich, M[me] Oberlé, le ménage Bastian et leur fille. La France, elle est pour eux tous « le paradis perdu » d'où l'on a été injustement chassé, et où l'on espère bien rentrer quelque jour. Par opposition à cette Allemagne si dure, si oppressive, si orgueilleuse, si lourdement pédantesque, la France est le pays de la liberté aimable, de la grâce ailée et souriante, de l'idéalisme généreux, de la sainte humanité. D'avoir cessé d'appartenir à cette patrie de leur rêve, il leur en reste une mélancolie ombrageuse et fière qui déteint sur toutes leurs attitudes. Ils subissent, mais ils ne se résignent pas; ils protestent par leur silence, par leur dignité, par leur

en France sans payer aucun droit, pendant vingt-cinq ans, *sans réciprocité*, après quoi la continuation du traité de Francfort;

5° « Promesse de la suppression en France du recrutement pendant vingt-cinq ans;

6° « Démolition de toutes les forteresses françaises;

7° « Remise par la France de 3 millions de fusils, 3 000 canons et 40 000 chevaux;

8° « Droits de patente des brevets allemands *sans réciprocité*, pendant vingt-cinq ans;

9° « Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre;

10° « Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne. »

Ces propos ont été démentis. Mais on sait ce que valent la parole et les démentis de l'Allemagne!

tristesse; ils se réservent, et, le regard et l'âme toujours tournés du côté des Vosges, ils attendent... Et sans doute ils n'ont pas quitté pour la grande patrie leur petite patrie : car il faut vivre; et il y a des situations, des attaches, des habitudes qu'on ne peut briser; mais leur résignation à n'être, dans leur propre pays, que des « exilés, » des « émigrés à l'intérieur » n'en est que plus touchante : ils sont les témoins inconsolés d'un passé qui n'est pas aboli, et qui pourra ressusciter, qui ressuscitera demain.

Et il en est enfin, — comme Jean Oberlé, — qui, même sans connaître la France autrement que par ce qu'ils en lisent ou ce qu'ils en devinent, lui ont voué un inaltérable amour. Ils ne détestent pas les Allemands, mais ils les jugent en connaissance de cause :

— Seulement, plus je les ai connus, plus je me suis senti autre, d'une autre race, d'une catégorie d'idéal où ils n'entraient pas, et que je trouve supérieure, et que, sans trop savoir pourquoi, j'appelle la France.

— Bravo, mon Jean! Bravo!...

— Ce que j'appelle la France, mon oncle, ce que j'ai dans le cœur comme un rêve, c'est un pays où il y a une plus grande facilité de penser...

— Oui!

— De dire...

— C'est cela!

— De rire...

— Comme tu devines!

— Où les âmes ont des nuances infinies, un pays qui a le charme d'une femme qu'on aime, quelque chose comme une Alsace encore plus belle!

Ceux-là non seulement ne peuvent pas vivre au delà du Rhin, mais, après en avoir fait le loyal essai, ils ne peuvent pas vivre non plus dans l'Alsace germanisée et divisée d'aujourd'hui. Et ils émigrent dans la France de leur rêve, où ils tâcheront de se faire une vie plus conforme à leur âme. Et je n'ose dire que c'est là le conseil que l'auteur des *Oberlé* donne aux Alsaciens, car il ne fait pas un livre à thèse, et il a trop le sentiment des complexités de la vie réelle pour dogmatiser en pareille matière; mais enfin, par le rôle de premier plan qu'il attribue à Jean Oberlé, par la sympathie que son héros lui inspire, et qu'il nous inspire pour son héros, il est visible que c'est cette attitude qui a toutes ses préférences, et qu'il recommande aux nôtres.

Est-ce là tout cependant? M. Bazin, qui a étudié de très près, et sur place, l'âme alsacienne, — il a prononcé sur ce sujet une remarquable conférence, et qui serait à rapprocher du roman (1), — a très bien vu qu'il y avait encore une façon de poser le problème alsacien-lorrain, et, sans y appuyer très longuement, sans l'incarner, si je puis ainsi dire, dans un personnage essentiel de son livre, il la fait indiquer très nettement, au cours d'une conversation mondaine, par un de ses personnages épisodiques. Laissons parler cet artiste alsacien à la table du conseiller Brausig :

Nous autres, Alsaciens de la génération nouvelle, nous avons constaté, au contact de trois cent mille Allemands, la différence de notre culture française avec l'autre. Nous préférons la nôtre, c'est bien permis? En échange de la loyauté que nous avons témoignée à l'Allemagne, de l'impôt que nous payons, du service militaire que nous faisons, notre prétention est de demeurer Alsaciens. Et c'est ce que vous vous obstinez à ne pas comprendre. Nous demandons à ne pas être soumis à des lois d'exception, à cette sorte d'état de siège, qui dure depuis trente ans; nous demandons à ne pas être traités et administrés comme « pays d'empire, » à la manière du Cameroun, du Togoland, de la Nouvelle-Guinée, de l'archipel Bismarck ou des îles de la Providence, mais comme une province européenne de l'Empire allemand. Nous ne serons satisfaits que le jour où nous serons chez nous, ici, Alsaciens en Alsace, comme les Bavarois sont Bavarois en Bavière, tandis que nous sommes encore des vaincus sous le bon plaisir d'un maître. Voilà ma demande.

Elle est parfaitement légitime, cette demande, et elle résume assez bien le programme d'un nombre, ce semble, assez considérable d'Alsaciens-Lorrains. Ces justes revendications, M. Maurice Barrès les a écoutées, et il les a très habilement personnifiées dans le volontaire Ehrmann, le héros d'*Au service de l'Allemagne*.

II

S'il me fallait une « transition » pour passer du livre de M. René Bazin à celui de M. Maurice Barrès, elle me serait tout naturellement fournie par un remarquable et fort curieux

(1) Cette conférence sur *l'Ame alsacienne*, prononcée à la salle de la Société de Géographie (Société des conférences) le 18 février 1902, d'abord éditée en brochure par la maison de la Bonne Presse, a depuis été recueillie dans les *Questions littéraires et sociales* (Calmann Lévy, 1906).

article de M. Barrès lui-même sur le roman de M. Bazin. On y voit déjà percer très. nettement et s'amorcer l'idée maîtresse qui sera celle d'*Au service de l'Allemagne*. La page est si belle qu'il faut la citer tout entière :

Il obéit à son grand-père, le vaincu de 70, plus qu'à son instinct propre et à sa confiance dans la vie, ce noble jeune homme qui passe la frontière et se réfugie chez nous. Certes, nous l'accueillons avec une grande sympathie, parce que nous avons besoin de ces bonnes races de l'Est qui manquent d'éloquence et qui prennent le temps de penser avant de parler, mais la scierie passera aux mains des Allemands ! A-t-il réfléchi là-dessus avec une parfaite abnégation ? Une influence germanique se substituera sur les pentes de Sainte-Odile à une famille terrienne, pleine. qu'elle le sache ou non, des forces et des voix de la France ! Jean Oberlé, généreux garçon que je salue avec respect, voulez-vous être un héros ? Ne quittez point l'Alsace ! — « Eh ! dit-il, qu'y puis-je faire d'utile, humble suspect en face d'un empire colossal ? » — Je ne vous demande point d'agir, mais seulement de vivre. Je ne vous demande même pas de protester, mais naturellement chacune de vos respirations sera une respiration rythmée par deux siècles d'accord avec le cœur français. *Demeurez un caillou de France sous la botte de l'envahisseur. Subissez l'inévitable et maintenez ce qui ne meurt pas.*

M. Barrès avait-il dans l'esprit son futur livre depuis quelque temps déjà quand il écrivait cet article, — qu'il intitulait bravement : *Il ne fallait pas émigrer*, ou bien a-t-il conçu *Au service de l'Allemagne* en lisant *les Oberlé*, et, pour ainsi dire, par réaction contre *les Oberlé* ? C'est ce que je ne saurais dire (1). Ce qui, en tout cas, me paraît bien certain, c'est que, même s'il avait depuis longtemps déjà arrêté ce que j'appellerais volontiers sa philosophie de l'histoire de l'Alsace contemporaine, l'écrivain d'*Au service de l'Allemagne*, en lisant *les Oberlé*, a trouvé de nouvelles raisons d'y persévérer.

Si on la dégage des considérations générales ou des digressions « poétiques » qui, parfois, en ralentissent le développement, on peut résumer en deux mots le thème qui forme le fond d'*Au service de l'Allemagne*. Un jeune Alsacien, Paul Ehrmann, étudiant en médecine à l'Université de Strasbourg,

(1) Il se pourrait aussi que l'idée d'*Au service de l'Allemagne* eût été suggérée à M. Maurice Barrès par une longue nouvelle de M. René Bazin, *le Guide de l'Empereur*, dont je n'ai pas cru devoir parler parce qu'elle ne rentrait pas à proprement parler dans le cadre de cette étude, et où le romancier met en scène un Alsacien « au service de l'Allemagne, » et mourant même, comme eût pu le faire un soldat français fidèle à sa consigne, au service de son Empereur.

Français de cœur et d'éducation intellectuelle, a hérité de son père ce principe que le devoir d'un Alsacien est en Alsace. Et donc, il s'établira médecin à Colmar, et il se résignera à faire, comme volontaire, son service militaire en Allemagne. L'épreuve lui sera rude, et un moment même, comme Jean Oberlé, il songera à déserter. Mais il se raidit, et, pour faire honneur à sa race, des « irritations de sa sensibilité, » il va s'efforcer de « tirer une discipline. » Faire sentir à ses camarades, à ses chefs la supériorité morale et militaire du troupier de France, conquérir progressivement leur estime en se montrant un excellent soldat, sans jamais cesser de réserver l'entière liberté de ses sentimens intimes et sa parfaite « insoumission d'âme, » tel est le stoïque programme qu'il se dresse à lui-même, et qu'il parvient à réaliser. Le dernier jour de son service, il va prendre congé de son maréchal-des-logis chef, et apprenant que le pauvre homme vient de perdre une petite fille, au grand étonnement de ses camarades, il fait un détour pour commander une couronne. Le lendemain, à son réveil, il reçoit la visite de l'honnête soldat qui lui serre les mains en sanglotant : « Vous êtes vraiment un grand cœur, s'écrie-t-il, Monsieur Ehrmann. Au moment où je ne peux plus vous servir de rien ! Monsieur, on doit le dire, les Français ont plus d'humanité que les autres. » — « Plus d'humanité : » le mot est juste, et il va loin, et l'on voudrait qu'il eût été réellement prononcé. Et l'on conçoit que Paul Ehrmann se soit dit de son côté : « Il m'a traité de Français ! C'est le dernier mot que j'aie entendu de cette caserne et l'un de ceux qui, de ma vie, m'aura le plus donné de plaisir. »

Le volontaire Ehrmann est le symbole, peut-être un peu idéalisé, et même « héroïsé, » d'un état d'esprit qui, depuis une quinzaine d'années, semble être devenu assez général en Alsace-Lorraine. « Français ne puis, Prussien ne daigne, Alsacien suis : » cette devise était, hier encore, celle d'un nombre croissant de ces « enfans de l'Alsace » auxquels notre généralissime, il y a quelques semaines, adressait un si éloquent appel. Succédant à deux générations qui, meurtries dans leurs sentimens et leurs intérêts les plus respectables par une annexion sans aménité, avaient vécu dans un état de prostration farouche ou de morne abattement, et d'attente d'une prochaine « revanche, » une génération nouvelle s'est levée, plus réaliste, plus éprise d'action, plus souple à s'accommoder aux condi-

tions inéluctables de la vie collective. Elle se rendait bien compte que la France, démocratique, pacifique, et d'ailleurs fort divisée, non point par peur, assurément, — nous l'avons bien prouvé depuis, — mais par humanité, par désir de ne point déchaîner une lutte qui, en ce qui concerne les Alsaciens, eût été véritablement fratricide, ne prendrait probablement jamais devant le monde l'initiative, la terrible responsabilité d'une guerre contre l'Allemagne. Puisque donc la raison du plus fort a parlé, et qu'il faut s'y soumettre, sinon pour toujours, au moins pour bien longtemps, pourquoi ne pas s'y soumettre, franchement, loyalement, sans mauvaise humeur inutile? En récompense de sa soumission extérieure, de sa correction et de son loyalisme, l'Alsace ne cessera de revendiquer tout son droit, à savoir le respect absolu de ses traditions, de ses croyances, de ses souvenirs, de ses aspirations intimes, bref, de tout ce qui constitue sa personnalité morale et son âme même. Et ainsi, tout en résistant à la germanisation, tout en maintenant, sur le sol même de l'Empire, la survivance d'une race supérieure, la pérennité de l'idéal français, l'Alsace pourra vivre et poursuivre, dans le cadre, provisoire ou durable, que lui assure l'histoire, l'intégrité de ses destinées historiques.

Cette conception est haute et elle est habile : elle n'est pas plus généreuse, mais elle est peut-être plus sage et plus féconde que celle des « protestataires » invétérés, des « émigrés à l'intérieur » ou au dehors. Il semble bien, — et M. Barrès n'y a, sans doute, point été étranger, — qu'elle ait fait beaucoup d'adeptes en Alsace parmi ceux qui ont aujourd'hui entre vingt et quarante ans. Les uns, croyant, non sans quelque naïveté, à la paix éternelle et à la bonne volonté croissante de l'Allemagne laborieuse et pensante, rêvaient pour leur propre pays un rôle, une mission admirables : l'Alsace eût été destinée à opérer la réconciliation entre la France et l'Allemagne; au lieu d'être un « fossé, » elle serait désormais un « pont » entre les deux peuples. Les autres, moins chimériques et plus sceptiques, et les plus nombreux, si je ne m'abuse, — le volontaire Paul Ehrmann me paraît de ceux-là, — n'ont pas beaucoup d'illusions sur ces Allemands qu'ils ont trop coudoyés pour ne pas avoir appris à les bien connaître ; ils ont d'ailleurs trop souvent senti, à les fréquenter, ce qu'il y a au fond d'irréductible entre les deux races, les deux âmes. Ils savent que lorsqu'un pays,

tant d'années durant, a patiemment forgé une formidable et coûteuse machine de meurtre, de conquête et de rapine, la tentation de s'en servir doit être pour lui parfois singulièrement forte, et, suivant le mot d'un général allemand, qu'il peut se lasser de « toujours tirer à blanc. » Ils savent que, dans une nation fortement hiérarchisée et disciplinée, toute solidaire de son chef, et d'ailleurs pourrie d'orgueil et de béate infatuation, la guerre peut dépendre d'une imprudence ou d'un coup de tête, d'un spasme de jalousie, d'un sursaut de vanité blessée, bref, d'un caprice individuel et d'une heure de démence impériale. Et ils savent aussi, pour avoir étudié son histoire, et pour l'aimer d'un tendre amour, que la France est le pays des surprises, des réveils extraordinaires et des rédemptions subites, et qu'il ne faut jamais désespérer d'elle, et qu'il n'est pas sûr, en un mot, que la conquête allemande soit éternelle. Mais enfin, tout cela est du domaine de l'hypothèse : la réalité actuelle est tout autre. Il s'agit, pour le moment présent, de vivre en Allemagne, et sur le pied de paix ; il s'agit d'avoir avec les Allemands des rapports honnêtes, et, sinon cordiaux, au moins courtois, de tolérance réciproque ; il s'agit de ne pas, en émigrant, laisser prendre sa place par l'Allemand qui sûrement la guette ; il s'agit de maintenir sur le sol germanique un coin de France que la France pourra retrouver un jour, et qu'en tout cas l'Allemagne n'a pas le droit d'exproprier...

Un instant, on aurait pu croire que l'Allemagne allait comprendre que ce nouvel état d'esprit n'était pas en contradiction formelle avec son intérêt de conquérante, et que même elle en pourrait bénéficier. C'est l'époque où l'on eut, en haut lieu, quelque velléité de libéralisme à l'égard de l'Alsace, où l'on consentit à lui donner une constitution qui, sans être assurément parfaite, réalisait pourtant un réel progrès sur le régime antérieur. Si l'Allemagne avait été sage, si elle avait persévéré généreusement dans cette voie, aurait-elle réussi à faire oublier ses brutalités, ses maladresses, ses inutiles tracasseries ? et le rêve des Alsaciens « pacifistes » et conciliateurs aurait-il pu être exaucé ? En tout cas, la France eût perdu tout droit sur l'Alsace, du jour où l'Alsace, sous ses nouveaux maîtres, se fût déclarée satisfaite et heureuse.

Mais l'Allemagne n'a pas été sage ; l'Allemagne n'a su être ni habile, ni généreuse. Elle a fait pâtir l'Alsace des déceptions

que l'insuccès de sa politique mondiale lui avait procurées. Le régime des basses persécutions a recommencé. Cette lamentable affaire de Saverne, où le ridicule le dispute à l'odieux, a montré aux plus aveugles que l'insolence et la violence de la caste militaire étaient désormais toutes-puissantes, et que les jours allaient sonner de la poudre sèche et du glaive aiguisé. C'en était fait des rêves de conciliation. Et puisqu'un vent de folie soufflait sur l'Allemagne, et

... cet esprit d'imprudence et d'erreur,
De la chute des rois funeste avant-coureur,

il n'y avait plus, pour la pauvre Alsace, qu'à attendre, dans la douleur et dans l'angoisse, ce qu'allait décider le sort des armes. Nous saurons, quelque jour prochain, tout ce que, dans cette terrible période d'attente, elle aura souffert des Barbares.

M. Maurice Barrès nous raconte que le lieutenant instructeur, interpellant un jour le volontaire Ehrmann, lui dit : « Ce sera une chose très grave pour vous, le jour qu'il y aura la guerre avec la France. Que ferez-vous, quand il s'agira de se battre contre l'armée française où vous avez des parens ? » Et le volontaire de répondre de sa voix la plus ferme et la plus simple : « Je suis médecin, monsieur le lieutenant. » Mais ses yeux parlaient pour lui ; et ses yeux disaient : « T'imagines-tu que je vais rester ici, quand il s'agira d'une guerre avec la France ? »

Volontaire Ehrmann, vous êtes, je l'espère, du nombre de ces Alsaciens qui, au prix de mille périls, ont depuis trois mois réussi à passer la frontière. Car si, par hasard, vous aviez dû rester en Allemagne et revêtir, même comme médecin, l'uniforme maudit, je n'oserais penser à vous sans pitié et sans terreur.

Votre cas, d'ailleurs, précisément parce qu'il n'est pas unique, peut nous induire, nous, vos compatriotes de demain, à des réflexions auxquelles il n'est sans doute point prématuré de se livrer, — car qui doute, en dehors des Allemands, que les traités de 1915 rendront l'Alsace-Lorraine à la France ? Or, depuis quarante-quatre ans, il s'est développé en Alsace, moitié en raison des circonstances historiques, moitié en vertu de certaines dispositions ethniques, un certain « particularisme » alsacien que l'Allemagne n'a jamais voulu admettre, — bien

différente en cela de l'ancienne France, — et dont elle n'a jamais pu triompher. Assurément ce particularisme s'accommoderait infiniment mieux de la centralisation française que du despotisme germanique, non pas pourtant au point de ne pas préférer un régime plus souple, moins uniforme, plus respectueux des traditions provinciales. Il serait fort imprudent et peu généreux, quand l'Alsace redeviendra française, de ne pas tenir largement compte de ces aspirations profondes et légitimes d'une province qui a beaucoup souffert, sinon par notre faute, au moins à cause de nous, et qui rentrera avec tant de joie dans la communauté nationale. Il faudra, d'accord avec elle, lui trouver un régime qui lui convienne pleinement et qui la rende enfin vraiment heureuse. Il faudra user à son égard du sage libéralisme que l'Ancien Régime, encore une fois, avait très bien su pratiquer vis-à-vis d'elle, et dont la France nouvelle n'est certainement point incapable. Il faudra en un mot, si je puis dire, que l'Alsace, redevenue française, se trouve à la fois chez nous et chez elle. Là où a échoué lourdement l'Allemagne, nous saurons bien, nous, réussir.

III

Ce sont des observations d'un tout autre ordre que suggère le roman publié par M. André Lichtenberger, il y a quatre ou cinq ans, sous le titre de *Juste Lobel, Alsacien*. Juste Lobel, en effet, est Alsacien, comme M. Lichtenberger lui-même, mais, à la différence de M. Lichtenberger, c'est un Alsacien pacifiste, et c'est presque un Alsacien renégat.

Venu à Paris à six ans, resté bientôt seul avec sa mère veuve, il n'était pour ainsi dire jamais retourné en Alsace. Avocat, publiciste, il s'est fait l'apôtre du pacifisme international, et pour réaliser son rêve de paix universelle, il n'hésite pas, lui Alsacien, à déclarer que la France doit être prête à faire « au bonheur suprême de l'humanité » le libre et généreux sacrifice de son droit légitime sur l'Alsace. Et il va sans dire que ses déclarations trouvent pour les applaudir non seulement des Allemands, non seulement d'autres étrangers, mais encore d'authentiques Français. Amené à séjourner en Alsace, Juste Lobel y retrouve la vieille bonne qui l'a élevé, et dont le petit-fils, Jean Knabel, est au service à Mulhouse. Là, il est repris

peu à peu par mille souvenirs d'enfance et de famille, par toute sorte d'impressions qui surgissent de ce sol où sont tombés tant de Français, par son hérédité d'Alsacien, en un mot. A propos d'une tentative de désertion de Jean Knabel, il se heurte d'autre part au « germanisme » persistant d'un officier allemand, M. de Breitenfels, qui s'était donné à lui pour un fervent « pacifiste, » et qu'il provoque en duel. Et il finit par se rendre compte que s'il y a, dans l'Europe contemporaine, un peuple qui ne peut, ni ne doit se déclarer pacifiste, ce ne sont pas les Français vaincus, et, plus particulièrement, les Alsaciens opprimés.

Cette conversion d'un Alsacien pacifiste, je ne sais si, au cours de ces dernières années, ç'a été l'histoire authentique d'un grand nombre d'Alsaciens; mais je crois bien que le cas de Juste Lobel est, depuis deux mois, celui de beaucoup de Français. Combien en avons-nous connu de ces candides et généreux compatriotes qui auraient volontiers préconisé une entente avec l'Allemagne, et qui pensaient que cette entente, on ne l'eût pas payée trop cher en renonçant volontairement à nos droits sur l'Alsace et en acceptant de notre plein gré le traité de Francfort ! Comme si, de la part de vaincus, une abdication de ce genre n'eût pas été un aveu d'impuissance, un signe manifeste de faiblesse, et comme si nos orgueilleux adversaires n'eussent pas vu, dans ce geste généreux, un acte officiel de lâcheté ! A ces pacifistes illusionnés il a fallu les derniers événemens pour leur dessiller les yeux. Il faut leur rendre cette justice qu'ils n'ont pas été les derniers à faire tout leur devoir patriotique, et qu'aujourd'hui même ils sont aussi résolus que les plus résolus d'entre nous à soutenir jusqu'au bout, sans défaillance, la lutte contre le militarisme allemand. Mais quand on y songe, et quoi qu'ils en pensent encore, quels dangers ils ont failli faire courir à la défense nationale ! D'abord, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, comment n'ont-ils pas vu qu'il est souverainement immoral de composer avec la violence et l'injustice, et que nous n'aurions pu renoncer à l'Alsace-Lorraine que si l'Alsace-Lorraine avait, spontanément, renoncé à nous? Oui, si nos vainqueurs avaient su se faire aimer des Alsaciens-Lorrains, si ces derniers n'avaient pas eu à se plaindre de leurs nouveaux maîtres, s'ils s'étaient déclarés heureux de leur vie nouvelle, s'ils n'avaient rien regretté du passé, oh !

alors, nous aurions pu prendre tristement notre parti du fait accompli ; nous aurions pu, — peut-être, — prêter l'oreille aux rêves de paix universelle et donner définitivement congé à cette idée de revanche qui avait si longtemps soutenu notre fierté. Mais, — heureusement pour notre fierté même, — c'est ce que l'impudente brutalité de nos ennemis n'a point permis. Cette idée de revanche, ils l'ont imposée à notre pensée, presque malgré nous-mêmes ; la paix non pas universelle, mais entre eux et nous, simplement, ils n'en ont point voulu, et ce sont eux qui, après nous avoir — à combien de reprises ! — insolemment provoqués, ont fini par nous déclarer la guerre. Et que n'ont-ils pas fait pour rendre d'année en année plus lourd et plus odieux le joug qu'ils faisaient peser sur l'Alsace-Lorraine, et plus amer son regret du passé ! C'est l'Allemagne qui a maintenu toujours vivante, aiguë, saignante, la question d'Alsace-Lorraine ; c'est elle qui nous a guéris du pacifisme où beaucoup d'entre nous ont failli sombrer.

Devons-nous l'en remercier? Je ne sais. Nous devons au moins nous féliciter que, par le cynisme maladroit de sa diplomatie, les questions se soient trouvées posées avec une netteté véritablement aveuglante. Il faut être Allemand pour croire sincèrement que le conflit actuel a été voulu par une autre nation que l'Allemagne, et les pacifistes français eux-mêmes ont bien dû reconnaître que, contrairement à ce qu'ils pensaient, elle le préparait, délibérément et traîtreusement, depuis de longues années. L'agression était si injustifiée et si flagrante que l'unanimité nationale s'est formée immédiatement, et qu'à la profonde stupeur de nos adversaires, qui avaient généreusement escompté nos divisions intérieures, du jour au lendemain, il n'a plus été question chez nous, ni de pacifisme, ni d'antimilitarisme, ni d'internationalisme, ni même de socialisme : tous les Français ont, d'instinct, sans ergoter, couru au drapeau, et la France s'est retrouvée ce qu'au fond elle n'avait jamais cessé d'être, une vieille nation militaire. Encore une fois, il faut se réjouir sans restriction de cette heureuse chance. Mais si les questions avaient été moins claires, si l'Allemagne avait été plus habile, si elle avait su mieux déguiser, envelopper de plus de précautions oratoires, de plus d'obscurités juridiques ses intentions réelles, si elle avait su, en un mot, se donner les apparences du droit, — et sans doute, ce n'était point facile,

mais un Bismarck n'y eût point manqué! — croit-on que l'union des cœurs, des pensées et des volontés aurait pu se réaliser comme elle s'est réalisée sous nos yeux? Croit-on que la France tout entière, d'un seul élan, se fût jetée à la frontière? Croit-on que d'ingénieuses et subtiles casuistiques sur le devoir présent ne se seraient pas donné carrière, et que, pour tout dire, on n'eût pas recueilli les tristes résultats des multiples campagnes que, depuis quinze ans, l'idée de patrie et l'institution militaire ont eu chez nous à subir? Grâce à Dieu, il n'en a rien été, et, parmi toutes ses fourberies, la nation de proie a eu l'involontaire franchise de son rôle. Félicitons-nous-en joyeusement. Sachons un gré infini à nos pacifistes d'avoir à temps connu leur erreur, leur généreuse erreur, et de l'avoir noblement réparée. Mais si l'histoire est un recommencement perpétuel, si le passé et le présent peuvent servir de leçon à l'avenir, ne soyons jamais les premiers à désarmer!

Ces réflexions-là, le héros de M. André Lichtenberger n'a pas attendu les derniers événemens pour les faire : et c'est même ce qui rend le roman si intéressant aujourd'hui à relire, et même un peu prophétique. Il a suffi à Juste Lobel de prendre, en temps de paix, contact avec la réalité alsacienne et avec la réalité germanique pour sentir tout ce qu'il y avait de chimérique, et même de dangereux, dans son rêve humanitaire. Et il conclut avec une grande fermeté de bon sens :

Peut-être que le devoir de demain ne sera pas celui d'aujourd'hui. Ce n'est que celui d'aujourd'hui, dans l'Europe d'aujourd'hui, que je trace pour quelques Français. Supposez que les idées pacifiques, démocratiques, libérales, se développent ailleurs autant que chez nous, que l'univers rattrape l'avance, un peu redoutable dans ce domaine, que nous avons sur lui, peut-être que demain la question d'Alsace se posera différemment. *Et peut-être que demain un cataclysme politique mondial, auquel nous ne pouvons rien, la tranchera d'une manière imprévue.* Je n'en sais rien. Ce que je pense, avec regret peut-être, mais avec une foi que des méditations douloureuses de six mois ont affermie, c'est que la France ne peut rien pour faire avancer la cause de la paix sur la planète. Elle ne saurait ni désarmer, ni diminuer ses armemens, ni se libérer, si peu que ce soit, du lourd fardeau qui pèse sur elle. Elle peut et doit rester pacifique, c'est-à-dire ne pas souhaiter la guerre, tout en y étant prête; elle n'a pas de raison pour être pacifiste, c'est-à-dire pour se faire l'apôtre de doctrines dont il ne lui appartient pas d'assurer la réalisation. Il lui faut demeurer l'arme au pied, étant la plus sage, la plus vieille et la plus faible.

On ne saurait mieux dire; et quand le romancier ajoute que

« le changement d'idées du jeune homme correspondait bien à ce mouvement que l'on croyait sentir dans le pays, dont certains symptômes avaient paru se révéler jusque dans la dernière consultation électorale, » je crois que, sur ce point encore, les derniers événemens lui ont donné raison. Si les innombrables espions que l'empereur d'Allemagne a lâchés sur la France avaient été plus intelligens, avaient mieux observé non seulement les menus détails de notre organisation militaire où de notre administration civile, mais les esprits, mais les âmes, s'ils avaient mieux connu notre récente littérature, bref, s'ils avaient mieux su leur vrai métier, ils auraient pu rapporter à leur maître que la France se modifiait, qu'elle ne ressemblait plus, qu'elle n'avait peut-être jamais ressemblé à l'image caricaturale et stéréotypée qui, depuis 1870, avait cours au delà du Rhin, et qu'on se transmettait pieusement de père en fils; que l'idée de la revanche n'y était qu'assoupie, et qu'elle n'attendait qu'une occasion pour se réveiller, armée de toutes pièces; et qu'enfin une mâle jeunesse s'y préparait en silence à une œuvre de restauration nationale. Il est vrai que l'orgueilleux César, le « confident inspiré » et le « missionnaire » du « vieux Dieu » allemand, ne les en aurait sans doute pas crus sur parole. A l'instar de tout son peuple, il nous a profondément ignorés.

C'était une idée chère, — et justement chère, — à Taine que la littérature d'imagination est un document psychologique de tout premier ordre, que trop souvent négligent et dédaignent les historiens de profession. Il est très vrai qu'un artiste, un poète, un romancier, en créant des âmes vivantes, devine parfois et rend intelligibles à ses lecteurs certains états d'esprit que nous aurions quelque peine à démêler dans la réalité. Tel est exactement le cas des trois écrivains que nous avons appelés à témoigner sur nos deux provinces perdues. Ils nous aident à nous représenter au vif l'état de l'âme alsacienne ou lorraine dans les premières années du xxe siècle. Et ce ne sera pas sans doute affaiblir leur témoignage que de le rapprocher, comme nous tâcherons prochainement de le faire, de celui des historiens.

VICTOR GIRAUD.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS[1]

IV[2]

LA FUITE EN FRANCE (MARS-AVRIL 1831)

Mardi, 29 mars 1831.

La convention que les délégués du gouvernement provisoire viennent de signer avec le cardinal Benvenuti énonce que tous les étrangers compromis dans la Révolution pourront s'embarquer à volonté et qu'il leur sera délivré des passeports gratuits. D'après cela, la plupart d'entre eux s'apprêtent à quitter Ancône; les petits bâtimens qui sont dans la rade les porteront à Corfou ou aux îles Ioniennes.

La Reine a décidé de mettre à profit ces circonstances pour répandre le bruit que son fils était parti avec eux. Elle envoie Charles à la police demander un passeport pour le Prince et

(1) La reine Hortense a raconté elle-même dans ses *Mémoires* son départ d'Italie avec son fils et leur fuite en France, mais le récit de Mlle Masuyer, en confirmant sur la plupart des points celui de la Reine, ne fait pas double emploi avec lui. Le ton en est différent; c'est celui de sa vie même. Les détails en sont beaucoup plus développés, on sent qu'il a été écrit au jour le jour, sous l'impression directe des événemens, tandis que celui de la Reine, rédigé plus tard avec réserve et prudence, n'est pas exempt d'un arrangement où elle a mis la note de sensibilité qui lui était propre.

(2) Voyez la *Revue* des 1er, 15 août et 1er octobre.

fait reconnaître par le domestique de M. Bendoni celui des navires qui mettrait le premier à la voile. Tadeo arrivait justement de Florence apportant une lettre du Roi toute débordante de douleur au sujet de la mort de Napoléon, et pleine aussi de recommandations, quant au départ de Louis pour Corfou. Dans une réponse faite au nom de la Reine, censée malade, j'assurai le Roi qu'il n'avait rien à craindre, et que son fils avait déjà pris la mer. Je montrai à Tadeo par la fenêtre un bateau en partance, sur lequel le Prince était soi-disant embarqué. Les larmes du pauvre homme me prouvèrent qu'il était convaincu. Enfin, pour semer la même fausse nouvelle dans Rome, j'écrivis à notre ambassadeur que la duchesse de Saint-Leu, malade et seule, restait au pouvoir des Autrichiens et que je recourais à lui pour la faire arriver en lieu sûr.

Armandi, seul dans la confidence, est aussi le seul auquel elle ouvre sa porte. Il lui fait avec un grand détail la chronique des événemens. C'est le 4 février que la Révolution éclatait à Bologne; l'effroi du cardinal Clarelli y donnait la mesure du désarroi pontifical; de là, l'insurrection s'étendait à Parme; Marie-Louise se réfugiait à Plaisance, François IV de Modène à Mantoue, où, pour imiter cette fois Louis XI traînant La Ballue dans une cage, il se faisait suivre de ses prisonniers. Nous fûmes témoins, huit jours après, de l'affaire de la place Colonna à Rome. Une semaine nouvelle ne s'était pas écoulée que nos princes se rendaient au rassemblement de Terni. Toutes les espérances restaient permises à ce moment, sous le couvert de la garantie de non-intervention donnée le mois d'avant par le général Sébastiani. Les cardinaux le sentaient si bien qu'un d'eux demandait un projet de constitution à notre physicien, M. Verhulst, et que celui-ci soumettait son essai politique à la critique de la reine Hortense. Le cardinal Benvenuti lui-même, quoique sa mission première eût été d'organiser la contre-révolution, une fois pris à Osimo et tombé dans les mains d'Armandi, s'offrait comme médiateur et promettait d'avance des concessions au nom de Sa Sainteté.

Une offre pareille ne pouvait que confirmer les espérances du général et l'encourager dans sa lutte contre les difficultés de tous genres dont il était entouré : l'absence d'armes, l'absence d'argent, l'ignorance de ses collègues, l'incohérence de leurs propositions. Avec de très petits moyens, en très peu de temps, il a

pris des mesures qui n'étaient pas si sottes, puisque les Autrichiens s'en sont alarmés. Une intervention dans le duché de Modène a été la première amorce diplomatique offerte par Metternich au maréchal Martin, et rattachée par lui à de vagues droits de réversibilité dont les Habsbourg étaient hantés depuis le traité de Vienne, relativement à ce duché. L'intervention dans l'État de Parme allait de soi ensuite. Le troisième acte, la réponse à l'appel du Pape, a pu se faire sans que le soliveau des barricades se levât pour la défense du principe que son ministre avait juré de *faire respecter*. La lutte dès lors devenait impossible et il n'y avait plus d'autre issue pour Armandi que de traiter. Mais comme l'état de vaincu n'a rien d'agréable et qu'il faut toujours qu'on s'en prenne à autrui des maux qu'on endure, il est devenu le bouc émissaire de ceux qui l'avaient porté aux affaires et lui faisaient l'honneur de lui obéir.

La haine qui le poursuit l'oblige à quitter Ancône; elle l'empêchera de gérer désormais pour la Reine le domaine de Mont-Sanvito. Il se retire au désert, chargé de tous les péchés d'Israël, et pense que ce qu'il a fait pour la chose publique lui donne le droit de pourvoir à sa propre sécurité. Il défend surtout sa capitulation d'hier avec le cardinal Benvenuti. Il explique qu'il avait barre sur le cardinal, en raison des conversations tenues précédemment entre eux; que traiter avec les Autrichiens lui était impossible, ces messieurs ayant trop de morgue pour entrer en négociation avec de pauvres insurgés, dont le drapeau n'est pas reconnu; que s'adresser à Benvenuti, c'était au contraire lui donner les moyens d'arrêter une intervention coûteuse pour le Pape autant qu'humiliante et, par là, d'obtenir de meilleures conditions.

La Reine le réconforte de son mieux. Elle plaisante Benvenuti, que la prison, dit-elle, devait avoir prédisposé au pardon chrétien, et convient qu'une bonne capitulation avec les vies sauves, avec des passeports pour tout le monde, était tout ce qu'on pouvait espérer. C'est ainsi que, prise toujours pour arbitre par les constitutionnels, elle doit approuver à Ancône leur plan de paix, comme elle avait approuvé leur plan de guerre à Foligno.

Elle doit aussi les aider de ses finances, car dès le samedi matin, sur la simple nouvelle qu'une capitulation se préparait, les insurgés les plus compromis dans la Révolution se sont mis

en demeure de fuir ; on les a vus affluer en masse au palais Leuchtenberg, demandant des subsides et se plaignant de ne pas pouvoir payer leur place à bord des bateaux. M. Bendoni leur distribuait largement l'argent dont ils avaient besoin. Il disposait heureusement d'une somme importante que la Reine destinait à l'achat d'une terre voisine de Mont-Sanvito, et qu'au lieu d'employer de la sorte, elle aura dissipée tout entière au profit de ces malheureux. Les Modénais réfugiés sur le territoire pontifical reçurent d'elle une piastre chacun et partirent à pied pour gagner Livourne à travers les montagnes. M. Zeppi vint lui recommander deux frères, gentilshommes de très bonne maison, qui, manquant d'argent pour s'embarquer tous les deux, disputaient entre eux à qui ne partirait pas. Elle leur a remis cent piastres, en échange desquelles ils lui ont fait exprimer les remerciemens les plus touchans. M. Pepoli a reçu d'elle le même secours. Enfin M. Roccaserra, pourvu d'un viatique de deux cents piastres, a pu, grâce à son passeport français, monter sur un navire qui s'en retournait à Marseille. Le Prince voulait le garder auprès de lui en souvenir de Napoléon, et pensait par là se conformer aux dernières volontés de son frère défunt ; mais comme ces volontés n'étaient connues que, par le témoignage de Roccaserra lui-même, on pouvait en user avec quelque liberté. La Reine a dit avec raison que s'il lui fallait entretenir tous les Corses attachés aux Bonaparte, ses moyens n'y suffiraient pas. Roccaserra est donc parti emportant une copie de la notice écrite par elle sur son fils. Il la fera imprimer en Corse et nous en France.

Tous ces conseils, tous ces adieux, tous ces cadeaux avaient rempli la journée du 26. Le texte de la capitulation signée par le cardinal Benvenuti au nom du Pape, et par quatre membres délégués au nom du gouvernement provisoire, fut répandu dans la soirée. La nuit suivante, le drapeau du Pape remplaça partout les trois couleurs de la liberté. Nous l'aperçûmes au matin qui flottait sur les bâtimens du port. On avait fait ce changement sans bruit, pour éviter les rixes toujours prêtes à éclater et laisser les têtes chaudes des Romagnols se refroidir devant le fait accompli. Les disputes continuaient néanmoins sous nos fenêtres ; c'étaient des insurgés sans ressources à qui l'on refusait le passage et qui s'en vengeaient en invectivant les patrons des navires, après avoir vainement essayé de les

attendrir; d'autres incriminaient Armandi et criaient à la trahison; d'autres revenaient à terre à la poursuite d'un passeport et couraient intercéder de nouveau auprès des consuls. Celui d'Angleterre signait largement. Celui de France justifiait par son attitude craintive les reproches adressés de toutes parts à son gouvernement.

Zucchi arriva hier, 28, et s'embarqua tout de suite avec soixante Modénais qui l'avaient accompagné. Toute la soirée, le bâtiment qui le portait resta à se tourmenter sur ses ancres en attendant le vent favorable. Enfin, ce matin, en ouvrant avec anxiété mes fenêtres, j'ai vu qu'il avait disparu pendant la nuit. Dieu soit loué! Voilà donc ces pauvres gens hors de danger!

Samedi-Saint, 2 avril.

Si facile qu'ait été leur victoire, les Autrichiens se présentèrent en triomphateurs, avec des palmes aux shakos. C'est mardi, dans la matinée, qu'ils prirent possession d'Ancône. Les fourriers mirent sens dessus dessous les maisons où ils préparaient des logemens. Ils allaient en user de même avec le palais Leuchtenberg, désigné pour recevoir le général Geppert et l'état-major; M. et Mme Bendoni, aux abois, ne savaient comment nous défendre contre un colonel en colère, criant qu'il n'y avait pas de princesse qui tînt, et qu'il lui fallait tout l'étage, quand, en entendant le nom de la duchesse de Saint-Leu, il changea de manière et s'adoucit tout à coup.

Les péripéties de 1815 l'avaient mis une première fois en présence de la Reine, dans des circonstances qu'il n'avait pu oublier, car elles avaient été pathétiques pour elle autant qu'honorables pour lui. Elle prenait alors le chemin de l'exil et voyageait de Paris à Genève, accompagnée par un autre officier autrichien, nommé M. de Woyna, qui avait mission de la conduire jusqu'au delà de la frontière. Cette mission était orale; M. de Woyna ne disposait d'aucune escorte; il ne put donc empêcher qu'un rassemblement hostile ne se formât autour de l'hôtel où la Reine s'était arrêtée à Dijon et que des gardes royaux très échauffés ne prétendissent la faire prisonnière, elle et ses deux enfans. Un détachement autrichien entra dans la ville à point pour prêter main-forte à M. de Woyna, placer un poste devant l'hôtel et faire reculer des gardes royaux prêts à

percer à coups de sabre les bagages de la Reine, pour mettre au jour les soi disant *millions* qu'elle emportait.

Or le commandant du détachement était ce même colonel qu'elle retrouvait devant elle à Ancône. Il ne fit pas de difficulté de reconnaître qu'en abandonnant tous les salons et en ne conservant que les petits appartemens, elle s'était d'elle-même réduite à la portion congrue, et n'insista pas pour exiger davantage. Le général Geppert, qui arrive à son tour, est un homme âgé, bon, exact, poli. Il s'excuse du dérangement causé à la Reine, demande si elle est seule et sur l'assurance que le prince Louis est parti pour Corfou, il annonce sa visite, qu'il se promet de faire quand les devoirs de sa charge le lui permettront.

La Reine espère beaucoup de cette visite, mais elle doit l'attendre deux jours, dans la position la plus incommode, entre les soldats autrichiens qui remplissent l'antichambre, qui y couchent sur de la paille, et le général lui-même, dont elle n'est séparée que par une double porte. Comme elle perçoit, derrière ce fragile écran, le bruit des pas et des conversations, elle craint que la voix de son fils ne soit entendue; elle l'empêche de parler; elle lui ferme la bouche quand il est sur le point de tousser.

Ma présence, dans un appartement devenu si petit, est presque une gêne pour elle; mais, comme elle est toujours censée malade, il faut recevoir les visiteurs à sa place. Le comte Camerata vient deux fois. N'étant pas dans la confidence, il a écrit au prince Louis à Corfou, et confié dimanche sa lettre au général Grabinski.

Les bateaux partis ce jour-là sont arrivés sans encombre; mais il n'en est pas de même de celui qui portait le pauvre Zucchi. Une frégate et un brick autrichiens le guettaient sur mer; sa faible avance et sa mauvaise marche ne lui ont pas permis d'échapper. Tous ses passagers ayant été mis à terre, on les a examinés un à un, en épluchant leurs passeports. Celui de Zucchi était en règle; lui-même avait passé sans être reconnu, et l'on pouvait le croire sauvé, quand il entendit son nom prononcé par un homme de la police. Il revint sur ses pas et dit avec fierté : « Cessez de tourmenter ces jeunes gens. C'est Zucchi que vous cherchez? Vous l'avez. C'est moi. » Une scène de larmes suivit cette déclaration, les jeunes Modénais qui

s'étaient faits ses gardes du corps refusant de le quitter et voulant le suivre jusque dans les prisons de Moravie.

Cette triste aventure prouve que la mer est désormais fermée et confirme la Reine dans un projet de gagner la France par la Toscane, sous le nom de Mrs Hamilton. Pour plus de secret et moins de risque, elle a refusé la courtoise proposition de M. de Bressieux, qui écrivait de Rome pour annoncer son mariage et s'offrant à la rejoindre là où elle serait. Comme ses deux fils figurent sur le passeport, et que le pauvre Napoléon n'est plus, elle compte le remplacer par M. Zappi et sauver ainsi cet intéressant jeune homme des cachots du fort Saint-Ange ou de Civita Castellana. Dès jeudi donc, en prévision du prochain départ, M. Zappi quitte la retraite qu'un ami de sa famille lui avait ménagée jusque-là et vient s'installer au milieu de nous. Les paquets commencent ; les arrangemens d'argent avec M. Bendoni se terminent ; mais mon inquiétude redouble à la pensée qu'il nous faut pendant plusieurs jours encore cacher la présence de deux jeunes hommes, l'un inquiet, toujours en mouvement (c'est le Prince), et l'autre qui ronfle la nuit à réveiller un mort (c'est M. Zappi).

Enfin hier, vendredi, le général Geppert s'annonce ; il se montre on ne peut plus gracieux pour la Reine, s'informe de la traversée du Prince et la plaint d'avoir dû se séparer de lui à l'instant où elle venait de perdre son autre enfant. Apprenant qu'elle désire partir dimanche pour Livourne, gagner de là Malte, y rejoindre son fils et se rendre avec lui en Angleterre, il lui promet un sauf-conduit détaillé, grâce auquel elle aura droit à tous les égards et jouira de la sécurité la plus complète, dans toute la partie des États pontificaux occupée par les troupes autrichiennes.

Il ne nous reste plus alors qu'à poursuivre l'exécution du plan de la Reine. Nos deux jeunes gens se déguiseront provisoirement en domestiques, et garderont cet accoutrement jusqu'à ce que la duchesse de Saint-Leu ait pu devenir Mrs Hamilton. Ils s'amusent follement tous deux de leur transformation. M. Zappi, dans sa livrée trop grande, est parfaitement ridicule. Quant au Prince, la tête rasée comme la main, le front serré par un bonnet de soie noire, il porte les habits d'Auguste, que nous faisons passer pour malade et que nous laissons ici derrière nous. Son déguisement le défigure absolument, mais me

fait un peu peine à moi dont le rêve est de le voir un jour habillé en général français.

La Reine, qui me sait en butte aux agaceries des jeunes gens, me donne congé pour tout aujourd'hui, qui est notre dernier jour d'Ancône. J'en profite pour faire une longue et savante promenade en compagnie de M. Bendoni.

Devant l'église de Saint-Cyriaque, un chanoine nous pose mille questions indiscrètes sur le départ du Prince. Papiste déterminé, il se loue de voir le pouvoir du Saint-Père ressusciter dans Ancône « avec la Pâque, » et me fait ainsi, sans y songer, un reproche sur la manière païenne dont je viens de passer toute cette Semaine Sainte. Ancônitain fier de sa patrie, son orgueil est de nous faire admirer à nos pieds la ville en amphithéâtre, le port où s'ébattent les deux navires autrichiens heureux d'avoir repris ce pauvre Zucchi, le môle, les batteries et le phare. A gauche de ce merveilleux tableau, l'ourlet blanc du rivage prolonge la courbe qui trace le contour de la ville; il s'en va à perte de vue vers le château de Fiumegino et les murs de Sinigaglia; il égare la pensée vers ces lointains de la mer, au delà desquels il y a l'Orient, son mystère, ses richesses, enfin tous les horizons sur lesquels Ancône ouvre sa porte et qui ont fait d'elle à toutes les époques de l'histoire un point politique si intéressant.

La digue principale du port présente un développement magnifique. Du pied de l'arc de Trajan, elle s'étend jusqu'à une roche qui porte un phare; nous la longeons, mais n'osons nous approcher d'un petit ouvrage militaire où sont des soldats autrichiens. On aperçoit à petite distance un bâtiment qui s'apprête à partir. Il est tout chargé de Romagnols, hommes et femmes, et fait voile pour Ravenne. Parmi eux, plusieurs ont reçu les secours de la Reine. Reconnaissant M. Bendoni, ces pauvres gens lui font de la main des signes d'amitié.

Pérouse, lundi de Pâques, 4 avril.

La Reine avait fixé notre départ au dimanche 3 avril, jour de Pâques, tant pour répondre au désir du Prince, qui bouillait d'être enfermé, que pour se donner le moyen de quitter Ancône de bonne heure, sous le prétexte d'aller entendre la messe à Lorette.

Nous n'avions rien à craindre des soldats installés dans

l'antichambre, les uns Italiens et fort bons enfans, les autres Tyroliens, enchantés de parler allemand avec nos gens; mais les domestiques attachés à la maison, le portier surtout, devant la loge de qui il fallait passer, nous donnaient plus de souci. Malgré son déguisement, ne pourraient-ils pas reconnaître le Prince, dont le visage leur était familier? On leur annonça que nous partirions à sept heures seulement, pour que l'idée ne leur vînt pas de se lever plus tôt que de coutume. Nous nous couchâmes à onze, sans qu'aucun de nous pût parvenir à fermer l'œil. Les domestiques passèrent la nuit à terminer les emballages, sans bruit, et toutes fenêtres fermées, pour ne pas donner l'éveil au dehors. A quatre heures, tout le monde dormant encore, même le portier, nous enjambâmes les soldats couchés dans l'antichambre et descendîmes l'escalier. La garde seule était debout et le jour pointait à peine. Je suis montée dans la voiture de la Reine, nos deux jeunes gens derrière, et suis partie avec un battement de cœur qui m'étouffe encore, rien que d'y penser!

Mme Bendoni, si nerveuse tous ces jours-ci, si pleurante, aura dû suivre avec anxiété de son lit le pas de nos chevaux qui s'éloignait. Nous passâmes la barrière sans y être arrêtés : Charles, qui courait devant, avait montré le sauf-conduit autrichien. A Lorette, première étape, nous dûmes gagner à pied l'église, guidés par un homme du pays et suivis respectueusement par le Prince, qui, prenant à la lettre son rôle de domestique, se tenait à trois pas derrière et portait le parapluie. Il faisait une telle figure et se donnait un air si niais qu'un fou rire impossible à calmer me prit et que je pouffais encore sur le seuil du sanctuaire.

Lorette, sur une montagne escarpée, couronnée de murs, nous montre des rues étroites, montueuses; sa place unique est le parvis de *Santa Chiesa*, dessinée par Michel-Ange; tout autour un cloître dessert les maisons de chanoines bien rentés. L'église, grande et belle, quoique trop ornée de sculptures, offre d'abord à l'entrée une statue de Sixte V. Son plan est celui d'une croix grecque; il y a un autel à chaque extrémité.

Au centre, se présente une petite maison revêtue au dehors du plus beau marbre de Carrare et toute couverte de bas-reliefs qui racontent l'histoire de la Vierge. C'est la *Casa Santa* que l'on dit apportée ici par les anges, et qui n'est peut-être

qu'une chaumière orientale quelconque, mais dont la fabrique intérieure n'est du moins ni de nos pays, ni de notre temps. On y pénètre par une porte, on en sort par une autre placée juste en face. Un autel tout resplendissant d'or et chargé d'ex-votos en occupe le milieu; il cache une petite cheminée rustique, au coin de laquelle on s'imagine assez aisément la Vierge assise, allaitant l'Enfant Jésus.

La prière de la Reine avait été fervente, mais courte; il importait de rejoindre au plus tôt nos voitures et d'abréger par la vitesse de notre marche les angoisses de ce périlleux voyage. Nous ne tardâmes pas à apercevoir les soldats débandés de l'armée de Sercognani, tous beaux, jeunes, intéressans: enfans de bonne famille tombés pour la plupart dans la misère, ils paraissaient navrés de fatigue et de douleur. Les uns à pied, les autres assis sur de mauvaises charettes, ils dévisageaient la Reine au passage. Comme elle s'était munie de piastres au départ, elle en tenait sa main pleine et les leur présentait ouverte. Mais aucun ne vit ce secours offert ou ne voulut le voir. Nos deux fugitifs, qui s'étaient trouvés au milieu de ces jeunes gens pendant de longs jours, les nommaient tout bas entre nous.

Plus loin, dans un détachement qui marchait en troupe, nous rencontrâmes Pieoni, ce malheureux réfugié qu'à Rome nous appelions *Fido*. Sa position présente était affreuse; il avait reconnu Charles, passant au galop, et guettait les voitures. Il s'accrocha désespérément à celle de la Reine, dans l'espoir d'y monter encore une fois, et cria : « Arrêtez!... Par pitié! » La Reine lui donna vingt piastres et l'écarta bien vite, de crainte qu'il ne reconnût son fils assis derrière elle. Il demanda encore à Fritz, au moment où la seconde voiture le dépassait, si le Prince n'était pas là.

Tolentino regorgeait d'Autrichiens qui, ne trouvant plus de place dans les maisons, faisaient cuire leur soupe dans la rue. Un officier et l'agent municipal vinrent, avec de grandes salutations, demander notre passeport, dont la vue redoubla leur considération. Enfin au *ponte della Trave*, nous dépassâmes la dernière avant-garde autrichienne en marche vers Foligno. Désormais nous en avions fini avec le risque de fusillade que la proclamation du prince de Bentheim suspendait sur la tête du prince Louis; mais, ce danger quitté, nous en retrouvions

un autre, celui de traverser un pays partagé entre le bas peuple papiste et les libéraux, où nos deux compagnons étaient connus de tout le monde et où, faute d'une police, ils étaient exposés aux insultes et aux violences.

Nous avions laissé derrière nous l'Abruzze pour nous enfoncer dans l'Apennin. Notre gîte pour la nuit était à Serravalle, misérable village dont le nom exprime bien la position. Dès sept heures ce matin, nous en repartions, prêtes en un clin d'œil, car nos toilettes étaient faites depuis la veille et nous avions eu soin de nous coucher tout habillées. La jolie petite fille de l'aubergiste était debout pour assister au départ.

Un château gothique marque bientôt la limite de la Marche d'Ancône et de l'Ombrie. Nous traversons de nouveau les Case Nuove et fermons là le cruel circuit commencé le 19 mars par la rencontre de M. Baratti. Seize jours seulement de cela, et que de changemens dans l'intervalle! Foligno, où nous arrivons, est retombé au pouvoir du Pape. C'est un point singulièrement dangereux pour le Prince, puisque tout le monde l'y connaît. Nous le faisons asseoir dans la voiture de Mme Cailleau; on la ferme un peu, il couvre son visage d'un mouchoir et fait semblant de dormir; nous passons dans des transes le quart d'heure nécessaire à Charles pour nous amener nos chevaux aux portes de la ville et presser les postillons d'atteler.

Pérouse enfin! Nous nous effrayons d'y voir toute la population en l'air, dans l'attente impatiente des Autrichiens, qu'elle croyait plus près.

Puis nous nous rassurons en apprenant que la municipalité provisoire a disparu ce matin pour gagner Livourne par la Toscane, qu'aucune autorité papale n'est encore rétablie, qu'ainsi il n'y a personne ici pour nous demander nos passeports. Il pleut, par bonheur, et le Prince sur son siège peut se cacher le visage avec son parapluie.

Asciano, 5 avril.

C'est à une heure du matin aujourd'hui que nous avons franchi la frontière de Toscane. Ce passage étant très dangereux pour le Prince, la Reine ne voulait le risquer qu'au milieu de la nuit et elle avait tout calculé pour cela. Nous traversâmes le Sanguinetto aux dernières lueurs du jour; le Prince me faisait, au sujet du champ de bataille d'Annibal, des remarques qu'une

migraine bien complète m'empêchait de suivre, et c'est horriblement malade que je vais m'étendre dans l'auberge où nous faisions notre dernière halte en pays romain.

Là, nouvelle aventure : l'aubergiste nous reconnut tous, même le Prince; mais la présence d'esprit de Charles et l'impudence avec laquelle il sait mentir nous tirèrent de ce mauvais pas. Il soutint effrontément que le soi-disant prince était un domestique et raconta avec détail l'histoire de l'embarquement pour Corfou. L'homme prit alors le change, ou fit semblant de le prendre, mais se refusa néanmoins à croire que le Prince fût embarqué; il l'avait vu, disait-il, passer deux jours avant dans la calèche verte.

Nous apprenions ainsi que M. de Bressieux avait renvoyé cette voiture à Florence; mais ce détail importait peu, le plan de la Reine étant toujours d'éviter cette ville et de se jeter du côté de Sienne dès que nous serions dans l'État toscan. Elle avait noté Camoscia comme l'origine du chemin de traverse qu'elle devait prendre; le tout était d'y parvenir.

La douane du pays une fois passée, nous arrivâmes à la frontière du grand-duc et présentâmes le passeport toscan au nom de la duchesse de Saint-Leu. Le commis de la barrière le trouva en règle et déclara en même temps ne pouvoir le viser. Un inspecteur de police était arrivé de Florence quelques heures auparavant, avec des ordres sévères relatifs au passage des réfugiés. Cet homme s'était réservé tous les visas; il dormait dans une maison à un quart de mille seulement.

La Reine décida de lui envoyer Charles avec le passeport. Il fallut trouver un guide, aucun des hommes des postes ne pouvant quitter sa faction, puis trouver une lanterne, ce qui fut interminable.

Cependant nos postillons avaient quitté leurs chevaux pour se reposer sous le péristyle du corps de garde. Un d'eux ronflait, l'autre causait d'une manière animée avec le commis de la barrière. Je prêtais anxieusement l'oreille, mais son accent toscan ne me permettait pas de distinguer ce qu'il disait. Tout d'un coup, il baissa la voix et je n'entendis plus qu'un chuchotement suspect. Dans l'état maladif où j'étais, il ne m'en fallut pas davantage pour être sûr que cet homme nous trahissait; il contait ce qui s'était passé à la dernière poste; son maître nous avait reconnus, le Prince était caché parmi nos gens...

Je me gardai de communiquer mes craintes à la Reine et rappelai seulement le postillon à ses chevaux, comme si je m'effrayais d'être seule dans une voiture dont l'attelage n'était pas gardé. Mon stratagème eut tout l'effet qu'il devait avoir. Le ronfleur se leva et vint, en titubant de sommeil, s'accrocher à son siège; l'autre, qui était le postillon de la seconde voiture, continua sa conversation secrète avec l'employé.

Enfin, Charles revint avec le passeport visé. Le commis ayant dit : « Ils peuvent partir, » nous entrâmes dans la Terre Promise, et remerciâmes Dieu du fond du cœur. La peur était passée, la fatigue reprenait ses droits. Nous rêvions d'un bon lit dans une chambre bien close; malheureusement, plus nous y réfléchissions, plus il nous semblait impossible de prendre à Camoscia le repos dont nous aurions eu besoin. Selon les ordres de Florence, les États du grand-duc n'étaient pas précisément interdits aux réfugiés; on leur fermait seulement le chemin de sa capitale, on les rejetait par Camoscia, vers Livourne, où ils devraient tous s'embarquer pour la Corse. Déjà nous avions appris à Pérouse que M. Guardabassi fuyait dans cette direction. A l'auberge de Camoscia, où pas un lit n'était disponible, nous aperçûmes tout d'abord des chapeaux de Forli, en entrant, dans la salle où l'on nous fit asseoir, et comprîmes que le Prince n'y serait que trop en pays de connaissance. Enfin le rapport de Charles était fait pour donner l'alarme. L'inspecteur de police lui avait dit que l'ordre du grand-duc était de laisser passer la Reine, mais de refuser au Prince l'entrée du territoire toscan. En demandant si, oui ou non, le Prince accompagnait la Reine, cet homme fixait Charles dans le blanc des yeux, d'une manière qui en aurait déconcerté un autre. Il lui faisait recommencer sans fin l'histoire de l'embarquement pour Corfou, dans l'espoir qu'en l'obligeant à se répéter, il l'amènerait à se couper. Charles imperturbable, fixait, récitait, reprenait sans se lasser ni se laisser prendre, si bien qu'à la fin l'inspecteur dut se dire convaincu et viser le passeport. Mais cet homme, qui n'était pas à son poste au moment de remplir des ordres si précis et si formels et qui avait eu la paresse de ne pas quitter son lit, ne serait-il pas repris de scrupules et ne voudrait-il pas vérifier ce que Charles lui avait dit? Il savait que nous allions coucher à Camoscia : c'était peut-être dans la pensée de venir nous y rejoindre qu'il nous avait laissé aller jusque-là. Enfin, le commis

de la barrière pouvait lui donner l'éveil si, comme je continuais de le craindre, il avait tiré les vers du nez à notre postillon.

Toutes ces raisons décidèrent la Reine à pousser plus avant, malgré sa fatigue; mais on ne pouvait nous donner que trois chevaux; deux heures se passèrent à en attendre un quatrième, qui était parti en estafette, et qui, aussitôt revenu, fut mis tout droit à notre timon.

Luques, 8 avril.

Enfin, c'est fait : nous sommes arrivés sans encombre aux limites de la Toscane. La traversée de Sienne, avant-hier, fut pour la Reine la dernière péripétie. Cette ville où elle passe tous les ans, et où elle est fort connue, présentait pour le Prince un danger particulier. Il projetait d'abord de mettre pied à terre en arrivant devant la porte, de faire le tour des murs et de nous rejoindre à la sortie; mais cet itinéraire était long, il n'était pas connu; comme il ne s'agissait, en somme, que d'esquiver la poste et l'auberge, le circuit nécessaire pouvait se faire aussi bien à l'intérieur de la ville, et c'est à ce dernier plan qu'on s'arrêta.

On fit une dernière halte vers quatre heures pour se mettre d'accord sur tous les détails. M. Zappi vint alors causer un instant auprès de la voiture de la Reine. Quelle ne fut pas notre surprise en lui voyant le visage et le col couverts d'énormes boutons! Ce méfait nouveau de la rougeole aurait exigé que le malade fût mis tout de suite dans une chambre à l'abri de l'air. Mais c'est de quoi il ne se souciait nullement, craignant pardessus tout de rester seul à l'auberge, livré à lui-même et privé du secours que la Reine lui avait prêté jusque-là. Comme nous ne pouvions nous-mêmes le laisser derrière nous sans quelque complication et sans quelque risque, on décida de l'emmener quand même et de laisser au bon soleil italien le soin de le guérir. Il fut s'asseoir dans la seconde voiture à côté de M. Cailleau, s'enveloppa de couvertures de laine, rabattit son chapeau sur ses yeux, et l'on repartit comme si de rien n'était.

Les voitures se suivaient dans leur ordre ordinaire, mais la porte où elles se présentaient n'était pas celle par où la Reine avait l'habitude de passer. Le passeport toscan fut donné, visé, sans que ni elle, ni personne de sa suite eût été reconnue. A la

première rue qu'il vit sur sa gauche, le Prince descendit doucement de son siège et disparut de ce côté. Bien lui en prit, car à peine arrivions-nous devant la porte, qu'un attroupement se forma; le nom de la Reine circula dans la foule; un Anglais lia conversation avec Fritz, qu'il se souvenait d'avoir vu à Rome. Des curieux à foison, mais point de chevaux. Les réfugiés en route pour Livourne en avaient pris la plus grande partie; le reste était réservé pour le grand-duc, qu'on attendait dans la matinée. Il fallut supplier les paysans qui nous avaient amenés d'Asciano de pousser plus loin. Cet arrangement commun exigea un instant long pour nous comme un siècle, et qui n'aboutit encore qu'à un contre-temps. La grande rue, où nous devions retrouver le Prince, était barrée; on la réparait; nous nous rejetâmes sur la droite, fort anxieuses de savoir comment il nous rejoindrait, s'il devinerait que nous avions passé outre, ou si, étonné de notre retard, il ne reviendrait pas se faire prendre à la porte. Enfin nous l'aperçûmes qui mangeait des pommes devant une petite boutique. Il s'élança sur son siège, à point pour franchir la porte et pour prendre avec nous la clef des champs.

A partir de Poggibonsi, nous étions en pays inconnu et ne risquions plus de mauvaises rencontres; la Reine n'en a pas moins voulu voyager toute la nuit suivante, pour gagner du terrain et nous mettre ainsi hors de portée. Une autre précaution, pour laquelle Charles nous quitta à Fornacette, fut de l'expédier à Livourne, sous prétexte d'y préparer l'embarquement pour Malte; on offrait ainsi à la police une fausse piste, qui allait se perdre dans la mer.

Au petit jour, nous nous arrêtâmes une heure dans une auberge : c'est en ce point que la Reine cessa d'être duchesse de Saint-Leu et devint Mrs Hamilton.

Nos jeunes gens firent leur toilette de fils de famille. Fritz mit sa livrée anglaise. M. Cailleau monta sur notre siège de derrière, ce qui nous donnait l'air encore plus anglais. C'est dans cet appareil qu'à cinq heures du matin nous arrivâmes à Pise, dont les portes étaient encore fermées. Les cris de nos postillons les firent ouvrir à la satisfaction de paysans qui attendaient là assis dans le fossé, leurs paniers sur leurs genoux. Le commis de police prit notre passeport, y lut le nom de Mrs Hamilton, celui de ses deux fils Charles et William et s'étonna de n'y voir

aucun visa. Fritz, à qui l'on avait fait la leçon, répondit que nous étions partis le 11 mars par la porte d'Arezzo pour voir le pays de ce côté et que nous avions fait depuis un séjour à la villa Fenzi. A la question : pourquoi nous avions voyagé la nuit? il répondit que les chevaux nous avaient manqué hier à cause du voyage du grand-duc. Ces explications furent trouvées satisfaisantes et l'on ne jeta pas même un coup d'œil dans nos voitures, tant le nom anglais inspire en Italie de considération.

Gênes, dimanche 10 avril.

Le médecin était si rassurant sur le cas de M. Zappi et la rougeole est si bénigne d'ordinaire pour les Italiens, que la Reine a préféré quitter vendredi Lucques en donnant rendez-vous au malade pour le lendemain à Pietra Santa. Elle lui laissa Fritz, avec la seconde voiture, et nous nous emballâmes tous dans la première à dix heures du matin.

Un temps ravissant, des sites enchanteurs nous ont conduits en trois heures au terme de cette courte étape. Elle nous ramenait à la pensée douloureuse qui doit désormais s'offrir sans cesse à l'esprit de la Reine, maintenant que le souci d'un danger constant ne l'absorbe plus. Pietra Santa est tout près de Serravezza, où le prince Napoléon avait sa papeterie. Il était touchant d'entendre l'hôtelier demander à Charles si nous n'irions pas visiter ce joli site et y recueillir les souvenirs que laisse derrière lui un prince si bon, si populaire, si prématurément enlevé à l'affection des Italiens. Cette promenade était en effet dans les projets de la Reine. Elle hésitait cependant à l'entreprendre, sentant sa faiblesse, et c'est sur les instances de son fils que, vers quatre heures, nous nous mîmes en chemin.

Le malaise de migraine que j'éprouvais encore ne me permit que de faire quelques pas avec eux et m'obligea bientôt à m'asseoir. Je rentrai dans ma chambre ensuite, en rencontrant à chaque instant des paysans ou des enfans dont l'air joyeux contrastait avec la tristesse de la Reine et de son fils. J'avais à recopier la notice qu'elle veut faire imprimer en France, et à écrire à mon père sur ce sujet. Ces écritures m'occupèrent plusieurs heures, sans que les promeneurs eussent reparu. Dès que je ne fus plus distraite par mon travail, leur longue absence me tourmenta vivement. J'ai voulu envoyer Charles à leur rencontre; il chercha une voiture, n'en trouva pas, et

finalement partit à pied, ce qui n'aurait pas avancé beaucoup les affaires au cas où la Reine serait tombée de fatigue et où il aurait fallu la rapporter à Pietra Santa.

Enfin la mère et le fils parurent; Charles venait seulement de les rejoindre. Elle m'aperçut de loin à la fenêtre, et, devinant mon inquiétude, me fit avec son mouchoir un geste d'amitié, auquel tout mon cœur répondit par un élan d'amour.

Tous deux avaient la figure décomposée par les larmes. De Serravezza, ils s'étaient fait conduire en voiture à la papeterie de Napoléon, et plus haut auprès du torrent, à la petite maison que la princesse Charlotte faisait construire, dont il s'était occupé lui-même avec tant de plaisir et qui ne sera sans doute jamais achevée. La Reine me décrivait ces lieux, les beaux arbres, la vallée sauvage, avec ses carrières de marbre et la vue de la mer dans le lointain; je l'interrogeais sur toutes ces choses, comme si je ne les avais pas vues dessinées sous mille aspects dans l'album de la princesse, à Florence. La soirée se passa ainsi tout entière à parler de celui qui n'est plus.

Le lendemain matin, il fallut retomber dans les subterfuges et dans les comédies. Le Prince faillit se heurter dans l'hôtel à M. Mariani, bijoutier de la cour de Florence, de qui la Reine et lui-même sont parfaitement connus. Cette aventure les fit se cacher tous deux derrière les jalousies tandis que j'allais seule au-devant de M. Zappi. Nous saisîmes l'instant où le fâcheux Florentin était à table pour partir à la dérobée. Une pire rencontre nous menaçait plus loin, celle du duc de Modène, qu'on nous disait devoir être à Massa. En effet, cette jolie petite ville était en fête, quand nous y passâmes. Comme ils auraient pu le faire pour un souverain bon et aimé, les habitans avaient tendu pour lui leurs rues de guirlandes. Sur la place, qui est large et régulière et dont son palais occupe tout un côté, un feu d'artifice était préparé en son honneur; toutes les autorités *en fiocci* attendaient son arrivée, à laquelle nous échappâmes.

Il aurait fait un beau haut-le-corps, s'il avait su le prince Louis dans ses États!

Nous traversâmes Carrare, et défilâmes devant Sarzane, petite ville fermée où réside la marquise Amati. Ce fut pour moi l'instant de me souvenir du beau duc Gaetano et pour nous tous l'occasion d'une nouvelle alerte. Nous rencontrâmes un ancien cocher de M. Zappi, qui faillit le reconnaître et par qui

tout notre plan pouvait être éventé. La moindre personne qui aurait dit à Florence la route suivie par la Reine donnait l'éveil au ministre de France, M. de Ganay; une lettre de lui nous précéderait alors à Paris; elle ruinerait tout l'effet que la Reine espérait produire en y paraissant inopinément.

Le Prince nous fit faire à la Spezzia une longue halte. Il observait combien ce golfe si vanté serait favorable pour l'établissement d'un grand port militaire. C'était là l'une des idées du pauvre Napoléon, l'un des rêves à la réalisation desquels il voulait travailler, dès qu'il aurait arraché l'Italie au joug autrichien.

S'il est douloureux de le voir disparaître avant d'avoir rien pu faire pour la cause de la liberté, il est touchant que sa pensée survive tout entière en Louis et que le même dévouement à la cause unie de l'Italie et de la France, ces deux sœurs latines, se mêle aux regrets fraternels qui lui sont donnés. Mais bientôt la route qui se détourne de la mer s'enfonce dans un ravin sombre; la pluie est venue; le soir approche; le temps est si noir, le gîte de Borghetto semble si vilain, que nous nous croyons égarés. Le postillon, en quittant la route pour se jeter rapidement sur la droite, ajoute à cette impression; mais tout s'éclaircit, tout s'égaye, à l'auberge où il nous a conduits.

Ma pauvre Reine a un besoin impérieux de belle nature, de soleil, de silence; rien de cela ne lui manque dans ce pays. Cet air si pur, ce ciel si bleu répété dans la mer, ces jolies anses que suit la route de la corniche, ces villas riantes, ce rivage fertile, tout conspire pour lui faire oublier sa douleur et, pendant quelques heures, elle s'en laisse distraire entièrement. A Chiavari, elle s'arrête pour commander des chaises, qu'on enverra à Arenenberg, s'amuse de ne les payer que douze francs alors qu'elles en auraient coûté vingt-quatre à Paris, et n'aperçoit pas, tandis qu'elle les marchande, une gaminerie nouvelle du Prince et de M. Zappi. Ces messieurs voyagent aujourd'hui dans la seconde voiture, qui est fort en retard sur la nôtre. Ils l'ont fait arrêter à un tournant de la route; je les vois qui poursuivent une femme et qui disparaissent avec elle derrière un rocher, sans doute pour l'embrasser de force et la lutiner. Ce nouveau trait, joint aux choses qu'ils disent et au plaisir qu'ils prennent aux contes de Boccace, m'éclairent tout à fait sur leur manière d'entendre les sentimens.

A Gênes, la Reine veut se loger sur le port, pour avoir là encore le spectacle de la mer. Nous descendons « alla villa » dont l'entrée est étroite et difficile, mais dont les appartemens sont fort beaux. Le hasard a fait qu'en passant devant le palais royal nous avons croisé la reine de Sardaigne. Nous sommes voués, décidément, aux rencontres souveraines; puisse la principale, celle de Paris, donner à la Reine tout ce qu'elle en attend!

Montélimar, samedi 16 avril.

Comme il fallait que nous eussions chaque jour un danger d'être reconnus, notre voyage de Gênes à la frontière n'a pu se faire sans une péripétie de ce genre. C'était à Savone; nous nous croisâmes avec une calèche dans un chemin si étroit, que cette voiture fut obligée de se jeter dans l'enfoncement d'une porte cochère pour nous laisser passer. Maîtres et domestiques aidaient aux chevaux, poussaient aux roues, pour se dégager de là; la Reine s'amusait à regarder cette scène, bon sujet pour une page d'album, et ne reconnaissait pas d'abord sa filleule, Mme Thayer, qui est en même temps la fille du général Bertrand. Mais les domestiques de M. Thayer ont reconnu les nôtres, avec qui ils ont frayé lors du séjour de leur maîtresse à Arenenberg en 1829. Ils n'auront su que penser de voir la Reine en route pour la France; mais ce qu'ils en pourront dire importe peu. Voyageant avec leurs propres chevaux, c'est-à-dire à petites journées, M. et Mme Thayer ne seront pas à Florence avant que nous soyons à Paris. Ils y auront été précédés par la lettre que, de Gênes, la Reine a écrite à son mari, et qu'elle a eu la précaution de faire passer par un banquier de Livourne; elle y reprend la fable de son embarquement dans ce port, au fond de la soute à charbon que Charles lui avait découverte, et de son départ pour Malte, où elle est censée rejoindre le prince Louis pour se rendre ensemble à Londres. Ce roman sera bien accrédité en Toscane quand nos voyageurs y parviendront.

Le lendemain mardi 12 avril, nous suivîmes encore, à partir d'Albenga, cette même route de la Corniche, où chaque pas offre un nouveau sujet d'enchantement. La montée de Vintimiglia est rapide et fort dangereuse; il fallut prendre une douzaine d'hommes pour pousser à bras les voitures dans ces tournans vertigineux. Toute cette partie a été achevée sous le

roi de Sardaigne; elle est loin d'avoir la beauté de celles qui ont été tracées par l'Empereur.

En arrivant à Menton, sur la frontière de l'État de Monaco, on nous fit pour la première fois des difficultés assez ridicules de douanes et de passeports.

Notre alerte du lendemain fut à Nice, où Charles avait appris que huit courriers étaient réunis, dans l'attente des voyageurs pour l'Italie. Plusieurs de ces gens avaient couru pour la Reine et pouvaient la reconnaître. Nous entrâmes donc dans la ville en mascarade. J'étais sur le siège, en femme de chambre; Mme Cailleau, cachée sous un voile de mousseline, avait pris place dans la seconde voiture avec le Prince. Tout se passa très bien, grâce à Charles, qui avait eu le soin d'inviter les huit courriers à déjeuner.

Tout était français déjà autour de nous, du moins par le souvenir, mais ce n'est que le lendemain que, le cœur battant, nous franchîmes la frontière par le long pont de bois qui traverse le Var. La Reine, toute au sentiment de son récent malheur, n'éprouvait qu'étonnement et qu'appréhension en revoyant la France. Elle l'avait pleurée seize ans; l'an dernier encore, en se rendant à Bade par la rive droite du Rhin, elle avait éprouvé l'émotion la plus vive, en apercevant de loin la flèche de la cathédrale de Strasbourg et fait alors le vœu de retourner à Rueil, prier encore une fois sur le tombeau de l'impératrice Joséphine. Peut-être qu'avant peu de jours ce vœu serait exaucé, et cependant, toute sa pensée était pour cette chapelle de Forli où le corps de son fils, de l'infortuné Napoléon-Louis, attend encore une sépulture plus digne de lui.

Le Prince pleurait à chaudes larmes, et sentait toute sa joie d'être en France gâtée par l'idée que son frère n'y était pas à côté de lui. Cette journée, coupée par une longue halte de douane à Antibes où nous vîmes pour la première fois des soldats français, s'acheva à Cannes. La première maison que nous aperçûmes était justement celle où Napoléon coucha en arrivant de l'île d'Elbe. Notre auberge avait été le gîte de Cambronne; elle faisait face à l'île Sainte-Marguerite. La Reine disait qu'elle se résignerait volontiers au sort du Masque-de-Fer: « Si le Roi me refuse le droit de vivre sur la terre ferme, qu'il m'exile au moins à Sainte-Marguerite! J'y serai en France et j'y aurai chaud! »

Notre route au delà de Cannes fut par Fréjus, Brignoles et Aix. Pour noter quelques impressions de voyage, peut-être puériles, je me souviens de la perte de la grande feuille de carton, apportée de Vintimiglia qui couvrait tout le devant de notre voiture et celle de notre panier d'oranges, plus savoureuses à mesure que nous nous éloignions de l'Italie ; des plaisanteries du Prince sur les Françaises qu'il affectait de trouver toutes laides; du soin que la Reine avait de faire causer partout les gens; de la mobilité des opinions, variables d'un lieu à l'autre, et d'une personne à l'autre, entre le carlisme enragé et le républicanisme à outrance; enfin des taquineries dont j'étais harcelée par M. Zappi. Un matin de mistral, par une poussière étouffante et par un froid aigu, un trait de cet écervelé fut de me perdre un bonnet de tulle qui était dans le filet de la voiture, que le vent emporta sur un canal et que j'aurais voulu ravoir: mais nos deux jeunes fous s'acharnèrent à le noyer à coups de pierre, en disant qu'il fallait exterminer ces vilaines coiffures, imaginées par les Françaises exprès pour s'enlaidir.

Nous suivions la route défoncée et détestable de Marseille à Paris. Entre Avignon et Saint-Andréol, elle traverse la Durance sur un magnifique pont de bois que l'Empereur avait fait construire et dont il était fort occupé. Au retour d'un voyage que la Reine avait fait dans les Pyrénées, il lui demanda si elle n'avait pas admiré cet ouvrage en passant; et, comme elle avouait que non, il reprit en plaisantant : « Hortense, vous êtes une sotte. Vous n'apercevez pas ce qui est beau. »

Aujourd'hui enfin, à Montélimar, le vent était encore si brutal et si froid que nous ne pûmes pas même sortir pour visiter un joli jardin, dont les lilas en fleurs s'épanouissaient sous nos fenêtres. On parlait autour de nous, à l'auberge, de guerre et de mouvemens militaires : il y avait dans la ville beaucoup de troupes, et l'on y était très libéral, deux raisons pour que nos jeunes gens fussent de belle humeur.

Ils se mirent à parcourir la ville en tous sens et s'arrêtèrent à la fin dans un café pour y lire les journaux. Des officiers de la garnison, en les voyant, s'interrompirent de jouer au billard, pour leur demander s'ils n'étaient pas les étrangers arrivés tout à l'heure en poste et s'ils ne venaient pas d'Italie. Mille autres questions succédèrent aussitôt sur le prince Louis et sur le

prince Napoléon. On déplorait la mort prématurée de l'un ; on s'inquiétait du sort de l'autre; puis, on se réjouissait d'apprendre, on remerciait pour l'assurance donnée qu'il avait pris la mer pour Corfou et qu'il était maintenant en lieu sûr.

Le Prince rentra tout ému à l'hôtel et, les larmes aux yeux, se hâta de conter cette rencontre à sa mère. Pour la première fois de sa vie, il se trouvait au milieu d'officiers français, et la première parole que ces officiers lui adressaient, sans le connaître, était pour s'informer de lui! Le soir, il nous montra le brouillon d'une lettre qu'il voulait écrire à Louis-Philippe et par laquelle il demandait une place dans un régiment, pour y servir comme simple soldat. Cette lettre, parfaitement bien écrite, respirait les plus nobles sentimens. Nous l'approuvâmes sans réserve, tout en parlant des difficultés de famille qui pourraient l'empêcher de réaliser son dessein et en convenant de la nécessité de suivre le plan de la Reine, qui gardait la priorité.

Fontainebleau, vendredi 22 avril.

Le lundi 18, nous fîmes tous des frais de toilette avant d'arriver à Lyon. Une petite redingote que je mettais pour la première fois me valut des complimens pour mon élégance; mais je fus plus flattée encore et m'enorgueillis davantage, comme Française, de l'admiration du Prince pour l'étendue et la beauté de la cité lyonnaise. A peine descendu de voiture, il partit à la découverte le long des quais et des avenues. La Reine restait chez elle; j'y restai moi-même, usant du droit que les femmes ont d'être lasses, après de si longues courses en voiture; je profitai de cet instant pour empaqueter toutes mes notes d'Italie à l'adresse de ma sœur Fanny. Ce paquet remis au bureau de la diligence d'Allemagne, un sac de linge expédié à l'Étoile, je m'occupai à faire suivre à Paris chez Mme Cailleau rue Laffitte, n° 7, les lettres qui pourraient m'arriver à Lyon, poste restante. Il ne me restait plus ensuite qu'à attendre le bon plaisir de la Reine. L'envie la prit sur le soir de faire une course en omnibus, et c'est ainsi que mon temps se passa à ne pas voir Lyon.

Nous quittâmes la ville le lendemain par un temps détestable. La Reine voyageant avec son fils, afin de se concerter avec lui, j'étais dans la seconde voiture avec le galant M. Zappi, mais souffrante, maussade, et des moins disposées à le trouver

plaisant. Il mettait ma froideur sur le compte de la sévérité avec laquelle j'ai été élevée. Ma migraine a été une défense contre mon entreprenant compagnon. J'ai disparu de bonne heure aux deux gîtes de Roanne et de Moulins. Après un petit évanouissement que j'eus jeudi avant d'arriver à Briare, il m'a laissée tranquille avec mon charme et ne s'est plus occupé que de ma santé.

Nous sentions déjà l'approche de Paris à l'inquiétude qui se manifestait chez la Reine. Il y avait eu quelques mouvemens napoléonistes dans la capitale ; cette agitation de la rue, qu'elle jugeait inutile et stérile, ne lui paraissait propre qu'à contrarier ses propres projets. Nemours lui rappela sa rencontre avec son frère Eugène en 1809 : mandé par l'Empereur, il revenait d'Italie et elle allait au devant de lui l'avertir que le divorce impérial était décidé, que leur mère s'y résignait, qu'il devait renoncer pour sa part au trône d'Italie, elle à celui de France, dont Napoléon-Louis était alors l'unique héritier.

Fontainebleau était encore plus plein pour elle de souvenirs. Elle appréhendait de retrouver le palais tout bouleversé par les Bourbons ; mais à l'exception de la galerie de Diane, qui date de Louis XVIII et qu'elle n'a pas jugée laide, tous les lieux sont tels encore qu'elle les avait laissés.

Deux des valets qui nous conduisaient avaient servi au château du temps de l'Empire. La Reine abaissait soigneusement son voile noir sur son visage, de crainte qu'ils ne la reconnussent. Elle s'attardait à chaque meuble, dans chaque coin ; elle qui passe si rapidement d'ordinaire partout où on la mène trouvait cette fois qu'on la pressait outre mesure et qu'on ne lui laissait pas seulement le temps de respirer. Le Prince posait à chaque pas des questions si particulières qu'elles pouvaient trahir son incognito. Il ne sut dissimuler ni son émotion, dans la cour des Adieux, ni son impatience, devant cette inscription de la petite table ronde sur laquelle Napoléon signa son acte d'abdication. Il y est dit, à la Bourbon, que cet acte fut écrit « dans le cabinet du Roi, » comme si l'Empereur alors n'était pas chez lui, comme si son fils n'y serait pas encore, sans les milliers de baïonnettes étrangères qui l'en ont fait sortir.

La chapelle était tout encombrée d'échafaudages. Charles X, qui venait à Fontainebleau huit jours par an au moment des chasses, s'était occupé dans ces derniers temps de la faire répa-

rer. C'est là que le Prince fut baptisé par le cardinal Fesch; il avait deux ans et c'était en 1810. Je posai beaucoup de questions sur la chambre de la reine Hortense. Les meubles ravissans suffiraient à la faire reconnaître; et rien qu'à les voir, je l'aurais devinée, j'en suis sûre, sans qu'on me la nommât. Pie VII, qui occupa l'appartement ensuite, ne les a pas dérangés, sauf que, pour pouvoir dire sa messe, il avait fait installer un petit autel. On avait donné à la Reine le rez-de-chaussée habité depuis par le Duc de Berry et où personne n'a osé se loger depuis qu'il est mort.

Elle a trouvé que le jardin anglais, planté autrefois sous ses yeux, avait singulièrement prospéré et grandi! Chaque allée lui rappelait une des conversations de l'Empereur. Jamais il n'avait dédaigné les avis de *sa fille* Hortense, même au temps de sa plus grande gloire, même après cette éclatante paix de Tilsitt, qui avait amené à Fontainebleau une foule de princes courtisans et à Erfurth un parterre de rois. Il aimait ce jardin, il y déjeunait souvent. Pour être de plain-pied avec ces belles allées, il occupait, de préférence aux grandes chambres du premier, le petit appartement où l'on a mis depuis l'une des bibliothèques royales; et, pour que l'impératrice Joséphine eût des facilités pareilles, il lui avait fait faire dans un angle un escalier tournant.

Dans ces derniers temps, le Duc d'Angoulême habitait, à l'époque des chasses, le rez-de-chaussée de l'Empereur; le Duc d'Orléans, des pièces contiguës, où la princesse Pauline tenait ses assises autrefois et que plusieurs aventures galantes avaient alors rendues célèbres.

Mardi, 26 avril.

La Reine brûlait de quitter Fontainebleau depuis qu'elle y avait rencontré dans la rue, heureusement sans en être reconnue, un des fils du maréchal Ney. C'est le samedi 23 avril, à midi, que nous partîmes, tous sérieux et graves à la pensée que nous approchions du but. La Reine parcourait en sens inverse le même chemin qu'en 1815, alors que les alliés la faisaient reconduire à la frontière sous la sauvegarde d'un officier. Bannie comme souveraine, elle n'était pas encore persécutée comme mère et Napoléon-Louis ne lui avait pas été arraché; elle s'éloignait sans rien regretter que ses affections perdues,

heureuse d'avoir pu faire quelque bien autour d'elle et de se sentir aimée par ceux qui l'avaient connue. Sa situation présente est pire : l'Empereur et le prince Eugène sont morts, Napoléon-Louis n'est plus, une dynastie nouvelle règne à la place de celle qu'elle aurait pu fonder; mais du moins le souverain de Juillet ne peut-il être un ennemi pour elle et doit-il, pour plus d'un motif, répondre à la confiance qu'elle lui témoigne en venant se présenter à lui.

Dès le temps de la Constituante, Louis-Philippe fut l'ami du père de la Reine, le vicomte de Beauharnais. Pendant les Cent-Jours, sa mère, la duchesse douairière d'Orléans, et sa tante, la duchesse de Bourbon, eurent toutes deux à se louer de la reine Hortense : elle s'entremit auprès de l'Empereur en faveur de ces deux princesses et leur obtint, outre la faculté de rester en France, des pensions fixées à 400 000 livres pour la première, à 200 000 pour la seconde. Sous la Restauration, le Duc d'Orléans se mit par lord Kinnaird en relations avec le prince Eugène.

Sentant vivaces dans l'armée les souvenirs de l'Empire et comprenant que l'absolutisme des Bourbons ne pourrait durer, il offrait de conclure un pacte de garantie mutuelle, selon lequel le prince assurait aux d'Orléans la jouissance de leurs biens et le droit de résider en France, au cas où le parti bonapartiste viendrait à triompher ; le même avantage serait acquis aux Bonaparte, si le Duc d'Orléans était appelé à régner. Dans le même temps, Louis XVIII songeait à rallier à lui le prince Eugène, en lui donnant le titre de connétable, ou plutôt en le lui faisant offrir par l'empereur Alexandre, qui en parla au prince à l'issue du congrès de Vérone. De ces combinaisons fragiles, il ne reste plus aujourd'hui que le souvenir, mais le parti bonapartiste, qu'on rebutait alors, n'a pas cessé d'être respectable et le calcul politique peut se joindre, dans l'esprit de Louis-Philippe, à l'intérêt qu'il doit à la Reine pour l'incliner à faire ce qu'elle attend de lui.

C'est ainsi qu'elle interprète les assurances bienveillantes qu'il donnait pour elle à la grande-duchesse de Bade dans le temps même où la Chambre votait contre les Bonaparte la loi de proscription du 2 septembre dernier. Cependant cette loi, qui couvre son trône encore mal affermi, ne peut être enfreinte sans changer tous ses sentimens à l'égard de la Reine et sans le

dégager de ce qu'il avait promis. Elle sait ce danger et se hâte d'arriver au Palais-Royal avant d'avoir été reconnue sur les grands chemins. Déjà, la veille, elle a couru ce risque, en croisant la calèche de M. de Calvière, devant un bureau de poste ; elle a dû se rejeter au fond de sa voiture, qui, fort heureusement, se trouvait fermée, pendant tout le temps où l'on changeait les chevaux.

Plus on approche de Paris, et plus des rencontres de ce genre sont à craindre. A Villejuif, le Prince vient auprès de moi et la Reine prend avec elle le triste M. Zappi, tout aux détails affligeans donnés par les journaux sur la position de l'Italie. Groupés de la sorte, nous passerons plus facilement inaperçus.

Nous arrivons à Paris par la barrière d'Italie, et j'en aurais préféré une autre, jalouse que j'étais de montrer d'abord au Prince ce que la capitale a de plus beau. Il trouve que le faubourg n'est pas aussi riche que ceux de Milan et ne donne pas l'idée d'une aussi grande ville. Mais la Reine, comme si elle devinait mon dépit et partageait mon orgueil, détourne ses postillons de cette vilaine rue Mouffetard, et, par le Jardin des Plantes, les dirige vers les grands boulevards. Cette fois, le Prince admire, il s'anime ; bientôt il est hors de lui et se tient sans cesse debout pour mieux voir.

Il est six heures du soir quand nous arrivons à l'hôtel de Hollande, rue de la Paix, n° 16. L'entrée en est un peu sombre, mais l'appartement que nous occupons au premier est fait à souhait pour nous. Une antichambre, une salle à manger, un petit salon nous réuniront les uns aux autres, ainsi qu'un grand balcon d'où la vue s'étend sur la colonne, la place Vendôme et jusqu'au boulevard. La Reine, dans sa chambre, aura sur le carré Mme Cailleau, qui occupe à côté d'elle un petit cabinet. Le Prince a sa sortie particulière, qui le rend indépendant de nous ; et l'on me donne pour moi seule un salon et une chambre, dont je me délecterai.

Nos arrangemens faits et le dîner fini, la Reine se décide à s'habiller pour aller tout de suite au Palais-Royal. Elle craint que, demain peut-être, ses nerfs étant détendus, elle ne tombe dans la faiblesse et le découragement. Charles l'accompagne ; elle le fait asseoir à côté d'elle pour lui donner chemin faisant ses instructions. Le Prince, resté seul, retranscrit sa lettre à Louis-Philippe, puis sort à pied avec M. Zappi ; ils reviennent

enchantés de ce qu'ils ont vu. Le sommeil me gagnerait, sans le souci que j'ai de mes devoirs envers la Reine, et, malgré tout le désir que j'aurais de m'étendre sur un canapé, je reste à l'attendre en Cendrillon, assise sur une petite chaise au coin du feu.

A son retour, vers onze heures et demie, je vois tout de suite sur son visage qu'elle a échoué en quelque chose. D'abord sa voiture a eu peine à parvenir jusqu'au guichet du Palais-Royal. Charles, arrêté à chaque pas, a dû demander trois ou quatre permissions avant de parvenir à l'antichambre du général d'Houdetot. Là, selon ce que la Reine lui avait dit, il a écrit sur une feuille « qu'une dame désirait parler au général de la part de Mme Lindsay et qu'elle attendait en bas dans sa voiture. » Mme Lindsay est cette jolie châtelaine du Hardt que je vis à Arenenberg peu de jours avant notre départ pour l'Italie ; elle a, selon Mme Parquin, tout crédit sur son cousin. Cependant Charles, après une longue attente, revient bredouille auprès de la Reine. Un domestique lui a sèchement dit que le général est justement sorti en cabriolet.

Malgré cet insuccès, la Reine persévère dans son plan d'atteindre Louis-Philippe précisément par M. d'Houdetot. Elle sait qu'il existe entre l'un et l'autre une amitié étroite, ancienne, et veut s'en faire un chemin pour arriver jusqu'au cœur du Roi. Elle décide que je serai maintenant cette dame anonyme, annoncée par Charles, et non parvenue encore à ses fins ; que j'insisterai par lettre non pour être reçue par le général, mais pour le recevoir chez moi à l'hôtel.

Le dimanche 24, au réveil de la Reine, je vais écrire cette lettre au pied de son lit. Je m'y recommande de Mme Lindsay et de la comtesse Germain, propre sœur du général ; je dis que j'arrive d'Arenenberg, chargée d'une requête que la duchesse de Saint-Leu est dans le cas d'adresser au Roi, que cette affaire touche à des intérêts essentiels ; que, s'il consent à être l'interprète des désirs de la duchesse, je l'invite à me venir voir à l'hôtel entre midi et cinq heures.

La réponse que le général me fait aussitôt tenir est qu'il est disposé à tout ce qui peut m'être agréable ; mais que, devant monter à cheval pour accompagner le Roi, il ne pourra peut-être venir qu'assez tard. Nous restons toute l'après-midi à l'attendre. Une jeune Américaine est morte la veille en couches

dans l'appartement au-dessus de nous ; elle laisse trois petits enfans, un mari désolé ; on l'enterre cet après-midi. Clouées que nous sommes à notre fenêtre, nous n'échappons pas à la vue de ce cercueil, de ce corbillard ; ce spectacle vaut à la Reine une crise douloureuse dont l'impression ne se dissipe que lentement. Le soir venu, elle demande pour se distraire à voir deux gentils petits garçons, enfans de la maison, qui l'avaient amusée dans la matinée. La mère, flattée, se présente à son tour, avec deux petites filles jolies à ravir. Nous comptons entièrement sur Charles et sur Fritz, à qui il a été recommandé d'une manière expresse de se tenir dans l'antichambre jusqu'à l'arrivée de M. d'Houdetot. Ils savent que j'attends une visite et qu'ils doivent m'avertir avant d'introduire le visiteur. Cependant ces messieurs, pensant probablement qu'ils peuvent en user à leur aise envers une personne qui ne vient que pour moi, se sont écartés chacun de son côté. Nous sommes occupés à jouer avec ces enfans quand un domestique de l'hôtel ouvre avec fracas la porte, en annonçant : « M. le comte d'Houdetot ! »

A ce nom, la Reine s'élance dans sa chambre, le Prince disparaît dans la sienne, sans être aperçus par M. d'Houdetot, qui s'avance incertain, au milieu de ces visages étrangers. Je marche droit à lui, afin de fixer son regard sur moi. Je lui dis que j'ai eu le plaisir de recevoir sa réponse, que je le remercie d'avoir pris sur ses occupations le temps de cette visite, et qu'ayant beaucoup de choses à lui dire, je le prie de me suivre dans la pièce voisine.

Je l'y conduis, une bougie à la main. Comme la Reine est au fond, dans les ténèbres, il ne la voit pas tout de suite, mais fait en la reconnaissant un tel cri et un tel saut qu'il faut se louer que la scène n'ait pas eu d'autres témoins que moi. Heureusement une porte nous sépare de la maîtresse de la maison et de ses enfans. Je reviens à cette dame qui doit me juger peu conséquente dans ce que je dis et ce que je fais ; mais, comprenant qu'elle est de trop, elle se retire et nous laisse, le Prince et moi, rire comme des enfans de cette aventure. Je le repousse dans sa chambre, pour que sa présence reste en tout cas ignorée de M. d'Houdetot : il importe que la Reine soit la première à en instruire le Roi.

Tout s'est passé à souhait entre elle et son interlocuteur. Elle apprend que la fable courante, à Paris, est celle de son

embarquement pour Livourne, dans la soute à charbon affrétée par Charles. On la croit à Malte, on s'émeut de ses malheurs et de ses pérégrinations ; ses amies Mmes Germain et Lindsay font des démarches pour obtenir un passeport qui lui permette de débarquer à Marseille et de gagner Londres par voie de terre.

Elle fait grand fond sur l'entremise de M. d'Houdetot. Mais le lendemain lundi 25, il revint dans la matinée. Il dit que la présence de la Reine à Paris est une chose grave. Le Roi, à cette nouvelle, a fait un bond en s'écriant : « Quelle imprudence ! »

Personnellement Louis-Philippe est disposé à faire tout ce qui lui sera possible ; « mais, avec un ministère responsable, il ne peut rien par lui-même et prie la Reine de ne pas se déranger pour venir le voir ; il va faire appeler son premier ministre, M. Casimir Perier, et l'enverra à l'hôtel de Hollande avant la fin de la journée. »

Cet arrangement déplaît à la Reine et me vaut à moi un bout de rôle, qui est de recevoir chez moi M. Casimir Perier avant de l'introduire auprès d'elle. Il arrive en homme d'État, non pas hostile, mais très réservé. Il a cinquante ans environ ; sa figure expressive est un peu triste, peut-être même un peu lasse, mais relevée par l'éclat de beaux yeux profonds ; sa physionomie respire la droiture, l'énergie ; sa démarche, l'activité ; et seule sa haute stature un peu pliée indique en lui l'ancien homme d'affaires et le banquier. A l'inverse de tant d'avocats, prêts également à plaider toutes les causes, ou d'écrivains si cultivés et si raffinés qu'ils n'arrivent plus à distinguer le bien du mal, il est, lui, un homme d'entreprises et de mise en œuvre, une sorte d'ouvrier supérieur, travaillant avec l'argent comme avec un outil. La banque fondée par lui et son frère Scipion sous le Consulat a favorisé depuis de nombreux établissemens, tels que des cristalleries, des sucreries, des moulins à vapeur. Devenu député sous la Restauration, il prit dans les rangs de l'opposition une place importante qui présageait par avance celle qu'il occupe aujourd'hui à la tête du gouvernement.

La visite qu'il fait à la Reine se prolonge fort longtemps. Peu à peu, elle l'intéresse à sa cause et parvient même à l'émouvoir. Elle avoue que le prince Louis est là et les met un instant en présence ; la lettre destinée au Roi est montrée au ministre, qui désapprouve une phrase un peu forte, relative à l'interven-

tion autrichienne, et veut qu'elle soit changée, pour le cas où la lettre serait reproduite dans les journaux.

Le secret qu'il recommande en sortant et qu'il est de notre intérêt d'observer strictement m'oblige à me rendre chez Mme Lindsay : c'est pour empêcher qu'elle ne vienne elle-même à l'hôtel et n'y apprenne ce que nous voulons cacher. Justement un billet d'elle, réponse à la lettre que M. d'Houdetot lui a remise, m'invite à satisfaire son impatience en lui donnant au plus tôt des nouvelles de « la bonne duchesse. » Elle habite chez une cousine à elle, Mme Saulnier, qui vient, à trente-trois ans, de perdre son mari et auprès de laquelle elle passe tout son temps. C'est là que je vais la voir hier soir, lundi. Elle est bonne, spirituelle, sensible, et mêle bien des larmes à celles que je verse en lui faisant le récit de nos malheurs. M. d'Houdetot survient, s'assied et nous écoute : je sais qu'il est familier de la maison.

En me reconduisant à ma voiture, il déclare que je n'ai menti que le moins possible, au cours de cette embarrassante visite; il est très satisfait de moi. « Mais la Reine l'a-t-elle été de M. Perier? Le ministre aurait-il montré, par hasard, trop d'esprit d'affaires et de raideur? » Je réponds que la Reine aurait préféré s'adresser directement au Roi; qu'un cœur souffrant, comme le sien, n'aspire qu'à la sympathie, et qu'après toutes ses infortunes hors de France, elle a droit à de la pitié dans son propre pays.

Je me flatte de l'avoir ému, sinon par ma seule éloquence, au moins avec l'aide des deux beaux yeux qui tout à l'heure pleuraient nos malheurs devant lui. Et voici maintenant mon triomphe : M. Casimir Perier revint dans la soirée à l'hôtel de Hollande. Il demande avec circonspection si la Reine est sûre de tout son monde et qui je suis, se rassure en entendant prononcer le nom si honorablement connu de mon père, et se décide enfin à annoncer devant moi que « le Roi est prêt à faire ce que la Reine désire; il aura grand plaisir à la recevoir. »

L'heure et la manière de cette visite se règlent aujourd'hui entre la Reine et M. d'Houdetot. Le soir à huit heures, il l'enlève dans sa voiture, comme en bonne fortune, et la conduit chez lui au Palais-Royal.

Mon rôle est de garder le Prince, déjà indisposé hier et tout à fait souffrant ce soir. Un médecin qu'on a fait venir lui a

trouvé de la fièvre et l'a mis au lit. Il s'agit de cette rougeole d'Ancône, que les événemens n'ont pas permis de guérir, mais seulement d'interrompre, et qui doit s'achever à Paris. Le difficile sera d'obtenir l'obéissance du malade et de le disputer à tout ce qui l'attire hors de la maison. Pour cette fois, cependant, il se tient coi sous son édredon, ce qui me permet, tout en attendant ma bonne Reine, d'en finir avec l'arriéré de mon journal.

Mercredi, 27 avril.

La Reine est revenue ravie de son entrevue avec Louis-Philippe; elle ne pouvait assez le répéter au Prince à son retour, et, comme elle s'étendait sur le sujet avec grand détail, je crois pouvoir garantir mot pour mot ce que j'en écris ici.

Elle a parlé d'abord de sa présence impromptue à Paris et de la loi d'exil qu'elle a violée. Le Roi a dit qu'il connaissait par expérience toutes les tristesses de l'exil. Il a passé plus de vingt années hors de France. Obligé de donner des leçons pour vivre, il fut en 1793 professeur de collège dans cette petite ville de Reichenau, dont nous apercevons les toits de nos fenêtres d'Arenenberg. La loi du 2 septembre dernier, a-t-il ajouté, n'est qu'une réédition de celle de 1815. Jamais il n'aurait admis que son gouvernement prît l'initiative d'une mesure hostile aux Bonaparte, mais il a dû se résigner à faire voter de nouveau le paragraphe du texte de 1815 relatif à cette famille; l'opinion venait de lui imposer le rappel des conventionnels, visés par un paragraphe de la loi; il lui était impossible d'étendre la même disposition aux Bonaparte, parce que le sort de ceux-ci avait été réglé d'accord avec les Puissances et que le principe fondamental du nouveau gouvernement est de ne point toucher aux traités de 1815.

La Reine a répondu que la seule personne de la famille à l'endroit de qui ces traités puissent encore avoir un sens est le Duc de Reichstadt; qu'il est superflu que la France ferme sa porte à ce prince, puisque l'Autriche n'ouvre pas celle derrière laquelle elle le retient prisonnier; que les autres Bonaparte ne comptent pas, et elle, moins que personne; qu'elle a donc le droit de prendre à la lettre les récentes paroles du Roi qui, parlant à la grande-duchesse de Bade, lui a dit que l'exil de la reine Hortense prendrait bientôt fin.

Le roi, glissant sur ce sujet, a expliqué qu'il était personnel-

lement dans la position la plus difficile, que sa tête le détournait souvent de ce que son cœur lui aurait conseillé, que c'était un combat de ce genre qui s'était livré en lui, quand il avait entendu le canon de Juillet dans les rues de Paris et qu'après les trois jours d'émeute il avait dû se charger d'une couronne aussi lourde. Depuis, les difficultés n'ont pas cessé pour lui ; les amis des Bonaparte, sinon les Bonaparte eux-mêmes, ne demandent qu'à lui en susciter de nouvelles; mais il met en dehors de la politique la reine Hortense, pour les intérêts personnels de laquelle il fera tout ce qu'il pourra. « Elle peut le charger de ses affaires, car il est bon homme d'affaires. » Il sait par M. d'Houdetot les droits anciens dont elle se réclame et désire avoir là-dessus, pour lui seul, une note détaillée. Par le duc de Rovigo, qui fréquente maintenant au Palais-Royal et s'offre à servir le nouveau gouvernement, il connaît la pénible situation des Montfort et s'intéresse à eux aussi en raison de la considération particulière due à la reine Catherine.

La Reine lui dit, à ce moment, que le prince Louis était avec elle à Paris. Le roi savait déjà la chose par M. Casimir Perier, mais a feint de l'apprendre par elle. En se disant disposé à recevoir la lettre écrite par le prince, il a recommandé à la reine l'incognito le plus strict; comme il a laissé ignorer par ses ministres la démarche qu'elle vient de faire, une indiscrétion commise le compromettait lui-même et ne servirait pas les intérêts qu'elle lui confie. Pour les mêmes raisons, il s'est excusé de ne pouvoir lui rendre visite, et s'est offert enfin à faire venir tout de suite la reine Amélie. Un instant après, la Reine, amenée par lui, est entrée en effet dans cette petite chambre. Le grand air de bonté, de simplicité de cette princesse a charmé la reine Hortense ; elles ont trouvé tout de suite un sujet d'entente dans les malheurs récens qui ont marqué notre voyage d'Italie et dans les soucis nouveaux que l'état du prince Louis fait concevoir. Le roi, étant redescendu une deuxième fois, est encore allé chercher sa sœur, la princesse Adélaïde. Mlle d'Orléans a marqué elle-même à la Reine un aimable empressement. Cependant, en s'informant des détails de notre voyage, elle s'est étonnée qu'un peu de repos fût nécessaire à des gens qui ont fait en moins de trois semaines le voyage d'Ancône à Paris. « Trois jours à Paris! s'est-elle écriée. Tant que cela! »

La Reine ne peut s'empêcher de dire qu'en la chicanant sur la durée de son séjour en France, ils la font plus redoutable à ses propres yeux qu'elle ne pensait l'être et se montrent plus faibles qu'elle ne le supposait. Le Roi lui paraît demeuré sous l'impression craintive que la vue des barricades a produite en lui et dans une sorte de frayeur superstitieuse devant la Révolution. Elle le juge incapable de résister à des troubles un peu forts, de jouer par exemple le rôle d'un Bonaparte aux journées de Vendémiaire. Au surplus, voudrait-il essayer de la manière forte qu'avec le seul appui de ses gardes nationales, le roi citoyen serait bientôt désarmé par l'insurrection.

Mardi, 3 mai.

D'après les explications nouvelles que la reine m'a données, il ne m'a pas été difficile de rédiger la note sur ses affaires qu'elle destine au Palais-Royal. Elle veut que je laisse de côté, dans les réclamations qu'elle présente, tout ce que les événemens ont fait tomber caduc. C'est ainsi que le grand-duché de Berg aurait dû lui rapporter annuellement cinq millions, puisque son fils Napoléon-Louis était le souverain reconnu de ce royaume et qu'elle était, elle, la tutrice naturelle de ce jeune prince; les cinq millions furent versés chaque année au Trésor français, et elle n'en eut jamais un sou.

En 1810, lors de la réunion de la Hollande à la France, l'Empereur lui avait assigné un revenu de deux millions, dont un million sur le Trésor français, et l'autre assuré pour une moitié par le produit des bois voisins de Saint-Leu, pour l'autre moitié sur les propriétés de la couronne de Hollande. Plus tard, ces biens hollandais furent vendus au profit du domaine extraordinaire de France ; l'Empereur donna à la Reine, en échange, une inscription de cinq cent mille francs de rente sur le Grand-Livre.

La Reine passe condamnation sur tout cela. Elle ne revendique rien non plus de l'éphémère duché de Saint-Leu, perdu par elle en 1815. Elle rappelle seulement qu'en 1814 il était dû à elle-même 700 000 francs sur ses revenus et 600 000 à l'impératrice Joséphine. L'Empereur venait de faire sur son trésor particulier les frais de l'équipement de l'armée; il lui restait 10 millions, qui furent transportés à Blois pendant la retraite. On paya alors une partie des traitemens dus aux personnes qui

avaient suivi ; le reste fut pris par les Cosaques et rendu fort honnêtement au gouvernement provisoire, dont les membres se partagèrent la somme.

Plusieurs centaines de mille francs destinées à la Reine avaient été déposées chez M. Lefebvre, receveur à Blois; mais elle n'en reçut pas à temps l'avis du comte Mollien, ministre des Finances, et le Duc d'Angoulême se les appropria. Elle reconnaît que l'arriéré de 600 000 francs dû à sa mère a été payé en 1818, sur la demande de l'ambassadeur de Bavière, et partagé par elle avec le prince Eugène. Mais les 700 000 francs dus depuis 1814 et grossis jusqu'à un million par les intérêts, ne lui ont pas été rendus et forment, à proprement parler, l'objet de sa réclamation. Une prompte réponse lui est nécessaire, d'après l'état présent de sa fortune. Son homme d'affaires à Paris, M. Devaux, est menacé de banqueroute : elle a chez lui 400 000 francs. Une spéculation sur je ne sais quels terrains dans laquelle M. de Brack l'a lancée, lui en coûte 300 000 autres, qui, joints à tout ce qu'elle vient de dissiper dans ses derniers malheurs, mettent ses finances au plus bas.

Sa santé n'est pas meilleure, épuisée qu'elle est par la surexcitation nerveuse dans laquelle elle vit depuis plus d'un mois, et parvenue à la limite de ses forces après l'effort que lui ont coûté ses entretiens avec le Roi et avec M. Casimir Perier. Elle attendait avec impatience son arrivée à Paris, pour prendre enfin le deuil de son fils; je lui avais commandé une robe noire qu'une ouvrière est venue lui essayer; mais, à la vue de ce triste vêtement, elle s'est affaissée sur elle-même si brusquement, que je l'ai crue frappée d'un coup de sang. Une crise de sanglots et de cris a suivi, bientôt remplacée elle-même par cette atonie machinale où l'avait jetée la mort de Napoléon. J'ai fait disparaître la robe au fond d'une armoire, et il n'en a plus été question depuis ; mais la faiblesse et le dégoût subsistent; le pouls ne se relève pas; la Reine ne retrouve un instant de vie que pour donner des soins à son fils, toujours alité et souffrant. Assise à son chevet, elle ne s'en écarte que le soir, pour faire quelques pas à l'air; ainsi l'exige l'ordonnance du médecin qu'on a consulté et que déconcerte le cas de Mrs Hamilton.

Je profite çà et là des visites qui me viennent pour la distraire, en lui présentant mes amis. Mon cousin Prosper, avec

qui elle avait chez moi une discussion politique, s'en va ravi de la grâce, de l'esprit, des lumières de Mrs Hamilton ; je m'empresse alors de l'avertir qu'elle est Française de naissance.

Nous gagnons ainsi le samedi 30, en reculant sans cesse la date de notre départ. La hâte que le Palais-Royal a de savoir la Reine à Londres apparaît par une nouvelle visite de M. d'Houdetot et par les conditions qu'il vient offrir. Il suppose la Reine de l'autre côté du détroit ; il imagine qu'elle écrive au Roi une lettre non personnelle et qui puisse être montrée à tout le ministère.

Elle y dirait qu'elle a besoin, pour sa santé, des eaux minérales, et non pas de celles de Plombières qu'elle aurait préférées, mais de celles de Vichy. Ce choix appartient à M. Casimir Perier ; il juge que la Reine est trop connue à Plombières et flaire de ce côté une odeur de bonapartisme. Vichy est près de Randan, qui appartient à la famille d'Orléans. M. d'Houdetot assure qu'on aurait offert ce château à la Reine, s'il avait été meublé plus convenablement.

Elle recevrait, pour se rendre à Vichy, un passeport au nom de la comtesse d'Arenenberg, mais ne quitterait pas Londres avant d'avoir donné à Paris l'avis de son départ ; une note à son sujet serait en temps utile adressée aux journaux. Après sa cure, elle passerait par la capitale, afin de remercier le Roi. Dès la rentrée des Chambres, on la ferait rayer, ainsi que son fils, de la liste de proscription. Le prince entrerait au service, et peut-être par la suite le nommerait-on pair de France, selon que la tranquillité se rétablirait plus ou moins promptement.

Toutes ces propositions de M. d'Houdetot ont été redites mot pour mot au Prince. « Et de quel prix faudra-t-il payer cela, ma mère? » reprend-il tout à coup. Elle avoue que le nom de Bonaparte porte ombrage à Louis-Philippe et que la condition mise au contrat est l'échange de ce nom contre celui de duc de Saint-Leu.

A ces mots, le Prince se lève de son canapé et marche vivement dans la chambre. « J'aimerais mieux être couché dans le cercueil de mon frère! » dit-il avec indignation. Il demande qu'on ne l'importune plus de tous ces projets, et, ramassant un numéro de la *Tribune* qui traîne sur une chaise, affecte de s'absorber dans la lecture de ce journal.

M. d'Houdetot, sa mission une fois remplie, s'abstient d'en

reparler à la Reine et d'avoir l'air de solliciter d'elle une réponse; mais il revient fréquemment s'assurer de l'état du Prince, et, ne s'en rapportant qu'à ses yeux, demande à pénétrer jusqu'auprès du malade. Au cours d'une de ces visites, il raconte les caquets de Paris sur le sujet de la Reine. Le bruit de notre embarquement à Livourne pour Malte ou Corfou s'est accrédité; la reine Amélie entendant cela de la bouche de la maréchale Ney a répondu en riant qu'elle était ravie de la nouvelle. Le général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, a déclaré lui-même en conseil, avec l'air d'assurance qui ne lui manque jamais, que la présence de la reine Hortense à Corfou était certaine. Il ajoutait qu'on pourrait peut-être lui conseiller de débarquer à Gênes; que, de là, sans lui écrire directement, on aviserait aux moyens de lui faciliter son retour en Suisse. M. Perier gardait le silence et tenait les yeux fixés sur ses papiers. Le Roi dit alors : « Non, il faut lui laisser achever son voyage comme elle l'a tracé. Quand nous la saurons à Londres, il sera temps de voir si nous pouvons lui laisser traverser la France pour retourner à Reichenau. » Il se leva en même temps pour sortir de la salle. M. Barthe, garde des sceaux, reprit alors : « Je ne sais si le Roi pourrait faire ce qu'il propose. Il y a une loi. » On devine si ces messieurs du ministère seraient mécontens d'apprendre que la Reine est à Paris, que le Roi le savait, et qu'il le leur a caché.

M. d'Houdetot, tout en causant, s'est découvert avec moi une relation commune : c'est celle de mon beau-frère, Aimé de Franqueville, son ancien camarade de l'état-major. Ils ont fait ensemble la campagne d'Espagne en 1823. Aimé, qui était chef d'escadron à Waterloo, n'était plus alors que capitaine; M. d'Houdetot était resté commandant. Il rencontra auprès d'Aimé une telle obligeance, une telle cordialité d'accueil, qu'ils partagèrent longtemps leur bourse, leurs effets et jusqu'à leur lit. C'est en souvenir de cette amitié parfaite que M. d'Houdetot m'a demandé une note sur les services de mon beau-frère et qu'il a promis de faire pour cette cause tout ce qui dépendrait de lui.

Mercredi, 4 mai.

L'ordonnance prescrite à la Reine étant toujours de se promener et de se distraire, je l'entraîne ce matin du côté du bou-

levard. La pluie qui survient bientôt nous fait nous réfugier rue Saint-Fiacre, à la salle du Néorama.

Nous y admirons l'intérieur de Saint-Pierre et celui de l'abbaye de Westminster; ces deux vues sont d'une exactitude saisissante; elles nous mettent en goût de visiter aussi au Château-d'Eau la salle du Diorama, où l'on expose le tableau de Daguerre représentant le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène. M. d'Houdetot en a fait la description à la Reine; il l'a vu lui-même il y a peu de temps avec Louis-Philippe, et toute la famille royale; les journaux ministériels n'ont pas manqué alors d'annoncer cette visite, comme une sorte d'hommage rendu par les d'Orléans à la mémoire de l'Empereur.

Nous sommes à la veille du 5 mai, jour anniversaire de la mort du grand homme; cette date éveille chez la Reine un sentiment de curiosité pieuse et, malgré le risque qu'elle court d'y être reconnue, la pousse à s'aventurer dans cette salle, pour y voir le coin de terre où son père adoptif repose depuis dix ans.

Le tableau n'est pas au-dessous de l'éloge fait par M. d'Houdetot. C'est la morne perspective de la vallée des géraniums, à Sainte-Hélène : maquis profond, désert, dont les arêtes hérissées s'abaissent rapidement vers la mer.

Le point de vue a été pris un peu au-dessous du tombeau, là même où l'Empereur venait souvent s'asseoir et où il avait choisi l'emplacement de sa sépulture. On voit à l'horizon, par l'étroite échappée ouverte sur l'Océan, le soleil qui se couche dans des brumes rougeâtres. A gauche, le sentier qui amenait l'illustre captif en ce lieu se dessine à flanc de côteau; il conduit aujourd'hui la pensée vers Longwood, vers tout ce qu'il y a souffert sous le joug du farouche Hudson Lowe. De là, le regard renait à cette rougeur de crépuscule, symbole d'une grande gloire qui s'éteint, et l'on songe : Pourquoi ce lieu, et non pas un autre? Qui donc aurait pu marquer d'avance ici l'achèvement de cette carrière? Et quel sentiment de petitesse n'éprouve-t-on pas à voir couché sur si peu d'espace celui qui commandait au monde?

La foule qui nous entoure se livre sans doute à des réflexions semblables, car elle est grave, recueillie; mais je ne vois pas sans crainte la Reine mêlée de si près à tout le monde, dans une ville où elle a tenu une place considérable et où son por-

trait se vend encore dans cent magasins du boulevard. La salle est parfaitement claire, et il n'est pas nécessaire d'y dévisager les gens pour les reconnaître. Tout à coup, une Anglaise tenant par la main une enfant, nous croise et nous frôle. Croyant avoir vu cette figure à Florence, je dis tout bas à la Reine de baisser son voile; mais dans l'instant même, elle murmure : « Sortons. » Une porte vers laquelle elle se jette lui résiste, ce qui attire sur elle l'attention de toute l'assistance; un homme s'approche et montre la véritable issue, c'est le colonel Voutier, habitué du salon de la Reine à Rome durant ces dernières années. Elle fuit devant lui avec une vitesse incroyable; il la suit impitoyablement, et quand nous nous jetons dans notre fiacre, se montre encore debout sur la porte, le doigt posé sur la bouche, comme pour promettre qu'il nous gardera le secret.

La Reine, aux abois, et craignant d'autres mauvaises rencontres, voulait rentrer tout de suite à l'hôtel. Je l'en dissuade, ayant remarqué un jeune garçon qui s'obstine à courir après la voiture, malgré les coups de fouet du cocher, et qui sans doute est envoyé par le colonel pour savoir où nous logeons. Nous arrêtons rue de Richelieu, pour appeler à nous ce garçon et le renvoyer au Diorama chercher un objet soi-disant oublié par nous; nous lui donnons en même temps une fausse adresse, pour le dépister. Mais à peine a-t-il vu le fiacre se ranger le long du trottoir que, jugeant sa mission remplie, il est retourné à toutes jambes là d'où il était venu. Il ne nous reste plus qu'à nous débarrasser du fiacre lui-même, dont le colonel a pu noter le numéro, dont le cocher ne doit pas connaître le nom de notre hôtel. Nous quittons cet homme au Palais-Royal; la Reine effarée court dans la foule, pousse un instant la porte d'un café et tombe à la fin dans la boutique d'un bijoutier. Elle y achète quelque chose, sans bien savoir quoi, sort sur le passage, après être entrée par la galerie, et prend la première voiture qui s'offre pour se faire reconduire à la maison.

Jeudi, 5 mai.

Après la pétition du mois d'octobre dernier pour le retour des Cendres, après le discours du général Lamarque et toute l'agitation qu'une partie de la presse a menée sur ce sujet, le ministère de M. Casimir Perier n'a pu faire moins que de publier l'ordonnance du 8 avril dernier, relative au rétablisse-

ment de la statue de l'Empereur sur la Colonne. La Reine a cru un instant que ce spectacle lui serait offert une seconde fois aujourd'hui, comme il l'a été déjà au mois de mars 1815. L'Empereur approchait de Paris; son entrée aux Tuileries n'était plus l'affaire que de quelques heures. Elle-même venait de quitter la cachette où elle s'était tenue depuis la nouvelle du débarquement de l'île d'Elbe, c'est-à-dire pendant deux semaines, chez son ancienne femme de chambre *Mimi*, rue Tronchet; les deux jeunes princes avaient été confiés à une marchande de bas du boulevard.

Des fenêtres de Mme Charles, une modiste de la rue de la Paix, la Reine vit donc la manœuvre d'élever la statue de Chaudet avec des haubans et de la rétablir à la place ancienne. Mais depuis, cette statue a été fondue par ordre des Bourbons et le métal a servi à couler la statue d'Henri IV, par Lemot. Louis-Philippe ignorait cette circonstance, ou bien il l'avait oubliée quand il signait cette ordonnance malencontreuse du 8 avril, gage d'apaisement, pensait-il, et, dans le fait, arme dont l'opposition politique s'empara, qu'elle retourna aussitôt contre lui.

Un groupe de Napoléonistes fervens a fait faire, par un sculpteur de Saint-Mandé, une statue de bois de chêne, qui est prête et qu'on voulait hisser demain sur la colonne; le ministère n'a point permis cela; il vient d'envoyer l'ordre d'arrêter cette statue aux barrières et de ne pas la laisser pénétrer dans Paris. Voilà un conflit nouveau dont le Prince s'égaye. Tandis que la Reine écrit à Madame Mère, sur le sujet de la statue de Saint-Mandé, une lettre que nous ferons passer par M. Salvage, il veut que je lise, *pour lui seul*, la nouvelle ode « A la Colonne, » de M. Victor Hugo. Cette pièce est bien supérieure à celle que le même poète publia dans son dernier recueil; la différence de l'une à l'autre marque un progrès de son talent. La Reine n'aime pas certaines métaphores trop hardies, telles que *le crâne fait au moule du globe impérial*, mais elle reconnaît que les strophes sont pleines de souffle et de mouvement.

Le Prince écoute silencieusement quand j'arrive au vers :

Dors! Nous t'irons chercher! Ce jour viendra peut-être!

Il se lève de son canapé et marche d'un bout à l'autre de la chambre, en proie à une vive émotion.

Chantilly, vendredi 6 mai.

Nous voilà encore chassés de quelque part, et, cette fois, c'est de Paris!

Hier, dès le matin, nous voyions de nos fenêtres la foule se diriger vers la Colonne et y déposer silencieusement des couronnes. Deux bataillons d'infanterie étaient massés sur la place Vendôme, témoins muets, comme nous-mêmes, de toute cette manifestation. Renfermés chez nous, sans aucune nouvelle du dehors, nous n'avions d'autre préoccupation que la santé du Prince. On lui avait apposé de bonne heure des sangsues à la gorge. Il était encore tout sanglant lorsque vers les trois heures M. d'Houdetot vint presser la Reine de partir. On le conduisit auprès du malade, dont il vit les plaies, mais n'en persista pas moins à hâter notre départ. La Reine hésitait; mais le Prince, las d'être prisonnier dans sa chambre, montrait autant d'envie de quitter Paris qu'il avait eu d'impatience d'y parvenir. On répondit donc à M. d'Houdetot qu'il serait fait selon ses désirs, dès que les préparatifs nécessaires auraient pu être achevés.

Les domestiques s'y mirent tout de suite, moins Charles, qui courait la prétentaine et continuait à s'amuser du matin au soir. M. Zappi vint nous faire ses adieux. Il ne restera rien entre nous de son marivaudage qu'une bonne et franche amitié. Je lui ai prédit qu'il aimerait Paris; que, comme réfugié italien, il y serait l'homme à la mode. En effet, il a déjà toutes ses soirées prises, ce dont, dit-il, il se soucie fort peu. En disant cela, il a poussé un soupir et m'a lancé une dernière œillade! La Reine lui demandant son bras pour faire quelques pas dehors, selon l'ordonnance du médecin, nous sommes allés tous trois rôder autour de la Colonne. Les quatre aigles étaient couronnées de fleurs, tout le soubassement disparaissait sous les guirlandes : cependant on en apportait encore à chaque instant. Comme une dispute s'élevait, provoquée par un vieillard hostile aux manifestans, la Reine est revenue tout de suite se claquemurer chez elle et, dès lors, Paris a été, pour elle, comme s'il n'existait plus.

Elle aspire à la liberté de la vie anglaise. L'honneur que Louis-Philippe lui fait de la croire dangereuse la réconforte; elle pense qu'en raison même de la peur qu'elle inspire, elle obtiendra son million demain et plus tard son duché. Elle me

demande s'il m'en coûte de quitter la France et s'excuse de me faire voyager dans le cabriolet du fourgon. Mais, M. Zappi n'étant plus là, et la deuxième voiture ayant été supprimée par économie, force sera pour elle de s'enfermer dans l'autre avec son enfant malade et de me laisser faire la route en compagnie de Mme Cailleau.

Je la remercie, car je l'aime, et je la suivrais maintenant au bout du monde, certaine d'être plus heureuse auprès d'elle que dans toute autre position. Les deux ressorts du fourgon, les cahots de la route ne m'en font pas dédire, bien qu'ils m'éprouvent cruellement aujourd'hui, durant cette courte étape de Paris jusqu'à Chantilly. C'est à trois heures de l'après-midi seulement que nous démarrons, retardés jusque là par la paresse et la mauvaise humeur de M. Charles, très désappointé de quitter Paris. Le Prince, étendu tout de son long et bien enveloppé, ne sera pas beaucoup plus mal sur ses coussins que sur son canapé. Le temps est gris et froid. Les manifestans affluent toujours à la Colonne; des marchandes de fleurs se tiennent le long des grilles et vendent des bouquets aux passants.

A peine arrivons-nous à la barrière de Clichy que la pluie nous prend. Elle nous empêche de nous arrêter à Saint-Denis, comme nous en avions eu d'abord l'intention, et nous amène tout d'une traite à Chantilly. Nous irions plus loin, sans cette vilaine pluie, une méchante voiture et nos précaires états de santé. Tout cela nous prive encore de parcourir les jardins du château, visite que la Reine se promet de faire quand nous reviendrons de Londres à Arenenberg.

VALÉRIE MASUYER.

L'INCENDIE DE SENLIS

RÉCIT D'UN TÉMOIN

Samedi 5 septembre
(trois jours après l'incendie).

Je ne sais pas si je vis dans un cauchemar. C'est la première fois, depuis que je l'ai interrompu, que je puis continuer mon journal dans une demi-sécurité à...

On conserve ces visions d'horreur, comme un somnambule depuis que tout s'est accompli en un laps de temps dont on perd totalement la notion.

Le jour où j'ai interrompu mon journal, [le mercredi 2 septembre,] après qu'on aurait voulu nous contraindre à quitter notre pauvre ville en danger, voici qu'au cours du déjeuner, la pétarade violente et bizarre se rapproche singulièrement... Je sors sur le Cours. — Les Allemands sont à 3 ou 4 kilomètres, me dit un homme, les obus vont pleuvoir, il est temps de rentrer. — Les vitres tremblent. Henri (mon frère) estime à bien juste titre qu'il est imprudent de demeurer isolés dans notre coin. Il faut mettre notre mère au couvent, et nous à la grâce de Dieu. Ça se décide en cinq minutes, car ma mère et Henri avaient leurs sacs prêts, mais nous hésitons un moment sur le seuil, tant « ça chauffe. » Traversée des promenades et de la ville au son du canon. Les maisons se ferment.

Les sœurs hospitalisent notre pauvre mère. Tout le monde est en prières dans les sous-sols. — On s'embrasse; elle est bien émue. Quand se reverra-t-on? — Nous allons par la ville un peu au hasard. Rue du Puit-Typhaine, le secrétaire de mairie,

MM. M... et C... disent qu'on va bombarder le quartier ou la cathédrale et que le maire recommande aux rares habitans de se cacher dans les caves ou dans les souterrains de Saint-Vincent, ou de gagner la route de Chantilly. — Les coups se rapprochent. Nous allons à Saint-Vincent. Ça se rapproche encore. Nous nous asseyons sur un banc. Ça siffle, mais on ne voit rien. — Nous allons au souterrain ; puis l'attrait absurde de courir un danger, puisque je ne vais pas au feu, d'être utile peut-être à certaines femmes affolées, ma détresse surtout d'abandonner mon chien Renaud, la seule chose vivante qui soit un peu à moi, m'engage à retourner au Tour-de-Ville sous le ciel magnifique et le soleil éclatant.

J'apprends qu'un obus a éclaté près de l'octroi. Je me dépêche. Sous le cours j'entends un autre coup, puis un autre et les sifflemens majestueux qui précèdent l'éclatement. Quelque chose tombe pas loin de moi. Ça fait voler la terre, casse une grosse branche ; un petit caillou me gicle dans l'œil.

C'est le bombardement... J'ai envie d'hésiter, mais je continue. Renaud ! puis la ténacité et le goût humain des émotions. Ça continue aussi et je me demande si je resterai dans ma petite maison... mais on s'inquiétera... et puis si seul ! J'arrive chez moi, Renaud lui-même n'y est plus. Je traverse à nouveau les promenades désertes. — Un autre sifflement au-dessus de moi. C'est beau et long, ces sifflemens, car on se demande toujours où « ça » va tomber. Je me colle contre un arbre. — Rue Saint-Pierre, un autre coup. — Quelques houzards au grand trop me font signe de rentrer dans une maison. — Un autre coup, je crois? J'entre un moment chez Rozycki. — « Y a pas de danger dans le quartier, » me dit-il, — mais un peu plus tard, dit-on, un obus tombait devant chez lui. J'arrive à Saint-Vincent en rasant les murs. Cela me paraît long. Un dernier coup me colle le visage au coin d'un mur rue de Meaux, car... j'ai peur.... Quelques ouvriers circulent encore dans la ville. L'un d'eux est tué devant la mairie. J'ai vu le sang le lendemain. — Notre pauvre cathédrale est assez endommagée, mais c'est blessures glorieuses à sa flèche,... si elle résiste.

Plus tard, M. le Curé nous dira que, du haut de sa maison, il a vu les Allemands dans la plaine viser l'église et tirer assez maladroitement (sous le fallacieux prétexte qu'une mitrailleuse les bombardait eux-mêmes, de la cathédrale.) Retour à Saint-

Vincent. Deux ou trois cents personnes affolées sont parquées dans les souterrains. Beaucoup y coucheront ce soir. — Dans l'un d'eux, un malheureux blessé amené la veille et descendu sous nos yeux de l'ambulance, à cause des bombes, agonise lentement. Atmosphère tragique. L'ennemi approche. Tout peut arriver! Dans un coin près du mourant, M. le Supérieur donne une absolution et un frère aîné bénit son cadet. Le blessé râle et meurt. C'est un pieux enfant des Ardennes. Il a tracé quelques mots pour sa mère. A côté de lui un Allemand blessé qu'on remontera tout à l'heure a murmuré auparavant : « C'est triste, la guerre! »

Je vais de temps en temps aux autres souterrains, cherchant à calmer les malheureux que soutiennent déjà la belle attitude de Mme G..., de M. Ste-B. et d'Henri. — Dans les allées et venues il faut s'aplatir contre les murs, car, — j'anticipe, — les balles siffleront bientôt.

... Voici 3 ou 4 heures. — Hélas! Pierre le concierge vient nous dire qu'un régiment de uhlans descend en bon ordre la rue de Paris. — C'est consommé! Ils sont chez nous. — Mais, dit-on, ils vont traverser la ville sans commettre d'horreurs. Ils paraissent calmes et remercient, car, première et nécessaire lâcheté des vaincus d'un jour, on donne à boire à leurs chevaux.

Je monte avec Henri au troisième étage. Vision radieuse de soleil d'un paysage depuis longtemps abhorré. Nous voyons des fantassins courir du côté du chemin des jardiniers. Nous redescendons. Que se passe-t-il? Quel est donc cet incident? — Un feu nourri, un crépitement sans arrêt... puis un bruit de mitrailleuses; puis, pendant des heures un joli bruit, un petit crissement dans les airs : ce sont des balles.

On va, on vient, on descend encore aux souterrains de Saint-Louis à Saint-Vincent en s'aplatissant un peu contre les murs, car la chanson des balles ne s'arrête pas et on entend un grand « raffût » sur le rempart qui longe la maison. — J'essaie aussi de calmer les malheureuses terrorisées, avec leurs enfans qui ont faim et qui piaillent... Là, vraiment, il faut le dire, on se sent vivre. On sent dans les regards de ces humbles si dociles à la voix, la confiance un peu naïve qu'ils ont dans qui les dirige et, dans cet instant précis, je me rends nettement compte de toute l'action que les classes supérieures peuvent, parfois, et doivent avoir sur les petits.

Une balle perdue vient s'aplatir par une porte du souterrain près de l'abbé B., — très digne en ces journées, — et d'Henri.

Tout à coup, une véritable ruée de malheureux vers nous! — « Les Allemands! les Allemands! Ils frappent à la poterne! » Un moment, je l'avoue, j'ai peur des responsabilités et des conséquences, mais en criant très fort, j'obtiens le silence. Qui a frappé? On ne l'a jamais su, mais étant donnée la situation des lieux, je ne vois pas comment les combattans seraient venus là, car il aurait fallu descendre le mur.

Un demi-calme renaît. — Marthe et Antoinette sont là et une partie du quartier Saint-Vincent. — On donne des paroles d'encouragement, on exprime une confiance que l'on n'a pas, car... je n'en ai pas honte, en sentant les Allemands au cœur de notre chère Ile-de-France, au pied de ce collège paisible où j'ai achevé ma jeunesse, tout à coup je défaille et je pleure.

Ensuite, les Pères, Henri, moi, d'autres nous remontons vers la cour. Un éclat d'obus tombe devant la chapelle, — je ne sais plus à quel moment, —... mais, comme la bête ne perd pas ses droits, j'entraîne Henri au réfectoire chiper un gros morceau de gruyère sur la table à moitié desservie, où demeuraient tristement un plat d'œufs au lait et des tasses de café inachevées.

Parmi les misérables, il est des physionomies que je n'oublierai jamais! Un malheureux infirme qu'Henri aide à descendre et une pauvre aveugle au visage calme, aux yeux morts, aux cheveux d'argent. Pendant trois jours, je l'ai vue assise, résignée, dans les petits coins... Que de détresse dans ces cœurs!...

Au rez-de-chaussée de Saint-Louis, dans l'ambulance, où m'a laissé, assez en péril, car le bombardement recommence, la sœur infirmière qui soigne le blessé allemand, je la rejoins et je m'assieds par terre. Nous sommes abrités par des matelas devant les fenêtres, car les balles ne cessent pas. — Nous prions, puis nous causons. — M. Ste-B..., toujours à l'œuvre, arrive. — Près d'une heure s'écoule. Lentement le crépuscule tombe. On ne sait ni ce qui a causé cette bataille, ni ce qui se passe quand, sur les remparts, à quelques mètres, nous entendons, Mère Joseph et moi, un commandement, un cri rauque qui est comme le symbole de la prise de possession. Le cœur se serre... Je monte aux fenêtres de Saint-Vincent. Sur le cours, une longue file de corps immobiles et poussiéreux couchés par terre et

semblables à des sacs! Ce sont des soldats allemands qui se reposent... Au loin le magasin à fourrages est en flammes... Ça y est!

Plus tard je saurai les événemens. En arrivant à Senlis les Prussiens ont raflé sur leurs portes, suivant leur habitude, plusieurs habitans, — qu'ils ont malmenés et entraînés avec eux pour les mettre devant leurs troupes. — Je suis sûr des faits, car je connais plusieurs de ces otages et deux de leurs femmes m'ont demandé hier d'avoir de leurs nouvelles... Ils prétendent que deux civils ont tiré sur eux. Le fait est controuvé.

Alors à la fin du jour, furieux, ils cueillent au hasard d'autres otages. Dès les premiers coups de feu, ils ont pris sur leurs portes : M. Dupuis, M. Painchaux, Mme Painchaux dans sa cave, Mme Pierre dans la rue, leur disant : « Allez, marchez, si les Français civils tirent, c'est par vos amis que vous serez atteints. » Ils prennent le maire et ils vont exercer d'effroyables représailles... qu'ils auraient peut-être exercées sans cela!

... La soirée vient. Je demeure dans le collège, abri de tant de malheureux; je dîne avec la sœur dans l'ambulance. Elle est obligée de partir et je veille le blessé en attendant les événemens et peut-être les Allemands, s'ils viennent. — Henri avec les femmes de service a rejoint notre mère à Saint-Joseph sous les dernières balles égarées. — Le temps est long et, par les dernières fenêtres de la salle, je vois une lueur de plus en plus rouge : c'est toute la rue de la République qui flambe... Ils ont promené leurs torches. C'est atroce et splendide... Deux maigres bougies éclairent l'ambulance; le blessé ne bouge pas. En bas, on a enseveli le mort en hâte.

Des heures passent, le temps paraît pesant. Je vais à tâtons dans Saint-Vincent, puis je visite les malheureux réfugiés qui grouillent et somnolent dans les souterrains.

Après cela d'autres visions horribles : un blessé nous arrive dans la pénombre de l'ambulance. On le déshabille. C'est un malheureux soldat que l'infirmière est allé demander aux Allemands. Il se traînait dans les rues, perdant son sang depuis des heures. Jamais je n'oublierai la figure convulsée de cet homme, son corps sanglant, ses entrailles ouvertes. Il a six enfans, il répond aux paroles de M. le Supérieur, et il dit « qu'il ne recevra le bon Dieu que si on lui enlève ses balles. » Les ennemis l'ont achevé en lui tirant six coups de revolver dans le ventre et plus

bas. Il a sa connaissance; pudeur touchante, quand on lui enlève ses linges sanglans, il s'excuse de n'avoir pas eu le loisir de se laver les pieds depuis longtemps. Il souffre le martyre, il demande un médecin... Comment avoir celui qui reste ici, dans une ville en flammes et sans doute investie?

Le soldat allemand qui a escorté la sœur a pitié de lui. Il entre dans l'ambulance. C'est le premier « ennemi » qui pénètre ici. Il vient à nous la main tendue... oh!... Il est jeune, gentil; il soupe chez Mme Pierre, se régale de champagne et exige que deux hommes le reconduisent à l'hôpital Saint-Lazare où est le major auquel il parlera pour notre blessé; il dit à celui-ci des mots allemands de consolation. Le Français comprend ses intentions et, se sentant mourir, lui serre la main sur cet adieu : « Bonne chance pour toi, camarade! » Et c'est ainsi que le pauvre diable continue sans le savoir les traditions de la guerre chevaleresque. On nous choisit M. C. et moi pour cette mission. M. C. est marié et père de famille. Il fait valoir que Pierre le concierge, parti vers l'hôpital chez les Allemands depuis plusieurs heures, n'est pas rentré (on l'a gardé en effet comme otage pendant vingt-quatre heures et mis au mur); que M. Dupuis, malgré son brassard, vient de tomber sous les balles, [il a été sauvé], nous dit Mme Pierre, et que pareille chose pourrait nous arriver, ce qui d'ailleurs ne l'empêcha pas de partir. Je « marche, » mais je demande des garanties pour notre retour à tous deux dans cette ville tragique. Je ne réfléchis pas beaucoup. Alors commence la satanique promenade, d'une horrible beauté que je n'oublierai jamais... mais je m'arrête... c'est folie d'écrire dans un tel état d'épuisement.

J'oubliais un détail : nous avons su depuis que le général avait exigé que deux brancardiers reconduisissent le soldat. — Il était formellement interdit de sortir dans la partie incendiée de la ville, cette nuit-là. — Si nous rencontrions l'ennemi nous devions lever les bras en criant : « Hôpital. » — Le soldat nous avait dit aussi d'enlever le drapeau français de Saint-Vincent. Je le fais moi-même avec un domestique pour qu'il ne soit pas touché par l'ennemi; je l'embrasse et je le cache.

Dimanche, 10 heures.

Je continue. Cet homme nous emmène donc baïonnette à la main. Là, pour la première fois, je crois *apercevoir* la mentalité

si étrange de l'Allemand : un homme comme un autre quand il désarme et « en action » un homme qui remplit un terrible sacerdoce, auquel tout est permis. Il n'a qu'un mot : « C'est la guerre! »... Mais je reviens à l'aspect de la ville.

Nous arrivons rue de la République. Jusqu'au faubourg Saint-Martin, ce n'est qu'un immense brasier. A droite et à gauche, nous sommes « inondés » de lumière par les maisons qui flambent, crépitent, s'écroulent. Par les vitres brisées je vois les meubles qui flambent, les cheminées qui tombent; la maison si jolie et si joliment meublée des Lafond, hélas! tout en feu; les rares magasins dont les marchandises crépitent. A gauche, sur les remparts, une grande lueur : on m'a dit que c'était Villemétrie qui flambait. Je ne suis pas encore fixé sur cette nouvelle. Je crois pouvoir espérer qu'elle est fausse ou, du moins, si nous sommes brûlés, c'est depuis, car on m'a dit que nous avions eu seulement nos vitres brisées par les obus.

Notre conducteur se fait un plaisir de nous montrer avec admiration les flammes partout. Il s'excite, nous demande des choses que nous ne comprenons pas; nous montre une maison qu'il a brûlée lui-même, une grande auto qui git, lamentable, sur la voie. — « Franzosen! » crie-t-il, en rôdant autour comme un jeune loup apaisé, mais prêt à montrer les dents; — nous fait signe d'entrer en avant dans une auberge toute noire épargnée par les flammes; nous demande, — en vain, bien entendu, — des allumettes et cherche quelque chose parmi les litres et ailleurs. Je crois bien que ce qu'il cherche, c'est un litre de pétrole, car il ne boit rien et ils ont ordre d'incendier. — Plus loin, dans un petit intérieur coquet, éclairé encore, — ironie, — par le gaz allumé, il nous fait encore entrer. On se demande ce qu'il veut. M. C. lui montre que les murs sont en flammes et que le plafond pourrait bien s'écrouler; il n'en a cure; tranquillement il vide le bureau et il prend une lorgnette, puis il nous dit : « Gut! Gut! » en la braquant sur le brasier. — Il ralentit beaucoup sa marche, musarde; M. C. croit bien que nous ne reviendrons pas. Quant à notre homme, il est un peu gris, je crois... Que fera-t-il de nous, une fois à l'hôpital? Parmi les hypothèses, la plus pénible serait pour moi la pensée d'être, avec force mauvais traitemens, emmené prisonnier; mais... le vin est tiré! Assez fataliste, je suis la destinée. Nous marchons depuis 15 ou 20 minutes. Maintenant il y a des choses noires

par terre; l'une est calcinée à demi. L'homme va de l'une à l'autre, nous les détaille au long du chemin : « Franzose, Franzose, Franzose » ou encore à l'une d'elles : « Camarade. » Ce sont des cadavres. Pas plus de sept ou huit, je crois. Ça paraît très petit. Aux dépouilles d'un soldat mort il arrache sa baïonnette et méthodiquement il la brise. Plus bas encore, un vieillard râle sur le trottoir. Une maison est épargnée. Cela le rend songeur : « Francese? » demande-t-il. « Américaine. » lui dis-je au petit bonheur. Hélas! elle ne sera pas épargnée le lendemain, car l'incendie est réglé et méthodique.

... Enfin, voici l'hôpital. M. C. demande qu'on le laisse à la porte. « *Nein!* » répond l'homme.

Il nous mène dans les dortoirs encombrés de blessés français. Toujours leur but : nous montrer leur force. Quelle joie de voir dans cet enfer une figure amie, l'aumônier, qui me dit : « Ils sont un peu calmés, mais furieux d'être traités de barbares. »

Ils sont sûrs de leur mission et de leur victoire. — Pendant que nous causons à voix basse, le petit incendiaire détrousse avec diligence les effets militaires, mais il donne à l'aumônier les boîtes de pansement qu'il trouve.

Je désirais voir le major. C'est utile pour l'intérêt général et particulier. Il est couché dans le dortoir des Allemands, beaucoup plus nombreux. Il est couché et éreinté! Il promet de venir le lendemain matin voir notre blessé; mais il n'est pas venu. Tout le jour, l'hôpital a été criblé de balles et de mitraille et les malades n'en menaient pas large. Je demande au major qu'on épargne au moins les maisons religieuses où sont réfugiés les malheureux. Il me répond en bon français qu'il part le lendemain, mais qu'il transmettra ma demande et tâchera de réussir. Une excellente dame qui est là et parle allemand a déjà adouci les choses ainsi que la Supérieure et l'Aumônier.

Enfin, on crie quelque chose à la sentinelle et on nous laisse partir. Et, le lendemain, le même Allemand apportait une bicyclette volée à un domestique du collège et des bonbons à la fille de Pierre... Puis, chaque jour, il revenait en chien fidèle. Pierre nous a dit que ce petit ennemi était « très méfiant. » Il racontait avoir tué le jour même un civil qui tirait sur eux et avoir blessé par mégarde une petite fille, à laquelle le lendemain il apportait 10 *mark*. Étrange mentalité des temps de guerre!

Le fait est exact et m'a été confirmé à Saint-Lazare : seulement on assure que le civil ne tirait pas.

Dans la ville, — sauf un malheureux brancardier qui s'était dissimulé à notre vue, — pas une âme, pas un bruit, si ce n'est celui des flammes. Ça brûle, sur notre chemin, d'un feu d'enfer. Il doit être minuit et demi. M. C. et moi nous croyons vivre un rêve...

Arrivés à Saint-Vincent, nous apprenons que Pierre n'est pas rentré et que peut-être il est à Saint-Joseph. Là aussi est la religieuse qui soigne notre pauvre mourant... et ma mère que j'aimerais embrasser. Je propose d'aller chercher Pierre, seul, un peu ému, car les patrouilles, si on en rencontre, ne sont pas tendres. M. C. malade de fatigue me rejoint vaillamment dans la rue. Au presbytère une bougie vacille derrière une fenêtre, falote sous le clair de lune. Nous entrons pour donner des nouvelles au pauvre curé solitaire et courageux. Le soir même il a été mandé au « Grand Cerf » sous peine d'être fusillé. Il se considère comme otage, car on lui a dit qu'on reviendrait peut-être le chercher. « Pauvre ville ! pauvre ville ! » lui ont dit poliment des officiers. Pourquoi ? « Parce qu'elle va être incendiée, » lui ont-ils répondu, « à cause des hommes qui ont tiré sur nos officiers. » Courageusement, il a intercédé auprès du général.

Ensuite, à Saint-Joseph, accueil ému et sympathique des sœurs groupées dans la loge, d'Henri, de ma mère, ma chère mère couchée tout habillée, et retour avec la sœur infirmière.

Le blessé vient de mourir.

Baron ANDRÉ DE MARICOURT.

GEORGE SAND ET SA FAMILLE

PENDANT LA GUERRE (1870-1871)

Rappeler le souvenir de l'année terrible en ce moment paraîtra sans doute d'autant plus naturel, que tout ce qui explique la détresse d'alors justifie l'espoir d'aujourd'hui. Comment, d'ailleurs, la pensée ne se reporterait-elle pas d'elle-même à cette sombre époque, et au spectacle offert alors par chaque foyer? Celui de George Sand, enfoncé au plus épais d'une province centrale, abrité par là même contre l'invasion, épargné par la mort, ne fut certes pas des plus éprouvés en un sens. Cependant, il souffrit du désarroi général; il fut bouleversé par la fuite, les angoisses; il offre en bref l'image de ce que fut le pays. George Sand sentit son cœur de femme battre à l'unisson de la France, et en traduisit l'émoi. Derrière les siens pour lesquels elle tremble, elle aperçoit toujours la grande et douloureuse nation, celle en qui Michelet voyait la nation-martyre, apôtre et victime des idées généreuses qu'elle apporta au monde.

George Sand, revenue de 1848 et inconsolée de l'Empire, quoiqu'elle eût dit depuis longtemps à la politique un adieu plein de dégoût, et qu'elle se fût plongée dans le travail et la vie de famille, n'en interrogeait pas moins toujours l'horizon, se demandant si quelque lueur de l'aurore sociale désirée n'y luirait pas un jour. Le plébiscite lui répondit : la République était plus loin, et l'Empire semblait plus solide que jamais. Elle écrivait à sa fille, sur un ton de colère rancunière qui ne lui est pas habituel :

« Nous entrons dans le césarisme absolu par le plébiscite,

qui donnera certainement plein pouvoir à l'Empereur. En voilà pour une dizaine d'années encore. Quelle société va sortir de cela? Une décadence complète des arts, des idées et des mœurs. Heureusement, il y a le grand mot de Pascal qui est éternellement vrai et qui s'applique à la société comme à la nature. Je te l'envoie. Il console de tout. Il est *mathématiquement* vrai, dans le temps et dans l'éternité : « La nature agit par progrès, *itus* « *et reditus;* elle passe et revient, puis va plus loin, puis deux « fois moins, puis plus que jamais. » Nous sommes dans le *deux fois moins* (1). »

Que faire dès lors, sinon songer en son tranquille gîte de Nohant, écrire, rêver, regarder pousser les plantes, aimer surtout les petits êtres qui, depuis le mariage de Maurice avec la fille de Calamatta, embellissaient son foyer, bref, savourer les joies de mère et d'aïeule? C'est dans une paix patriarcale, compensation de tant d'illusions perdues, que s'écoulait pour elle cette fin de l'Empire, qu'elle augurait plus longue de dix ans. Dans un apaisement qui n'était point une abdication, l'auteur de *Lélia*, devenue la Bonne-Dame-de-Nohant, répandait auprès et au loin les bienfaits de son activité sereine, ici sur des paysans, là parmi les amis ou les frères du travail intellectuel, dans ses lettres à Dumas, à Flaubert, à Harrisse et à tant d'autres. La mort d'un petit-fils, Marc-Antoine, avait rendu plus étroite encore la chaîne qui enlaçait tendrement grand'mère, fils, belle-fille, et les petites-filles Aurore et Gabrielle (*Lolo* et *Titite*.) De jeunes neveux, petits-fils de son demi-frère Hippolyte Chatiron, sont aussi très près de son cœur. Sa fille inquiète et inquiétante, Solange, est en ce moment plus rapprochée d'elle qu'elle ne l'a jamais été, même aux jours cruels de son deuil, quand elle perdit sa fille : elle a fait trêve à ses caprices de jolie femme second Empire, et semble avoir mis résolument le cap sur le travail. Elle a un roman sous presse, dont sa mère corrige les épreuves. Elle élabore une pièce de théâtre où l'Algérie d'Abd-el-Kader est représentée par les personnages de Sélim et d'Amrou. Enfin, elle s'applique aussi à la botanique, et envoie à sa mère des fleurs pour son herbier. George Sand disserte avec elle trois mois avant la guerre, sur « l'*hypécoon procumbens*, vulgairement le *cumin cornu*. » Bref, jusqu'au coup de tonnerre de

(1) A Solange. Lettre du 20 avril 1870. (*Inédite*.)

juillet 1870, elle mène avec les siens la vie qu'elle décrivait naguère en ces termes à Dumas fils : « Maurice est devenu agriculteur, et Lina fermière. Je suis plongée dans la botanique. J'engraisse. Je ne pense à rien. Je suis au comble de mes vœux. Les deux petites sont charmantes. Aurore embellit merveilleusement, et elles ont des santés parfaites. Décidément, le Berry est toujours bon. L'Indre est toujours froide comme un petit glaçon. C'est délicieux... (1). »

Tout à coup, éclate la nouvelle de la déclaration de guerre à la Prusse. Quel réveil !

Dès le premier jour, elle juge l'acte et en mesure les conséquences. Ses lettres à Plauchut, à Edmond Adam et à sa femme, à Dumas, à Henri Harrisse, à Flaubert, au prince Jérôme lui-même, qu'elle estimait pour son caractère, et qu'elle aimait parce qu'il était le républicain de la famille impériale, sont pleines des jugemens les plus fermes, des pronostics les plus décisifs. Elle écrit à Mme Edmond Adam : « J'augure très mal du drame qui se prépare, et j'y vois tout le contraire d'un pas vers le progrès... Je suis très triste, et, cette fois, mon vieux patriotisme, ma passion pour le tambour ne se réveillent pas... (2) »

Ce n'est pas seulement la républicaine qui se désole, c'est aussi la paysanne. Elle voit arracher à la charrue les placides gars du Berry, en plein été d'une année qui fut sèche, presque stérile, et en tout sens terrible. Quelle antithèse entre les vociférations du boulevard et la morne désolation du pays de la *Mare au Diable!* Et quelle leçon de patience, de persévérance, offre à ses yeux le laboureur berrichon ! A Flaubert, le 8 août, au lendemain d'un ouragan : « Le paysan laboure, et refait des prairies, piochant toujours, triste ou gai. Il est bête, dit-on : non, il est enfant dans la prospérité, homme dans le désastre, plus homme que nous qui le plaignons. Lui, ne dit rien, et, pendant qu'on tue, il sème, réparant toujours d'un côté ce qu'on détruit de l'autre. Nous allons tâcher de faire comme lui, et de chercher une source jaillissante à cinquante ou cent mètres sous terre. L'ingénieur est là... » Ce détail ne prend-il pas une valeur de symbole? Pendant que notre sang s'épuise aux frontières, George Sand secourt le paysan aux abois, et fait jaillir

(1) A Dumas fils, 15 août 1869. (*Inédite.*)
(2) *Corr.*, t. VI, premières pages.

des profondeurs du sol une source pour son bétail altéré.

Mais toutes ses pensées ne sont pas à la Cincinnatus. Elle est courageuse, non stoïque. La femme se trahit à ces lignes, adressées à Flaubert encore, le 15 août : « J'ai le cœur faible, moi ; il y a toujours une femme dans la peau du vieux troubadour. Cette boucherie humaine met mon pauvre cœur en loques. Je tremble aussi pour tous mes enfans et amis qui vont peut-être se faire hacher. Et pourtant, par momens, mon âme se relève et a des élans de foi ; ces leçons féroces, qu'il nous faut pour comprendre notre imbécillité, doivent nous servir. Nous faisons peut-être notre dernier retour vers les erremens du vieux monde. Il y a des principes nets et clairs pour tous aujourd'hui, qui doivent se dégager de cette tourmente. Rien n'est inutile dans l'ordre matériel de l'univers. L'ordre moral ne peut échapper à la loi. Le mal engendre le bien. » Ainsi, même du fond de l'abîme, George Sand crie vers la lumière, de la mort vers la vie. Sa vieillesse consolide l'optimisme de sa jeunesse et de sa maturité ; sa foi reste entière. « Désolée, non abattue, » écrit-elle à Harrisse.

En attendant, ce qu'elle voit de plus clair, c'est que, quelle que soit l'issue, l'Empire est fini. Elle écrit le 18 août, au prince Jérôme : « Sachez bien que la République va renaître, et que rien ne pourra l'empêcher. Viable ou non, elle est dans tous les esprits, même quand elle devrait s'appeler d'un nom nouveau, j'ignore lequel (1). »

Quinze jours après, la République était en effet proclamée, et la républicaine ne pouvait pas ne pas s'en réjouir. Le 5 septembre, elle écrit à Plauchut : « Quelle grande chose, quelle belle journée au milieu de tant de désastres ! » Mais elle ajoute aussitôt dans une lettre à Mme Edmond Adam : « Oui, oui, ayons au moins un jour de bonheur au milieu de nos désespoirs. Vive la République quand même ! A présent, il faut reconquérir la patrie (2) ! »

* * *

Reconquérir la patrie ! Ce vœu ardent ne fut pas exaucé. La série des désastres continua, trop présente encore à toutes les mémoires. Après Sedan, ce fut Strasbourg ; après Strasbourg,

(1) *Corresp.*, VI, p. 15.
(2) *Ibid.*, p. 30.

Metz et l'investissement de Paris. Dès le 19 septembre, quinze jours après la proclamation de la République, Paris était assiégé.

Nohant, si bien dérobé qu'il fût en apparence à la marche de l'envahisseur (que rien ne pouvait guère tenter de ce côté), n'en était pas moins aussi menacé que toute autre bourgade, lorsque l'on annonça la marche des Allemands sur Vierzon, sur Bourges, sur Issoudun. Alors le foyer de George Sand n'est plus qu'un de ces innombrables foyers de France où, à la même date, des parens tremblent pour leurs enfans, des amis pour leurs amis exposés ou combattans; où, d'heure en heure, on guette du journal local, de la dépêche officielle affichée à la mairie, du message tombé d'un ballon ou porté par un pigeon voyageur, le signe d'une amélioration dans le pire, le symptôme avant-coureur d'une espérance.

George Sand, dans ces sombres heures, conserve sa lucidité. Elle voit très bien que tout le danger ne vient pas de l'envahisseur. Il y a les bandes noires, ces malfaiteurs sinistres qui de tout temps ont trouvé dans les malheurs publics une occasion de pillages privés; il y a les épidémies; il y a enfin, en l'absence d'hommes, la misère, la disette sous toutes ses formes, disette de vivres, disette d'argent. George Sand, qui ne thésaurisait guère, trouva cependant moyen de faire tenir à un ami une bonne somme pour les blessés, et cette première offrande fut suivie de mainte autre plus cachée, que depuis lors a révélée telle correspondance particulière. La situation du foyer était cependant précaire. Un seul homme à la maison, Maurice, à peine relevé d'une maladie grave, et chargé de la responsabilité du bourg, puisqu'il en était le maire. Autour de Nohant, de ce château rural qui était l'âme du petit pays, une population ou consternée ou affolée; des récoltes très compromises, la famine en perspective, le besoin partout; avec cela, la défense locale, — ou du moins un service d'ordre et de main-forte, — à organiser. Le village de Nohant-Vic n'a que des pompiers. On essaie de transformer ces pompiers en soldats. Maurice leur fait faire l'exercice sur la place de la petite église. Et les femmes font de la charpie pour les blessés. Des lettres s'échangent entre George Sand et sa fille, entre George Sand et ses petits-neveux. Tout cela s'entre-croise et arrive au petit bonheur.

Nous pouvons juger de cette correspondance par ses épaves.

Solange conjure sa mère de quitter Nohant et de se mettre en lieu plus sûr. Elle-même se désole d'être retenue encore dans le Midi entre Toulon et Cannes : ses intérêts sont là-bas, elle bâtit sa villa *Malgrétout*, elle a les maçons sur les bras. Elle insiste. Quel devoir retient la famille à Nohant? Compte-t-on faire marcher les pompiers? George Sand répond, très posément, comme toujours quand elle écrit à son impétueuse fille :

« Jusqu'à présent, il n'est nullement question de faire marcher les pompiers. Il faudra bien que quelqu'un garde les maisons, surtout dans les campagnes, et qu'ils fassent *partie, totalité* en certains endroits, de la garde nationale sédentaire. Maurice a toujours été prêt à tout ce qu'il faudrait être; et, s'il était appelé n'importe où, il irait très solidement; mais nous n'en sommes pas là, quoique nous soyons fort mal.

« Ici, c'est une consternation et un déchirement. On ne voit que des femmes en pleurs. Je m'attendais à ces désastres, à ces douleurs. Ils n'en sont pas plus doux pour avoir été vus d'avance. Reste où tu es. C'est une inquiétude de moins de te savoir si loin des invasions.

« Maurice et Lina t'embrassent. Rassure-toi sur leur compte jusqu'à nouvel ordre (1). »

Cependant Solange, inquiète, laisse en plan bâtisse et ouvriers, accourt du Midi entre le 10 et le 15 septembre, embrasse sa mère et son frère, et leur persuade de mettre du moins la jeune mère et ses deux enfans à l'abri chez des amis, dans la Creuse. Le plan est accepté. Solange convoie donc sa belle-sœur et ses nièces jusqu'à Boussac. Puis elle reprend le chemin de Cannes, où elle s'installera dans une pension de famille. En route, elle écrit à sa mère ce billet, où déjà le désarroi général s'accuse :

Moulins. Lundi.

« Ma chère mignonne, je suis arrivée hier à Moulins, à travers l'encombrement et le transport de troupes. Ce n'est pas aisé de voyager en ce moment. A Lavaufranche, un mécanicien venant d'Étampes a dit que de cette ville il avait entendu le canon gronder, et que le bruit courait qu'après un engagement Vinoy s'était replié sur Paris... Un monsieur venant de La

(1) *Inédite* (fin août ou début septembre 1870.)

Rochelle m'a dit avoir vu arriver les canons de Bourges. Il paraît qu'on dégarnit Bourges. Ici on agglomère des forces... Le *Gaulois* est arrivé le matin ici. On paie un franc pour le lire un instant sur la place de l'Allier. Voilà toutes les nouvelles.

« J'ai laissé Lina et les petites à Boussac, gaies, en bonne santé. Je n'ai que le temps de t'embrasser. Je pars à l'instant pour Brioude.

« Donne-moi de tes nouvelles souvent. Je suis en peine de te voir rester dans une province si à portée de l'invasion. Je te bige comme je t'aime, et j'embrasse Maurice.

« *Sol.* (1) »

Cette lettre, adressée à Nohant, ne devait plus y trouver George Sand. A son tour, la grand'mère fuyait, non devant les Prussiens, mais devant l'épidémie. La petite vérole charbonneuse avait soudain éclaté, et avec une telle virulence, que chacun craignait d'être un véhicule de peste pour son voisin. Plutôt que de colporter le mal en multipliant de foyer en foyer des visites sans efficacité, George Sand s'éloigna de cet air empesté, décidée à revenir à la première accalmie du fléau. Elle répondait donc à Solange, à la fin du mois de septembre :

« Nous voici tous à Saint-Loup (dans la Creuse.) Le lendemain et le surlendemain de votre départ, l'affreuse variole purpurale a fait de tels progrès que nous avons dû partir, Maurice et moi. Nous n'aurions bientôt eu personne pour nous servir, et la crainte de devenir un danger l'un pour l'autre nous a décidés. Je me sentais malade depuis huit jours. Le changement d'air m'a guérie tout de suite. A Boussac, où nous avons couché, j'ai su que tu avais gagné Lavaufranche à temps. Ce matin, je reçois ta lettre de Moulins qui m'est renvoyée de Nohant. Je ne sais pas quand nous pourrons y retourner, à ce pauvre Nohant ! S'il n'y avait que la crainte d'être rançonnés par les Allemands, ce ne serait rien. Mais mourir de la peste ! le courage ne sert de rien, puisqu'au lieu de secourir les siens, on craint de les empoisonner. Si nous ne pouvons rentrer chez nous, nous irons passer l'hiver dans le Midi, du côté de Pau. Nous fuirons le mistral.

(1) *Inédite* (vers le 20 septembre 1870.)

« Il me tarde de te savoir arrivée à Cannes sans encombre. Ne recommence pas un pareil voyage dans de telles circonstances, et tiens-toi renfermée là-bas jusqu'à ce que tout se calme. Les fillettes se portent bien, et nous sommes chez de bons amis où rien ne nous manque. Ne t'inquiète pas. Nous t'embrassons tous. Donne-nous de tes nouvelles ici : *Saint-Loup, par Gouzon, Creuse* (1). »

Solange, d'ailleurs, n'avait pas besoin de cette invitation pour écrire. Ses lettres se multiplient en septembre et octobre. Aux alarmes bien naturelles pour les siens qui guidaient sa plume s'ajoutait la consternation, l'épouvante du spectacle qu'elle avait eu sous les yeux durant son voyage. Navrante peinture !

« Vous êtes heureux dans vos angoisses, écrit-elle, d'être en famille et réunis. La solitude, sans la possibilité de s'occuper avec suite, est odieuse. Quel travail matériel ou moral entreprendre, par l'invasion qui avance, et ronge la France ?...

« Je suis contente de savoir les petites toujours gentilles et bien portantes. Fais-tu, à Saint-Loup, d'innombrables et magnifiques patiences ? Moi, j'ai un peu embrouillé celles que tu m'as apprises. Mais c'est bien joli tout de même !

« Est-ce joli, Saint-Loup ? Ce que j'ai traversé, de Boussac à Moulins, était charmant. Et ensuite de Moulins à Gannat, Clermont, etc. Ce n'est qu'un peu avant Nîmes que le paysage devient laid. Le colysée de Nîmes était plein de zouaves. Ça n'allait pas ensemble, — Belleville, — Nîmes. Le jardin public, avec son temple, ses bains romains, ses beaux ombrages, ses grands canaux à balustrades, sont magnifiques.

« Adieu, ma chère mignonne. Je t'embrasse, toi, Maurice, Lina, les enfans, de tout mon cœur, et je te demande de tes nouvelles (2). »

Solange fait la navette entre sa villa *Malgrétout*, et la pension Penant, à Cannes. Elle continue à s'alarmer, à s'exaspérer dans son isolement. Les réponses de sa mère, durant le mois d'octobre, sont perdues. On voit, cependant, par un billet du 11 octobre à Flaubert, que, si elle a jeté son dévolu sur la Creuse, c'est pour ne pas quitter « le pays, » pour rentrer dans son cher Nohant le plus tôt possible, et s'y rendre utile. Tout à

(1) Inédite.
(2) *Id.*

coup, le 8 novembre, la voilà revenue, ou du moins ayant un pied à La Châtre et un pied à Nohant. Elle a écrit à Solange :

« Je suis à Nohant de midi jusqu'à cinq, depuis trois jours. Je couche et mange encore à La Châtre. A la fin de la semaine, Lina et les enfans viendront avec moi se réinstaller ici. La variole est à peu près finie, et sans gravité maintenant. Maurice ira et viendra, s'offrant pour commander les mobiles ou mobilisés ou mobilisables, comme on voudra. Les derniers contingens ne sont pas formés. Il veut absolument travailler à la défense, n'importe comment, et mon chagrin doit se taire devant son sentiment du devoir. L'ennemi est toujours à Orléans et doit, dit-on, venir à Bourges. Tu vois que nous sommes bien près du péril personnel. Mais on y a tant songé qu'on n'y songe plus. On a usé en soi l'inquiétude et toute la souffrance d'une telle situation. Les peureux eux-mêmes ont épuisé la peur, et peut-être se défendront-ils comme les autres. C'est, je crois, la situation générale; et le désespoir peut faire faire les prodiges de la dernière heure. Peut-être notre défaite, si elle a lieu, coûtera plus cher à l'Allemagne que si c'était une victoire.

« Je viens ici tous les jours travailler pour Buloz, bien que je ne sache pas quand je pourrai lui expédier ma prose. Je ne puis écrire que sur la situation. Les choses d'imagination exigent une fraîcheur d'esprit que je n'ai pas pour le moment. Ici on n'est pas rouge, tant s'en faut. En revanche, on est doux et sociable, et, sans les Prussiens, on y serait en sûreté jusqu'à présent. Les petites vont bien. Ces déplacemens où nous vivons les amusent. Elles jouent à la guerre et aux Prussiens. La peur n'est pas entrée dans leur esprit.

« J'ai voulu t'envoyer de l'argent. La poste n'a pas voulu en répondre. Je suis contente que tu puisses attendre. Dès qu'il sera possible, je t'en enverrai. Tu n'as pas besoin de lettre pour M. D. (1). Tu n'as qu'à te nommer, et lui serrer les mains de ma part. C'est un homme de grande valeur sous tous les rapports, et j'espère qu'il triomphera de l'*ébullition* inséparable des ... (mot illisible) où nous voilà.

(1) Marc-Dufraisse, nommé préfet des Alpes Maritimes. Solange signalait, dans une lettre du 6 octobre, son arrivée, et le bon effet de sa proclamation. Elle ajoutait : « Es-tu restée en relation avec lui ? Si mon souvenir ne me trompe, il te doit au moins la vie. » Marc-Dufraisse la lui devait, en effet, et n'avait garde de l'oublier.

« Je t'embrasse pour moi, pour ton frère, Lina, et les petites, qui poussent comme des plantes en dépit de la tempête. — G. S.

« Nohant, 8 novembre. Il fait froid comme en janvier (1). »

Cette lettre, calme d'apparence, dérobe à Solange les tristes pensées qui ont assailli sa mère quand elle est rentrée dans son cher Nohant. Elles sont consignées dans les pages que George Sand écrivait justement, de une heure à cinq, « pour Buloz ; » c'est ainsi que fut rédigé le *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, paru tranche à tranche dans cette Revue. Comment son cœur ne se fût-il pas serré en se retrouvant, seule, dans ce vide qui sentait la fuite récente ? « Nohant, 6 novembre. La volière est vide, la campagne est muette. Y reviendrons-nous pour rester ? La maison sera-t-elle bientôt un pauvre tas de ruines, comme tant d'autres sanctuaires de famille qui croyaient durer autant que la famille ? Mes fleurs seront-elles piétinées par les grands chevaux du Mecklembourg ? Mes vieux arbres seront-ils coupés pour chauffer les jolis pieds prussiens ? Le major Boum ou le caporal Schlag coucheront-ils dans mon lit après avoir jeté au vent mes herbiers et mes paperasses ? Eh bien ! Nohant, à qui je viens dire bonjour ; silence et recueillement où j'ai passé au moins cinquante ans de ma vie, je te dirai peut-être bientôt adieu pour toujours. En d'autres circonstances, c'eût été un adieu déchirant ; mais, si tout succombe avec toi, le pays, les affections, l'avenir, je ne serai point lâche, je ne songerai ni à toi ni à moi en te quittant ! J'aurai tant d'autres choses à pleurer (2) ! »

Ferme désormais dans sa résolution de s'attendre au pire et d'y préparer son âme avec constance, elle se met au travail, et reprend le sillon interrompu. Se souvient-elle du mot de son maître, Montaigne : « L'accoutumance à porter le travail est accoutumance à porter la douleur ? » Comme toutes les âmes fortes, elle sent son courage croître avec le danger. Le 13 décembre, elle note : « La panique reprend et redouble autour de nous. Depuis que nous sommes personnellement menacés (les Prussiens étaient à Vierzon), nous sommes moins agités, je ne sais pourquoi. Je tiens à achever un travail auquel je n'avais pas l'esprit ces jours-ci, et qui s'éclaircit à mesure que je compte les heures qui me restent. Tout le monde est

(1) Inédite.
(2) *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, p. 175-176.

soldat à sa manière. Je suis, à la tête de mon encrier, de ma plume, de mon papier et de ma lampe, comme un pauvre caporal rassemblant ses quatre hommes à l'arrière-garde (1). »

Toute sa couvée est maintenant autour d'elle, à Nohant. Rassurée sur les siens, elle recommence à s'occuper des gens du bourg, conseillant, dirigeant, soignant, prêchant d'exemple, inépuisable de bonté, de charité. En même temps, elle escorte de ses recommandations auprès de leurs chefs, et elle soutient de ses lettres maternelles un groupe de jeunes Berrichons qui besognent de leur mieux à l'armée, parmi lesquels se trouvent ses deux petits-neveux, Edme et René Simonnet. Elle écrit à Edme, le 7 décembre : « On gèle au coin du feu. Aussi, quand on pense à vous autres, on se désole, on se reproche le pain qu'on mange, et le bois qu'on brûle ! » Au même, à Nevers, le 17 décembre : « Mon enfant chéri, j'espérais avoir des détails sur toi par le retour de René; mais il a eu tant d'occupations qu'il n'a pu venir, et nous ne savons pas si Maurice nous l'amènera aujourd'hui. Nous sommes *absolument* sans nouvelles depuis deux jours; c'est comme si on était au fond d'une tombe. Vous avez pour vous distraire la fatigue du métier, et nous n'avons rien pour échapper à la tristesse et à l'inquiétude. Qui sait pourtant si nous n'aurons pas un bon réveil ! En nous tourmentant pour la France, pour le pays, pour les amis en danger, nous ne sentons que plus vivement ton absence, et nous pensons à toi sans cesse. Lolo et Titite demandent souvent leur petit cousin. » Et elle finit par des amitiés pour Antoine, un sergent, camarade d'Edme au même régiment, et pour Henri, le petit jardinier de Nohant, qui sert, lui, comme simple soldat. Sa tendresse n'oublie personne. Elle signe : « Ta tante, George Sand (2). »

Cependant Solange, à la pensée que les Prussiens approchaient de La Châtre, s'affolait : « Ma chère mère, écrivait-elle de Cannes le 7 décembre, je suis épouvantée de te voir rester à Nohant en dépit de ces terribles événemens. La nouvelle défaite de l'armée de la Loire ne saurait laisser le moindre espoir. D'un jour à l'autre, le Berry peut être envahi. Que veux-tu faire avec une jeune femme et de petits enfans? Ne crois pas que ta présence préservera ta demeure, si les Allemands s'y rendent, et

(1) *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, p. 195-196.
(2) Inédite.

qu'il te suffira de payer rançon le premier jour pour être ensuite délivrée du pillage! Non, pas un château n'est épargné. Le mobilier et tout ce qui n'a pas été enfoui disparaît comme par diabolique magie. Ne pense pas que le nom de George Sand arrêtera, dans son ardeur à détruire, le sous-lieutenant ou le capitaine qui poussera une pointe sur La Châtre. Marc D. (Dufraisse), que j'ai vu il y a une quinzaine, m'a chargée d'insister pour te faire quitter le Berry et de t'offrir l'hospitalité de sa préfecture.

. . . .

« Quelle époque! C'est à devenir fou de douleur, quand on ne peut porter un fusil et courir où l'on est massacré, au cri de : *Vive la France!* Pauvre immortelle France, si souvent ravagée, tant de fois abreuvée de son propre sang! Lorsqu'on est loin de ces boucheries, on est par instant incapable d'accepter la réalité des faits. On est tour à tour indigné et brisé, furieux et désespéré. On attend la nuit avec impatience, afin d'échapper à l'horrible cauchemar de la journée, et l'on s'engourdit dans l'opiniâtre et folle espérance que l'aurore apportera la nouvelle d'un miracle.

« Donne-moi de tes nouvelles. Je me dis que, d'un matin à l'autre, vous pouvez en vous éveillant apercevoir des uhlans dans le bourg, et je suis moins paisible dans le repos de ma retraite que si je me trouvais avec vous sur le théâtre du danger (1). »

George Sand savait fort bien du reste à quoi elle s'exposait. Elle n'avait point la naïveté, — ou la fatuité, — de croire que son nom, célèbre au pays de Heine, pût lui valoir un traitement de faveur. Mais quoi? le pauvre Flaubert n'était-il pas envahi à Croisset, et les bottes prussiennes ne foulaient-elles pas le sanctuaire d'étude où il avait écrit *Salammbô*? Dumas père n'était-il pas en train de mourir dans un coin, à Dieppe? Théophile Gautier n'était-il pas revenu pour partager avec tous les siens les horreurs du siège? Plauchut ne tenait-il pas bon dans sa garçonnière aérienne du boulevard des Italiens? Son propre logis à elle, gardé par la fidèle Martine, rue Gay-Lussac, n'avait-il pas failli être pulvérisé par une bombe, et Martine et le logis n'avaient-ils pas réchappé de cette aventure? N'est-ce pas provoquer le sort que de chercher à s'y soustraire? On envisage

(1) Inédite.

les pires maux froidement, quand leur menace est quotidienne. Telle était, à cette heure, la philosophie de Paris assiégé. Telle était celle de la Berrichonne, attendant à Nohant les Prussiens de pied ferme (1). Aussi résista-t-elle aux objurgations de sa fille.

A plus forte raison résista-t-elle à celles de son gendre Clésinger, qui tout à coup fit une rentrée inopinée, et d'ailleurs honorable, dans la vie de la mère et de la fille. Depuis quinze ans, il avait disparu. Nous avons raconté ailleurs (2) ce que fut cet étrange mariage de Solange avec l'ex-cuirassier sculpteur dont elle s'était entêtée. Non seulement ce mariage mit en lutte la mère et la fille, mais il eut pour conséquence presque directe la rupture de George Sand avec Chopin, qui soutenait Solange et Clésinger dans cette affaire. La vie de bohème que mena aussitôt le jeune ménage, puis le drame qui éclata autour de l'enfant, et la fuite de Clésinger criblé de dettes, en 1855, toute cette triste histoire s'enfonçait maintenant, grâce à la guerre, dans un passé d'oubli. Clésinger pouvait donc espérer que George Sand, menacée dans sa vie, ferait accueil à cette lettre, dont il est juste de lui tenir compte :

Bordeaux, 14 décembre 1870.

« Madame ma mère, je viens de recevoir une lettre de Solange qui me met dans des transes que vous ne pourrez vous y rendre (*sic*), puisque Solange m'annonce que vous voulez rester à Nohant, malgré l'arrivée imminente de l'ennemi.

« Je vous en supplie, cédez à ma prière et à celle d'un ami dévoué que je vous envoie. Faites partir toutes vos choses précieuses, papiers, meubles, etc., etc., dans une charrette pour une destination connue de vous seule, et partez, je vous en conjure. Je sais *de visu* ce dont est capable l'ennemi; j'en arrive. J'ai accepté l'hospitalité de Solange, et je pars pour Cannes. Que le sort heureux vous y conduise, vous et les vôtres, et peut-être un peu de paix viendra parmi nous.

« Je vous dis au revoir, et je vous le dis avec tout mon cœur

(1) Elle se borna, en prévision du pillage, à brûler une masse de lettres, des papiers et des manuscrits personnels. Une partie des archives de Nohant, et non la moins intéressante, a péri ainsi.

(2) *George Sand et sa fille*, deuxième partie.

navré et saignant. L'ami qui vous remettra ces quelques mots écrits à la hâte est un de mes compagnons d'armes auquel vous pouvez avoir toute confiance.

« Je vous salue bien cordialement et espère vous voir bientôt. — CLÉSINGER. »

Cette lettre était précédée d'une dépêche, lancée le même jour de Bordeaux, à 3 heures, ainsi conçue : « Je reçois lettre de Solange; vais à Cannes. Vous supplie de quitter Nohant avec tout votre monde; vous envoie un ami fidèle qui vous aidera dans ce triste devoir. — CLÉSINGER. »

L'ami fidèle en question, un officier polonais, arriva à Nohant plus tôt que la lettre et peut-être même que la dépêche. Il se présenta chez George Sand, le 15 décembre, et, ne la trouvant pas, entra au cabaret du bourg, d'où il lui écrivit, — d'une écriture élégante d'ailleurs, — le billet suivant :

« Au Bouchon. Nohant ce 15 décembre 1870. — Mr Stéfan Poleski, aide de camp commandant le corps Franco-Polonais à l'armée des Vosges (Légions Garibaldiennes) présente ses respectueux complimens à Madame George Sand; il lui demande la faveur d'un entretien de dix minutes. »

Cet entretien ne fut jamais accordé, et c'est ainsi que se termina cet épisode curieux, mais plutôt héroï-comique : voit-on George Sand empiler ses hardes sur une charrette et s'enfuir avec un lieutenant polonais, à la requête de son ex-gendre, pris subitement d'un bel accès de sauvetage envers « madame sa mère ? »

L'intention du sculpteur, en qui l'ancien soldat s'était réveillé lors de nos désastres, n'en est pas moins fort louable. Ajoutons, pour tout éclaicir, que Clésinger avait levé un corps franc à Besançon à ses frais, s'était ruiné à l'équiper, et l'avait vu fondre en deux rencontres autour de Beaune-la-Rolande. Sur ces entrefaites, il avait écrit à Solange une lettre qui tenait de l'adieu et du *mea culpa*, et dont Solange avait été fort touchée. En retour, elle l'invita à venir se reposer un peu à Cannes, et, durant ce bref passage, il fut, dit Solange (qui s'y connaissait et surtout qui le connaissait), « bien et convenable. » Réciproquement sans doute, Clésinger, avec ses à-coups de cuirassier, voulut faire un geste chevaleresque vers la mère. Mais le silence seul lui répondit de ce côté. Solange le pressentait bien. Le 22 décembre, elle écrivait à sa mère : « J'ai reçu de Bordeaux

deux lettres *singulières* de mon mari. Dans l'une il me dit t'avoir envoyé un officier polonais pour le mettre à ta disposition!... Bonne intention, exécutée d'une manière absurde. — Toujours aussi extravagant. Aux deux combats de l'armée de Paladines, il a perdu la moitié de son bataillon, et recommence à le former. Quel mélange que cet homme (1)! »

Et George Sand, de son côté, clôt l'incident par sa lettre du 31 décembre à Solange, en lui envoyant ses vœux; quels vœux en un pareil temps!

« Ne t'inquiète pas. S'il faut s'en aller, nous nous en irons à temps. Comme on ne peut voyager qu'à petites journées, espérons que la neige ne nous bloquera pas. Jusqu'à présent, nous ne sommes pas trop menacés, et la disette ne se fait pas encore sentir.

« J'ai reçu deux lettres de Clésinger, datées de Bordeaux, où il me disait : *Solange m'offre l'hospitalité, je pars pour Cannes.* Je n'ai pas compris, non plus que la visite d'*un ami fidèle* qui m'apportait la seconde lettre. Je ne l'ai pas vu; j'étais absente pour deux jours. Je ne comprends pas davantage cette visite d'un étranger, venant m'offrir des services que je n'ai pas demandés.

« Je suis contente de te savoir loin de tous ces dangers. Je ne prévois pas l'issue. On ne sait rien au juste, tant les nouvelles sont contradictoires, et les propos encore plus fantastiques. Ne te tourmente pas, nous nous portons bien, et nous ne serons pas imprudens pour le plaisir de l'être.

« Nous t'embrassons tous pour la bonne année, qui ne s'annonce pas bien jolie! »

Nohant, 31 décembre.

Là-dessus, elle reprend le fil de ses travaux et de ses bonnes œuvres ignorées. Surtout, elle prêche à tous le réconfort. En janvier 1871, elle relève le moral de Poncy, le poète ouvrier, lequel, à Toulon, se désespère en chants patriotiques. Elle suit le siège de Paris d'un œil admiratif, attendri : « Pauvre Paris! c'était la moitié de mon âme! » Cette héroïque population parisienne, sublime de gaîté et d'endurance, allait au théâtre sous une grêle d'obus : justement, on jouait alors *François le*

(1) Inédite.

Champi, ô ironie des choses ! ce *Champi* qui avait reçu le baptême de la rampe au lendemain d'une révolution, en 1849, et que l'on reprenait, sous le bombardement de 1871, au profit des blessés. Le sort de cette « bergerie, » suivant le mot de George Sand, ne fut décidément pas ordinaire.

Les événemens suivaient cependant leur cours inexorable. Paris affamé s'épuisait en efforts surhumains et impuissans. Un parti de la violence commençait à se dessiner à côté du parti de la défense; le danger était intérieur autant qu'extérieur. L'Empire allemand était proclamé le 18 janvier. Le 19, c'était Buzenval; et Henri Regnault, entre tant d'autres, tombait sur le plateau tragique. L'agonie de Paris allait commencer. Le 28 janvier, fut signé l'armistice.

***

George Sand, alors, s'assura, à force de lettres, du sort de ses amis. Par un bonheur rare, aucun ne manquait à l'appel. Edmond Adam, que l'on avait cru pulvérisé par suite de l'explosion d'un train chargé de poudres dans lequel il se trouvait, sortait de cette catastrophe à peu près indemne. Solange ne souffrait que « d'impécuniosité, » et sa mère s'occupait aussitôt de lui faire parvenir de l'argent. On se ressaisissait donc, et le parti de la guerre à outrance cédait visiblement au parti de la paix. George Sand était pour ce dernier. « La France dit *non*, écrit-elle à Solange le 12 février, et, toute malheureuse qu'elle est, elle est dans le vrai. Dieu merci, il y a une opinion intermédiaire qui l'emportera; c'est la paix discutée, aussi honorable que possible. Nous ne pouvons pas espérer qu'elle ne sera pas désastreuse (1). »

Désastreuse, elle le fut à souhait, cette paix cruelle! Le démembrement projeté pénétra la fille et la mère d'une égale indignation. Et le cri prophétique de Solange est à recueillir aujourd'hui : « La paix, oui, plutôt que cette multitude d'infamies et de lâchetés! *Mais la paix qu'on va nous dicter, c'est la guerre à recommencer, d'autres expériences, d'autres souffrances, d'autres dépenses de sang et d'argent à renouveler. L'Alsace et la Lorraine sont françaises, très françaises, plus françaises à elles seules que*

(1) Inédite.

le reste de la France. Laisser faire de ces provinces une seconde Pologne, n'est-ce pas ménager l'heure présente pour empirer les années qui vont suivre (1)? » Nobles et clairvoyantes paroles, qui prouvent combien, par certains sentimens profonds, Solange était la fille de sa mère, et qu'elle ne se flattait pas en vain de sentir parfois bondir en ses veines le sang du vainqueur de Fontenoy.

Après la guerre, ce fut la Commune. Solange écrit alors des lettres déchirantes. George Sand fut atteinte au fond de l'âme. Elle, la républicaine, la socialiste d'optimisme et de bonté souveraine, comment eût-elle reconnu son temps et son pays ? Ce cadavre pantelant était-il bien la France? Est-ce là que devaient aboutir trois révolutions, trois générations qui avaient pensé, lutté, peiné, souffert pour l'amélioration de la société, l'instruction du peuple, la réconciliation des classes et la fraternité des nations ? Allait-on retourner à la barbarie ? Tout était blessé en elle, le penseur comme la femme, la raison comme l'âme. De désespoir, elle crut mourir.

Cependant, le premier moment de stupeur passé, elle se ressaisit. A l'accablement succéda le recueillement. Et, regardant comme immortelles les idées auxquelles elle avait consacré sa vie, soutenue d'une foi invincible, elle tendit de nouveau les ressorts de son noble esprit. Par-dessus les réalités sanglantes, par-delà le présent borné et obscur, elle apercevait de nouveau les clartés d'avenir à la lueur desquelles elle s'était toujours guidée, même dans ses erreurs les plus mémorables. N'était-ce pas elle qui avait écrit, au lendemain même du coup d'État, cette ligne lapidaire : « Il faut accepter le fait, sans jamais douter de l'idée ? » Ne disait-elle pas, à la même date, en présence des démentis que la politique infligeait à ses rêves de liberté : « Il faut des siècles pour toute réforme fondamentale (2) ? » Ainsi tout grave désordre travaille à l'avancement de l'ordre, toute tyrannie intolérable hâte d'autant le triomphe de la liberté. Et nous voilà dans les *itus et reditus* de Pascal : tout à l'heure « moins que jamais, » et demain « deux fois plus ! » Après les déchiremens de 1871, dès 1872, George Sand adressait cet appel aux chefs des groupes, quels qu'ils fussent : « C'est à la fusion sincère des partis qu'il faut demander de préparer ce grand

(1) Lettre inédite (6 février 1871).
(2) *Souvenirs et idées*, p. 113, 118.

mouvement qui s'appellera peut-être dans l'histoire : la révolution pour l'idéal (1). »

Et l'incorrigible idéaliste n'avait même pas attendu 1872, pour juger la nouvelle Allemagne. Longtemps avant la célèbre *Lettre à un ami d'Allemagne*, de Renan, dès le mois d'août 1871, elle écrivait l'admirable *Réponse à un ami*, d'où nous détachons ces lignes : « Nous aurons à plaindre la nation allemande de ses victoires autant que nous de nos défaites... Toutes ces grandes organisations, où le droit, la justice et le respect de l'humanité sont méconnus, sont des colosses d'argile... Eh bien ! l'abaissement moral de l'Allemagne n'est pas le salut futur de la France, et si nous sommes appelés à lui rendre le mal qu'elle nous a fait, son écrasement ne nous rendra pas la vie ! Ce n'est pas dans le sang que les races se retrempent et se rajeunissent. » Et elle ajoutait, en voyant le triomphe momentané de la force sur le droit : « Une nation qui a perdu l'idéal ne se survit pas à elle-même (2). »

Ces paroles sont bonnes à rappeler, au moment où la France combat pour la liberté des peuples, et où sa cause n'est autre que celle de l'humanité.

S. Rocheblave.

(1) *Impressions et Souvenirs*, p. 257
(2) *Impressions et Souvenirs* (*Réponse à un ami*, p. 64-65).

LA MARINE DANS LA CRISE ORIENTALE

Les conseils de l'Allemagne à la Sublime Porte l'ont décidément emporté. La Turquie est entrée dans le conflit européen par une attaque brusquée, traîtresse, à la mode germaine, exécutée sur le littoral russe par le *Gœben*, le *Breslau* et le *Hamidieh*.

Si, conformément à ses déclarations, la Bulgarie reste neutre, il n'y aura d'autre théâtre continental d'opérations que celui de l'Arménie, où les rigueurs de l'hiver ne tarderont pas à paralyser les mouvemens des armées. La guerre sera donc, pendant quelques mois, à peu près exclusivement maritime, ou du moins les flottes y joueront un rôle prépondérant, soit qu'on ne leur demande que de dominer les mers qui baignent les côtes des belligérans, la Mer-Noire, l'Archipel et le bassin syrio-égyptien de la Méditerranée, la Mer-Rouge et le Golfe Persique, soit, ce qui est plus probable, qu'on les charge de transporter, protéger, débarquer, flanquer, ravitailler enfin d'importans corps de troupes expéditionnaires.

Il est donc intéressant d'examiner la composition et la valeur des forces navales qui vont être engagées dans ces opérations.

On trouverait malaisément une flotte ayant un caractère d'hétérogénéité plus marqué que celui de la flotte turque. On y voit des bâtimens des types les plus variés, répétés d'ailleurs à très peu d'exemplaires et qui ont les origines les plus diverses, ayant été construits ou achetés un peu partout, au gré des circonstances politiques, au gré surtout des influences étrangères qui se sont successivement exercées sur les bords du Bosphore et de la Corne d'Or. Et, pour tout couronner, cette flotte a aujourd'hui pour têtes de file deux unités, — celles que je

nommais tout à l'heure, — dont on ne sait si elles sont restées allemandes ou si elles ont été réellement achetées par le gouvernement turc.

Au personnel, mêmes disparates : sous des officiers dont quelques-uns ont été instruits par l'Angleterre, quelques autres par l'Allemagne et dont le plus grand nombre est dépourvu de connaissances techniques vraiment solides, des équipages empruntés à toutes les races de ce qui reste de l'Empire, et où se trouvent mêlés à de purs Ottomans, peu marins en général, des Grecs de Thrace et d'Asie, plus familiers avec la mer, mais dont la fidélité au Croissant semble bien précaire.

De ces équipages, dont l'entraînement est des plus médiocres, car, faute d'argent, on ne sort guère de la mer de Marmara; de ces états-majors dont la valeur professionnelle inspire des doutes sérieux, quel parti sauront tirer les officiers et sous-officiers allemands que la marine impériale a détachés depuis plusieurs semaines à Constantinople et qui se rangent, — comme, sans doute, toute la marine ottomane, — sous les ordre du contre-amiral Souchon, chef de l'ancienne division navale allemande dans la Méditerranée ?

C'est ce que nous saurons sous peu.

En attendant, voici le tableau de la flotte de combat turque :

a) Cuirassés d'escadre :

Sultan Osman : 27 500 tonnes, 22 nœuds, 23 centimètres de cuirasse au fort, 14 canons de 305 millimètres, 20 de 152 millimètres et 10 de 76 millimètres. Ce puissant cuirassé tout neuf et dont la *mise au point* n'est probablement pas acquise, a été lancé en 1913 aux chantiers Armstrong, qui le construisaient pour le compte du Brésil, sous le nom de *Rio de Janeiro*. L'achat en fut négocié par la Porte au moment des dernières complications avec la Grèce.

Kaïreddin Barbarossa et *Torghout Reïs :* 10 000 tonnes, 15 nœuds, 40 centimètres de cuirasse au fort, 6 canons de 280 millimètres, 8 de 105 millimètres et 8 de 88 millimètres. Ce sont les deux anciens cuirassés allemands *Kurfürst Fr. Wilhelm* et *Weissenburg*, qui datent de 1890, mais qui ont été rajeunis par une refonte en 1904.

Pour mémoire : *Messoudieh*, vieux bâtiment de 9000 tonnes (1874, refonte en 1904), assez bien défendu à la flottaison, mais

peu armé et d'une faible vitesse. On peut toutefois l'utiliser comme garde-côtes. — *Mouïn I Zaffer*, très vieux garde-côtes (1867, refonte en 1907) de 3 000 tonnes, qui n'a que des canons moyens.

b) Croiseurs éclaireurs :

Hamidieh et *Medjidieh*, bonnes unités relativement nouvelles (1903) : 3 900 tonnes, 22 nœuds, 70 millimètres d'acier sur le pont; 2 canons de 150 millimètres et 8 de 120.

c) Contre-torpilleurs ou « destroyers : »

10 unités variant de 300 à 770 tonnes, de 23 à 36 nœuds (?), avec des canons de 100, de 75 et de 65 millimètres, sans parler des canons légers de 37 et 47 millimètres.

Quatre de ces bâtimens, — ceux de 300 tonnes, — viennent du Creusot (chantiers de Chalon-sur-Saône) et ont toujours fait un excellent service; quatre autres, postérieurs de deux ans (1908-1910), furent achetés à Schichau d'Elbing. On a prétendu que ces « destroyers » de 670 tonnes, destinés d'abord à la marine allemande, avaient été refusés par celle-ci pour inexécution ou mauvaise exécution des clauses du contrat. Toujours est-il qu'ils sont fréquemment en réparations.

d) Torpilleurs :

Sept unités, de 100 à 160 tonnes, de 20 à 26 nœuds.

e) Mouilleur de mines :

Nusrat, bâtiment de 360 tonnes en construction, — ou peut-être achevé cette année-ci, — aux chantiers *Germania* à Kiel.

f) Canonnières :

Une douzaine d'unités, dont 7 neuves, de 420 à 510 tonneaux, 14 nœuds et 2 ou 3 canons de 100 ou 75 millimètres. Ces derniers bâtimens ont été commandés en France et lancés en 1912.

Pour mémoire : une douzaine de transports, dont quatre de 4 000 à 5 000 tonnes.

Un cuirassé de 23 000 tonnes, appelé *Reschad V*, en construction en Angleterre, chez Wickers, et qui devait être livré vers juillet 1914, a été retenu par le gouvernement anglais.

La Turquie n'a toujours pas d'autre arsenal que celui de la Corne d'Or, dont les Allemands s'efforcent de raviver les facultés productrices. Une convention avait été signée en décembre 1913 avec le consortium anglais Armstrong, Wickers and C° pour la création d'un arsenal à Ismidt (mer de Marmara, côte asiatique)

et pour la livraison d'un dock flottant de 32 000 tonneaux. Cette convention restera nécessairement lettre morte.

On a beaucoup travaillé, pendant la guerre des Balkans et depuis, aux fortifications des détroits, particulièrement du côté des Dardanelles. Il n'est pas probable que l'on puisse venir à bout de ces ouvrages par une attaque directe, que gêneraient d'ailleurs singulièrement les mines semées aux étranglemens favorables. En revanche, la défense des points vulnérables de l'Empire, — et ces points sont nombreux, — n'a pas été sérieusement organisée. Tout au plus, peut-on faire exception pour les côtes du golfe de Smyrne où le gouvernement turc a fait, dans ces derniers temps, remuer beaucoup de terre. Mais les circonstances géographiques sont, dans ces parages, plutôt en faveur de l'attaque. Il est bien difficile, en effet, de défendre efficacement la presqu'île de Tchesmé, qui commande le golfe, surtout quand on ne dispose plus de l'île de Chio.

La flotte russe de la Mer-Noire est, comme celle de la Baltique, en pleine réfection. A Nikolaïev (chantiers et usines de Nikolaïev, chantiers franco-russes, usines Newsky-Nikolaïev), 3 *dreadnoughts* sont sur cale ou en achèvement à flot, avec 9 contre-torpilleurs et 6 sous-marins. 4 contre-torpilleurs et 3 sous-marins, lancés en 1913, seront sans doute bientôt prêts; mais ce qui serait fort désirable, c'est que l'on pût disposer du beau cuirassé *Impératrice-Marie*, descendu de sa cale le 1er novembre 1913, il y a juste un an. C'est une unité de 23 000 tonnes, qui doit donner 21 nœuds de vitesse et qui, protégée par une armure de 225 mm. d'acier au fort, armera ses tourelles ou ses flancs de 12 canons de 305 mm., de 20 canons de 130 mm. et de 8 pièces légères. Un combat en règle entre l'*Impératrice-Marie* et le *Gœben* tournerait certainement, — à préparation égale, bien entendu, — contre le puissant croiseur cuirassé allemand, qui aurait, à la vérité, grâce à sa supériorité de vitesse, l'avantage de pouvoir se retirer quand il le jugerait à propos (1).

(1) Je rappelle ici les caractéristiques essentielles du *Gœben* et du *Breslau*: *Gœben* (1911) : 24 000 tonnes, 28 nœuds, 3 100 tonnes de charbon, 28 mm. de cuirasse au fort, 10 canons de 280 mm., 12 de 150 et 10 de 88 mm., 4 tubes sous-marins, 1 013 officiers et marins. — *Breslau* (1911) : 4 500 tonnes, 27 nœuds, 1 200 tonnes de charbon, 100 mm. à la ceinture, 12 canons de 105 mm. et 2 tubes sous-marins.

Mais le *dreadnought* russe est-il prêt à combattre ?...

En attendant, voyons quel est l'ordre de bataille de la force navale actuellement disponible et qui a quitté Sébastopol le 2 novembre, à la suite de l'agression germano-turque.

a) Cuirassés d'escadre :

Tri Sviatitelia, *Panteleimon* (Ex *Kniaz Potemkine*), *Johann Zlatoust*, *Sviatoï Evstafii*, unités de 13 000 tonnes environ et de 16 à 17 nœuds de vitesse, armées défensivement de 23 mm. d'acier (sauf le *Tri Sviatitelia* qui pousse jusqu'à 40 cm. au fort) et offensivement de 4 canons de 305 mm., flanqués, pour deux de ces cuirassés, de canons de 203 mm., pour les deux autres, exclusivement de canons de 152 mm. Ce sont, en somme, des types voisins à la fois de nos *Danton* et de nos *Patrie*.

Rostislav et *Sinop*; ces bâtimens plus anciens, de dimensions plus faibles et qui ne portent que du 203 ou 254 mm. comme grosse artillerie, étaient, au cours de la présente année, le premier en réserve, le second en service, mais spécialisé comme bâtiment-école des canonniers. On peut donc émettre un doute sur l'utilisation *immédiate* du *Rostislav* et du *Sinop* dans l'escadre d'opérations.

b) Éclaireurs d'escadre :

Kagoul et *Pamiat Merkouria* (1902-1903), croiseurs rapides de 6700 tonnes; 23 n. 5; 70 mm. d'acier sur le pont principal 12 pièces de 152 mm. et 12 de 75; 2 tubes lance-torpilles;

Almaz (1903), unité beaucoup plus faible : 3 300 tonnes; 20 n.; 3 canons de 120 mm. et 6 de 75.

c) Contre-torpilleurs ou *destroyers*. — Torpilleurs côtiers : 17 unités de tonnages variant entre 240 et 610 tonnes. Ces dernières, au nombre de 4 et du type *Kapitan Sacken*, sont de petits éclaireurs bien armés (1 de 120 mm.; 5 de 75) et filant 25 nœuds.

Il y a à Sébastopol une dizaine de torpilleurs anciens, dont quelques-uns, de 120 tonnes, pourraient aller en haute mer.

d) Mouilleurs et dragueurs de mines :

Prout (5 500 tonnes), *Boug* (1 400), *Dounaï* (1400), dans la première catégorie. On y doit joindre le sous-marin *Krab*, qui peut porter une cinquantaine de mines.

Albatros et *Baklan*, plus 2 torpilleurs anciens dans la catégorie des dragueurs.

e) Sous-marins :

8 unités, dont 5 font partie de l'escadre permanente. 3 de

ces bâtimens (600 tonnes en surface, 950 en plongée ; 15 n. en s., 12 n. en pl.) sont d'un type très récent et dont on dit beaucoup de bien, le type *Boubnof*.

Pour mémoire : plusieurs transports, bâtimens auxiliaires, convoyeurs d'escadrilles, canonnières côtières, yachts, etc.

De grands efforts ont été faits depuis la guerre contre le Japon pour améliorer, sinon au point de vue du recrutement, du moins en ce qui touche l'instruction technique et l'entraînement professionnel, le corps des équipages de la marine russe. On se rappelle sans doute que ces efforts furent traversés, il y a quelques années, par des mutineries qui prenaient leur principe dans la propagande des partis anarchiques. L'escadre de la Mer-Noire fut particulièrement victime de ces agissemens. Des mesures énergiques rétablirent bientôt l'ordre et la discipline et il ne reste de cette crise que le souvenir, déjà presque effacé, d'une épreuve pénible. Quant au corps des officiers, il est plus nombreux, plus homogène, exercé d'ailleurs d'une manière plus continue et plus méthodique que dans la période qui précéda la guerre de 1904. On est en droit d'attendre beaucoup du personnel de la flotte de la Mer-Noire.

La seule base d'opérations offensives de cette flotte est toujours Sébastopol, devenu un grand et puissant arsenal, à qui sa position au Sud de la Crimée donne le plein commandement du Pont-Euxin. Nikolaïev n'est plus qu'un port de construction, mais dont les défenses extérieures, à la bouche du Dniéper, valent celles de Sébastopol même.

En somme, si l'organisation définitive de la flotte méridionale de la Russie se trouve malheureusement un peu en retard sur les événemens, l'escadre de combat qui va se mesurer avec la flotte turque n'en est pas moins dans un état de supériorité qui autorise largement l'espoir de triomphes aussi éclatans que ceux de Sinope et de Tchesmé.

On ne peut douter toutefois qu'en faveur du corps de bataille de la marine ottomane, l'appoint d'unités de la valeur du *Gœben* et du *Breslau* n'ait une valeur considérable. Mais les Russes ont pour eux des contre-torpilleurs et des torpilleurs dignes de ceux qui se distinguèrent si bien dans la guerre de 1877-78; ils ont, de plus, des sous-marins bien entraînés, alors que leurs adversaires n'en ont pas du tout, à moins que les Allemands réussissent à en amener quelques-uns dans la Corne

d'Or par les voies ferrées!... Or, qu'on veuille bien le remarquer, la mise en jeu des sous-marins est particulièrement efficace dans des mers resserrées, sur des théâtres d'opérations restreints. Enfin je vois dans l'escadre de nos alliés des mouilleurs et des dragueurs de mines dont le personnel est exercé et qui feront certainement de bonne besogne, si l'on sait, là-bas, s'en servir aussi bien que les Allemands se servent des leurs dans la mer du Nord. Au demeurant, ne doutons pas que, déjà, dans la Corne d'Or, ne s'arment des mouilleurs et des dragueurs auxiliaires, improvisés par nos habiles adversaires. Ce sont gens avec qui il faut toujours compter en fait de surprises et d'initiatives hardies.

Pour compléter le tableau des forces navales qui entrent en jeu dans les mers du Levant, il faudrait parler de l'escadre anglo-française, qui a déjà signalé sa présence dans l'Archipel par le bombardement des ouvrages extérieurs des Dardanelles. Je m'abstiens d'en donner la composition. Il suffit de savoir que ce groupe est emprunté à l'armée navale française de la Méditerranée et à la « Mediterranean fleet » anglaise. On ne se trompera sans doute pas beaucoup en supposant que les emprunts ont porté surtout sur les croiseurs cuirassés du type *Indomitable* de la flotte britannique et du type *Ernest Renan*, de la nôtre. Ajoutons-y nombre de bâtimens légers, et souhaitons que sous-marins et hydroaéroplanes aient pu trouver leur place dans cette réunion de bâtimens : ils feront parler d'eux.

Faut-il, en finissant, dire un mot de la petite flotte grecque et de la marine italienne ? Pas encore. La Grèce vient de notifier une neutralité qui, à tout prendre et pour le moment, satisfait aux intérêts des Puissances alliées. L'Italie continue de se recueillir. L'ouverture, prochaine, peut-être, de la succession de « l'Homme malade » ouvre cependant aux ambitions de nos voisins un champ aussi vaste que celui qui borde l'Adriatique ou que domine la crête des Alpes Rhétiques.

Attendons. Tout vient à point à qui sait résister victorieusement aux assauts formidables des Teutons en Lorraine, en Champagne, en Belgique.

Contre-amiral Degouy.

UNE CAMPAGNE D'OPINION

AVANT

L'ENTENTE CORDIALE

Thirty years Anglo-French Reminiscences (1876-1906), by Sir Thomas Barclay. London, Constable and C°. 1914.

Au moment même où l'Entente cordiale, transformée par les circonstances en une étroite alliance, allait rapprocher sur les champs de bataille les deux armées anglaise et française et proclamer en vue des traités futurs la solidarité des deux nations, un livre curieux de *Souvenirs* nous apportait sur les origines de ce rapprochement le témoignage d'un ami de la France qui n'y fut pas étranger. Quel chemin parcouru en dix années! Quelle leçon nous donne la force des choses, je veux dire l'évolution de l'Entente et le progrès fatal qui a porté ensemble dans la guerre deux grands peuples amis de la paix, dont l'unique dessein avait été de la maintenir entre eux d'abord, puis de l'assurer au reste de l'Europe! Sir Thomas Barclay n'a pas écrit un ouvrage d'histoire diplomatique; il s'est moins attaché à suivre les tractations dans leur développement et leur ensemble qu'à raconter, parmi d'autres souvenirs de sa vie en France, ce qu'il en avait vu et la part qu'il y avait prise. Son livre n'est pas « objectif. » Il participe du journal intime et des mémoires. Il a un accent familier et personnel.

« Quand les archives des deux Ministères des Affaires étrangères et les lettres et mémoires de divers ministres et diplo-

mates étrangers encore vivans pourront être utilisés, les écrivains d'une génération future seront mieux placés que ceux d'aujourd'hui pour comprendre des événemens dont nous ne faisons encore que soupçonner la véritable signification.

« Ces *Souvenirs* ne se proposent point de suivre pas à pas ni d'épuiser la période à laquelle ils se rapportent. Je n'y parle que de ce qui a été plus ou moins l'objet de mon expérience personnelle, et le lecteur n'y doit rien chercher de plus... S'il rencontre parfois des digressions qui risquent de lui causer quelque impatience au milieu d'un sujet où il s'intéresse, qu'il s'imagine alors être au fumoir d'un club, à écouter les bavardages d'un habitué qui n'est plus jeune et raconte ses histoires avec tous les à-côté; qu'il n'oublie pas enfin que ce sont là seulement des souvenirs. »

Ne l'oublions pas non plus et usons du livre comme tel. Il nous rappellera des faits connus, qu'il n'est pas indifférent de replacer dans leurs conditions d'origine et de revoir à la lumière de ceux qui les ont suivis.

* * *

Sir (alors Mr.) Thomas Barclay était arrivé à Paris en 1876 comme un des correspondans du *Times*. Ce jeune Écossais de vingt-deux ans avait été, nous dit-il, saturé dès son enfance des choses de notre pays, élevé dans la foi au caractère émancipateur de la culture française. Son grand-père et son père lui avaient appris à regarder le génie français comme « le moteur de l'intelligence humaine dans le monde. » Le seul nom de la France représentait à son imagination tout ce qu'il y a de libre, de brillant et de raisonnable. Là, les idées nouvelles pouvaient se faire écouter, là tout était jeune, les chefs et les institutions mêmes. Le pays lui apparaissait comme un vaste *séminaire* politique, au sens où les Universités allemandes, qu'il avait fréquentées, prennent ce mot, et le jeune homme était enthousiaste de tout ce qui ressemblait, pour la libre discussion, au séminaire où son esprit avait exercé ses premiers pas.

Il fréquenta d'abord des économistes : Levasseur, Michel Chevalier, Garnier, étendit bientôt ses relations dans le monde de la naissante République, connut Mme Adam, Jules Simon, Georges Picot, Crémieux, Gambetta et M. Joseph Reinach, enfin, par Mme Pelouze et son frère M. Wilson, Grévy lui-même.

Comment lui apparurent alors les rapports franco-anglais? « Gambetta avait commencé à accueillir l'idée qu'il était dans l'intérêt de la France, parmi les problèmes intérieurs qui l'agitaient, de cultiver l'amitié de l'Angleterre et de se concilier l'opinion publique anglaise en montrant que la nouvelle forme républicaine de gouvernement ressemblait à celle de l'île voisine pour les garanties qu'elle offrait au libre jeu des forces populaires et la manière dont elle subordonnait l'administration à la volonté de la majorité électorale. En 1877, allait se poser la question du renouvellement du traité de commerce anglo-français de 1860, dénoncé par la France pour l'année 1878, et c'était là, semblait-il à Gambetta, une occasion dont il y aurait peut-être lieu de tirer parti. En tout cas, il valait la peine qu'on s'appliquât à éviter les mauvais sentimens entre les deux pays si les négociations échouaient. »

Mais la période des difficultés allait s'ouvrir avec les affaires d'Égypte qui, pendant vingt ans, devaient envenimer les relations franco-anglaises et aboutir à l'incident de Fashoda. Tout au long de cette crise, à travers d'autres incidens non moins défavorables à la cause que défendait M. Barclay, — la guerre anglo-boer, la visite du président Kruger à Paris, l'affaire Dreyfus, — cet ami de la France ne perdait pas de vue son idéal et ne désespérait pas un seul instant de le réaliser, ou, pour mieux dire, en homme pratique, il ne cessait pas un seul instant de travailler à sa réalisation.

Idéaliste et pratique, tel est, en effet, le caractère écossais, qui se manifeste si nettement dans les conceptions et la conduite de Sir Thomas Barclay. Un rapprochement entre la France et l'Angleterre dans l'intérêt des deux pays et en faveur de la paix : voilà l'idée qui ira se fortifiant et se précisant dans son esprit. Déjà il se règle d'après les vues qu'il a formulées plus tard :

« L'Angleterre et la France, par leur position géographique, par leurs affinités politiques, par leurs différences de caractère qui les rendent indispensables au développement intellectuel l'une de l'autre et la divergence de leur activité industrielle et artistique qui fait qu'elles se complètent mutuellement, ont pour mission de s'unir et non point de s'opposer dans le monde. Elles n'ont pas moins à attendre de leur amitié qu'à redouter de leur antagonisme. L'Angleterre et la France, comme démocraties, n'ayant rien à gagner à la guerre, sont

nécessairement des facteurs de paix, et leur amitié serait un premier pas vers la réduction de ces armemens que l'empereur de Russie en 1898 a justement dénoncés comme un fardeau écrasant qu'il est de plus en plus difficile aux nations de supporter. »

Le rapprochement est donc désirable, il est possible : il faut qu'il soit. C'est cette conviction et cette volonté qui allaient soutenir l'effort de M. Barclay jusqu'au jour où, voyant l'œuvre accomplie, il se plaira, la plume à la main, à rappeler la part qu'il y a prise et à retracer les phases par où il l'a vue passer.

* * *

Nul ne méconnaît aujourd'hui l'importance internationale des questions économiques, et M. Barclay était mieux placé que personne pour en tenir compte. En 1882, il était élu secrétaire de la Chambre anglaise de commerce de Paris, dont il devait devenir plus tard vice-président, puis président. A ce moment, la grande question était encore celle du traité de commerce anglo-français. Le traité de 1860 avait été une œuvre de coopération où les gouvernemens d'Angleterre et de France s'étaient montrés résolus de part et d'autre à faire disparaître, autant qu'il était en leur pouvoir, les obstacles artificiels à leurs rapports commerciaux. Des négociations, engagées en 1877, avaient échoué, comme elles allaient échouer de nouveau après une reprise en 1881. Cette date marque d'ailleurs, dans les rapports franco-anglais, l'ouverture d'une période de tension, pleine de difficultés et de malentendus. La visite des marins russes elle-même, en 1893, put être interprétée par le public parisien, sinon français, comme le signe d'une entente contre l'Angleterre avec l'ennemi de l'Angleterre en Asie. L'Angleterre était pareillement l'ennemi de la France en Asie, dans le Levant et en Égypte. Bref, la Russie et la France avaient un ennemi commun. De là leur rapprochement.

La suite des faits a suffisamment montré combien cette manière d'envisager les choses était inexacte, puisque l'alliance franco-russe devait aboutir, au contraire, à la Triple Entente. Dès 1894, Lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre à Paris, avait suggéré à M. Hanotaux, alors ministre des Affaires étrangères, qui avait fait à cette suggestion un accueil cordial, l'idée de provoquer dans les deux ministères un essai de règlement

de toutes les difficultés pendantes, avec la question d'Égypte comme point central. Le public, nous dit Sir Thomas Barclay, n'a pas connu jusqu'à ce jour le sérieux effort tenté alors par ces deux hommes d'État pour amener une entente entre les deux pays. Le projet élaboré ne parut, malheureusement, acceptable ni à l'un, ni à l'autre des gouvernemens. Peut-être les difficultés vinrent-elles de la question d'Égypte et de celle du Haut-Nil, l'Angleterre étant de plus en plus convaincue que l'occupation était pour elle une nécessité géographique et que rien ne devait la limiter, tandis que du côté français le sentiment contraire n'était pas moins fort. En tout cas, le résultat confirma l'ambassadeur dans l'opinion qu'avant de songer à faire aboutir un rapprochement diplomatique, il était indispensable de modifier l'atmosphère parlementaire.

En attendant, les relations franco-anglaises restaient fort peu satisfaisantes et Lord Dufferin en fit la remarque à M. Barclay, un soir de juin où l'Ambassade offrait son banquet annuel en l'honneur de l'anniversaire de la reine. « Des efforts privés, dit-il, réussiraient peut-être là où les gouvernemens semblent échouer. Votre Chambre de commerce fait une bonne besogne, dans l'esprit qui convient. Mais le sentiment anti-anglais est probablement moins fort dans le monde du commerce, dont les intérêts matériels pourraient souffrir d'une riposte anglaise. Quant aux basses classes, je doute qu'elles aient là-dessus un sentiment quelconque. C'est le monde politique, ce sont les classes et professions où il se recrute, qui attisent les rancunes et l'irritation. La Société que vous vous proposez de fonder pourrait changer cela en groupant des personnes qui appartiennent à ces classes. »

Lord Dufferin, qui voyait ici très juste, faisait allusion à la Société franco-écossaise. Ce projet de M. Barclay est caractéristique de son esprit et de sa manière. Écossais, il se proposait tout naturellement de s'appuyer d'abord sur la tradition franco-écossaise, qui est celle d'une vieille entente et d'une longue amitié. La formation d'une Société franco-écossaise, fondée sur les relations historiques de la France et de l'Écosse, était un dessein à la fois ingénieux, raisonnable et pratique. Cette Société elle-même pouvait rattacher sa fondation à un objet précis, concret. Il y a à Paris, rue du Cardinal-Lemoine, une maison du XVIIe siècle, qui garde, au-dessus de son portail, cette

inscription en vieux caractères : COLLÈGE DES ESCOSSOIS (1). L'origine du Collège des Écossais remonte aux temps héroïques de Robert Bruce. Balliol l'aîné avait fondé un collège à Oxford pour favoriser l'éducation des Écossais dans les idées anglaises. Robert Bruce fonda le Collège des Écossais à Paris pour favoriser l'éducation des Écossais dans les idées françaises. Ils datent tous les deux à peu près de la même période. En 1690, le collège de Paris fut transporté dans l'immeuble en question par Robert Barclay. Le nom de ce Principal est inscrit avec beaucoup d'autres noms écossais, dont quelques-uns fameux, sur les tablettes funéraires de la chapelle. M. Thomas Barclay, un homonyme, voulait faire de cette vénérable demeure le siège et le centre du mouvement franco-écossais. Il supposait que d'importantes correspondances devaient exister ensevelies dans les archives de familles des deux pays, les lettres de France en Écosse et les lettres d'Écosse en France. La Société travaillerait à réunir ces fragmens dispersés. On échangerait des visites entre Écossais et Français, et on trouverait ainsi, on provoquerait des occasions d'entraîner les Anglais dans le mouvement. Rien n'empêcherait alors de l'étendre et de le généraliser. On pourrait faire valoir, à cette fin, toutes les considérations propres à rapprocher les deux pays : l'Angleterre est le meilleur client de la France; d'un pays à l'autre il y a toujours eu une certaine estime réciproque entre les individus, des sympathies et admirations littéraires; les Français prennent un intérêt croissant aux sports anglais...

Il s'agissait donc d'améliorer les sentimens et de trouver, à cette fin, un terrain d'ordre en quelque sorte immatériel qui pût se faire accepter par les deux peuples sans aucun sacrifice d'intérêt de part ni d'autre. Le point de ralliement pourrait être un traité permanent d'arbitrage entre les deux pays. Ce résultat obtenu, on se trouverait alors en état d'aborder, dans des dispositions qui permissent de les résoudre, les conflits d'intérêt existant sur tous les points du globe : Égypte, Maroc, Nouvelles-Hébrides, Nouvelle-Calédonie, *French Shore* de Terre-Neuve, etc. En attendant, il fallait prendre garde de ne pas soulever l'opposition ni la jalousie des pouvoirs constitués, agir aussi discrètement que possible, sans comité central ni souscriptions, se

(1) L'immeuble est occupé aujourd'hui par l'institution Chevallier, bien connue comme école préparatoire aux baccalauréats.

borner, comme moyens, à des articles dans les périodiques pour provoquer l'intérêt sur la matière, à des interviews dans les journaux, à des discours et conférences en Angleterre et en France; s'appuyer enfin sur les Chambres de commerce des deux pays, les conseils municipaux en France, les *Trade Unions* en Angleterre, les hommes politiques les plus influens, des comités spéciaux.

Bref, le dessein de M. Barclay fut, dès le premier jour, de créer une atmosphère favorable à la suppression des causes de frottement et d'assurer l'avenir des deux pays contre les surprises du sentiment populaire par la conclusion d'un traité permanent d'arbitrage.

A l'automne de 1894, il développa son plan à quelques-uns de ses amis du monde politique, en particulier à MM. Ribot, Léon Bourgeois, Jules Simon et Léon Say, qui l'encouragèrent de tous leurs moyens. Du côté écossais, il n'eut pas de peine à obtenir de nombreux et précieux concours. La première réunion de la Société fut tenue à Paris, au printemps de 1897. Jules Simon présidait et prononça un charmant discours. Il souhaitait la bienvenue aux hôtes de la « nouvelle et luxueuse Sorbonne, » et se demandait si on ne l'avait pas choisi pour cet office, lui, le vieil idéologue, parce qu'il était lui-même « une sorte de débris de la vieille Sorbonne, un petit fragment qu'on n'a pas démoli pour faire place aux nouvelles idées dont ce magnifique édifice représente la victoire, fragment d'une pittoresque ruine. » Puis l'incomparable virtuose, s'emparant d'un de ces thèmes oratoires où il excellait, évoquait mélancoliquement le souvenir de la glorieuse Université « dont nos aïeux se sont saturé la pensée et qui a toujours été le point de ralliement entre l'esprit de France et celui d'Écosse. C'est ici que Voltaire et Hume ont tous les deux ressenti leurs premières inspirations. C'est d'ici que vos Universités d'Écosse ont pris leur modèle. Et encore aujourd'hui, c'est ici que vous êtes venus de ces Universités rendre hommage à la sœur aînée. » L'allocution se terminait par un retour à ce qui en faisait l'objet : « Notre vieille alliance d'esprit, nos luttes communes dans ce théâtre de guerre qu'est l'Université, sont un lien d'union que nous n'oublierons jamais. »

Ce lien d'union, M. Barclay faillit se trouver bien empêché de le faire servir à former les premiers nœuds de l'entente

franco-anglaise. Une difficulté qu'il n'avait pas prévue se présenta. Quelques patriotes écossais, fort indiscrètement nous dit-il, firent courir à la réunion le risque de dégénérer en une manifestation anti-anglaise. Une gravure de M. John Duncan, représentant Jeanne d'Arc entourée de ses archers d'Écosse, et offerte à leurs amis de France par les membres du Comité écossais, éveilla une alarme que M. Barclay s'empressa de calmer en composant « quelques vers d'atténuation » qu'il fit imprimer en toute hâte et glissa dans l'enveloppe avec l'épreuve. Nous regrettons qu'il n'ait pas jugé à propos de préciser un peu le caractère de cette alarme et de nous faire connaître la strophe diplomatique destinée à la calmer. Mais il écrit à ce propos contre le particularisme écossais une page fort curieuse, qui ne nous paraît pas étrangère à l'intelligence de ses desseins :

« Il y a des Écossais, dit-il, dont l'orgueil se révolte d'être comptés pour de purs Anglais. Ils perdent bien vite des idées pareilles quand ils ont vécu quelque temps sur le continent et en particulier dans l'Europe orientale. L'expression moderne de « Grande-Bretagne » reste sans force et n'évoque rien des grands souvenirs historiques. Le nom de l'Écosse ne représente guère à l'étranger ignorant que des hommes en kilts, des lacs, des bruyères, des collines et Walter Scott, mais aucune grande entité politique. C'est l'Angleterre que le monde voit se dresser devant lui. Le roi, dont le nom a tant de prestige, n'est pas le roi du Royaume-Uni, ce n'est pas le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, ni le souverain de l'Empire britannique : c'est le « Roi d'Angleterre, » — le plus grand titre historique du monde. Et il en est de même du nom de l'Angleterre en général. Écossais et Irlandais peuvent être fiers d'être appelés Anglais : qu'ils s'attachent à ce nom, si fiers qu'ils puissent être de leur titre secondaire. »

De ce point de vue, le fondateur de la Société franco-écossaise ne pouvait la considérer et ne la considérait, en effet, que comme un moyen de rapprochement franco-anglais. Il ne nous dissimule pas qu'à cet égard il se trouva quelque peu déçu. Non seulement il échoua dans son projet d'acheter le Collège des Écossais, mais encore, pour le malheur de ses « desseins cachés, » la Société ne tarda pas à faire œuvre d'éducation plus que de politique, et si elle rendit par ce moyen-là, si elle rend encore de beaux services à la cause de l'entente, elle n'en a

pas moins perdu progressivement ses appuis politiques du début. Et cela ne faisait point le compte de M. Barclay.

La réunion de 1898 eut lieu à Édimbourg et, comme la première, groupa des Français et des Écossais éminens, ce qui contribua sans aucun doute à préparer le déclin du sentiment anti-anglais en France. On devait se réunir de nouveau à Paris en 1899; mais tous les efforts de M. Barclay échouèrent contre le ressentiment soulevé par l'affaire de Fashoda. Nous étions de plus en pleine affaire Dreyfus. Les relations anglo-françaises traversaient la crise la plus aiguë qui les eût jamais menacées sous la République.

* * *

M. Barclay eut le grand mérite de ne pas désespérer. Il savait qu' « il y a toujours eu, parmi les Anglais cultivés, en dépit des malentendus diplomatiques, des admirateurs et des amis de la France. » En convaincre les Français, voilà la tâche qu'il s'était assignée. Il n'y en avait pas de plus utile, ni qui fût plus propre à seconder les efforts de la diplomatie.

Nous n'avons pas à retracer ici la suite de ces efforts, et il est à peine besoin d'en rappeler les résultats. La visite du roi Édouard fut l'acte hardi et habile, l'initiative généreuse qui enleva toutes les résistances de l'opinion. Sir Thomas Barclay nous donne sur les antécédens de ce grand événement quelques détails qui en soulignent la portée. Comme président de la Chambre de commerce de Paris, il avait transmis, au printemps de 1900, l'invitation adressée pour l'Exposition prochaine à l'Association des Chambres de commerce anglaises. Il insista dans son discours sur la popularité du Prince de Galles, qui était président de la section britannique à cette Exposition. D'autre part, il faisait une démarche, à l'instigation de « très importans amis français, » auprès de Lord Knollys en vue de pressentir le Prince au sujet d'une invitation à visiter l'Exposition. Il était autorisé par ses amis à assurer Son Altesse royale qu'elle serait accueillie de la manière la plus cordiale et la plus respectueuse et que, étant donnée sa popularité à Paris, sa visite favoriserait certainement et hâterait la restauration de l'amitié anglo-française. Quand il vint prendre la réponse, Lord Knollys l'informa que Son Altesse estimait devoir se ranger à l'avis des conseillers accrédités de la couronne, et que

ces conseillers voyaient les choses tout autrement que M. Barclay et ses amis français en ce qui concernait le sentiment public en France. L'invitation serait donc certainement déclinée. Trois ans plus tard, celui qui était non plus le Prince de Galles, mais le roi d'Angleterre, prenait sur lui de venir à Paris et n'avait pas à regretter sa décision.

Nous n'aurons jamais trop de reconnaissance et d'admiration pour le grand souverain qui ouvrait ainsi une phase nouvelle dans l'histoire de l'Europe contemporaine. Il s'en fallait de beaucoup, surtout à Paris, que l'atmosphère, après tant d'orages, fût tout à fait sereine, et la Chambre de commerce de la capitale n'avait pas encore osé émettre une résolution en faveur de l'Entente. M. Barclay, à la lecture de l'entrefilet qui annonçait la visite royale, téléphona au secrétaire de la Présidence, qui lui donna confirmation de la nouvelle et lui offrit une audience du Président. Au cours de cette entrevue, M. Barclay exprima l'opinion que la visite devrait être ajournée à l'année suivante. Mais le Président déclara que c'était impossible, qu'un ami personnel du Roi l'avait arrangée et que Sa Majesté elle-même désirait qu'elle eût lieu. Aussi bien, du côté français, on expliquerait aux chefs de partis et aux guides de l'opinion que le roi d'Angleterre n'est pas un souverain à la charge duquel on puisse mettre les actes de tel ou tel gouvernement particulier, que le Roi avait toujours été un ami de la France, et que, pardessus tout, la France avait un devoir d'hospitalité à remplir en même temps qu'un intérêt à défendre, celui de la paix entre deux peuples qui, en dépit d'égaremens occasionnels de part et d'autre, représentent tout ce qui est grand et noble dans l'histoire de l'humanité. Par prudence, on recommanderait aux enthousiastes de modérer leurs acclamations et aux mécontens de se taire.

De son côté, M. Thomas Barclay jugea bon d'aller faire campagne en Écosse et au nord de l'Angleterre, de manière à y créer un courant de sympathie auquel la France voudrait répondre. Accompagné du correspondant du *Temps* à Londres, M. Charles Schindler, il organisa des réunions à Glasgow le 20 avril, à Édimbourg le 22, à Dundee le 24, à Galashiels le 27. Sous le patronage des Chambres de commerce et avec l'aide des premiers citoyens de ces quatre grands centres, des comités locaux furent formés pour le développement de l'entente anglo-

française. Le 1er mai, le Roi arrivait à Paris. On sait l'accueil qu'il y reçut et le mouvement d'opinion qui, à cette occasion, rapprocha les deux peuples. M. Loubet rendait à Londres la visite royale au mois de juillet de la même année. Le 14 octobre était signé le traité d'arbitrage anglo-français, premier article, ou plus exactement encore article préliminaire d'un programme qui s'assignait, on le savait bien, d'arriver à une entente effective. Le 8 avril 1904, toutes les difficultés étaient réglées et les accords publiés.

* * *

De 1898 à 1903, M. Barclay, nous l'avons vu, n'avait cessé de poursuivre ses desseins d'amélioration des rapports anglo-français. Entre autres moyens, il s'était servi de la Société française d'arbitrage, présidée par Frédéric Passy. C'est devant quelques membres de cette Société, — le président lui-même, le secrétaire M. Décugis, M. Charles Richet, M. Georges Lyon notamment, — qu'il prononça, à la mairie de la rue Drouot, le 27 mars 1901, un discours en faveur de l'arbitrage obligatoire entre la France et la Grande-Bretagne, qui ouvrit pour lui une nouvelle phase d'action méthodique. Le vénérable M. Frédéric Passy s'exagérait peut-être l'importance de cette manifestation quand il y voyait l'idée première de l'entente cordiale (1). Mais le correspondant du *Times* restait dans la note juste en écrivant que ces idées d'arbitrage, si on y revient sans cesse et avec sincérité, finissent par pénétrer peu à peu dans les esprits et par gagner l'adhésion publique.

M. Barclay fit dès lors sanctionner, en quelque sorte, son idée d'un traité général d'arbitrage entre le Royaume-Uni et la France par les Chambres de commerce des deux pays, par l'Association des Chambres de commerce du Royaume-Uni, par l'Association de Droit international. Ce fut une campagne de deux années où il déploya une infatigable activité et qui le porta jusqu'en Amérique. Nous n'entrerons pas dans le détail des difficultés qu'il rencontra, ni des déceptions qu'il eut à subir. Ses *Souvenirs* nous renseignent abondamment là-dessus. Mais nous sommes surtout frappés, à distance et dans les circons-

(1) Frédéric Passy, *Pour la paix*, Paris, 1909.

tances présentes, de l'esprit qui animait ses efforts et de l'illusion où il s'abandonnait. Sir Thomas Barclay, — car un titre anglais de « chevalier » lui a conféré en 1904 ce premier degré de la hiérarchie nobiliaire, en même temps que le gouvernement français le nommait officier de la Légion d'honneur, — Sir Thomas Barclay est un « pacifiste. » Il s'inspirait dans ses démarches et se servait dans ses moyens des doctrines et des instrumens du pacifisme. C'est un curieux chapitre de son livre, et que les événemens éclairent aujourd'hui d'une lueur blafarde, celui qu'il intitule : *Une ère nouvelle : l'Allemagne*. Il s'attache à y montrer que l'entente anglo-française ne pouvait être considérée ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne, comme opposée à l'amitié anglo-allemande. Rien de plus vrai, en ce sens que l'entente était, en effet, essentiellement pacifique dans ses desseins. Mais cette « amitié » fut-elle jamais autre chose qu'un rêve de Sir Thomas Barclay? Il allait plus loin et se flattait de l'espoir que l'Angleterre serait, grâce à l'entente, en position de jouer entre la France et l'Allemagne le rôle que la France a joué entre l'Angleterre et la Russie. Ni l'Angleterre, ni la Russie ne sont des nations de proie et elles voulaient vraiment la paix.

On se rappelle l'épisode de Hull durant la guerre russo-japonaise, cette méprise déplorable qui fit canonner des pêcheurs anglais par des Russes dans la mer du Nord (1). Il surexcita l'opinion publique en Angleterre au point que le gouvernement fut exposé à n'en plus rester le maître. Si aucun excès ne se produisit, il n'est pas douteux qu'on ne le doive, au moins pour une très grande part, à l'Entente anglo-française. Le règlement amiable par une commission d'enquête marqua ainsi le premier grand triomphe de la Convention de La Haye; mais ce fut un bien plus grand triomphe encore pour l'entente anglo-française. Cet incident montra « que les relations de l'Angleterre avec l'alliée de sa nouvelle amie avaient subi un changement qui a abouti depuis à une complète redistribution des forces politiques de l'Europe. »

Cette « redistribution » était éminemment favorable à la cause que défendait Sir Thomas Barclay. Il crut la servir en acceptant une invitation du président de l'Association des

(1) Voyez la *Chronique politique* de M. Francis Charmes dans la *Revue* du 1er novembre 1904.

Chambres de commerce allemandes, et il alla travailler là-bas au rapprochement anglo-allemand, comme il avait travaillé au rapprochement anglo-français. Il nous apprend qu'avant d'accepter l'invitation, il avait consulté des amis français et s'était fait interviewer par deux de nos grands journaux afin de pressentir l'opinion sur cette visite. « En dehors, dit-il, du sentiment latent à l'égard des provinces perdues, il n'y avait à cette époque aucune hostilité des Français contre l'Allemagne. L'entente anglo-française, loin d'exciter des idées de revanche, avait exercé plutôt une sorte d'influence apaisante : les Français sentaient qu'elle avait diminué le danger d'un conflit avec l'Allemagne et, par conséquent, ils y pensaient moins. » Là-dessus, le monde entier, nous avons lieu de le croire, est fixé aujourd'hui. En Angleterre, au contraire, on traita, nous dit Sir Thomas Barclay, avec une dédaigneuse indifférence ce qu'il appelle « l'offre allemande d'amitié. » Ce n'est pas indifférence qu'il faut dire, mais clairvoyance, et nous n'avons plus besoin, hélas! d'insister sur le danger des illusions qu'entretenait ce champion de la paix. L'entente anglo-française évolua selon la force des choses et dans le sens de sa véritable destinée : elle est aujourd'hui une alliance contre l'agression germanique. Mais Sir Thomas Barclay peut se consoler en pensant que, d'une manière qu'il n'avait pas prévue, elle travaille encore à la fin que lui assignait son rêve généreux, c'est-à-dire à la paix du monde.

FIRMIN ROZ.

REVUE LITTÉRAIRE

LE RETOUR A LA CULTURE FRANÇAISE

L'Université de France vient de donner un magnifique exemple de dignité professionnelle, de dévouement à sa tâche et de sérénité. Elle a tenu à honneur que les études reprissent à la date habituelle dans tous les ordres d'enseignement. Sans se laisser troubler par la crise terrible que traverse le pays, elle y a pris seulement une conscience plus nette que jamais de son devoir, et puisé une nouvelle ardeur pour l'accomplissement de sa mission éducatrice. Ainsi elle est restée fidèle à sa propre tradition. Celui qui écrit ces lignes se souvient d'avoir fait sa première année de collège dans Paris assiégé. En 1870, nos maîtres portaient le képi de la garde nationale; entre deux factions, ils nous enseignaient le grec et le latin, et ils l'enseignaient comme ils le savaient: admirablement. En 1914, tous les professeurs en âge de porter les armes ont été mobilisés, beaucoup d'étudians sont au front; il y a bien des vides et des deuils cruels; mais jamais, à aucun moment, aux heures les plus troubles, l'Université n'a admis qu'aucun de ceux qui ont l'honneur de lui appartenir ne fût pas à son poste. Empressons-nous de dire qu'il en a été de même dans les maisons d'enseignement libre. Et c'est une preuve de plus de notre magnifique union française.

La première leçon a été tirée des événemens eux-mêmes: une décision ministérielle avait prescrit aux professeurs d'inaugurer leur enseignement par des paroles destinées à graver profondément dans l'esprit des enfans le souvenir de cette « première classe » ouverte au milieu de circonstances si tragiques. Ce fut très noble et très émouvant. Depuis lors, une circulaire du recteur de l'Académie de Paris, M. Liard, les a invités à lire devant leurs élèves cet article du

Times où le grand journal anglais rend à la France un hommage si loyal. Il serait à souhaiter que par la suite les maîtres tinssent compte de cette indication une fois donnée. Ils feraient à leurs élèves, de temps en temps, avec toute la mesure et tout le tact qu'on peut attendre d'eux, une de ces lectures qui dégagent de l'enthousiasme : témoignage apporté à notre armée, récit d'une action d'éclat, protestation de la pensée française. Les enfans écouteraient avec recueillement, avec ferveur. Après cela, de quel cœur ils se remettraient au travail! Comme ils comprendraient mieux le sens de ces travaux scolaires qui sont leur moyen à eux de faire leur devoir de bons Français, un devoir approprié à leur âge et à leur taille! Je n'ai pas à parler ici de la réponse opposée par les Universités françaises au manifeste des Universités allemandes; mais, il y a quelques jours, à la séance de rentrée de la Faculté des Lettres, l'éminent doyen, M. Alfred Croiset, a prononcé de belles paroles : « Notre devoir, a-t-il dit, est très clair : c'est celui de tous les Français; nous sommes ici pour travailler à défendre la civilisation française... Les horreurs qui s'accomplissent au nom de la culture allemande, les scandaleux manifestes signés récemment par les représentans les plus authentiques de cette culture, tout nous avertit de l'abîme qui sépare notre pensée de celle de nos ennemis, et nous oblige à mesurer cet abîme pour mieux prendre conscience de l'incomparable patrimoine intellectuel que nous avons à préserver. » Déclarations précieuses, qui contiennent tout un programme. Je me bornerai à indiquer ici les espérances qu'elles font naître chez ceux qui souhaitent et croient nécessaire le retour à un enseignement ayant pour objet, suivant le mot de M. Croiset : la défense de la civilisation française.

Cet objet, à quoi bon nier que notre enseignement l'eût, en ces derniers temps, un peu perdu de vue? Il s'était écarté de la grande voie nationale. Il s'était égaré, de la meilleure foi du monde. Il avait mieux qu'une excuse, une raison : c'est que nul ne croyait notre civilisation menacée. Du moins, ne redoutait-on pas pour elle une menace du dehors. Naturellement confians, nous n'imaginions pas que personne pût nous vouloir mal de mort. Le réveil a été terrible. La tempête qui vient de se déchaîner, avec une violence et une soudaineté si imprévues, a déchiré tous les voiles. Elle a mis à découvert le danger de beaucoup de chimères. Rendons cette justice à ceux qui s'en étaient le plus imprudemment engoués, qu'ils n'ont pas hésité à les répudier. C'est pourquoi nous ne doutons pas que l'Université, elle aussi, ne soit prête à faire sur elle-même, avec une parfaite bonne

volonté et complète absence de parti pris, l'examen de conscience que réclament d'elle les circonstances présentes.

La civilisation ou la « culture » française, nous en avions toujours été enveloppés comme de notre atmosphère naturelle : nous ne nous demandions même pas en quoi elle consistait. Nous la respirions dans l'air : nous ne songions pas à l'analyser. Il nous suffisait d'en jouir, d'en goûter la noblesse et d'en savourer la douceur. Mais du jour où nous avons pu craindre de la perdre, nous avons porté sur elle des regards de clairvoyance et d'amour. Ce qui la caractérise, c'est son idéalisme. Elle résume le long travail et l'effort continu que l'homme a fait à travers les siècles pour s'élever au-dessus de lui-même. Aux civilisations antiques elle a emprunté ce qu'elles avaient de plus pur; à leur héritage pieusement recueilli elle a joint le trésor de la pensée et de la sensibilité chrétiennes, et elle les a conciliés. Elle n'a rien ignoré, rien négligé, rien laissé perdre de tout ce qui, dans le monde moderne, a été pour l'homme un accroissement de dignité. Elle est très française, parce qu'elle sait le prix de ces vertus que rien ne remplace : l'amour de la patrie, l'attachement au sol natal, la tendresse familiale, la gratitude pour le passé, le respect de la tradition. Mais elle n'est si française que pour mieux mériter le droit d'être largement humaine.

Cette culture a trouvé son expression dans un enseignement : celui qui porte le nom de classique. Est-il besoin de définir cet enseignement, plusieurs fois séculaire, et qui est le type même de l'enseignement français? Avant tout, il est un enseignement de culture générale. Et ce mot doit s'entendre en un double sens. Cette culture est générale parce qu'elle donne à l'esprit des clartés de tout; elle est générale parce que les connaissances qu'elle embrasse sont celles qui doivent être communes à tous. Cet enseignement met à sa base l'étude des langues et des littératures anciennes. Car il est impossible de bien écrire et même de bien parler le français si on ignore le latin, et de l'écrire ou de le parler avec un certain degré de délicatesse et de pureté si on ignore le grec. Les langues anciennes ont cet avantage, entre plusieurs, qu'elles sont une barrière contre l'invasion des langues étrangères modernes, au contact desquelles un esprit encore tendre risquerait de se déformer. Elles mettent à notre disposition le patrimoine de littératures qui ont réalisé la perfection. Elles nous introduisent ainsi naturellement dans notre propre littérature, qui, sans elles, serait inintelligible et nous deviendrait à nous-mêmes une littérature étrangère.

Dans cet enseignement, le principe actif appartient aux lettres, parce que l'objet de toute éducation est de préparer le jeune homme à la vie ; et les lettres sont le miroir de la vie. C'est à elles qu'est confié le soin de façonner l'esprit, parce que seules elles peuvent lui donner la souplesse et la variété des ressources, la finesse et la pénétration; seules elles peuvent développer, dans un ensemble complet et dans un juste équilibre, toutes ses facultés, l'intelligence et la volonté, comme l'imagination et la sensibilité. Donc elles sont au centre de l'édifice. L'histoire et les sciences ne leur ont été ni sacrifiées, ni même subordonnées, mais elles sont groupées et ordonnées autour d'elles. Un tel enseignement, bien loin d'être artificiel et arbitraire, est calqué sur la réalité et tient compte de toutes ses exigences. Car avant d'être un savant, un ingénieur, un médecin, un architecte, il faut être un homme. Et beaucoup mourront sans avoir jamais eu à utiliser les notions qu'enseignent la géométrie, l'algèbre ou la chimie; mais tout au long de leur vie ils ont eu à dépenser ce trésor d'observation, de sagesse, de rêve, de poésie qui est enclos dans la littérature. C'est pourquoi l'enseignement classique a reçu des hommes reconnaissans ce beau nom d'*Humanités*. Il a traversé toute notre histoire, survécu à toutes ses tourmentes, et, l'une après l'autre, toutes les générations se le sont transmis. Il s'est accommodé de tous les régimes, et France de Louis XIV ou France de la Révolution, il suffisait que ce fût la France pour qu'il s'accordât avec elle. Il n'a rien de contraire aux conditions d'existence des démocraties modernes, puisqu'il est accessible à tous; il n'est pas le privilège d'une élite : il est vrai seulement qu'il sert à former l'élite. Répandu dans cette élite tout entière, il se communique par elle à la masse et entretient ainsi dans toute la nation un même esprit. Quant aux services qu'il nous a rendus, est-il besoin de les énumérer? Il n'est que de voir le prestige dont jusque aujourd'hui l'esprit français n'a pas cessé de jouir à travers le monde.

Or, tandis que l'enseignement classique semblait en dehors et au-dessus de toutes les attaques, l'histoire de l'enseignement en France depuis quinze ans tient dans la lutte engagée contre lui et qui vise, de façon plus ou moins directe, à sa destruction. Ce qui est digne de remarque, c'est que l'exemple de l'hostilité la plus âpre et la plus agissante est venu de la Sorbonne. Elle compte parmi ses maîtres quelques-uns des plus fins lettrés de ce temps; et ils se retournent contre la culture qui les a faits ce qu'ils sont, pareils à ces enfans qui battent leur nourrice, drus et forts de son lait. Elle qui, de par tout

son passé, devrait être la maison par excellence de la haute culture et de la culture à la française, elle affecte de ne voir dans l'enseignement des humanités qu'un enseignement superficiel et verbal, tout juste propre à former d'aimables causeurs, de spirituels dilettantes, des oisifs et des inutiles, parasites de la Cité moderne. L'important dans une discussion est de trouver un mot sous lequel on accable l'adversaire, qui répond à toutes les objections et tient lieu de tous les argumens. Le mot de « rhétorique » a été la « tarte à la crème » des ennemis de la culture classique. Il a été convenu que toute cette culture est pure rhétorique et que la rhétorique est pur verbiage, parure désuète, ornement superflu et démodé, luxe vieillot, jeu puéril de frivoles élégances. S'appliquant à elle-même le bienfait de cette découverte, la Sorbonne s'est réformée avec austérité. Elle a banni de ses travaux tout ce qui pouvait offrir une apparence de littérature et s'est condamnée aux seuls labeurs de l'érudition. Elle a proscrit de ses cours les idées générales, pour se limiter à d'étroites et sèches besognes. Aussi, tandis que les cours d'autrefois, — et je ne parle pas seulement des « grands cours » à fracas politique du temps de la Restauration, mais des cours que j'ai pu entendre, professés par un Boissier ou un Lavisse, — étaient un des plus importans facteurs du mouvement intellectuel dans le pays et continuaient à y répandre le goût des idées, les cours d'aujourd'hui groupent beaucoup d'étudians étrangers, mais rebutent les auditeurs français. Quant aux thèses de doctorat qui nous arrivent de la Sorbonne, jadis c'étaient des livres, maintenant ce sont des monstres. Les notes y sont bourrées de références et la bibliographie en est sans lacunes; mais le texte en est sans valeur. Le *La Fontaine et ses Fables* de Taine, la *Némésis* de Tournier, la *Contingence des Lois de la nature* de Boutroux furent des thèses de doctorat. Aujourd'hui elles seraient impitoyablement retournées à leurs auteurs, coupables d'y avoir mis des idées et de les avoir exprimées en français. Ainsi l'enseignement supérieur a été livré en proie aux spécialistes.

Des trois ordres d'enseignement, le plus éprouvé, ç'a été l'enseignement secondaire. C'est lui qui, pendant longtemps, avait été le mieux organisé, présentant une harmonie et une unité qui faisaient sa force. Qu'elles étaient charmantes, ces classes de ma jeunesse, et comme le temps y était utilement employé! Nous passions chaque année sous la direction d'un maître nouveau qui, pour toute l'année, devenait notre maître. Il nous connaissait, nous retrouvant tous les jours : il savait le fort et le faible de chacun de nous et nous corri-

geait d'une férule indulgente. Nous le connaissions ; peu à peu, son tour d'esprit nous devenait familier ; à la fin, nous avions tiré de lui tout ce qu'une intelligence désireuse de savoir peut tirer d'un esprit mûri par l'étude et l'expérience. Un lien s'établissait, lien d'habitude qui tournait vite à l'affection. Par cette intimité quotidienne, par cette familiarité confiante, le professeur de classe, sans effort, sans pédantisme, devenait un éducateur. Je ne me souviens jamais sans émotion et sans gratitude des Maxime Gaucher, des Cucheval, des Courbaud, des Collet, modestes professeurs de lycée auxquels je dois tant, alors que plus tard des spécialistes aux noms illustres n'ont réussi qu'à m'inspirer l'horreur des matières qu'ils enseignaient. Pendant les deux heures que durait la classe, l'élève avait le temps de fixer son attention et la variété des travaux le préservait de la fatigue. On lisait les plus beaux textes de trois littératures, on les expliquait pour en méditer le contenu moral et en goûter la beauté artistique, on les apprenait par cœur, on se les assimilait, on les convertissait en substance et en sang.

Mais on ne se contentait pas d'emmagasiner toutes ces richesses, et ceci est essentiel. Les éducateurs de jadis n'admettaient pas que l'intelligence de l'enfant fût condamnée à un rôle uniquement réceptif. Ils combattaient de toutes les manières la passivité de l'esprit. Ils le voulaient, cet esprit, actif, toujours plus actif. Ils l'invitaient et l'excitaient à cette activité qui consiste à travailler sur les matériaux reçus du dehors, y ajouter de son fonds et en faire quelque chose de différent. Ils observaient pieusement la méthode recommandée par le vieux Montaigne : « On ne cesse de criailler à nos oreilles, comme qui verserait dans un entonnoir, et notre charge ce n'est que redire ce qu'on nous a dit. Je voudrais que [le maître] corrigeât un peu cette partie et que de belle arrivée, selon la portée de l'âme qu'il a en main, il commençât à la mettre sur le trottoer, lui faisant gouster les choses, les choisir et discerner d'elle-même... Je veux qu'il escoute son disciple parler à son tour ; qu'il ne lui demande pas seulement compte des mots de sa leçon, mais du sens et de la substance, et qu'il juge du profit qu'il aura fait, non par le témoignage de sa mémoire mais de son jugement. Que ce qu'il viendra d'apprendre il le luy face mettre en cent visages et accommoder à autant de divers subjects, pour voir s'il l'a encore bien pris et bien faict sien. » C'est à quoi servaient les compositions latines et françaises, vers et prose, narrations, discours, dissertations. L'ancienne Université multipliait les travaux écrits, parce que, bons ou mauvais, ils forcent

l'enfant à mettre en œuvre le savoir acquis, à dominer sa matière et manifester quelque mérite personnel. C'est cette ébauche de la personnalité qu'elle avait sans cesse en vue. C'est à cet éveil de la personnalité qu'elle tendait sans cesse. Le jeune homme dont elle avait guidé l'enfance et l'adolescence, elle voulait qu'il eût appris non tant les lettres, l'histoire ou les sciences, qu'à être quelqu'un et à être lui-même... On m'objecte que si elle y réussissait avec quelques-uns, il y avait les autres, les médiocres et les mauvais, les indifférens et les réfractaires, l'armée des paresseux et des cancres. Mais ces autres-là, on les retrouvera toujours et toujours pareils à eux-mêmes : le mode d'enseignement n'y fait rien. Et ce n'est pas leur niveau qu'il faut prendre pour y abaisser la mentalité du pays. Je dirai plus : sur ceux-là même qui semblaient s'en désintéresser, un enseignement facile, accessible à tous, souriant et humain, mettait quelque empreinte ; collégiens ignorans, ils étaient de ces ignorans qui, plus tard, quand ils ne seront plus au collège, pourront devenir des lettrés.

Cet enseignement avait-il besoin d'être modifié, adapté aux conditions de l'époque moderne ? Sans aucun doute et cela va sans dire. C'est la loi de nature que tout ce qui vit ne vive qu'en se transformant. Mais, en le remaniant de fond en comble, on l'a désorganisé et provoqué en lui ce malaise qui s'appelle l'impossibilité de vivre. Tout ce qui le constituait essentiellement a été supprimé. Plus de professeur principal et surtout plus d'importance principale accordée au professeur de lettres. Plus de classes de deux heures, permettant au maître de développer sa pensée, à l'élève de passer d'un exercice à l'autre : les classes de maintenant durent une heure et l'heure dure cinquante-cinq minutes. On venait de se mettre en train ; l'intérêt commençait à naître : il faut s'interrompre. C'est un perpétuel va-et-vient, une confusion, un tohu-bohu : les maîtres se repassent l'un à l'autre des élèves qu'ils ne connaissent pas et dont ils ne sont pas connus : on songe aux brèves et déconcertantes visions du cinématographe, à la courbature et à l'ahurissement qui en résultent. Ajoutez qu'une même classe comporte quatre variétés de classes désignées par quatre lettres de l'alphabet ; et, par exemple, la « première A » n'a guère plus de rapports avec la « première D » que le Chien constellation n'en peut avoir avec le chien animal aboyant. Il y a quatre cycles qui sont : latin-grec, latin-langues vivantes, latin-sciences, sciences-langues. Quelle complication, et pour des esprits français amoureux de simplicité ! Si encore cette chimie enseignante n'était

que compliquée ! Mais elle décèle le plus dangereux des systèmes. L'Université du Second Empire avait subi la bifurcation, que l'Université, expérience faite, s'est empressée de rejeter. Le progrès a imposé à l'Université de la troisième république la quadrifurcation. Hercule n'avait eu à choisir qu'entre deux routes : chez nous le collégien est obligé de se décider entre quatre routes dont il ne sait où elles mènent ni comment elles y mènent. Au lieu de lui laisser un peu de temps pour s'éprouver lui-même, il est tenu d'engager l'avenir et peut-être de manquer son avenir. Douze ans et déjà spécialiste !

Si même il choisit le cycle latin-grec, qui ressemble le plus à l'enseignement classique d'autrefois, il s'en faut qu'il en reçoive le même bénéfice. Les méthodes par lesquelles on enseigne les langues anciennes ne sont plus les mêmes; d'attrayantes qu'elles étaient, elles sont devenues rebutantes et rébarbatives ; il semble qu'on prenne à tâche d'en dégoûter les jeunes gens. Les plus beaux textes français sont abandonnés : on n'explique plus Pascal, Bossuet, Fénelon qu'à regret et à la dérobée; pour les poètes, les auteurs de lettres ou de mémoires, et même pour les auteurs dramatiques, — c'est incroyable et c'est ainsi, — la mode est aux extraits et aux morceaux choisis. Les exercices écrits sont tenus en suspicion et réduits à de tristes gloses et de mornes commentaires. Au lieu de ces récits et de ces discours, qui donnaient un aliment à l'imagination d'un jeune homme et à son éloquence naturelle, des tâches de pédans ! Enseignement découronné, mutilé, dont il est visible qu'on ne le laisse subsister que par tolérance, et que son maintien précaire n'est qu'un répit. Déjà se dresse devant lui l'image de sa mort et de son remplacement; sa succession est ouverte : elle est dévolue. L'enseignement qui doit le supplanter est déjà installé à ses côtés, et pour ce nouveau venu sont toutes les faveurs et tous les sourires. Notons-le en effet, le cycle D, sans latin ni grec, est pourvu des mêmes sanctions, donne aux jeunes gens les mêmes droits, leur ouvre les mêmes carrières que les autres. On peut être aujourd'hui avocat, médecin, magistrat et professeur de lettres, sans savoir un mot de grec ni de latin. Or l'enseignement sans grec ni latin recevra de la bienveillance administrative telle dénomination qu'on voudra : c'est en réalité un enseignement primaire. Tel est le paradoxe, ou, pour mieux dire, telle est la conclusion logique à laquelle devait aboutir une réforme qui enlevait à l'enseignement secondaire tous ses principes vitaux ; l'enseignement primaire est entré dans la maison et y est entré en conquérant : la maison est à moi, c'est à vous d'en sortir.

Sur le résultat, tout le monde s'accorde. Les jeunes gens savent-ils davantage et surtout savent-ils mieux les sciences? Ce n'est l'avis ni des professeurs de sciences chargés de compléter leur éducation scientifique, ni des industriels consternés qu'au lieu d'ingénieurs il leur arrive aujourd'hui des contremaîtres. Ils ne savent plus le grec et le latin, et peut-être en prenez-vous aisément votre parti; mais ils ne savent plus le français. D'un bout à l'autre de la hiérarchie universitaire, et qu'il s'agisse des devoirs de classe, des copies de baccalauréat ou des épreuves d'agrégation, tous les examinateurs, tous les jurys s'accordent à reconnaître que les compositions prétendues françaises sont lamentables : on ne sait plus composer, ordonner un sujet, subordonner des idées ; nul souci de la forme, une rédaction quelconque, ni précision dans les termes, ni goût, ni mesure, ni style. C'est ce qu'on a appelé la « crise du français. » La formule ayant défrayé beaucoup d'enquêtes et d'articles de journaux, les représentans de l'enseignement officiel ont affecté de n'en pas tenir compte. Mais l'heure n'est plus à ces dédains transcendans. Trêve de sourires et d'ironies! Tout se tient, les idées et les mots. La langue d'un peuple reflète son âme. Quand le langage s'altère, il y a lieu de s'inquiéter, de remonter aux causes du mal et de chercher si le cerveau lui-même ne serait pas atteint. Quand on écrit moins bien le français, c'est qu'on pense moins français.

Tel est justement le cas: ce qui a faussé, altéré, vicié, notre enseignement à tous ses degrés, c'est une infiltration d'esprit étranger. Un mot a servi de paravent: la science. A la conception artistique et littéraire des anciens âges il s'agissait, disait-on, de substituer la conception scientifique qui est celle des temps modernes. Rien de plus vague et de plus décevant. Qu'on eût supprimé le grec, le latin, les lettres françaises, et qu'à leur place on eût inscrit partout l'arithmétique, la géométrie, la physique et la chimie, la mesure pouvait être absurde, mais elle était nette : elle avait un objet précis ; on savait à quoi s'en tenir. Au lieu de cela, et par un singulier compromis, on a prétendu conserver l'enseignement littéraire, à la condition de lui appliquer des méthodes scientifiques. Enseigner scientifiquement la littérature, tel a été le mot d'ordre. Exemples. La grammaire est la science du langage : le brillant rhétoricien a vécu, fabriquons de bons grammairiens. L'histoire des batailles n'est pas scientifique : remplaçons-la par l'histoire des institutions. Je n'insiste pas : nous voyons trop que les batailles sont quelque chose et que sans elles les institutions seraient peu de chose. Faire passer dans un jeune audi-

toire le frisson qui vient de l'angoisse d'un Pascal ou de l'éloquence d'un Bossuet, cela n'est pas scientifique; mais faire l'histoire du texte de ces auteurs, c'est œuvre de science. Comme si ce mot de science avait ici rien à faire ! Et comme si ce n'était pas une pitié d'appliquer le même mot à un stérile labeur de compilation et aux travaux d'où sont sorties les découvertes d'un Claude Bernard, d'un Pasteur ou d'un Berthelot!

Sous le couvert de cette étiquette fallacieuse, ce qui s'introduisait chez nous c'étaient des procédés de travail qui ne sont pas de chez nous. Patience, méthode, application, lourdeur, nous les voyons aujourd'hui à l'œuvre, et nous savons de quel esprit elles sont les caractéristiques : ce n'est pas l'esprit français. Ingéniosité, initiative, création personnelle, voilà nos qualités distinctives. Nous les avons humiliées devant la manière allemande et nous étions en train de les sacrifier. L'erreur remonte loin, puisque déjà, dans *l'Avenir de la Science*, Renan, à vingt-cinq ans, faisait cette confusion entre le germanisme et la science. Renan est tout plein de la pensée allemande. Le mouvement s'accentua et se précipita au lendemain de nos désastres de 1870. Un mot circula : c'est l'instituteur allemand qui nous a vaincus. La *Realschule* fut à la mode. On exalta l'Université allemande et ses séminaires aux dépens de nos classes et de nos cours. Nous fûmes envahis par l'érudition allemande, conquis par la philologie allemande, soumis par le gymnase allemand. Ce fut une pédagogie de défaite. Nul espoir d'en secouer le joug, tant que nous resterions courbés sous les souvenirs de l'année terrible. Aujourd'hui dans une atmosphère devenue meilleure, l'antagonisme des deux cultures nous apparaît. Dans un livre d'avant-garde, *l'Esprit de la Nouvelle Sorbonne*, deux étudians de la veille, réunis sous le pseudonyme d'Agathon, écrivaient, il y a quatre ans, ces lignes qu'il est bon de relire à la lumière des événemens actuels : « S'il est une culture opposée à la nôtre et que nous ne puissions imiter sans forcer et fausser nos qualités naturelles, c'est sans doute la culture germanique. Il faut relire Nietzsche pour se rendre compte de leur antagonisme; il l'a exprimé avec tant de pénétration et de violence, qu'on peut y entendre comme l'écho d'un douloureux combat intérieur. C'est avec une sorte de rage qu'il a exalté la culture française, « la plus noblement humaine, » contre la discipline intellectuelle des Universités allemandes. Le signe de la culture allemande, en effet, c'est que l'histoire y envahit et absorbe tout. Notre culture française, au contraire, est, avant tout, philosophique et littéraire:

elle ne se satisfait pas d'une accumulation, d'un entassement de connaissances, elle veut un ordre, des idées maîtresses, clairement et sobrement énoncées. En outre, là où l'esprit allemand ne vise qu'à une description des faits, l'esprit français réclame un aliment pour la sensibilité, pour le goût. » Il y a là plus qu'une différence : une hostilité irréductible. Ce sont deux ennemies : l'avance de l'une est faite du recul de l'autre. Pendant trop longtemps, la culture française a reculé devant la culture allemande. Nous demandons aux chefs de notre enseignement qu'ils fassent reculer la culture allemande, comme les chefs de notre armée font reculer l'armée allemande.

Nous le demandons parce que l'avenir de l'esprit français en dépend. Cet esprit, dont nous sommes fiers et auquel, en tout état de cause, nous devons tenir, puisqu'il est nôtre et qu'il est nous-mêmes, ce serait une grave erreur de le considérer uniquement comme un don de la race, sans y voir aussi un produit de l'éducation. Il ne s'est pas fait en un jour et nous pouvons perdre un peu de lui tous les jours. Il n'est pas plus une création spontanée qu'il n'est un trésor intangible. Les qualités dont il est la réunion sont en partie le résultat d'une lente élaboration à travers les siècles, d'une discipline attentive et continûment observée. Il convient donc que l'enseignement aille dans leur sens, les favorise, les maintienne en nous et les y fortifie. Les contrarier et les combattre, ce serait une sorte d'impiété. Les défenseurs les plus acharnés des récentes méthodes universitaires ne contestaient pas qu'elles ne fussent au rebours de nos tendances naturelles. Et ils s'en applaudissaient, car, disaient-ils, elles font contrepoids : l'esprit français est brillant et léger, — c'était déjà l'opinion de Mme de Staël ; — un peu de lourdeur, d'où qu'elle vienne, ne lui fera pas de mal... C'est un argument qu'on ne verra plus reparaître dans les discussions.

Nous le demandons, parce que l'avenir du caractère français en dépend. Entre les qualités intellectuelles et les qualités morales d'un individu ou d'un peuple, il n'y a pas de cloisons étanches. Le cerveau influe sur le cœur, si certaines pensées viennent du cœur. Nous sommes une nation chevaleresque ; c'est notre humeur, mais c'est aussi l'effet de cette culture désintéressée qui poursuit le beau et le bien plutôt que l'utile. Nous avons la bravoure en partage : vienne l'occasion, ceux même en qui on avait le moins soupçonné la flamme cachée se révèleront des héros : n'est-ce pas que Plutarque et Corneille nous ont été dès l'enfance des professeurs d'héroïsme ? Nous avons du bon sens et parfois nous l'aiguisons d'esprit : n'est-ce pas

que de Montaigne à La Fontaine et de Boileau à Voltaire, nous avons eu des ancêtres qui mêlaient à beaucoup d'esprit beaucoup de bon sens? Nous détestons l'exagération, l'emphase et ce qu'on désigne aujourd'hui du nom de *bluff*: c'est que le premier trait de notre littérature est la simplicité. Nous sommes inaptes au mensonge : c'est que notre langue, la plus claire qui ait résonné aux oreilles des hommes, ne se prête pas à l'obscurité et aux détours de la traîtrise. Nous sommes humains : c'est que de Platon et de Cicéron aux maîtres de la pensée chrétienne, les maximes qu'on a toujours offertes à notre méditation sont des maximes de haute sagesse et de bonté. Ainsi la France a inventé la culture française; et, en retour, elle est devenue, grâce à cette culture, la plus belle et la plus douce France.

Donc, rendez-nous un enseignement de culture française, vous tous de qui dépendent les destinées de notre enseignement ! C'est ici une requête et, si l'on veut, une supplique. Je l'adresse à M. le ministre de l'Instruction publique, à MM. les directeurs de l'enseignement, à MM. les membres du Conseil supérieur, à MM. les professeurs de la Sorbonne et à quelques autres. Si vous vous êtes trompés, comme je le crois, je vous sais l'âme assez haut placée pour reconnaître votre erreur. Se tromper est humain, persévérer dans son erreur est la seule faute impardonnable. Rendez-nous notre enseignement traditionnel! Remettez les jeunes Français en communion avec les plus beaux esprits de tous les temps! Rapprenez-leur les vers sublimes, et les fameux morceaux d'éloquence, et les brillans récits d'histoire! Rouvrez pour eux les sources de l'imagination et de l'enthousiasme! Délivrez-nous de l'enseignement pédantesque, médiocre et amorphe *à 'alllemande!* Rendez-nous l'enseignement de clarté, de noblesse et de beauté, *à la française!* Rendez-nous tout ce qui a fait de nous un peuple éveillé et vif, ingénieux et gai, inventif et généreux! L'opinion française vous en saura gré. Elle n'attend pas moins de votre patriotisme, qu'elle connaît, et sur lequel elle compte plus que jamais.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN LIVRE ANGLAIS SUR L'ARMÉE ALLEMANDE

The German Army from within, by a British Officer who has served in it. — Un vol. in-18, Londres, 1914.

Se rappelle-t-on encore les doléances patriotiques de l'excellent capitaine Pommer, que je transcrivais fidèlement ici, il y a trois mois? Après plus de vingt années de très honorables services dans l'armée allemande, cet officier retraité s'était cru tenu, en conscience, de signaler à l'attention de ses compatriotes maints défauts qu'il avait observés dans l'état présent de leur vie militaire. Il reprochait tout d'abord à celle-ci d'être de plus en plus, pour le soldat comme pour l'officier, une funeste école de dépravation morale et de grossièreté. Avec une clairvoyance toute « prophétique, » il appliquait expressément à ses collègues et subordonnés de la veille ces mêmes qualifications de « Barbares » et de « Vandales » que devaient leur appliquer, dès les mois suivans, tous les témoins impartiaux de leur façon d'entendre les devoirs et les droits de la guerre. *Furor teutonicus*, ce vieux mot reprenait sous sa plume une force pittoresque et des couleurs nouvelles, sauf naturellement pour l'ex-capitaine à ne pouvoir nous montrer encore que les seules manifestations « pacifiques » d'une « fureur » dont la forme « guerrière » allait se déployer bientôt, aux yeux de l'Europe et du monde, avec l'éclat que l'on sait. Et pareillement, l'occasion n'allait pas nous manquer de constater bientôt l'entière justesse de ce que nous apprenait M. Hans Pommer de la croissante corruption intime de l'âme des soldats, — obstinément entretenus dans une atmosphère de servitude et d'abrutissement par

des chefs qui, de leur côté, ne cessaient pas de s'accoutumer plus ouvertement à mépriser les anciennes contraintes de la loyauté et de l'honneur « civils. »

Mais l'objet principal du petit livre était d'avertir l'Allemagne de ce qu'on pourrait appeler la déchéance « professionnelle » de sa vie militaire. Le capitaine affirmait que l'armée allemande répondait de moins en moins à sa destination véritable ; que, sous son imposante apparence extérieure, de plus en plus elle allait perdant son efficacité « guerrière ; » et qu'au lieu de rester ce qu'elle devait être, c'est-à-dire une réunion de soldats s'apprêtant de toutes leurs forces à combattre et à vaincre, de plus en plus elle tendait à devenir quelque chose comme un immense « corps de ballet, » une caste isolée et privilégiée dont les membres n'auraient d'autre souci que d'accomplir, avec une perfection impeccable, toute espèce de fonctions ou de rites inutiles. « Un officier qui regarde la préparation de la guerre comme le but suprême de sa profession, — assurait notamment le capitaine prussien, — ne peut s'empêcher de ressentir un vrai désespoir lorsqu'il découvre à quel point, dans toutes les choses de notre armée, la préoccupation du fond est aujourd'hui sacrifiée à celle de la forme... D'année en année, cette vaine recherche de la forme a pour effet d'affaiblir notre résistance proprement guerrière. »

Voilà donc ce que je transcrivais ici, il y a trois mois, ravi de pouvoir communiquer au lecteur français un témoignage qui m'avait été, à moi-même, infiniment précieux : mais je dois avouer qu'ensuite, presque dès le lendemain de la publication de mon article, des doutes graves me sont venus touchant la valeur effective du témoignage ainsi reproduit. Le fait est que les premières semaines de la guerre, en même temps qu'elles confirmaient de tous points les accusations du capitaine Pommer relatives à la « barbarie » de l'armée allemande, n'étaient certes pas pour nous donner de celle-ci l'idée d'une simple armée de « parade, » où la « préoccupation de la forme » aurait eu pour effet « d'affaiblir la résistance guerrière. » Jamais au contraire, me semblait-il, jamais plus terrible machine d'attaque et de défense ne s'était encore montrée à la face du globe ; et je songeais tristement que, sans doute, il n'avait pas fallu moins que vingt années de déceptions ou de rancunes privées pour aveugler d'une façon aussi singulière la sollicitude patriotique de l'ex-capitaine prussien.

Après quoi les semaines ont passé, et chacune d'elles m'a remis en mémoire quelque détail nouveau des accusations, un moment

oubliées, du capitaine Pommer. Force m'a été de reconnaître, par exemple, que ce dernier ne nous avait point trompés en affirmant que l'on chercherait vainement, dans l'armée allemande, la moindre trace de cette confiance réciproque des soldats et des chefs, qui doit être, à coup sûr, l'un des élémens principaux d'une vie militaire homogène et féconde. Ou bien encore je me rappelais, — au contact des mille petits documens qui de jour en jour nous arrivaient du « front, » — les pages où M. Hans Pommer nous décrivait les progrès désastreux d'une discipline fatalement destinée à étouffer, chez le soldat, toute velléité d'initiative individuelle, et, par suite, à le rendre incapable du moindre effort utile, dès qu'il n'a plus derrière soi l'impérieuse poussée de ses chefs. Sans compter la tentation, chaque jour plus vive pour moi, de partager aussi l'opinion du capitaine Pommer touchant la « décadence » de l'armée allemande prise dans son ensemble, l'infériorité de son état présent en comparaison de son efficacité « guerrière » d'il y a quarante-quatre ans. J'ignore ce que peut être là-dessus l'avis des spécialistes, et naturellement je suis prêt à admettre que les énormes progrès réalisés dans nos armées françaises ont contribué plus que tout le reste à établir la différence que nous apercevons entre les succès de l'Allemagne en 1870 et ceux de la campagne de 1914 : mais, avec cela, comment assister à l'accentuation quotidienne de cette différence sans supposer, tout au moins, qu'il manque aujourd'hui aux troupes allemandes quelque chose d'essentiel et d'indispensable, qui pendant la guerre précédente leur a permis de remporter sur nous une série de victoires aussi décisives?

De telle manière que, par degrés, j'ai recommencé à prendre en considération les griefs indignés du capitaine prussien; et voici qu'à l'appui de ces griefs un témoignage nouveau vient de m'être révélé, — un témoignage qui, pour émaner d'une source anglaise, n'en offre pas moins les plus hautes garanties d'impartialité! Son auteur est un officier anglais qui doit aux hasards de sa vie d'avoir, à deux reprises, activement servi dans l'armée allemande. Élevé en Allemagne, dans une de ces Écoles de Cadets où se forment les futurs officiers, il était sur le point d'être nommé lieutenant, lorsque la nouvelle d'une campagne anglaise en Birmanie lui avait inspiré l'irrésistible désir d'aller collaborer là-bas aux efforts et aux succès de ses compatriotes; après quoi, il était encore resté quelque temps aux Indes, et puis avait sollicité de l'empereur Guillaume la faveur de rentrer dans l'armée allemande. Aujourd'hui, l'ex-officier de cavalerie prus-

sienne se trouve, une fois de plus, entièrement dégagé de toute attache avec l'Allemagne : mais le ton même dont il nous parle de ses chefs, collègues, et subordonnés de la veille suffirait à nous attester qu'à l'opposé du capitaine Pommer, il en a conservé le meilleur souvenir.

Aussi ne lui en coûte-t-il nullement d'exprimer, devant nous, son admiration pour le vaste et puissant appareil militaire qu'il a entrepris de nous faire connaître « du dedans, » tel qu'il a eu lui-même, par deux fois, l'occasion de l'étudier. L'éloge se mêle sans cesse au blâme, dans les divers chapitres de son excellent petit livre, modèle parfait de fine sagesse, d'ironie souriante, et de modération. Mais d'autant plus nous éprouvons de surprise tout ensemble et de plaisir à constater que, sur presque tous les points, ce livre éminemment « équitable » confirme les doléances du capitaine Pommer. L'écrivain anglais ne se fait pas faute de nous recommander, dans l'organisation et dans le fonctionnement de l'armée allemande, un bon nombre de qualités que semblait ignorer le capitaine prussien : mais sur les faiblesses, les lacunes, et les vices de l'armée allemande, l'accord des deux critiques est à peu près constant. Tout de même que le capitaine Pommer, son collègue d'hier nous représente officiers et soldats d'outre-Rhin comme accablés sous le poids « déprimant » de leur servitude ; il nous décrit l'influence scandaleuse du « favoritisme, » avec tout ce qu'elle implique de dangers « professionnels ; » et surtout il met en relief la décadence continue de l'ancienne vie militaire allemande. A l'exception d'un chapitre dont je vais parler tout à l'heure, il n'y a pas une des diverses parties de son étude où il ne nous raconte de quelle façon il a été amené à se rendre compte d'un changement fâcheux survenu dans tel ou tel ordre de choses, lorsque naguère, à son retour des Indes, il a repris contact avec l'armée allemande. Oui, décidément, cette armée a suivi le courant qui entraînait autour d'elle tous les autres modes de la vie nationale. Là aussi, comme dans la science et dans l'art, comme dans les mœurs publiques et privées, l' « héritage » des victoires de 1870 s'est trouvé trop lourd pour les épaules allemandes. Jusque dans cette industrie vraiment « nationale » qu'a été depuis longtemps pour l'Allemagne la pratique de la guerre, les compatriotes du capitaine Pommer portent la peine d'avoir voulu marcher trop vite, et de s'être trop abandonnés à leur aveugle orgueil !

Je disais cependant qu'il y avait un certain mode de la vie militaire allemande qui, aux yeux du critique anglais, n'avait jamais cessé de se

développer depuis un demi-siècle, produisant de plus beaux fruits d'année en année. Il s'agit de ce que les Anglais appellent le « Service Secret, » par où s'entend l'espionnage, exercé aussi bien avant que pendant la guerre. Écoutons ce que nous apprend, à ce sujet, l'auteur de *l'Armée allemande vue du dedans :*

De toutes les machines stratégiques dont fait emploi le gouvernement allemand, aucune n'est organisée d'aussi merveilleuse façon que le Service Secret. Déjà le Grand Frédéric se vantait volontiers de « n'avoir qu'un seul cuisinier et d'avoir cent espions. » Le général Radowitch écrivait de son côté : « Offrir à une nation les avantages d'un service secret d'espionnage, ce n'est pas *dépenser* de l'argent : on ne saurait, au contraire, imaginer un meilleur placement. » Se fondant sur ce principe, l'Allemagne dépense tous les ans vingt millions de francs pour l'entretien d'un immense corps d'espions, s'étendant depuis le plus haut fonctionnaire jusqu'à l'obscur ouvrier d'usine. Ces agens opèrent en Russie, en France, en Angleterre, aux États-Unis ; et bon nombre d'entre eux ne sont pas Allemands. Toutes les nationalités du monde fournissent de serviteurs payés le Bureau d'Espionnage de Potsdam...

Le Service Secret allemand est réparti en plusieurs catégories, suivant l'ordre des renseignemens sollicités : il y a la catégorie navale, la catégorie militaire, les catégories commerciale, diplomatique, etc. Un point important dont mes compatriotes anglais n'ont pas tenu compte, c'est que *tout Allemand un peu intelligent est un espion*, payé ou gratuit : car tout Allemand est instruit à regarder comme un devoir, pour lui, de renseigner les autorités de son pays concernant la moindre affaire étrangère qui aura quelque chance de les intéresser.

Ai-je besoin d'ajouter que l'emploi de moyens détournés est indispensable, dans ce Service Secret, à la fois pour ce qui est d'acquérir des renseignemens, de les transmettre au bon endroit, et d'en rémunérer le fournisseur ? Le traitement d'un espion attitré varie entre 250 et 500 francs par mois. Souvent l'espion reçoit l'argent nécessaire pour l'installation d'un petit commerce, d'un modeste comptoir, aux allures innocentes ; ou bien, lorsqu'il s'agit d'une femme, celle-là est mise à même de diriger un établissement d'une espèce beaucoup moins innocente. Le traitement est toujours transmis de main en main ; d'ordinaire, c'est une femme qui se trouve chargée d'apporter, d'Allemagne, une grosse somme destinée au contrôleur de telle ou telle section, qui se charge, à son tour, de répartir la somme entre ses subordonnés. Les mêmes intermédiaires ont la charge de transmettre les divers rapports ; et telle est la méfiance du gouvernement à l'égard de ses serviteurs qu'un système de contre-espionnage ne cesse pas de surveiller les espions eux-mêmes, ainsi que les courriers.

Dans le rapport qu'il rédige, l'espion ne doit omettre aucun détail. Supposons-le s'occupant d'étudier l'existence intime d'un jeune officier qui semble posséder le moyen de se procurer des documens confidentiels ! Pas un individu n'est trop insignifiant pour l'espion allemand ; pas un détail ne doit jamais lui paraître trop banal. Avant peu, donc, notre espion

aura dressé la « fiche » de son homme, et cette fiche s'en ira, de main en main, jusqu'au Bureau Central. Sur la « fiche » se trouvera la biographie complète de l'officier jusqu'au moment présent : on y lira son lieu de naissance, son éducation, sa famille, les qualités de sa femme et de ses enfans (s'il en a), ses ressources et le plus ou moins de son besoin d'argent, son régiment, ses fonctions, son mode de vie, son caractère, ses habitudes principales et ses petites tares intimes.

La fiche ainsi rédigée est ensuite classée à son rang, dans les casiers du Bureau Central, et sans cesse complétée, au fur et à mesure de l'arrivée de détails nouveaux. On serait stupéfait d'apprendre la foule d'officiers anglais qui ont l'honneur d'avoir leurs « fiches » à Berlin. Mais il va de soi que le « sujet » favori est le jeune officier pauvre ou dépensier, le jeune homme ambitieux à qui ses parens ne peuvent pas payer le moyen de « mener son train » dans un régiment à la mode.

L'auteur anonyme a précisément connu, il y a quelques années, un jeune lieutenant anglais que l'accumulation de ses dettes désignait à devenir un « sujet » de ce genre. Un jour, dans le « promenoir » d'un café-concert, il avait librement exposé à un ami les embarras de sa situation, sans soupçonner que ses paroles pussent être entendues d'autres « promeneurs. » Dès la semaine suivante, il recevait une lettre où un riche étranger, demeurant dans un des quartiers les plus élégans de Londres, lui demandait s'il ne voudrait pas se charger de la préparation militaire d'un de ses neveux, qui s'apprêtait à servir dans l'armée anglaise. L'étranger, parmi bien des excuses, mentionnait le prix qu'il comptait offrir à l'officier pour ses leçons ; et ce prix se trouvait être si énorme que le jeune lieutenant crut devoir, avant tout, communiquer la lettre à son colonel. Inutile d'ajouter que le projet de leçons d'art militaire n'eut pas d'autres suites : le vieil oncle allemand, s'il a connu la fin de l'histoire, aura dû maudire plus d'une fois son imprudent excès de libéralité.

Mais à côté de ces agens « civils, » le Bureau d'Espionnage allemand emploie naturellement aussi une foule de militaires de tous rangs et de toute nature, depuis l'humble soldat qui, par amour du gain, va se faire embaucher dans une place forte ou dans un port étrangers jusqu'à l'officier conduit par son dévouement patriotique à entreprendre les missions les plus dangereuses. Quelques-uns de ces espions militaires déploient un vrai génie d'habileté et de ruse. L'auteur du petit livre a eu jadis sous ses ordres, pendant qu'il était officier dans l'armée anglaise en Birmanie, un soldat d'origine allemande qui, après avoir déserté de son régiment westphalien, avait passé plusieurs années dans notre Légion Étrangère, avait déserté de nouveau, et avait été trop heureux d'obtenir enfin son emploi présent.

Son départ de l'armée allemande avait eu lieu à la suite d'une querelle où il avait tué son sous-lieutenant; et une haine féroce de l'armée allemande était désormais le seul sentiment qui survécût dans l'âme de cette pitoyable épave de la vie. Et puis, un beau jour, le vieux soldat allemand a disparu : il emportait avec soi tous les plans des nouvelles fortifications des côtes de Birmanie, comme sans doute aussi bien des renseignemens précieux sur nos travaux de Cochinchine, où avait demeuré son bataillon de la Légion Étrangère!

Mais il est temps que j'arrive aux observations purement « militaires » de l'écrivain anglais. J'ai dit déjà comment le premier contact de celui-ci avec l'armée allemande s'était opéré dans une École de Cadets, où s'était passée une partie de sa jeunesse; et aussi ne s'étonnera-t-on pas que le premier chapitre de son livre, — après une *Introduction* consacrée à de très sûres et intéressantes notions géné rales, — ait pour sujet le régime de vie de ces célèbres écoles, où se forment la plupart des officiers allemands. Ce régime serait d'ailleurs, à en croire notre ancien Cadet, sensiblement pareil à celui que subissent en Allemagne les jeunes soldats lors de leur entrée au régiment: de part et d'autre, le principe pédagogique dominant consisterait à « militariser » le futur officier ou le futur soldat en écrasant sa personnalité sous le poids d'une discipline brutale et sans pitié.

Il m'a été donné, pour mon compte, de prendre un avant-goût de cette discipline dès le seuil même de l'école où m'envoyaient mes parens. J'ai rencontré là un de ces élèves plus âgés qui, suivant l'habitude de toutes les écoles allemandes, sont chargés déjà de surveiller les élèves des classes inférieures. D'un ton rude et méprisant, ce Cadet m'a demandé mon nom. Je me suis nommé, avec le salut le plus respectueux dont je fusse capable : sur quoi, ce garçon, sans l'ombre de passion, et simplement avec la conviction d'accomplir son devoir, m'a frappé au visage, de toutes ses forces. Et cela nullement parce que j'avais un nom anglais, mais parce que j'étais un « nouveau » qu'il s'agissait de « briser. »

Le gardien de ma chambrée était un de ces sous-officiers typiques de l'armée prussienne qui ne conçoivent pas d'autre moyen que la force pour maintenir la discipline. Je jurerais qu'il passait des heures, tous les jours, à inventer des formes nouvelles de punition. L'un de ses divertissemens favoris était de contraindre un élève à porter sous chaque bras trois gros dictionnaires, à se tenir debout sur la pointe des pieds, à ployer les genoux, et à demeurer dans cette position pendant dix ou quinze minutes, — sous peine d'être roué de coups, s'il avait le malheur de tomber. Tous les autres sous-officiers de l'école, du reste, égalaient au moins celui-là en vaine cruauté.

L'auteur anglais assure qu'à l'un quelconque de ses compatriotes qui aurait eu l'occasion de connaître les écoles militaires de Woolwich ou de Sandhurst, une École de Cadets allemande ferait l'effet d'un « établissement pénitentiaire ; » et il ajoute que l'enseignement qu'y reçoivent les élèves correspond à cette discipline qui leur est infligée. Là comme à la caserne, sous prétexte de donner aux jeunes gens des qualités « viriles, » leurs maîtres s'attachent à étouffer dans leurs cœurs tous sentimens de pitié. « *Pillez! brûlez! tuez!* ces trois mots pourraient servir de devise à toute l'éducation guerrière du soldat allemand. »

Et quant au fruit de ces leçons, tout ce que l'auteur anglais trouverait à nous dire sur ce point serait encore infiniment dépassé par le spectacle où nous assistons depuis trois mois. Accoutumés à la fois par les discours et par l'exemple de leurs maîtres à se représenter la « dureté » comme la plus haute des vertus militaires, accueillis par des coups dès le seuil de la caserne ou de l'École de Cadets, soldats et officiers allemands nous ont laissé dès maintenant des souvenirs ineffaçables d'une « virilité » dont ils savaient, en outre, qu'elle avait pour soi l'approbation du chef suprême de leur armée. « Quelles admirables paroles l'Empereur vient de nous adresser ! » disait naguère à l'écrivain anonyme un jeune lieutenant allemand de ses amis, en sortant d'une audience accordée par l'empereur Guillaume aux officiers du corps expéditionnaire envoyé en Chine pour réprimer la révolte des Boxers. Le jeune lieutenant avait encore des larmes dans les yeux, au souvenir de ces paroles d'adieu de son souverain. Et l'on sait ce qu'avaient été ces « admirables » paroles : « N'épargnez personne, là-bas où vous allez ! Acquérez-vous une célébrité pareille à celle des Huns d'Attila ! »

Non certes, nous n'avons pas besoin de demander au livre anglais des preuves de l'efficacité des leçons reçues par les jeunes garçons d'outre-Rhin dans les écoles militaires de leur pays ! Tout au plus noterai-je encore un trait qui achèvera de faire comprendre l'irrésistible action de ces leçons de « barbarie » sur de jeunes cerveaux. L'auteur nous raconte que, au début de la récente guerre sud-africaine, tous les officiers allemands de sa garnison ne cessaient pas de déplorer, comme éminemment « antimilitaire, » l'indulgence courtoise avec laquelle les Anglais traitaient leurs ennemis. Et l'auteur reconnaît que lui-même, malgré son origine anglaise, partageait ce sentiment de son entourage, ou du moins craignait qu'une telle façon de pratiquer la guerre ne risquât de valoir à ses compatriotes les plus

graves ennuis. « Si bien que ma surprise a été grande, — nous dit-il, — lorsqu'ensuite j'ai pu constater, au contraire, les résultats merveilleux de cette douceur qui m'avait d'abord effrayé. »

Après nous avoir ainsi décrit la formation du militaire allemand, l'écrivain anglais étudie tour à tour les divers degrés de la hiérarchie, comme l'avait fait déjà le capitaine Pommer. Comme lui, il nous signale l'absence complète de tout lien entre les soldats et leurs chefs. « A la différence de ce que nous voyons dans les armées française et anglaise, jamais un officier allemand n'est le confident de ses hommes. Jamais, à ma connaissance, un officier n'a fait le moindre effort pour encourager ses hommes à lui ouvrir leurs cœurs. Et cela, selon moi, est fâcheux même au point de vue purement professionnel. Le soldat aime à sentir qu'il a près de soi quelqu'un qui s'intéresse à lui, quelqu'un qui pourra lui donner un conseil, ou du moins recevoir l'aveu de ses peines. »

Encore n'est-il pas rare de rencontrer dans l'armée allemande des officiers qui, sans s'abaisser à devenir les « confidens » de leurs hommes, ne refusent pas de témoigner à ceux-ci quelque sympathie : tandis que le type ordinaire du sous-officier tendrait de plus en plus, d'après l'auteur anglais, à se rapprocher des susdits gardiens de son École de Cadets. Mais aussi bien le recrutement même des sous-officiers commençait-il, ces années passées, à embarrasser cruellement les chefs militaires. Et vainement l'on avait cru remédier au mal en relevant un peu le salaire des sous-officiers. « Le mal était trop profond pour pouvoir désormais être réparé. Sans l'ombre d'un doute, le plus grand nombre des sous-officiers qui font aujourd'hui partie des troupes sur le front sont d'une espèce considérablement inférieure à celle des sous-officiers allemands de 1870. Tous, ou presque tous, ils n'ont fondé leur autorité que sur les méthodes, purement allemandes, de la force brutale et de la menace, — méthodes dont ils peuvent avoir tiré des résultats satisfaisans en temps de paix, mais qui, pendant la guerre, risquent fort de se montrer beaucoup moins fructueuses. »

Seul, le prestige « social » du sous-officier s'était conservé intact, d'année en année. Dans toutes les cuisines des villes de garnison, notamment, les triomphes du sergent ou même du simple caporal dépassaient ceux du plus séduisant des soldats non gradés ; et chaque jour ses caprices, l'allure volontiers changeante de sa fantaisie amoureuse y donnaient lieu à des épisodes comme celui que nous raconte l'auteur du livre anglais :

La jeune femme que je venais d'épouser était Anglaise, et il lui a fallu un long « entraînement » pour s'accoutumer aux façons des cuisinières allemandes. La première de ces personnes que nous avons prise à notre service nous avait simplement déclaré, par manière de recommandation, qu'elle avait pour « fiancé » un sergent de mon escadron. Mais voilà qu'un matin, en revenant de la « parade, » j'ai appris que notre cuisinière désirait me parler! Tout en larmes, la pauvre fille m'expliqua longuement que son sergent avait profité d'une de nos absences pour transmettre ses faveurs à un nouveau « trésor. » Elle était allée le voir à son quartier, l'avait traité suivant ses mérites, et avait signifié aux autres sous-officiers l'opinion qu'elle avait conçue de lui désormais. Et maintenant elle m'attendait pour avoir mon avis. Comme je voyais qu'elle n'avait pas même commencé à s'occuper de notre déjeuner, et comme je ne pouvais songer à entreprendre sur-le-champ l'œuvre de réconciliation que je devinais bien qu'elle avait espérée de moi, je lui suggérai que le plus sage était, pour elle, d'oublier un gaillard qui, plusieurs fois déjà, à ma connaissance, avait ainsi changé de « trésor. » Sur quoi, notre cuisinière, un peu consolée, me demanda quel était celui de mes autres sergens que je lui conseillais de choisir pour ami. Elle m'avoua que, de son côté, elle avait jeté les yeux sur le porte-drapeau : et ce ne fut pas sans peine que je parvins à lui expliquer mon impuissance à l'aider dans un choix aussi délicat. L'excellente fille ne pouvait pas s'enlever de la tête que la cuisinière d'un officier devait nécessairement avoir pour amoureux un des sous-officiers de l'escadron de son maître. Enfin mes discours semblèrent lui rendre du calme, et j'eus le plaisir de la voir procéder à la confection de notre déjeuner. Quelque temps après, elle m'aborda avec un visage épanoui pour m'apprendre qu'elle avait retrouvé un « fiancé. » Elle s'excusait de l'avoir pris dans l'infanterie : mais elle n'avait pu résister à ses tendres instances! Notre repas, ce jour-là, nous fut servi avec un soin tout particulier.

Le chapitre consacré par l'auteur anglais aux *Manœuvres* de l'armée allemande est également rempli d'observations instructives. Nous y apprenons, par exemple, que l'un des motifs qui contribuent à affaiblir la portée pratique de ces manœuvres est la présence inévitable de l'Empereur à la tête de l'une ou de l'autre des deux armées opposées. Presque forcément, il faut que cette armée-là obtienne la victoire ; et comme, dans cette armée, aucun général n'oserait désobéir aux volontés de l'Empereur, voire seulement les critiquer, on conçoit sans peine les inconvéniens qui résultent d'une telle situation pour l'ensemble de la grande « répétition » annuelle que constituent les manœuvres d'automne. Les généraux de l'armée « inspirée » par l'Empereur sont obligés d'exécuter maints mouvemens qu'au fond de leur cœur ils tiennent pour des fautes ; et, d'autre part, les chefs de l'armée adverse sont obligés de commettre autant de fautes qu'en exigera la défaite, quasiment imposée, de leurs troupes. Car chacun

sait que l'Empereur s'accommode aussi malaisément d'être conseillé que d'être battu.

Mais n'importe : telles qu'elles sont, les manœuvres permettent à un spectateur désintéressé de se rendre compte d'un certain nombre de vérités incontestables, au premier rang desquelles figure, d'après l'écrivain anglais, la décadence graduelle des qualités qui ont jadis fait la force et le triomphe des armées allemandes. C'est d'ailleurs ce que notait déjà, il y a trois ans, le correspondant militaire du *Times* à Berlin, dans une longue étude dont les conclusions nous sont pleinement confirmées par l'ex-officier allemand.

Par-dessus tout, ce correspondant estimait que le sens de l'initiative décroissait chez les chefs, petits ou grands. « Jamais, écrivait-il, je n'ai vu durant les dernières manœuvres un de ces mouvemens ingénieux ou hardis qui attestent une compréhension personnelle de l'art de la guerre : pour ne rien dire de telles fautes graves dont j'ai eu l'occasion d'être témoin et qui suffiraient à montrer à quel point le haut commandement est désormais au-dessous de sa réputation. » Abordant ensuite le détail des manœuvres, le correspondant du *Times* signalait le « manque d'entrain » de l'infanterie, sa « lenteur, » le caractère « suranné » de ses marches d'approche. Il reprochait à l'artillerie la « maladresse » de ses méthodes de tir, en ajoutant que le « matériel » dont elle se servait ne souffrait pas même d'être comparé aux nouveaux canons de l'armée française. Et son étude s'achevait, dès cette date de 1911, par la constatation d'une « baisse » sensible dans la valeur professionnelle d'une armée de plus en plus fatiguée, engourdie, empêtrée de routines stériles. Le nombre, la confiance en soi-même, et une « organisation » encore très solide : tels seraient maintenant, à l'en croire, les seuls élémens de supériorité de cette armée, ses seuls gages de succès dans le cas d'une lutte avec d'autres grandes armées européennes.

En reprenant à son compte, comme je l'ai dit, tous les termes de ce jugement de son confrère du *Times*, l'auteur du livre nouveau reconnaît cependant qu'il suffirait aux troupes allemandes d'avoir à leur tête un maréchal de Moltke pour accroître énormément leurs chances de succès. « Sous les ordres d'un tel homme, une telle armée ne pourrait pas manquer d'accomplir des prodiges. » Mais loin de posséder un chef de cette taille, l'armée allemande d'aujourd'hui semble bien « n'avoir pas de chef du tout. » Selon l'amusante expression de l'auteur anglais, cette armée, à la veille de la guerre, « n'était pas autant une idole aux pieds d'argile qu'une idole surmontée d'une tête d'argile. »

Ce qui n'empêche pas les « pieds » de l'idole d'être eux-mêmes, au dire de notre auteur, gênés par maints obstacles, et dont l'un des principaux se trouverait être la sottise, plus ou moins naturelle, d'un très grand nombre de soldats allemands. « Plus ou moins naturelle, » parce que souvent des soldats polonais, ou encore lorrains, se font manifestement un devoir de fermer leurs cervelles aux leçons de leurs chefs. Avec une obstination héroïque, ils refusent de comprendre à la fois la « lettre » et l' « esprit » de l'enseignement militaire qu'ils reçoivent : simulant dès le début une balourdise qui s'accentue à mesure qu'ils peuvent moins prétexter leur ignorance de la langue allemande. Mais en plus de ces sots « volontaires, » combien de soldats qui, très sincèrement, échouent à saisir le sens et la portée des ordres les plus simples ! L'auteur nous cite ainsi, tout au long de son livre, des traits d'incompréhension dont l'équivalent serait en effet bien difficile à découvrir chez les plus « naïfs » de nos troupiers français, — des traits de l'espèce de celui-ci, que je prends au hasard :

Un jour, pour garder un petit cours d'eau, j'avais placé un de mes hommes en sentinelle, à l'entrée d'un pont. Personne ne devait traverser le pont sans répondre à la sentinelle un mot d'ordre convenu. Arrive un sergent de l'armée opposée. Mon homme lui demande le mot d'ordre : mais le sergent l'ignore et, par conséquent, reçoit défense de traverser le pont. Là-dessus, le voici qui fait quelques pas sur l'autre bord de la rivière, et puis qui passe à gué, avec de l'eau jusqu'à hauteur des bras, sans en être empêché par la sentinelle ! Celle-ci avait fidèlement suivi sa consigne : elle n'avait permis à personne de traverser le pont.

A quoi l'auteur ajoute : « Je sais déjà de bonne source que des incidens du même genre se sont produits à Liége. L'armée allemande en verra se produire bien d'autres, au cours de la guerre. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les nouvelles de la guerre ne changent pas beaucoup dans l'Europe occidentale, mais elles continuent d'être rassurantes. On peut prendre presque indifféremment l'un ou l'autre des communiqués officiels qui se sont succédé deux fois par jour depuis le commencement du mois ; ils se ressemblent tous et tous entretiennent la confiance. « Au Nord, dit l'un d'eux, l'ennemi paraît avoir concentré son activité dans la région d'Ypres, sans résultat d'ailleurs ; nous tenons partout. » Nous tenons partout : plus tard, nous procéderons autrement et nous frapperons à un point bien choisi des coups plus décisifs. Pour le moment, on prête au général Joffre un mot qu'il n'a peut-être pas prononcé, mais qui définit assez exactement son action ; il aurait dit : « Je suis une râpe. » Il use, en effet, peu à peu l'adversaire ; il le fatigue et l'épuise ; il lui enlève chaque jour un morceau de terrain. Au bout de chaque quinzaine, l'amélioration est notable. Toutefois, la guerre sera longue. Par une sorte d'instinct divinatoire, l'opinion publique a compris dès le début qu'elle exigerait de notre part beaucoup de patience : nous en avons donc fait ample provision.

Où en sommes nous aujourd'hui ? Il y a quelques jours, les attaques allemandes étaient la manifestation d'un plan défini dont l'objet apparaissait distinctement. L'Empereur avait donné Calais pour but à son armée et il se proposait de l'atteindre en forçant à tout prix ou en tournant notre extrême gauche le long du rivage de la mer. Malheureusement pour elle, l'armée allemande a trouvé l'Yser sur le chemin de Calais. Tous ses efforts sont venus se briser contre la résistance que les Belges, les Anglais et nous leur avons opposée là et qu'ils n'ont pas pu vaincre. On sait que la mer s'est armée contre eux comme la terre. La flotte anglaise et les forces maritimes que nous avons conservées dans les mers du Nord ont utilement collaboré avec nos armées,

auxquelles le tir de leur artillerie a apporté un concours très efficace. Les Allemands, qui avaient réussi un jour à passer l'Yser et à mettre le pied sur la rive gauche, avaient déjà perdu en partie cet avantage provisoire, ils avaient été refoulés sur la rive droite lorsque l'intervention d'un élément nouveau a achevé leur déroute. Ils ne semblaient pas s'être rappelé qu'il suffisait de faire jouer quelques écluses pour inonder le pays et le rendre intenable. C'est pourtant ce qui est arrivé. Après avoir perdu la bataille de la Marne et celle de l'Aisne, les Allemands ont donc perdu celle de l'Yser. Quelle que soit leur ténacité, qui est grande, ils ne paraissent pas devoir s'obstiner sur ce point davantage, mais ils en choisiront un autre. Où aura lieu la nouvelle bataille? Il est difficile de le dire. Depuis quelques jours, les Allemands frappent sur toute notre ligne de front, et sur l'Yser même, des coups qui ont en apparence un caractère un peu désordonné et semblent ne tenir à aucun plan définitivement arrêté, soit qu'ils n'en aient en effet encore arrêté aucun et qu'ils cherchent à tâtons le défaut de notre cuirasse, soit qu'en disséminant leurs coups, ils veuillent nous maintenir dans l'incertitude de leurs projets véritables et nous amener à nous étendre et à nous disperser davantage. Mais, si tel est leur dessein, ils n'y réussiront pas mieux que dans ceux qui ont précédé. Nous tiendrons partout, comme dit le général Joffre. Tenir bon, c'est le seul mot d'ordre que Wellington ait donné à Waterloo : il est des cas où cela suffit.

Nous avons, d'ailleurs, pour donner une idée exacte de la situation, autre chose que les communiqués officiels bi-quotidiens qu'on a quelquefois taxés de sécheresse. Le 4 novembre, le général Joffre a adressé au grand-duc Nicolas, généralissisme de l'armée russe, un télégramme qui a produit sur l'opinion un effet profond. « Nous avons reçu, dit-il, avec un vif plaisir toutes les nouvelles de la marche triomphante des armées russes au cours de ces quinze derniers jours et de la nouvelle avance qui vient de les amener à proximité de la frontière allemande. Je tiens à adresser à Votre Altesse Impériale mes meilleures félicitations. De notre côté, nous avons arrêté les attaques furieuses allemandes, et par une action énergique et incessante nous cherchons à détruire les forces ennemies qui nous sont opposées. Notre situation est bonne, et nos efforts combinés amèneront bientôt, je l'espère, le succès final. » Il s'en est fallu de peu que ce télégramme du général Joffre ne se croisât avec celui que le grand-duc Nicolas lui adressait à son tour, et qu'il adressait aussi à lord Kitchener, pour leur annoncer la victoire que, de son côté, il venait

de remporter en Galicie et qui est, disait-il, incontestablement le plus grand succès russe depuis le commencement de la guerre. Et le grand-duc ajoute : « J'ai pleine confiance dans le rapide et entier accomplissement de notre tâche commune et je suis convaincu qu'une victoire décisive sera remportée par les armées alliées. » Bientôt, dit l'un ; rapidement, dit l'autre : mots précieux pour nous et qui résonnent d'une manière encourageante à nos oreilles. Dieu veuille que ces espérances soient réalisées ! Toutefois, s'il faut que nous ayons encore de la patience, nous en aurons autant qu'il faudra jusqu'au « succès final » et à la « bataille décisive. » Le succès sera dû à la collaboration étroite, intime des armées alliées qui, à une si grande distance l'une de l'autre, travaillent à la même œuvre, chacune avec ses qualités propres, toutes deux dans un même esprit et avec un même cœur. Avons-nous besoin de dire la joie que nous a causée la victoire du grand-duc Nicolas ? C'est, en effet, une grande victoire ; elle rend l'armée russe à peu près maîtresse de la Galicie. Les premiers succès de cette armée avaient été déjà très remarquables et leur rapidité avait paru foudroyante, mais ils avaient été remportés sur l'armée autrichienne seule, et on se demandait ce qu'il en adviendrait lorsque l'armée allemande, accourue au secours de son allié, lui aurait apporté ses méthodes de combat et des forces numériques importantes. Et en effet, l'offensive russe a été un moment arrêtée, suspendue ; mais elle a repris bientôt son élan et les armées austro-allemandes ont été refoulées. La bataille d'Augustow avait déjà dégagé le territoire russe de l'invasion allemande ; la nouvelle bataille a dégagé la Galicie et ouvert la route de Cracovie. Sans doute il reste encore beaucoup à faire aussi bien d'un côté de l'Europe que de l'autre, mais on peut dire sans fausse modestie que les affaires des armées alliées sont en bonne voie, ou plutôt on peut le répéter avec confiance, puisque les généraux français et russes le disent eux-mêmes et qu'ils ont toujours respecté la vérité.

Nous avons enfin le témoignage de M. le Président de la République qui, pour la seconde fois, est allé visiter nos armées et leur exprimer la reconnaissance du pays. Étant entré sur le territoire belge, il a tenu à cœur d'aller saluer le Roi et la Reine des Belges, si dignes l'un et l'autre de la plus respectueuse sympathie. La Belgique est justement fière de son Roi, et il y a quelque chose de touchant dans la résolution qu'a prise la Reine de ne pas se séparer de son mari et de le suivre dans les camps, au milieu des hasards de la guerre. M. Poincaré a pu leur faire part des sentimens de la France entière, qui sait

comprendre, sentir, admirer, et qui n'oubliera pas. Mais M. le Président de la République devait aussi parler à notre armée, ou plutôt nous parler d'elle et il l'a fait dans une lettre qu'il a adressée à M. le Ministre de la Guerre. « A mesure, a-t-il dit, que se développent les hostilités, le soldat français, sans rien perdre de son ardeur et de sa bravoure, acquiert plus d'expérience et adapte mieux ses vertus naturelles aux exigences des opérations militaires. Il conserve une incomparable force d'offensive et s'accoutume en même temps à la patience et à la ténacité. Sous le feu de l'ennemi, s'établit entre le chef et les hommes une intimité confiante qui, loin d'affaiblir la discipline, l'ennoblit encore par la conscience éclairée de la solidarité dans le dévouement et dans le sacrifice. Chaque fois qu'on revient au milieu des troupes, on est émerveillé par cette abolition totale de l'intérêt personnel, par ce glorieux anonymat du courage, par la grandeur de cette âme collective où se fondent tous les espoirs de la race. » Ce sont bien là, en effet, les caractères distinctifs de nos soldats de 1914 : ils ont gardé les qualités de leurs pères et ils en ont acquis de nouvelles, rendues nécessaires par les transformations de la guerre moderne. Ils sont devenus patiens, comme le pays lui-même ; aucune tâche ne les rebute, aucune fatigue ne les lasse : et ils avancent toujours.

Pendant ce temps, le pays travaille. Il ne songe pas seulement à aujourd'hui, mais encore à demain et il le prépare sans se laisser détourner de sa tâche quotidienne, au milieu de la plus effroyable tourmente. Il y a dans la lettre de M. le Président de la République une phrase qui nous a frappé parce qu'elle est la constatation d'un fait que M. Poincaré n'a certainement pas inventé et qui est une chose vue. « Lorsque, dit-il, à portée des projectiles, devant un horizon que les éclatemens d'obus couvrent de fumée ou déchirent de lueurs, on voit des paysans tranquilles pousser leur charrue et ensemencer leur sol, on comprend mieux encore combien sont inépuisables sur notre vieille terre de France les provisions d'énergie et de vitalité. » Ce paysan courbé sur sa charrue représente la continuité des œuvres de vie au milieu des œuvres de mort. Il est bon, il est réconfortant de voir, au sein même des destructions qui s'accumulent dans le présent, les réserves de l'avenir qui se reconstituent.

Nous en avons d'autant plus besoin que le champ de la guerre, déjà si large et si vaste, semble devoir s'élargir encore. La Turquie vient de sortir, par un acte de piraterie, de la neutralité où elle

avait annoncé la volonté de se maintenir, et il est encore difficile de dire si la funeste initiative qu'elle vient de prendre, — funeste surtout pour elle, — n'amènera pas de nouvelles perturbations dans les Balkans. Après les épreuves qu'elle a traversées et qui l'ont laissée démembrée et pantelante, la Turquie avait besoin d'une longue paix pour cicatriser ses blessures et reprendre des forces; le plus simple bon sens, la plus vulgaire prudence lui conseillaient de suivre, au milieu des agitations de l'Europe, une politique d'abstention et de recueillement et il est probable que, si elle avait été libre, c'est en effet cette politique qu'elle aurait adoptée; mais elle est livrée, depuis quelques années, à une bande d'aventuriers qui l'ont livrée elle-même à l'Allemagne. Celle-ci, dans la situation critique où elle se trouve, ayant perdu un de ses alliés et ameuté l'Europe contre elle, cherchant à échapper par tous les moyens à la destinée qui la menace, a frappé du fouet et piqué de l'éperon le vieux cheval fourbu, pour l'obliger de force à se redresser et le jeter haletant sur le champ de bataille. L'intervention de la Turquie ne sauvera pas l'Allemagne, mais elle coûtera très cher à la Turquie. Survivra-t-elle à cette nouvelle épreuve? Il faudrait pour cela qu'elle trouvât une fois de plus la bonne volonté de l'Europe et elle paraît bien l'avoir définitivement découragée. On a fait vivre la Turquie artificiellement parce que sa survie paraissait utile à la paix générale; mais si, au lieu d'y servir elle y nuit, si elle cesse d'être un élément d'équilibre, si elle ajoute de la guerre à la guerre et apporte un tison de plus à l'incendie qui déjà fait rage, la Turquie, qui ne pouvait durer que grâce à la bienveillance et à la complaisance de tous, aura coupé de sa propre main le fil ténu qui retenait sur sa tête une nouvelle épée de Damoclès. Elle seule sera responsable de sa ruine.

L'opinion universelle a désigné Enver Pacha comme l'auteur de l'entreprise. Tout lui ayant réussi jusqu'à présent, son étrange fortune l'a encouragé à toutes les audaces. Il a été un des promoteurs principaux de ce mouvement révolutionnaire de la Jeune-Turquie sur lequel la vieille Europe, habituellement moins candide, s'est fait au début tant d'illusions. Il n'y avait qu'une voix pour célébrer l'héroïsme des Jeunes-Turcs, qui se disaient des disciples fidèles de la Révolution française et promettaient de régénérer leur patrie par la liberté. On assure qu'Enver pacha, alors Enver bey, s'est assigné tout de suite le rôle de Napoléon. Il se croyait un grand homme de guerre parce qu'il avait fait ses études militaires en Allemagne et avait été attaché militaire à Berlin. L'espèce de démence que l'orgueil de sa

force a inspirée à l'Allemagne est contagieuse de sa nature; beaucoup d'autres têtes en ont été frappées, mais aucune ne l'a été plus fortement, plus profondément que celle d'Enver pacha. Gardant un souvenir ineffaçable des séductions qui s'étaient exercées sur lui à Berlin, il est devenu, il est resté le séide de l'Allemagne, convaincu que le patronage de ce grand pays et de son non moins grand souverain ne manquerait pas de rendre à la Turquie la puissance de son meilleur temps. L'empereur Guillaume a fait de son mieux pour entretenir cette espérance; il s'est posé dans le monde comme l'ami et le défenseur des Ottomans; il a invoqué Allah et Mahomet, comme il invoquait hier son vieux Dieu, et même la Sainte-Vierge miraculeuse, car tout lui est indifférent ou, si l'on veut, tout lui est bon pour atteindre son but. Il a tiré déjà de grands avantages de la protection qu'il a étendue sur la Turquie, sans qu'il lui en coûtât rien, et il en aurait tiré plus encore dans la suite s'il avait ménagé davantage les forces d'un ami qui est si près de n'en pouvoir plus. C'est ce qu'il aurait fait sans doute s'il n'avait pas été pressé par une de ces nécessités impérieuses qui, comme l'a dit M. de Bethmann-Holweeg, n'ont point de loi. Il a montré qu'il était l'homme des longues pensées, des longues préparations et qu'il savait attendre, mais cette fois il ne pouvait plus le faire. La guerre qu'il a déchaînée l'a mis dans une de ces situations où on fait flèche de tout bois. Il ne s'attend sans doute pas à ce que la Turquie, à peine sauvée de l'agonie par une sorte de miracle, lui apporte une grande force; mais, quelle que soit cette force, il compte bien l'épuiser à son profit, et si la Turquie meurt à la peine, tant pis pour elle: l'Allemagne au-dessus de tout! Quant à Enver pacha, il a le courage des hommes de son espèce, mais sa prévoyance paraît courte. Croyant aveuglément à la toute-puissance de l'Allemagne, il a peu à peu appelé à Constantinople des officiers allemands de terre et de mer, entre les mains desquels il a mis l'armée et la flotte ottomanes. Qui aurait cru, à l'aurore si brillante, mais si décevante de la Jeune-Turquie, qu'elle aboutirait à un résultat aussi avilissant? Ces prétendus libéraux, ces enragés patriotes ont aliéné l'indépendance de leur pays. La Turquie est devenue une sorte de colonie ou de protectorat allemand. Voulût-elle aujourd'hui se débarrasser de la rude étreinte teutonne, qu'elle ne le pourrait pas. C'est l'histoire du cheval qui, pour se venger du cerf, a fait appel à l'homme et est tombé sous sa dépendance. Enver pacha ne semble pas s'être encore rendu compte des conséquences de sa politique : il s'en apercevra bientôt.

Il serait difficile de préciser la date à laquelle remonte cette main-

mise de l'Allemagne sur la Turquie; ce serait toute une histoire à écrire et elle dépasserait de beaucoup les limites de notre chronique. Depuis plusieurs années déjà ce travail d'enveloppement, d'envoûtement, se poursuivait sous les yeux de l'Europe qui ne se méprenait pas sur son caractère, mais qui laissait faire, lorsque l'incident relatif aux pouvoirs accordés au général Liman de Sanders a provoqué un éclat. La Russie a demandé des explications et a commencé à se fâcher. Le gouvernement ottoman, conseillé par celui de Berlin, a protesté de son innocence, rejeté loin de lui les noirs desseins qu'on lui prêtait et formellement promis de ne donner aucun commandement au général allemand. L'a-t-on cru ou a-t-on seulement feint de le croire? il importe peu de le rechercher aujourd'hui. En fait, le général est resté l'âme toute-puissante de l'armée ottomane, et c'est à peine si son action s'est pendant quelque temps un peu dissimulée. On reconnaît la marque allemande dans cette manière sournoise et perfide de procéder, dont l'incident du *Gœben* et du *Breslau* a fourni plus récemment un autre exemple. Ces deux navires, après avoir tiré quelques coups de canon dans la Méditerranée et s'y être conduits à la manière des corsaires, ne s'y sentant plus en sécurité, se sont réfugiés dans les Dardanelles. La France, l'Angleterre, la Russie ont naturellement protesté et, de nouveau, la Porte a manifesté l'étonnement de l'innocence méconnue, calomniée: elle avait acheté le *Gœben* et le *Breslau;* qu'y avait-il, que pouvait-il y avoir de plus régulier? Les navires n'étaient plus allemands, ils étaient turcs : au reste, leur équipage allemand devait être débarqué et remplacé par un équipage à turban. Les trois puissances alliées se sont contentées de cette explication, doublée de la promesse qu'en aucun cas les deux navires ne joueraient un rôle pendant la guerre. L'ont-elles cru? Elles ont feint de le croire, ne voulant pas alors pousser l'affaire plus loin. Mais si elles avaient pu s'y tromper, leur erreur aurait été bientôt dissipée. Aujourd'hui, le général Liman de Sanders commande l'armée et l'amiral Souchon, un autre Allemand, commande la flotte ottomanes. Le *Gœben* vient de se distinguer de nouveau dans la Mer-Noire par une franche violation du droit des gens : deux villes russes ont été bombardées sans déclaration de guerre.

Cette déclaration, ce sont alors la Russie, la France et l'Angleterre, puis la Serbie qui l'ont faite, mais on peut dire qu'elles ne l'ont faite, que contraintes et forcées. Il semble que la Turquie ait, depuis assez longtemps déjà, désiré et cherché ce dénouement; elle n'a négligé ni insolences, ni provocations pour l'amener; elle y a finalement réussi,

mais elle y a mis du temps. Elle a commencé par dénoncer les capitulations, c'est-à-dire déchiré un traité, ou plutôt un ensemble de traités qu'elle avait signés et qui instituait le statut personnel des étrangers dans l'Empire. Elle a vraiment considéré ces conventions ou traités comme de simples chiffons de papier, tant sont contagieux les exemples venus de haut. En d'autres temps, l'Europe aurait très mal pris la chose : elle s'est contentée de faire des réserves, auxquelles les Puissances de la Triple-Alliance se sont associées, quelques-unes pour la forme. Personne ne doute qu'ici encore l'Allemagne n'ait été le conseiller toujours écouté : la Porte n'aurait jamais osé prendre une pareille attitude sans son consentement, ou même son encouragement. Toutefois, si elle a espéré que de cet incident sortirait la guerre, elle s'est trompée : nous avions d'autres affaires sur les bras, nous avons renvoyé celle-là à plus tard. Alors, la Porte, sous un vain prétexte, a fermé brusquement les Dardanelles, ce qui était une nouvelle provocation ; mais la mesure blessait un trop grand nombre d'intérêts pour pouvoir être maintenue, et nous avons laissé passer cette incorrection comme les précédentes. La Porte, alors, s'est décidée à tirer des coups de canon, et la guerre est devenue inévitable. Nous l'avons fait précéder d'un ultimatum : nous avons demandé, — Russie, France et Angleterre, — que le gouvernement ottoman licenciât sur l'heure les officiers, soldats et marins allemands qu'il a pris à son service, ou plutôt qui l'ont mis lui-même au leur. Le pouvait-il ? Avait-il gardé assez de liberté et de force pour le faire ? Non, sans doute ; aussi le seul objet de l'ultimatum des alliés était-il de mettre en plein relief les causes de la guerre : elles sont dans ce fait que la Porte est tombée dans la domesticité de l'Allemagne, que c'est celle-ci qui gouverne à Constantinople et que cet état de choses s'est manifesté par des actes de brigandage qui ne pouvaient plus être tolérés. Quelles seront les conséquences ? Nous ne croyons pas qu'elles puissent être bien graves pour nous et pour nos alliés. La Russie sera obligée de maintenir quelques forces dans le Caucase, et sur la frontière arménienne, où elle a immédiatement pris contre les Turcs une offensive heureuse. L'Angleterre aura à veiller sur l'Égypte dont la défense, si elle est attaquée, est facile. L'Allemagne n'a pas dû avoir beaucoup de confiance dans les coups directs que la Turquie pouvait porter aux alliés ici ou là ; mais elle a espéré peut-être qu'elle amènerait le Sultan à proclamer la guerre sainte et à soulever le monde musulman contre les Anglais aux Indes et en Égypte, contre nous en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Mais le Sultan, quoi-

qu'il règne peu à Constantinople et n'y gouverne pas du tout, semble opposer quelque résistance à la pression qu'on exerce sur lui. Le monde politique ottoman est divisé. Enver pacha et sa bande, s'ils sont les maîtres du jour, ne seront peut-être pas ceux du lendemain. Quoi qu'il en soit, nous avons lieu de croire que la tranquillité de nos colonies ou de nos protectorats ne court aucun danger sérieux, et l'Angleterre partage la même sécurité en ce qui concerne les siens.

La Turquie nous fera certainement moins de mal que le Japon n'en a déjà fait à l'Allemagne par la prise de Tsing-Tao. La place a dû capituler, et c'est un événement important, un événement de l'ordre mondial que cette capitulation : elle porte une atteinte extrêmement sensible à l'orgueil allemand, une atteinte dont les conséquences resteront sans doute irréparables et qui changera le cours de l'histoire dans ces régions lointaines. Lointaines, elles l'étaient autrefois davantage ; elles le sont moins aujourd'hui avec la facilité et la rapidité des communications. La carte du monde politique nous apparaît avec des proportions nouvelles et réduites, et c'est un fait significatif dans sa nouveauté qu'une guerre qui se poursuit en Europe ait pu avoir en Chine un contre-coup aussi profond et aussi prompt. On se rappelle dans quelles conditions l'Allemagne y avait fondé, sous sa forme de bail emphytéotique, une colonie dont elle était justement fière, mais dont la base s'est trouvée fragile. C'était une œuvre personnelle de l'empereur Guillaume : il se préoccupait beaucoup de ce qu'il appelait le péril jaune et attachait un intérêt de tout premier ordre à la place qu'il avait su prendre au cœur même de l'Asie. De grands projets ultérieurs s'y rattachaient dans sa pensée : qu'en reste-t-il aujourd'hui, qu'en restera-t-il demain? Il y a eu là pour l'Empereur une déconvenue qui, même au milieu de tant d'autres, a dû lui être amère. Mais nous ne nous y attarderons pas aujourd'hui, sauf à y revenir plus tard. Il faut bien avouer que le canon qui tonne sur l'Yser ou sur la Lys, à Arras ou à la Bassée, a un peu couvert pour nous celui de Tsing-Tao.

Nous ne pouvons pas finir notre chronique sans dire un mot de l'Italie. Nous en parlons rarement, parce que sa politique, très intelligente assurément, mais un peu incertaine encore, ne se dégage pas à nos yeux suivant une ligne tout à fait nette et que nous voulons éviter tout ce qui nous donnerait l'air de vouloir donner à nos voisins et amis un conseil dont ils n'ont pas besoin. Bien qu'ils aient obéi à leurs intérêts en proclamant leur neutralité, nous leur savons grand

gré de l'avoir fait par une décision immédiate et formelle qui nous a libérés de tout souci sur notre frontière du Sud-Est. Aussi leur souhaitons-nous sincèrement de trouver dans la manière dont la situation se dénouera les satisfactions légitimes auxquelles ils aspirent, et c'est tout au plus si nous dirons qu'il est rare de gagner au jeu quand on n'y a rien mis : nous en avons su quelque chose en 1866 lorsque, après Sadowa, nous avons réclamé sur le Rhin des compensations qu'on ne nous a pas accordées. Les vues de l'Italie sont très larges. Personne n'ignore qu'elle regarde Trente et Trieste comme les complémens nécessaires de sa nationalité, en quoi elle a raison, et aussi que les événemens de ces dernières années ont posé pour elle, dans l'Adriatique, des questions nouvelles dont l'intérêt s'est particulièrement concentré sur Vallona. Du côté de Trieste et de Trente, l'Italie n'a fait aucun mouvement, aucun geste apparent : il n'en a pas été tout à fait de même du côté de Vallona, mais son mouvement a été à peine sensible et son geste très discret. Elle s'est contentée d'envoyer une commission sanitaire, qui n'a pas encore, croyons-nous, débarqué sur la côte orientale de l'Adriatique : l'intention toutefois est manifeste et elle l'est devenue encore davantage par le fait que l'Italie, qui regardait naguère d'un œil si impatient les ambitions de la Grèce au Nord de l'Épire et se montrait si opposée à leur réalisation, paraît aujourd'hui en avoir pris son parti, ce qu'elle n'a certainement fait que sous le bénéfice d'une compensation qui lui serait donnée ou qu'elle prendrait ailleurs. Ce n'est ni nous ni aucun de nos alliés qui y ferons le moindre obstacle et, tout au contraire, nous verrions avec satisfaction l'Italie s'assurer sur la côte de l'Adriatique un gage de l'avenir qui lui appartient dans une mer où elle a tenu autrefois une si grande place.

L'occasion est bonne, car l'Albanie n'existe plus : nous parlons de l'Albanie politique à la création de laquelle l'Europe avait consenti par pure condescendance envers l'Autriche. Le prince de Wied n'était pas de taille à faire vivre cette œuvre artificielle ; il a disparu, et la question qu'il n'a pas résolue reste entière. Qu'en adviendra-t-il après la guerre? Cela dépendra de tant d'élémens, pour le moment incalculables, que nous ne nous hasarderons pas à émettre à ce sujet une prévision quelconque, mais il est hors de doute que l'Italie aura à ce moment un rôle à jouer. Si elle s'y prépare, comme c'est probable, elle le fait d'un manière prudente, un peu mystérieuse, et nous ne chercherons pas plus sur ce point que sur les autres à préjuger ses desseins. Aussi n'aurions-nous pas parlé d'elle aujourd'hui et aurions-nous attendu patiemment qu'elle sortît de la pénombre où elle reste si le

remaniement ministériel qui vient d'avoir lieu à Rome n'avait pas forcément attiré l'attention.

Ce remaniement n'est pas très profond au premier abord et, indépendamment de toute autre circonstance, il était devenu indispensable par la mort du marquis di San Giuliano. Toutefois, on ne se pressait pas. Le président du Conseil, M. Salandra, faisait l'intérim des Affaires étrangères. Il avait offert ce ministère à M. Sonnino, qui ne l'avait pas accepté, et cette situation aurait pu se prolonger quelque temps encore, si la démission du ministre du Trésor, M. Rubini, n'était pas venue montrer que le Cabinet avait besoin d'être modifié et consolidé, faute de quoi il s'en irait en morceaux. Ce n'était pas en effet une crise qui s'ouvrait, mais une crise qui se prolongeait, qui avait des causes anciennes et graves et à laquelle il fallait apporter un remède énergique. La démission de M. Rubini avait été précédée, il y a quelques jours, de celle du ministre de la Guerre, le général Grandi. Au moment de la constitution du ministère Salandra, le portefeuille de la Guerre avait été offert au général Porro dans des conditions qu'il n'avait pas acceptées. La guerre européenne n'était pas encore commencée ; on ne la prévoyait pas en Italie ; on en était encore aux illusions pacifistes du ministère Giolitti et au relâchement qui en était résulté. Aussi le général Porro, plus prévoyant que les autres, passa-t-il pour un mégalomane militaire lorsqu'il demanda 600 millions de crédits nouveaux en vue de certaines réformes qu'il jugeait indispensables pour mettre l'armée en état de suffire à tout événement. On se récria, et le portefeuille fut attribué au général Grandi, qui acceptait d'assurer la défense nationale à moitié prix, c'est-à-dire moyennant 300 millions. Mais la guerre éclata et fit apparaître des nécessités nouvelles sur lesquelles le général Grandi se trouva en désaccord avec son chef d'état-major, le général Cadorna. Celui-ci l'emporta, le général Grandi donna sa démission. Il fut remplacé par le général Zupelli, ami et ancien collaborateur du général Cadorna, et connu pour être un irrédentiste assez ardent.

Nous ne serions pas entré dans tous ces détails s'ils ne donnaient pas un sens précis à la crise ministérielle italienne : on voit que ses motifs se rattachent à la défense nationale, et la démission de M. Rubini s'y rattache aussi, car ce ministre s'est démis à son tour parce que, partisan de la neutralité et de la paix à tout prix, il n'était d'accord ni avec le nouveau ministre de la Guerre, ni avec plusieurs autres de ses collègues sur les crédits militaires et sur les moyens d'en couvrir la dépense. Dans ces conditions, il était intéressant de

savoir si le général Zupelli resterait ministre, et il l'est resté : cela signifie, semble-t-il, que l'Italie, bien qu'elle entende maintenir sa neutralité, veut cependant avoir les moyens d'en sortir, si l'intérêt du pays l'exige. En d'autres termes, elle entend conserver la pleine liberté de sa politique, soit dans un sens, soit dans l'autre, suivant les circonstances. Quant au Ministère des Affaires étrangères, il est dévolu à M. Sonnino, ancien président du Conseil, homme considérable à tous égards, ancien triplicien convaincu, mais beaucoup trop intelligent pour ne pas tenir compte des élémens nouveaux et imprévus pour beaucoup qui, depuis trois mois, ont été introduits dans la politique européenne et s'imposent aux préoccupations de ceux qui la dirigent. Nous avons dit que M. Sonnino avait tout d'abord refusé un portefeuille, qui lui paraissait lourd : mais, devant l'insistance du président du Conseil, il l'a accepté par patriotisme. Il apportera une force au cabinet que M. Salandra continue de présider avec une autorité qui a beaucoup grandi depuis qu'il est au pouvoir et que l'heureuse issue de la crise a encore augmentée.

On voit par tout ce qui précède à quel point non seulement l'Europe, mais le monde entier évolue sous l'impression directe ou indirecte et les contre-coups multiples de la guerre qui se poursuit en France, en Angleterre, en Belgique, en Russie, en Autriche, en Serbie, en Allemagne où l'armée russe commence à rentrer, en Chine enfin d'où le Japon chasse les Allemands. Nous ne pouvons malheureusement donner de cet immense tableau que quelques traits sommaires. Il en est un toutefois qui nous frappe et nous touche plus que tous les autres : c'est que « notre situation est bonne, » comme le dit le général Joffre, et que les Russes viennent de gagner une importante bataille. Cela nous rassure quand nous songeons que l'Allemagne essaie de réveiller les énergies de la Turquie et de les exploiter à son avantage, en surexcitant les ambitions de la Jeune-Turquie, qui commence à n'être plus jeune, et en flattant l'infatuation d'Enver pacha.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

